

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N° 94

JANVIER 1993

Ce bulletin paraît en français, allemand, anglais,
kurde, espagnol et turc.

Prix au numéro : France : 30 FF — Etranger : 35 FF
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.
ISSN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : (1) 48 24 64 64 - Fax : 47 70 99 04

Sommaire

- LE CONSEIL DE L'EUROPE DÉNONCE L'USAGE DE LA TORTURE EN TURQUIE
- HELSINKI WATCH: LA TORTURE ET LES MEURTRES CONTINUENT EN TURQUIE
- RAIDS ALLIES CONTRE LES POSITIONS DE SADDAM HUSSEIN
- PROCÈS DE HEP
- PIERRE PERRET CHANTE LA PETITE KURDE
- ANNÉE FASTE POUR L'ÉDITION KURDE
- PUBLICATIONS NOUVELLES DE L'INSTITUT
- AINSI QUE...
- CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE
- EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

LE CONSEIL DE L'EUROPE DÉNONCE L'USAGE DE LA TORTURE EN TURQUIE

Le texte ci-dessous, annoncé dans le sommaire de notre numéro de décembre 1992, n'a pas paru suite à une erreur de mise en page. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.

Le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT), créé en 1987 par les vingt-sept pays membres du Conseil de l'Europe, est exceptionnellement sorti de sa réserve pour signaler la violation massive et coutumière des droits de l'homme en Turquie.

Dans un rapport rendu public le 21 décembre à Strasbourg, le CPT indique qu'il a effectué à

trois reprises, en 1990, 91 et 92 des visites dans les centres de police et les prisons turcs. Il avait, dès septembre 1990, conclu que «*la politique de la torture et d'autres formes de mauvais traitements restait largement répandue en Turquie et qu'il en était fait usage à la fois à l'égard des suspects de droit commun et de personnes détenues en vertu de la législation contre le terrorisme*». Malgré les avertissements du Conseil de l'Europe au gouvernement turc, le Comité a constaté en 1991 que,

non seulement «*aucun progrès n'avait été réalisé*», les policiers infligeant toujours les mauvais traitements habituels, mais que de nouvelles pratiques avaient été mises en œuvre, en particulier dans les services de «*lutte contre le terrorisme*» d'Ankara et de Diyarbakir. Lors de sa dernière visite, fin novembre 1992, la mission du comité s'est rendu à Diyarbakir, pour y constater la présence dans les locaux de la police de «*l'équipement nécessaire pour suspendre une personne par les bras*». «*La découverte a provoqué*», indique le rapport du CPT, «*une vive consternation parmi les fonctionnaires présents : certains ont exprimé des regrets, d'autres ont adopté une attitude de défi*».

Le rapport passe en revue les sévices les plus fréquemment exercés «*par la police et dans une moindre mesure par la gendarmerie : falaka (bastonnade sur la plante des pieds) ; pendaison palestinienne (suspension par les poignets attachés dans le dos) ; introduction par la force d'un bâton ou d'une matraque dans les orifices naturels ; chocs électriques au moyen d'électrode placé sur l'extrémité du pénis, compression des testicules ; arrosage à l'eau froide sous pression ; détention pendant des périodes prolongées dans des cellules très étroites, obscures et non aérées, humiliations psychologiques, etc.*» et toutes sortes d'autres horreurs décrites en détail par d'anciens prisonniers comme M. Zana.

Après ce constat clinique accablant, le comité évoque «*les promesses de démocratisation faites par M. Suleyman Demirel à son arrivée au pouvoir, en 1991*» qui n'ont pas été honorées et indique que «*les mesures législatives ne suffiront pas à elles seules à mettre un terme au phénomène de la torture (...) car il y a tout lieu de croire que c'est un problème profondément enraciné*». En somme, ce serait plus un problème de mentalité que de politique. Ce qui

reviendrait à dire que les Turcs sont d'incorrigibles «*barbares*», à dédouaner le régime politique turc actuel, courtisé par tous les pays occidentaux, à faire oublier que la torture n'existait pratiquement pas dans la Turquie des années 1950 et 1960 et que les tortionnaires turcs familiers de la «*falaka*» et des bastonnades traditionnelles ont été formés à ces techniques «*modernes*» de «*la guerre anti-subversive*» par des instructeurs américains, tout comme leurs sinistres homologues latino-américains. Le gouvernement turc qui de mai à novembre 1992 a eu le privilège de présider le Comité des ministres du Conseil de l'Europe ne tient d'ailleurs guère compte de rapports et de dénonciations de comités et ONG, étant par ailleurs assuré du soutien sérieux de ses alliés qui rivalisent même pour lui vendre de nouvelles armes (hélicoptères militaires, avions, pièces d'artillerie, blindés, etc....). Il pourrait, en cas de besoin, s'inspirer de l'exemple du ministre irakien Tarek Aziz, dénonçant lors de sa visite à Bonn, en juin 1988, «*l'incroyable hypocrisie des Allemands qui nous ont vendu des usines d'armes chimiques clés en main et qui s'indignent ensuite quand on a dû s'en servir contre les Kurdes*».

ment l'emploi de violence contre des civils par le PKK (Partie des Travailleurs Kurdes) et demande au PKK d'arrêter les abus de toutes formes et de se conformer sans délai et scrupuleusement au droit humanitaire international et aux lois de la guerre.

Ce rapport de 78 pages, intitulé «*Promesses brisées: la torture et les meurtres continuent en Turquie*», accuse le gouvernement turc de ne pas avoir tenu les nombreuses promesses qu'il avait faites lors de son arrivée au pouvoir le 25 novembre 1991. Ces promesses comprenaient, entre autres, celles de mettre fin à la torture, d'amender la Constitution et de réviser les lois turques afin de les mettre en conformité avec les lois et les règles internationales sur les droits de l'homme, de reconnaître la «*réalité kurde*» dans le Sud-Est du pays, de mettre fin aux interdictions frappant les partis politiques et d'établir une presse libre et indépendante.

Le rapport comprend des informations réunies par *Helsinki Watch* en août 1992 dans quatre villes de l'ouest de la Turquie lors d'interviews de 24 personnes qui ont raconté avoir été torturées récemment et de manière brutale par la police. Les techniques de torture comprenaient l'utilisation d'électrochocs sur un détenu aux yeux bandés et suspendu tout nu par les bras ou les poignets, des passages à tabac, des viols et des abus sexuels (y compris le viol au moyen d'une matraque d'une femme enceinte de deux mois), ou encore de plonger le visage d'un détenu dans une fosse septique ou de l'enfermer dans une cellule avec un chien d'attaque qui le mordra féroce-ment.

Helsinki Watch : LA TORTURE ET LES MEURTRES CONTINUENT EN TURQUIE

D'après un rapport publié le 29 décembre à New York par *Helsinki Watch* (branche de *Human Rights Watch*, organisation de protection et de promotion des droits de l'homme), les cas de meurtre et de torture de civils par les forces de sécurité en Turquie sont en augmentation depuis l'arrivée au pouvoir du Premier ministre Suleyman Demirel. En raison des violations flagrantes, répétées et constantes des droits de l'homme dans ce pays, *Helsinki Watch* demande que les Etats-Unis suspendent toute forme d'assistance militaire et de sécurité jusqu'à ce que la Turquie renonce à ce schéma de violence, ou que les Etats-Unis annoncent clairement, comme l'exige la section 502B de

l'Acte d'Assistance à l'Étranger, en vertu de quelles circonstances exceptionnelles une telle assistance est justifiée.

Le rapport d'*Helsinki Watch* appelle le gouvernement turc à arrêter l'emploi d'armes meurtrières contre de manifestants pacifiques, à se conformer aux lois et aux règles internationales lors de raids effectués dans des maisons supposées abriter des «*terroristes*», à punir les membres des forces de sécurité qui se rendraient coupables de meurtre sans justification, à mettre fin à la torture dans les centres d'interrogatoire et à poursuivre les tortionnaires.

Le rapport d'*Helsinki Watch* condamne égale-

Selon le rapport, la torture pendant l'interrogatoire peut entraîner la mort. En 1992, seize personnes sont mortes alors qu'elles étaient détenues par la police ou la gendarmerie; d'après la police, six d'entre elles se seraient suicidées (sur les six, trois étaient des enfants âgés de 13 à 16 ans). Dans seulement trois cas sur les seize mentionnés, une enquête a été ouverte par le Ministère Public.

Au cours des onze premiers mois de 1992, avance le rapport, les forces de sécurité turques

ont abattu et tué 74 personnes lors de raids sur des maisons, et il y aurait des preuves qu'il se soit agi d'exécutions délibérées. Les forces de sécurité ont également abattu et tué plus d'une centaine de manifestants pacifiques au cours de la même année. En outre, selon les allégations du rapport, dans le Sud-Est du pays, 165 chefs communautaires ont été assassinés par des inconnus en 1992 et rien n'a été entrepris par les autorités turques pour enquêter sur ces meurtres et châtier les coupables.

Toujours selon Helsinki Watch, parmi les 165 personnes assassinées dans le Sud-Est de la Turquie figuraient onze journalistes. A l'exception d'un seul, ils écrivaient tous pour des journaux de gauche ou pro-kurdes; certains d'entre eux avaient écrit des articles sur les liens qui existeraient entre une certaine «force de contre-guerrilla», présumée coupable des assassinats perpétrés dans le Sud-Est, et les forces de sécurité turques. D'après les accusations contenues dans le rapport, il semblerait que ces journalistes aient été les cibles d'une campagne en cours visant à réduire au silence la presse dissidente. A ce jour, le gouvernement n'a fourni aucun effort sérieux afin de retrouver les meurtriers de ces journalistes. Le rapport souligne que la Turquie est le

troisième plus important bénéficiaire de l'aide américaine. Pour l'année fiscale de 1993, la Turquie recevra une assistance militaire de 450 millions de dollars sous forme de prêts, et 125 millions de dollars sous forme de subventions de soutien économique. En outre, des surplus de matériel militaire (hélicoptères, avions, véhicules et autres) d'une valeur de 180 millions de dollars ont été acheminés en Turquie pendant les années 1991 et 1992.

Parmi les recommandations adressées au gouvernement turc par Helsinki Watch figurent les suivants:

- * se conformer aux règles internationales demandant aux membres des services chargés de faire respecter la loi de ne se servir de force meurtrière qu'en cas d'absolue nécessité et proportionnellement aux risques encourus lors de raids effectués dans des maisons soupçonnées d'abriter des «terroristes»;
- * employer des méthodes n'entraînant pas la mort pour contrôler les foules et, en particulier, éviter de recourir à l'emploi de munitions de combat sauf en cas de légitime défense;
- * enquêter promptement et à fond sur toute mort suspecte et toute disparition et pour-

suivre les coupables;

- * punir de manière appropriée les membres des forces de sécurité coupables de meurtres injustifiés de civils au cours de démonstrations ou de raids;
- * prendre des mesures très strictes pour mettre fin à la torture dans les centres d'interrogatoire de la police;
- * poursuivre les tortionnaires et augmenter les peines requises dans les cas de torture;
- * réduire les durées de détention de manière à permettre aux détenus de comparaître rapidement devant un juge, conformément au droit international;
- * permettre aux détenus de voir un avocat immédiatement et régulièrement;
- * se conformer au droit humanitaire international lors d'opérations militaires dans le Sud-Est de la Turquie et, en particulier, protéger la vie et les biens des civils;
- * lever les restrictions qui privent les Kurdes de leur identité ethnique, y compris celles interdisant l'emploi de la langue, de la musique et de la danse kurdes;
- * lever toutes les restrictions sur la liberté d'expression, y compris la liberté de la presse, la liberté d'association, de rassemblement et de culte.

RAIDS ALLIES CONTRE LES POSITIONS DE SADDAM HUSSEIN

Le jeu du chat et de la souris entre les Alliés et Saddam Hussein se poursuit. A l'approche du départ de George Bush de la Maison Blanche, le dictateur irakien a multiplié les provocations pour montrer à son opinion et aux Américains qu'il restait toujours en place et qu'il avait survécu au président américain. Parallèlement à la désormais traditionnelle partie de cache-cache avec les inspecteurs de l'ONU cherchant à localiser les armes de destruction massives détenues par Bagdad et à les détruire, Saddam Hussein a installé des missiles sol-air à proximité de la zone d'exclusion aérienne dans le sud ainsi

qu'au long de la ligne de démarcation de la région sous contrôle kurde et multiplié des incursions en territoire koweïtien.

Un premier ultimatum lancé le 6 janvier par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, donnant à Bagdad deux jours pour retirer ses missiles, n'ayant pas été concluant, les Alliés ont décidé le 12 janvier qu'il n'y aurait pas de nouvel avertissement. Le 13 janvier une centaine de bombardiers américains, britanniques et français ont bombardé des positions irakiennes dans le sud. Le raid a été suivi par une attaque américaine, le 17 janvier, contre un

«complexe nucléaire» dans la banlieue de Bagdad puis, le 18 janvier, d'un nouveau raid de l'aviation alliée. Le 21 janvier, deux avions américains ont ouvert le feu sur une batterie antiaérienne, située au nord du 36ème parallèle, dans la région kurde protégée. Après quoi Saddam Hussein décrétait un «cessez-le-feu unilatéral» pour calmer le jeu avec les Alliés mais dès le lendemain, le 22 janvier, une voiture piégée par les services irakiens explosait en plein centre d'Arbil tuant 11 personnes et en blessant 124, dont beaucoup de femmes et d'enfants.



Le 24 janvier, l'artillerie irakienne a bombardé plusieurs villes au Kurdistan d'Irak, notamment Chamchamal, 70.000h, à 20 km à l'est de Kirkouk, Jabary et Nowjine, faisant de nombreuses victimes parmi la population. Le 25, la ville de Makhmour, à 50 km au sud-ouest d'Arbil a été touchée par ce pilonnage. Une fois de plus Bagdad se vengeait sur des

Kurdes des coups qui lui ont été assénés par les Alliés.

La riposte alliée aux provocations de Saddam est restée au niveau «d'avertissement symbolique», voire de baroud d'honneur de George Bush sans conséquence notable sur le régime irakien.

PROCÈS DE HEP

Le 26 janvier les principaux dirigeants du HEP (*Halkın Emek Partisi*, Parti du Travail du Peuple) ont comparu devant la cour de Sûreté de l'Etat d'Ankara pour répondre des chefs d'accusation de propagande séparatiste, d'atteintes à l'intégrité territoriale de l'Etat et à l'unité nationale et de trahison. Ce parti, créé en juin 1990 et dont une vingtaine de membres ont été élus lors des élections d'octobre 1991 dans les provinces kurdes, essaie de défendre par des moyens légaux les aspirations de la population kurde de Turquie. Ses dénonciations des exactions et meurtres perpétrés par l'armée et la police au Kurdistan en ont fait la bête noire des militaires qui, par l'intermédiaire du Conseil de Sécurité nationale où ils ont majoritaires, ont «conseillé» au gouvernement de mettre un terme à ces «menées séparatistes commises au sein même du Parlement». Ce sont eux qui ont également mis en branle la Cour de Sûreté de l'Etat, une juridiction d'exception créée par le régime militaire de 1980, qui a engagé la procédure visant à l'interdiction de ce parti. Le procureur général requiert, conformément à l'article 125 du Code pénal turc, la peine de mort contre les principaux dirigeants de ce parti, dont 18 parlementaires. Ceux-ci étant couverts par l'immunité parlementaire, une demande visant à la levée de celle-ci a été adressée à la présidence de l'Assemblée nationale. C'est la cour constitutionnelle qui après avoir entendu le 1^{er} mars le plaidoyer des défenseurs du HEP décidera de l'interdiction ou non de ce parti. En attendant, les dirigeants non parlementaires du HEP sont jugés par la Cour de Sûreté de l'Etat. La prochaine audience du procès a été fixée au 23 février. Mais plus que de droit, il s'agit d'une épreuve de force politique entre un pouvoir turc qui tente d'écraser par tous les moyens la voix et les aspirations des Kurdes et des militants kurdes qui essaient d'utiliser tout espace d'expression pour faire avancer leur cause.

PIERRE PERRET CHANTE LA PETITE KURDE

Le très populaire chanteur Pierre Perret, ému par la tragédie kurde, a composé une chanson intitulée «La petite Kurde» qui figure sur son dernier album et qui a rencontré un vif succès tant auprès du public que dans la presse. Nous publions ci-dessous les paroles de cette chanson émouvante :

LA PETITE KURDE

*Petite si tu es kurde écoute-moi
Il faut partir et quitter ton chez toi
Moi, j'ai connu ton sort
J'ai tutoyé la mort*

*On n'a jamais raison contre un soldat
Ils étaient cent autour de ma maison
Au mur y avait de l'ail et des poivrons
Et mon père est tombé dans un éclair
C'était un matin calme de septembre
ils ont emméné ma mère dans la chambre
Grand-père dans ses mains pleuroit
comme un enfant
Dehors on entendait hurler maman*

*Grand-mère faisait du pain dans la cuisine
Elle s'effondra le nez dans la farine
Et sur son cœur éclôt la fleur d'un géranium
Dernier hommage qu'elle ait reçu d'un homme
Grand-père à coup de crosse dans le dos
Implorait la pitié de ses bourreaux
J'entendais les soldats qui riaient tant et plus
Et maman sur son lit ne criait plus*

Puis soudain le soleil s'est endeuillé

*Les obus éclataient comme des œillets
La mort faisait ripaille jusque dans nos jardins
Il n'y poussait plus que des orphelins
La pluie qui avait cousu tout l'horizon
Faisait fumer les ruines des maisons
Et tout en m'éloignant du ciel de Babylone
J'ai compris que je n'avais plus personne*

*N'écoute pas les fous qui nous ont dit
La liberté est au bout du fusil
Ceux qui ont crû ces bêtises sont morts
depuis longtemps
Les marchands d'armes ont tous de
beaux enfants*

*Depuis la nuit des temps c'est pour l'argent
Que l'on envoie mourir des pauvres gens
Les croyants, la patrie, prétextes et fariboles
Combien de vies pour un puits de pétrole ?*

*Petite si tu es kurde il faut partir
Les enfants morts ne peuvent plus grandir
Nous irons en Europe si tel est notre lot
Là-bas ils ne tuent les gens qu'au boulot*



Dans sa défense, dont nous publions ci-dessous quelques extraits, l'ancien président du HEP, Feridun Yazar récuise ostensiblement le cadre juridique turc pour se prévaloir du droit naturel, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de la Charte de Paris et de la Convention européenne des droits de l'homme :

L'application ininterrompue et grossière des principes de l'idéologie officielle, la fermeture des voies légales de lutte, les assassinats, par des personnes non-identifiées, des membres et des dirigeants du HEP, la torture qu'ils subissent et leur condamnation à de lourdes peines de prison conduiront les gens à chercher d'autres issues. C'est (d'ailleurs) cette pratique qui a amenée la Turquie au point où elle se trouve aujourd'hui. (...).

... Aucun Etat ne peut ne pas constater que la Turquie interdit à ses 15 millions de Kurdes ce qu'elle demande pour la minorité turque en Bulgarie et en Grèce, pour les républiques «turques» de l'ex-URSS et pour les Turcs de Chypre.

... La volonté commune des partis politiques représentés dans l'Assemblée, qui consiste à frapper d'interdiction le HEP, s'explique d'une part, par le fait qu'ils veulent gagner l'estime du Comité de Sécurité Nationale (NdT, la plus haute instance des affaires «sécuritaires», contrôlée par l'armée), d'autre part, par leur calcul de se partager l'électorat kurde du HEP.

Les accusations formulées lors des procès intentés contre le HEP par la Cour de Sûreté d'Etat et la Cour Constitutionnelle se basent sur le prétexte d'affirmation, par ce parti, de l'existence du peuple kurde. Il est difficile, pour ceux qui ne connaissent pas l'idéologie officielle (turque), de comprendre la logique de deux poids et de mesures appliquée pour juger la reconnaissance de la réalité kurde par le Président, le Premier ministre et autres responsables de l'Etat et l'affirmation de l'existence du peuple kurde faite par le HEP. Mais pour nous, cette logique est facilement compréhensible. Elle s'explique par le fait que le HEP

se situe en dehors de l'idéologie officielle. Il s'agit d'une logique qui nie l'existence du peuple kurde. Si le HEP avait agi conformément aux ordres du Comité de Sécurité Nationale, il n'aurait pas eu à faire face à un procès visant son interdiction.

... Les juristes savent bien que, par delà des lois élaborées par des hommes, il y a un Droit naturel. Et les lois qui ne se conforment pas au Droit naturel ne peuvent être assurées d'une longue validité. La Constitution, la loi relative aux partis politiques et une série d'autres textes promulgués après le coup d'Etat du 12 septembre 1980 sont contraires au Droit naturel et aux normes du droit international, elles sont anachroniques. C'est l'application de ces lois-là qui a conduit la Turquie dans la présente situation dramatique.

Le gouvernement actuel a aggravé la politique suivie depuis 70 ans par l'Etat envers les Kurdes en suspendant la démocratie et les droits de l'homme et en allant jusqu'à supprimer le droit élémentaire de l'homme à la vie.

... Sous le prétexte de «combattre le P.K.K.», destiné à convaincre l'opinion publique européenne, ce gouvernement s'attaque, des tactiques de la guerre spéciale à l'appui, à la population civile. Aujourd'hui dans l'Est et le Sud-Est de l'Anatolie, autrement dit, dans la géographie habitée par les Kurdes, les villages sont vidés de leur population, les maisons sont brûlées, les champs et les pâturages sont déclarés zones interdites ; les gens, condamnés à la famine, sont contraints au départ.

Lorsque ces émigrants s'installent dans les régions d'ouest de la Turquie, on encourage alors le racisme turc qui, à son tour, aboutit à l'animosité anti-kurde. Cette fois-ci des attaques sont organisées contre les Kurdes de cette région, leurs commerces sont détruits avec l'appui des forces de sécurité. Ces gens qui ne savent plus où aller se trouvent dans une impasse. Pour preuve, nous pouvons citer les incidents qui eurent lieu à Alanya et les maisons détruites à Kadifekale à Izmir.

En voulant condamner, en vertu de l'article

125 du Code pénal, à la peine de mort les dirigeants du HEP, en saisissant la Cour Constitutionnelle pour faire interdire le HEP, la Turquie est en train de fermer les portes du combat politique, démocratique. Les assassinats commis par des «inconnus» se multiplient chaque jour davantage. Les personnes gardées à vue disparaissent sans laisser de traces. Les gardes à vue et arrestations arbitraires sont devenues monnaie courante, la torture est érigée en composante essentielle du système.

Au Parlement, le droit à la parole est refusé aux députés kurdes et l'on s'emploie même à les exclure du Parlement en levant leur immunité.

L'Assemblée Nationale (TBMM) est mise à l'écart, elle est transformée en une machine édictant des décisions et des lois anti-kurdes.

Au milieu de tous ces événements, le gouvernement qui affirme avoir remporté un grand succès dans l'Irak du Nord déclare que «l'heure est venue de nettoyer l'intérieur» et continue d'employer des armes lourdes achetées à l'Europe pour massacrer la population civile kurde. La Turquie tient pour inexistantes les conventions internationales qu'elle a signées et s'emploie à anéantir les droits démocratiques du peuple kurde ; le peuple kurde est confronté à un véritable génocide.

Aujourd'hui, il y a en Turquie une guerre civile non déclarée mais, dans la pratique, évidente. La tension, qui pourrait conduire à une confrontation sanglante entre les peuples kurde et turc, ne cesse de monter. Tout cela est dû à la politique suivie depuis 70 ans par l'Etat basée sur la négation du peuple kurde et interdisant toute recherche de solution par des voies légales. La volonté d'interdire le HEP procède de cette même logique visant au maintien des interdictions. (...).

Le HEP a mené jusqu'ici, et continuera de mener dans le cadre des principes légitimes du Droit, un combat pour l'égalité entre les peuples kurde et turc, pour leur prospérité et leur bonheur et pour que les autres groupes ethniques du pays jouissent des mêmes droits.

L'interdiction du HEP pourrait arrêter ni le combat pour la démocratie des masses populaires qu'il a rassemblées autour de lui, ni la volonté de celles-ci de purifier l'Etat et la société de la pratique de la violence ni leur espoir d'assurer un cadre de vie digne et sans peur.

Jusqu'à ce jour la Cour Constitutionnelle a interdit quatre partis politiques légaux pour avoir reconnu l'existence du peuple kurde : TIP (Parti ouvrier de Turquie), TEP (Parti du Travail de Turquie, TBKP) et SP (Parti Socialiste). Force est de constater que ces interdictions n'ont pu supprimer l'existence du peuple kurde. (...).

La Turquie vit aujourd'hui sous l'emprise de la guerre secrète et de l'ambiance de violence. De ce fait, il conviendrait de laisser de côté tout sentimentalisme et conditionnement, mettre en œuvre la raison, proposer des solutions démocratiques et politiques. La négation du peuple kurde n'a jusqu'ici apporté rien de

positif à la société turque ; elle lui a nuï. Il faut reconnaître les droits et libertés démocratiques du peuple kurde avant que ne se produisent des événements aux conséquences irréparables.

Dans une période où la guerre civile s'aggrave à vive allure, votre honorable cour se trouve face à une responsabilité historique. Votre verdict ne doit pas seulement être conforme à la constitution et à la loi relative aux partis politiques mais aussi au Droit naturel, aux normes communes de droit international, à la Déclaration universelle des droits de l'homme, à la Convention européenne des droits de l'homme, à l'Acte final de Helsinki et à la Charte de Paris. Un verdict juste pourrait éclairer les voies de la recherche d'une solution politique démocratique pour la cohabitation sur un pied d'égalité des peuples kurde et turc et des autres groupes ethniques du pays et assurer ainsi la paix. Un verdict contraire, pensons-nous, pourrait conduire la Turquie vers un avenir bien plus sombre et grave que la situation qu'elle connaît aujourd'hui. ■

portent sur l'identité kurde, les Kurdes de Turquie, d'Irak, d'Iran et de Syrie. L'ouvrage contient aussi 5 annexes dont la résolution 688 du Conseil de Sécurité de l'O.N.U.

Parmi les ouvrages collectifs traitant des Kurdes, citons d'abord celui édité par Ph. G. Kreyenbroek et St. Sperl, *The Kurds : A Contemporary Overview*, Londres et New York, Routledge, 250 p.. Après l'introduction de Sami Zubeida, le lecteur y trouvera des chapitres sur l'histoire, la société et la langue kurdes. Plusieurs chapitres traitent de la question kurde dans divers pays. L'article de J. Connors (*Humanitarian legal order and the Kurdish question*) attire l'attention par son originalité.

Le catalogue de l'exposition *Kurden, Azadi-Freiheit in den Bergen*, portant le même nom (édité par A. Janata, Vienne, Wiener Verlag, 226 p.) se distingue de la plupart des publications à la fois par ses très riches illustrations et par de nombreux textes sur l'histoire, la société et la religion. Il contient également un texte sur le cinéma de Yilmaz Güney et un autre, sur l'Autriche et les Kurdes. En Français, enfin, le livre paru sous la direction de H. Hakim, *Les Kurdes par-delà l'exode*, Paris, L'Harmattan, 272 p., contient, à part des études sur les diverses parties du Kurdistan, quelques spécimens de la culture kurde et un inédit d'A. Jaba, kurdologue russe de la fin du XIX^{ème} siècle.

L'étude devenue classique de Martin van Bruinessen, *Agha, Shaikh and State, The Social and Political Structures of Kurdistan*, dont le premier tirage limité était depuis longtemps introuvable, a été réédité par Zed Press, Londres, 373 p.. Elle est revue et remise à jour par l'auteur. Signalons enfin parmi les publications en langues occidentales, l'excellent livre de Golmorad Moradi sur la République de Mahabad, *Ein Jahr autonome Regierung in Kurdistan, Die Mahabad-Republik 1946-1947*, Bremen, Hochschule Bremen, 389 p. qui, ensemble avec *La République kurde* de W. Eagleton Jr. (Bruxelles, éd. Complexe, édité avec le concours de l'Institut Kurde de Paris, 1991, 232 p.) permet au lecteur de comprendre la naissance et la chute de cette tentative d'autonomie kurde.

ANNEE FASTE POUR L'EDITION KURDE

Au cours de l'année 1992 plusieurs publications ont paru sur les Kurdes. Parmi celles-ci, citons tout d'abord le livre de David McDowell, *The Kurds : A Nation Denied*, 150 p., édité par Minority Rights Group, à Londres. Préfacé par John Simpson, cet ouvrage débute par deux chapitres sur les structures sociales et l'histoire des Kurdes avant 1920. Sont analysés ensuite les Kurdes de Turquie, de l'Irak, de l'Iran, de la «périphérie» (Syrie, Liban et l'ex-URSS). L'auteur consacre un chapitre à la révolte de mars 1991 au Kurdistan irakien. Une bibliographie sommaire et un index très détaillé enrichissent l'ouvrage.

Plus journalistique, le livre de J. Bulloch et H.M. Morris, *No Friends but the Mountains*, Londres, Viking, 242 p., débute par un récit de l'insurrection de mars 1991 et de l'établissement des zones de protection. Viennent en

suite des chapitres sur l'histoire kurde, la lutte pour l'autonomie, la tragédie de Halabja, les «Turcs de Montagnes» et l'assassinat, à Vienne, du Dr. A. R. Ghassemilou.

Toujours en anglais, l'ouvrage de M. R. Izady, *A Concise Handbook : The Kurds*, Washington, Philadelphia, Londres, Crane Russak, 269 p., se propose de fournir l'ensemble des données de base du problème dans un même volume. Son travail encyclopédique se compose de dix chapitres : géographie, environnement, histoire, géographie humaine, religion, langue, littérature et presse, société, affaires politiques, économie et culture. 42 cartes ; 7 tableaux et 5 illustrations enrichissent ce livre.

En français le livre de Gérard Chaliand, *Le malheur kurde*, Paris, Seuil, 213 p., présente dans une longue introduction les traits généraux du problème kurde. Les chapitres suivants

Notons aussi la parution, en espagnol, à la fin de 1991, de l'ouvrage de Manuel Martorell : *Los Kurdos. Historia de una resistencia* (Madrid, Espasa Calpe, 181 p.). L'une des rares références dans cette langue, ce livre traite des sources mythologiques de la nation kurde, avant de traiter l'oeuvre d'E. Xanî (fin XVII^{ème} siècle) et les premières insurrections kurdes au XIX^{ème} siècle. Les parties suivantes traitent de la condition kurde dans chacun des pays du Moyen-Orient. L'auteur décrit la tragédie de Halabja comme la Guernica du Moyen-Orient. Abondamment illustré, l'ouvrage contient également une chronologie et une bibliographie succinctes.

Par ailleurs, l'année 1992 a été celle d'une véritable explosion des publications sur les Kurdes en Turquie. Parmi celles-ci citons la traduction en turc des Actes de la *Conférence Internationale de Paris*, organisée en 1989 par l'Institut Kurde et celle de la *Conférence de Stockholm*, tenue en 1991. Ces deux ouvrages ont été publiés par la maison d'édition *Daz* (Istanbul). Une autre maison d'édition kurde, *Öz-Ge* a publié de nombreux classiques introuvables, parmi lesquels les deux tomes des *Mémoires de Nurî Dersimi*, et les *Mémoires de Zinar Silopi*, tous deux figures historiques du nationalisme kurde de la première moitié de notre siècle. Le livre classique de l'historien kurde Celilê Cehl (Arménie) sur *les Kurdes dans l'Empire ottoman* a été publié également par cette maison d'édition qui rencontre de grandes difficultés matérielles à la suite de multiples condamnations prononcées contre elle par les tribunaux d'Ankara. La Turquie pour ne pas dégrader son image de marque à l'étranger préfère en effet désormais sévir financièrement pour les activités intellectuelles non-conformes à la ligne officielle, plutôt que d'emprisonner les auteurs.

La publication d'une *Histoire des révoltes kurdes* écrite par un militaire et imprimée initialement par la maison d'éditions de l'armée, mérite également d'être signalée. Ce livre destiné uniquement aux officiers de haut rang est désormais accessible au public grâce

aux éditions *Kaynak*. La maison d'édition *Firat* a publié la biographie de Mustafa *Barzani*, de M. Sıraç Bilgin, initialement parue à Stockholm. Une autre maison, *Med*, a réédité la *Grammaire kurde* de Kemal Badilli, publiée initialement en 1965 et introuvable depuis. Enfin, citons la parution, parmi les éditions *Hosot*, de l'*Histoire des Kurdes* de Dr. Fritz, auteur mystérieux et anti-kurde. Paru initialement en 1914 ce livre était l'un des tout premiers sur les Kurdes à avoir intéressé les éditeurs de la capitale ottomane.

Voici une liste non-exhaustive des publications en turc et de quelques travaux universitaires ou de rapports en langues occidentales : Akin, S., *Désignation du peuple, du territoire et de la langue kurde dans le discours politique turc*, mémoire de D.E.A., dirigé par B. Gardin, Université de Haute Normandie, 74 p. + annexes.

Alatas, Y. M. Bayrak, I. Besikçi, S. Bucak, H. Çelenk, *Red ve Inkârdan Kabullenmeye... Kürt Kimliği Mücadelesi. Özgür Gelecek Davası* (Du refus et de la négation à la reconnaissance. Le procès d'Özgür Gelecek), Ankara, Özge, 1992, en turc.

Amin, B. *Exil et mémoire. Un groupe de rescapés kurdes du Badinan en France*, Paris, Mémoire de diplôme de l'E.H.E.S.S., préparé sous la direction de N. Grandin, 1992.

Bate, E., *Mevlûd* (Naissance du Prophète), trad. et éd. de Z.A. Kaya, Istanbul, *Firat Yayınları*, en kurde.

Bilgin, M.S., *Barzani*, Istanbul, *Firat Yayınları*, 320 p. + illustrations, en turc.

Birand, M.A., *Apo ve P.K.K.* (Apo et le P.K.K.), Istanbul, *Milliyet Yayınları*, 291 p., en turc.

Bölüçiray, N. *Özal Döneminde Bölücü Terrör, (1983-1991), Kürtçülük* (La terreur séparatiste à l'époque d'Özal (1983-1991), le Kurdisme), Istanbul, *Tekin Yayınevi*, 211 p., en turc.

Bulut, F., *Dar Üçgende Üç İsyan. Kürdistan'da Etnik Çatışmalar* (Trois révoltes dans le triangle étroit : les conflits ethniques au Kurdistan), Istanbul, *Alan Yayıncılık*, 1992, en turc.

Büyükkaya, N., *Kalemimden Sayfalar* (Des pages de ma plume), Stockholm, *Apec Tryck et Förlag*, 504 p + illustrations, en kurde et turc.

Celil, C., *XIX. Yüzyıl Osmanlı İmparatorluğu'nda Kürtler* (les Kurdes dans l'Empire ottoman au XIX^{ème} siècle), trad. du russe par M. Demir, Ankara, Özge, 228 p. + illustrations, en turc.

Çelik, E., *Yarın Dügün Olacak ve Lori Lori*, (Demain ce sera la fête) Istanbul, *Med Yayıncılık*, 144 p., en turc.

Cihan, S., *Kürt Ulusal Mücadelesi ve Sosyalizm* (La lutte nationale kurde et le socialisme), Istanbul, *Evrensel Basım Yayınları*, 287 p., en turc.

Communautés européennes, Parlement européen, *Résolution sur les droits du peuple kurde adoptée le 12 juin 1992, Rapport de la commission des Affaires étrangères et de la sécurité sur les droits du peuple kurde. Rapporteur : M. Jas GAWRONSKI*. 21 p., en français et en anglais.

Dersimi, M.N., *Dersim ve Kürt Milli Mücadelesine Dair Hatıratım* (Mes souvenirs relatifs à la lutte de Dersim et la lutte nationale kurde), éd. et annoté par M. Bayrak, Ankara, Özge, 284 p + illustrations, en turc.

Durre, A., *Dengê Kurdistanê. Diwan I. Ewina Welat* (Amour du pays, poèmes) Istanbul, *Melsa Yayınları*, 232 p., en kurde.

Erdem, H., *Dağlar Tanıktır* (Les montagnes sont témoins), recueil de poésie, Ankara, *Belge Yayınları*, 78 p., en turc.

F.I.D.H., Diyarbakir, *Procès de M. Yavuz Binbay, Président de l'Association des Droits de l'Homme (Section de Van) ainsi que de 58*

inculpés devant le Tribunal de Sécurité de l'Etat, rapport établi par Maître W. Bourdon, Paris, F.I.D.H., 13 p. + annexes.

Fores, A., *Architecture parasismique en zone rurale au Kurdistan*, Mémoire d'A.A.A., Ecole d'Architecture de Grenoble, 135 p.

Fritz, *Kürtlerin Tarihi* (L'Histoire des Kurdes), trad. de l'ottoman par S. Sanlier, Istanbul, Hasat Yayınları, 228 p., en turc.

Genelkurmay Belgelerinde Kürt İsyanları (Les révoltes kurdes dans les documents de l'Etat-major), Istanbul, Kaynak Yayınları, v°1, 355 p.; v°2, 320 p.; v°3, 85 p. + cartes, en turc.

Gerger, A., *Kürtlerde Toplum Gerçeğinin Yasamsal Temeli. Dağların Ardı Kimin Yurdu* (Les bases de la vie sociale chez les Kurdes. A qui appartient l'au-delà des montagnes), Ankara, Basak Basın Yayım, 231 p., en turc.

Helsinki Yurttaşlar Meclisi - Türkiye Milliyetler Komitesi, *Kürt Sorunu İçin Barış İnisiyativi* (L'initiative de paix pour le problème kurde), éd. par T. Belge, Istanbul, Helsinki Yurttaşlar Meclisi, 140 p., en turc.

Helsinki Watch, *Broken Promises : Torture and Killings continue in Turkey*, New York, Londres, Helsinki Watch, 78 p.

İnsan Hakları Derneği (Association des Droits de l'Homme), *Olaganüstü Hal Bölge Raporu* (Le Rapport sur la Région d'Exception), Istanbul, Melsa Yayınları, 120 p. + annexes., en turc.

Kiliç, S. (éd.), *Biz ve Onlar. Türkiye'de Etnik Ayrımcılık* (Nous et eux : la discrimination ethnique en Turquie), Istanbul, Metis, Araştırma-Röportaj, 134 p., en turc.

Kocadag, B., *Doğu'da Aşiretler, Kürtler, Aleviler* (Les tribus, les Kurdes et les Alevites à l'Est) Istanbul, Ant Yayıncılık, 1992., en turc.

Kutlay, N., *İttihat Terakki ve Kürtler* (Comité Union et Progrès et les Kurdes), Ankara, Beybun Yayınları, 1992, 35' p. + illustrations, en turc.

Mihotuli, S., *Arya Uygarlıklarından Kürtlere* (Des civilisations aryennes aux Kurdes), Istanbul, Koral Yayınları, 451 p., en turc.

Olson, R., *Kürt Milliyetçiliğinin Kaynakları ve Şeyh Said İsyanı* (Les sources du nationalisme kurde et la Révolte de Cheikh Said), trad. de l'anglais par B. Peker et N. Kiraç, Ankara, Özge Yayınları, 312 p + illustrations, en turc.

Pamukçu, E., *Dersim Zaza Ayaklanmasının Tarihsel Kökenleri* (Les racines historiques de la révolte Zaza de Dersim), Istanbul, Yön Yayıncılık, 1992, 142 p., en turc.

Pax Christi International, *Elections in Iraqi Kurdistan (May 19, 1992). An Experiment in Democracy*, Bruxelles, Amsterdam, Pax Christi, 44 p.

Polat, E., *Bilim Dilinde Kürtler ve Kürdistan* (Les Kurdes et le Kurdistan dans le langage scientifique), Ankara, Öteki Yayınevi, 174 p., en turc.

Rambout, L., *Çağdas Kürdistan Tarihi* (trad. Des Kurdes et Le Droit), Istanbul, Fırat Dicle Yayınları, 131 p., en turc.

Rohat, *Unutulmuşlugun Bir öyküsü. Said-i Kurdî* (L'Histoire d'un oublié : le penseur Said-i Kurdî), Istanbul, Fırat Yayınları, 92 p.

Rohat, *Yaşar Kemal'in Yapıtlarında Kürt Gerçeği, Çukurova-Van Karşılığının Çatısı* (La réalité kurde dans l'œuvre de Yaşar Kemal : l'opposition Çukurova-Van), Istanbul, Fırat Yayınları, 1992.

Rohat, *Ziya Gökalp'in Büyük Çilesi : Kürtler* (la grande douleur de Ziya Gökalp : les Kurdes), Istanbul, Fırat Yayınları, 141 p.

Shakely, F., *Kurdish Nationalism in Mam û Zin of Ahmad-i Khani*, Bruxelles, Institut kurde de Bruxelles, 146 p.

U.N.H.C.R. *U.N.H.C.R Report on Northern Iraq, April 1991-May 1992*, Genève, 69 p. + annexes.

Xanî, E. *Nûbar*, éd. par Z.A. Kaya, Istanbul, Fırat Yayınları, 1992. 52 p., en kurde.

Tous ces ouvrages peuvent être consultés à la bibliothèque de l'Institut. La plupart d'entre eux y sont également en vente. ■

PUBLICATIONS NOUVELLES DE L'INSTITUT

Outre la parution régulière de ses bulletins, l'Institut kurde a publié au cours des derniers mois le numéro d'été 1992 de sa revue littéraire kurde *Hêvî* (Espoir), 208 p., ainsi que les deux ouvrages et cinq vidéo-films suivants.

• *International Conference of Paris, The Kurds : Human Rights and Cultural Identity*, Institut Kurde de Paris, 1992, Paris. Actes de la Conférence tenue en octobre 1989 à Paris, en anglais.

• *International Interparliamentary Consultation on the Kurds, Washinton, February 27, 1991*. 155 p., Institut Kurde de Paris, 1992, Paris. Actes de la Conférence co-organi-

sée en février 1991 par l'Institut kurde au Sénat américain, en anglais.

• *Kurdistan, koloniya dawîn ?* (Kurdistan dernière colonie ?), documentaire d'Ahmed Alaudîn, sur l'ensemble du problème kurde, en couleur, en kurde, 56, min.

• *Şivan li Kurdistanê* (Sivan ou Kurdistan), extraits des concerts donnés par le chanteur

Sivan au Kurdistan irakien au lendemain de l'exode d'avril 1991, en couleur, en kurde, 65 min.

• *Xecê û Siyamend* (Khadjê et Siyamend), histoire d'amour, pièce interprétée par le Théâtre kurde de Tbilissi. (Géorgie), en couleur, en kurde, 70 min.

• *Mala min ne mala te ye* (Ma maison n'est pas ta maison), comédie interprétée par le Théâtre kurde de Tbilissi. (Géorgie), en couleur, en kurde, 92 min.

• *Cinar* (Voisin), comédie interprétée par le Théâtre kurde de Tbilissi. (Géorgie), en couleur, en kurde, 107 min.

AINSI QUE...

• **ASSASSINAT DU JOURNALISTE UGUR MUMCU**-Le journaliste Ugur Mumcu, éditorialiste au quotidien kémaliste *Cumhuriyet*, a été tué le 24 janvier par l'explosion d'une bombe placée sous le siège de sa voiture dans un quartier résidentiel d'Ankara, à quelques pas d'un poste de police. La presse turque, qui ne s'était guère émue de l'assassinat en un an de 12 journalistes au Kurdistan, a unanimement présenté U.Mumcu comme «un martyr de la presse, symbole de la défense des valeurs républicaines et laïques». Ses obsèques ont rassemblé une foule nombreuse de près de 300.000 personnes scandant des slogans stigmatisant l'intégrisme et l'Iran.

Malgré les promesses des responsables gouvernementaux turcs sur «l'arrestation imminente des auteurs de cet attentat» nul ne se fait guère d'illusion. En visite aux Etats-Unis, le président turc Özal a déclaré qu'à son avis on ne pourra jamais retrouver les vrais auteurs de cet assassinat, ajoutant, non sans ironie «*quand on a tiré sur moi, en plein congrès, on a bien arrêté le tireur, mais les chefs de la police m'ont déclaré qu'ils n'avaient pas pu le faire parler pour savoir qui étaient les commanditaires*». De son côté, l'ancien chef du bureau des explosifs de la police d'Istanbul déclarait au quotidien *Milliyet* que l'explosif utilisé dans l'attentat n'est connu que des services spécialisés de l'armée. La thèse du «complot de l'étranger», appuyée par le rocambolesque «attentat manqué» du 28 janvier contre l'industriel Jak Kamhi, attribué aux «groupes intégristes» n'a pas eu de suite. Dès lors, les regards se tournent

une nouvelle fois vers la *kontrgerilla*, experte en stratégie de la tension et en pêche en eaux troubles qui a à son compte, entre autres, l'assassinat du célèbre journaliste Abdi İpekçi, à la veille du coup d'Etat militaire de 1980. Objectif : susciter par l'assassinat d'une figure du nationalisme turc, un sursaut des couches urbaines laïques et les rassembler autour de l'armée, «rempart des réformes d'Atatürk et de la laïcité contre les forces obscures de l'intégrisme et du séparatisme». Manœuvre qui semble en grande partie réussie : les grands

journaux ont resservi sur des pages entières et pendant plusieurs jours les discours d'Atatürk et ravivé la flamme du nationalisme turc. Au milieu de ce vacarme chauvin, la thèse des proches de la victime indiquant que Mumcu travaillait précisément sur «les liens entre la *kontrgerilla* et le chef du PKK», qu'il avait trouvé des documents importants qu'il s'apprêtait à publier sous forme de livre en février et que pour cette raison la *kontrgerilla* pourrait être à l'origine de son assassinat est passée au second plan. U.Mumcu, tout comme l'ancien responsable des services de renseignements turcs (MIT), Prof. Mahir Kaynak, soutenait qu'Apo (chef du PKK) a été mis en selle par la *kontrgerilla* pour justifier «par les nécessités de la lutte contre le séparatisme» la modernisation à chaud de l'armée, assurer l'emprise de celle-ci sur la vie politique du pays et réaliser le projet «d'intégration des Kurdes» en contraignant ceux-ci à quitter leurs terres pour venir se noyer et s'assimiler dans la population turque de la Turquie occidentale. Une thèse qui aura été fatale à son auteur, nationaliste jacobin turc peu suspect de sympathie pro-kurde mais attaché aux valeurs de la démocratie parlementaire.

CHRONIQUE DE LA GUERRE AU KURDISTAN DE TURQUIE

30 décembre

À Seyhan (province d'Adana), lors d'un affrontement avec des protecteurs de village 2 militants du PKK ont été tués et 7 autres blessés.

1^{er} janvier

À Diyarbakir, un policier, Gokhan Avci, a été tué à son domicile par des inconnus armés. A Tatvan, 16 villages ont été investis et mis à sac par l'armée turque. Plus d'une trentaine de personnes ont été arrêtées. Ces opérations armées qui s'inscrivent dans le cadre de la politique de terre brûlée connue sous le nom officiel d'«opération interne», mise en place par le gouvernement d'Ankara en décembre dernier, après l'intervention de l'ar-

mée turque au Kurdistan irakien contre les camps du PKK, vise à l'élimination physique des personnes suspectées de nationalisme kurde à la déportation et la destruction des villages qualifiés de «stratégiques», et finalement, au dépeuplement du pays kurde. Plusieurs centaines de villages ont déjà été évacués et des dizaines d'autres localités dans plusieurs provinces kurdes ont reçu un délai d'évacuation, généralement de 3 jours. Le même jour à Tatvan, un enseignant, Halis Sisman, a été poignardé et pendu à un poteau par des inconnus.

2 janvier

Silvan a de nouveau vécu une nuit d'enfer. Plusieurs habitations ont été mitraillées sans

que l'on sache la provenance de ces tirs qui ont pris comme cible les maisons habitées par des personnes connues pour être proches de la cause kurde.

3 janvier

A Silvan, une jeune lycéenne, Handan Akin, accompagnée de sa mère et de sa tante a été attaquée en pleine rue par des inconnus. Les trois femmes grièvement blessées ont été hospitalisées. A Tatvan, l'explosion d'une bombe dans un quartier résidentiel a fait beaucoup de dégâts matériels.

4 janvier

A Diyarbakir, 2 soldats ont été tués et 3 autres blessés lors d'une fusillade contre un véhicule militaire.

5 janvier

A Batman, un habitant de 35 ans, Yusuf Gul a été égorgé par des inconnus. Le corps d'un autre civil non identifié a été découvert près du marché. A Gaziantep, le maire d'une localité de Sirkat, dont le fils est un protecteur de village, a été tué par des inconnus armés. A Nusaybin, un ouvrier, Abdullah Kardes, a été tué et son frère Azadi grièvement blessé par des inconnus armés sur leur lieu de travail. A Sirkat, un jeune de 17 ans, Rasit Kalkan, a été tué et sa mère et son jeune frère de 10 ans grièvement blessés dans leur champ par des tirs provenant d'un hélicoptère de l'armée turque. A Silvan, un jeune lycéen, Mehmet Amaç, a été grièvement blessé par des inconnus. A Sanliurfa, un kiosque vendant des journaux et revues proches des Kurdes a été plastiqué. Suite à des multiplications de ce type d'attentats et de menaces téléphoniques tous les kiosques de la ville ont décidé de ne plus vendre les journaux "Azadi", "Özgür Gündem", "Medya Günesi" et "Ülke", réputés proches des Kurdes. Ces attaques systématiques contre les journalistes, les maisons de diffusion et des kiosques se sont multipliées au cours de ces dernières semaines dans plusieurs villes kurdes.

6 janvier

A Tatvan, l'instituteur d'un village, Halis

Sisman, a été tué et pendu à un poteau électrique par des militants du PKK. A Batman, un ouvrier de la raffinerie de pétrole a été tué et son camarade de travail grièvement blessé par des inconnus armés. A Van, la police a lancé une vaste opération contre les étudiants de l'Université. Plusieurs foyers d'étudiants ont subi des dégâts matériels et plus de 10 étudiants arrêtés.

7 janvier

A Siirt, 2 protecteurs de village, Selahattin Esen et Hursit Yildiz ont été tués par des militants du PKK. A Batman, un mécanicien d'auto, Ali Erdogan, a été tué par des inconnus armés. A Kiziltepe, un civil de 61 ans, Adem Akin, a été tué près de son domicile par des inconnus. A Sanliurfa, un kiosque a été totalement brûlé par une bombe incendiaire lancée par des inconnus. A Diyarbakir, une jeune lycéenne a été blessée lors d'une fusillade dirigée contre un véhicule militaire.

8 janvier

A Diyarbakir, plusieurs villages dépendant d'Ergani et de Kulp ont été investis par l'armée. Les villageois torturés ont été invités, pour ne plus subir des persécutions par les militaires, à faire partie des milices villageoises au service de l'armée.

9 janvier

A Malatya, les unités spéciales de l'armée et de la police ont investi la prison militaire de la ville et ont passé à tabac tous les prisonniers politiques. 7 détenus ont été grièvement blessés. Pour protester contre cette incursion de l'armée les prisonniers ont entamé une grève de la faim.

10 janvier

A Silvan, un civil, Mehmet Çiçek, 58 ans, a été tué par des inconnus.

11 janvier

A Bismil la police a fait une descente dans une maison tuant l'un de ses occupants. Tahsin Meria, suspecté de sympathie pro-PKK. 63 personnes ont été arrêtées dans cette sous-préfecture de la province de Diyarbakir. A Silvan, plusieurs maisons et commerces ont

été mitraillés et attaqués au bazooka dans la nuit, par des inconnus. On ne compte pas de victime mais beaucoup de dégâts matériels.

12 janvier

L'armée turque a investi le village de Gelê (Çekirdek) (dans la région de Kulp) dans le district de Kulp tuant 5 villageois, dont 4 appartenant à la même famille Isiyok : Halime, 35 ans, Belkise, 18 ans, Gulistan, 9 ans et Adil, 2 ans. Le chef de cette famille martyre, Ahmet Isiyok, 49 ans, a été grièvement blessé ainsi que deux autres villageois. Les soldats turcs ont forcé les habitants de Gelê et des villages de Dirlik, Xest, Ogni et Geste, dans le même district, à abandonner leurs maisons et à s'enfuir. A Silvan, au village de Karacalar, le frère du maire, Mehmet Tahir a été tué par des inconnus. A Ahlat, lors d'un affrontement avec les soldats turcs 3 militants du PKK ont été tués et un autre blessé.

13 janvier

A Diyarbakir, 2 instituteurs, Zübeyir Akkoç, 40 ans, et Ramazan Aydın Bilge, 35 ans ont été tués par des inconnus armés. A Sirkat, 7 villageois dont 3 enfants ont été tués et 12 autres blessés par des inconnus armés. A Midyat, dans la province de Mardin, un minibus allant du village Çayırli à Uçkoy est tombé dans une embuscade. 7 paysans assyro-chaldéens, Aydın Aydın, Aziz Kalaycı, Halil Dede, Gevriye Durmaz, Nuriye Kayar, Yusuf Bozbakir et Isa Koç, ont été tués au cours de cette attaque. Selon un survivant, Sultan Akbulut, qui affirme ne pas avoir eu le temps de voir les agresseurs mais se réfère au témoignage des bergers du voisinage l'attaque est l'œuvre des soldats turcs. Les organisations assyro-chaldéennes accusent également les autorités turques de chercher par les assassinations et exactions à faire partir les dernières communautés chrétiennes du pays. La presse turque accuse le PKK qui a démenti formellement toute implication dans cette tuerie. Le même jour à Kolgezen, dans le district de Cizre, des hommes masqués et armés de fusils mitrailleurs ont investi la maison d'un paysan, Davut Ergun, suspecté de sympathie pro-PKK, en absence de celui-ci, il ont abattu sa femme

Hasibe Ergün, 40 ans, et ses enfants Lokman, 20 ans, Hidir, 17 ans, Nezir, 8 ans et Hacer, 6 ans. A Tatvan, un gardien de la paix, Izzetin Bahadir, a été retrouvé mort de deux balles dans la tête. Lors des opérations de l'armée dans cette localité et ses villages environnants plus de 15 personnes ont été arrêtées. A Hizan, l'ancien candidat du SHP à la mairie, Mehmet Aktas, a été arrêté et torturé pendant cinq heures à la caserne militaire

14 janvier

Un groupe d'environ 120 hommes armés et masqués ont investi le village de Mûsurî (Kurtulus). Toutes les maisons ont été fouillées par ces hommes, probablement des miliciens pro-gouvernementaux encadrés par des officiers turcs. Deux paysans, Emin Sevgat, 25 ans et Tahir Koç, 36 ans ont été enlevés. Leurs dépouilles portant des marques de sévices ont été retrouvées plus tard dans un ravin. Deux véhicules militaires turcs sont tombés dans une embuscade tendue par des militants du PKK sur la route de Mardin-Omerli. 4 soldats ont été tués, 6 autres blessés.

16 janvier

A Diyarbakir, deux femmes de 83 ans et de 50 ans ont été tuées et deux autres personnes de la même famille blessées à leur domicile lors d'une attaque à la bombe des militants du PKK. 35 militants du PKK ont trouvé la mort à la suite d'une attaque de l'aviation turque contre trois de leurs camps situés près de Diyarbakir et de Sirnak. A Nusaybin, un employé municipal, Ramazan Piskin a été tué par des inconnus.

17 janvier

A Batman, un commando de tueurs a abattu un civil, Basra Sanhan et gravement blessé Bayram Acar. A Nusaybin, les frères Celal et Cemal Ucar ont été tués dans des conditions similaires.

18 janvier

A Kiziltepe, 5 militants du PKK ont perdu la vie au cours d'un affrontement avec les forces armées turques. Un imam du village

Arnas (Yolbası) a été assassiné par des inconnus. A Midyat, un minibus allant du village d'Ortaça à Izbirak a été attaqué par un groupe se réclamant du PKK. Un passager, Delal Demir, 65 ans, a été tué, les autres ont été blessés. Le PKK a déclaré que cette «action de représailles contre des miliciens pro-gouvernementaux» était menée pour venger les 7 villageois assyro-caldéens tués dans une embuscade quelques jours plus tôt par des soldats turcs. A Tumikê (Azıklı) dans le district de Kiziltepe, un jeune villageois, Suleyman Duyan, 18 ans, a été abattu par le PKK pour «collaboration avec la *kontrgerilla*». A Sason, l'un des deux miliciens enlevés par un groupe du PKK, Selahettin Akıca, a été retrouvé mort. Un berger faisant paître ses moutons, Veysi Bingol, a été abattu par un soldat venant d'un poste militaire situé à environ 1 km. A Nusaybin, les frères Tahir et Celal Tekin, ont été tués dans leur maison par une unité de la *kontrgerilla* turque.

19 janvier

A Silvan, un civil, Mehmet Tokur, 20 ans, se rendant à son travail a été tué par des inconnus. A Van, le corps d'Orhan Karaagar, 30 ans, distributeur de la presse de gauche a été trouvé criblé de coups de couteaux. Il avait été, à plusieurs reprises, arrêté, torturé et menacé de mort par la police. A Tunceli, tous les membres du conseil d'administration local de l'Association des droits de l'homme ont été arrêtés par la police sans motif connu.

20 janvier

A Silvan, un enseignant de 25 ans, Kemal Sert, a été tué par des inconnus armés. A Kiziltepe, un civil non identifié a été tué par des inconnus armés. Un corps mutilé, impossible à identifier, a été retrouvé sur la route de Diyarbakir-Siverek. Un autre corps criblé de balles et méconnaissable a été découvert sur la route de Mardin-Midyat. A Van, un libraire, Tayyar Tilki, connu pour être proche de l'organisation clandestine Hizbullah, a été blessé aux jambes par des inconnus armés de pistolet. Toujours dans la même ville, plus de 20 personnes ont été arrêtées et torturées lors des opérations conjointes de l'armée et de la police qui durent depuis une quinzaine de jours.

21 janvier

A Batman, Mehmet Ertan, 45 ans, membre du Comité exécutif départemental du HEP a été tué devant son domicile. Depuis sa création en juin 1990, 41 responsables de ce parti légal pro-kurde ont ainsi été assassinés par des tueurs de la *kontrgerilla* turque. A Diyarbakir, un étudiant originaire de Silvan, Cevat Canpolat, a été tué en pleine rue par des inconnus qui ont également gravement blessé un autre jeune, Ramazan Erdem, étudiant en 4ème année de physique. A Kulp, les villages de Safiranut, Quya (Islamkoy), Merga Batê et Esqar (Yayla) ont été attaqués toute la journée par l'aviation turque et investis le lendemain par les soldats qui ont tué tous les animaux de ces villages. De nombreuses habitations ont été détruites par des bombes lâchées des avions et des hélicoptères Cobra. La majorité des habitants terrorisés ont fui leur village. D'autres villages de cette localité qui fait l'objet, depuis plusieurs mois, d'une punition sévère de l'armée pour avoir refusé de fournir des gardiens de village (milices supplétives de l'armée), avaient déjà reçu l'ordre d'évacuation: Il s'agit des villages de Terka, Husê, Bangê, Exdadê, Geliyê Kasa et de Quyê qui ne disposaient que 3 jours pour se plier à la volonté de l'armée turque.

22 janvier

A Kulp, le village de Nederan (Yuvacık) a été attaqué par l'armée turque qui a utilisé des chars de combat. Un villageois, Vehbi Basar, a été tué et un autre, Samet Basar, gravement blessé et de nombreuses maisons détruites. A Batman, trois personnes ont été tuées et un autre gravement blessé à la suite d'une attaque à la bombe contre deux maisons d'habitation et un magasin par des individus non identifiés.

24 janvier

A Silvan, un employé de la mairie, Seyfettin Karakan, a été tué par des inconnus.

25 janvier

A Diyarbakir, 4 civils, Salih Kısım, 47 ans, Ahmet Elkasım, 60 ans, Zülküf Günüs, 50 ans et Kasım Erenler ont été tués et 13 autres

blessés dans un café mitraillé par des inconnus. Dans un autre quartier de la ville, 5 personnes dont 4 enfants ont été tués à leur domicile par l'explosion d'une bombe retrouvée dehors par les enfants. A Batman, un homme de 26 ans, Metin Turan, a été tué par des tueurs non identifiés. Toujours dans la même ville, deux jeunes hommes, Murat et Abdurrahim Yildiz, ont été tués dans une épicerie par des inconnus armés. Le corps de deux autres jeunes kurdes, Yalçın Erdinc, 24 ans et Yalçın Gözetir, 15 ans, ont été trouvés au bord d'une route.

26 janvier

2 combattants du PKK ont été «capturés morts» et 5 autres vivants au cours des opérations militaires dans les provinces d'Adana et d'Elazığ. Selon le quotidien turc *Hürriyet*, 5 civils ont été tués dans divers quartiers de Batman : Vaseftin Gökburun, 39 ans, Orhan Arık, 20 ans, Metin Akyıldız, 22 ans, Hüseyin Akyıldız, 19 ans et İrfan Akyıldız. En un an 139 civils ont été tués dans cette cite pétrolière kurde par des «inconnus», généralement des Escadrons de la mort de la *kontrgerilla* turque agissant, en toute impunité, sous des appellations diverses. A Van, 2 civils, Finde Erkul et Cemil Kizil, arrêtés quelques jours auparavant par la police ont été retrouvés, vers minuit devant leur domicile, dans un état critique dû à la torture. A Diyarbakir, les logements abritant des militaires ont fait l'objet d'une attaque à la bombe qui n'a pas fait de victime. Plus de 20 civils ont été arrêtés lors de l'opération de l'armée qui a été déclenchée après cette attaque attribuée au PKK.

27 janvier

A Sirnak, Silopi, Idil et à Uludere, 8 militants du PKK ont été tués lors de différents affrontements avec les forces armées turques. A Adana, un policier, Nizamettin Ayna, spécialiste d'explosifs, a été tué par des inconnus armés de pistolets. A Silvan, un homme, M. Veysi Kan, connu pour être proche du Hizbollah, a été tué par des inconnus armés. Le même jour dans l'après-midi, un autre civil, Ahmet Okuyucu, a été également

tué par des individus soupçonnés d'appartenance à l'organisation clandestine Hizbollah. A Batman, un boulanger, Hadi Yildiz, a été tué et son ami, Mehmet Kilic, grièvement blessé par des individus non identifiés qui ont ouvert le feu sur le véhicule de livraison dans lequel ils se trouvaient.

28 janvier

A Tunceli, l'aviation turque bombarde, depuis le 18 janvier, les montagnes de Zel, Buyer et de Aziz Abdal ainsi que plusieurs villages situés dans cette zone. La presse n'a pu obtenir aucune information quant au sort des populations de ces localités.

29 janvier,

A Silvan, pour exprimer leur souhait de mettre fin aux nombreux assassinats non revendiqués qui sont commis dans la ville, les habitants ont sacrifié, selon le rite, trois veaux. Quelques heures après ce vœu d'espoir, le boucher qui a accompli le rite a été assassiné par des inconnus. Quelques heures après ce meurtre, un épicièr, Hacı Kadri Balçık, a été aussi assassiné par des individus non identifiés.

30 janvier

A Lice, le village de Hürê (Gömeç) détruit par l'armée a été totalement évacué de ses habitants.

EN BREF, LA REVUE DE PRESSE

L'IRAK ACCUSÉ DE GÉNOCIDE. Des documents officiels saisis par les rebelles dévoilent la campagne d'extermination menée par Saddam Hussein contre les 4 millions de Kurdes dans son pays. — Les preuves s'accumulent sur l'utilisation d'armes chimiques. (*The New York Times Magazine*, 3 janvier 1993), p. 1-9.

LES MACHINATIONS DE SADDAM CONTINUENT. (*International Herald Tribune*, 2-3 janvier 1993), p. 10.

KURDISTAN : LE FEU COUVE SOUS LA CENDRE. (*Arabies*, Janvier 1993), p. 10.

SADDAM RESTE UNE MENACE. (*The Denver Post*, 3 janvier 1993), p. 11.

PIRATAGE TÉLÉVISÉ. AU KURDISTAN IRAKIEN. (*Today in English*, Janvier 1993), p. 11.

LA GUERRE S'ÉTEND AU KURDISTAN. L'intervention de l'armée turque au nord de l'Irak. Au cours de l'année 1992, les affrontements au Kurdistan de Turquie ont provoqué plus d'un

millier de morts. Les combats sont désormais quotidiens entre les guérilleros du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et l'armée turque, qui est intervenue massivement dans le nord de l'Irak au mois d'octobre 1992 pour tenter de couper les rebelles de leurs bases. Le conflit menace désormais la stabilité de toute la région. (*Le Monde Diplomatique*, Janvier 1993), p. 12-14.

COMMENT SADDAM HUSSEIN EXTERMINAIT LES KURDES. Un rapport publié dimanche au Caire décrit en détail comment le gouvernement irakien a ordonné la destruction du village kurde de Korme en août 1988, l'élimination de la plupart des hommes et des adolescents et la déportation dans un camp de la mort des femmes et des enfants. (*Le Bien Public*, 4 janvier 1993), p. 14.

UN RAPPORT DÉVOILE LES CRIMES COMMIS PAR L'IRAK CONTRE LES KURDES. (*The Christian Science Monitor*, 4 janvier 1993), p. 15.

CONFÉRENCE JEUDI SUR LES KURDES. (*La*

Nouvelle République du Centre Ouest, 6 janvier 1993), p. 15.

KURDISTAN IRAKIEN : «Solution finale». (*Var Matin*, 4 janvier 1993), p. 15.

COMMENT AIDER LES KURDES A SURVIVRE A L'HOMME QUI A PERDU LA GUERRE. (*International Herald Tribune*, 6 janvier 1993), p. 16.

KURDES D'IRAK: VERS UN NOUVEAU DÉSASTRE. (*L'Événement du Jeudi*, 7 au 13 janvier 1993), p. 16.

LEURS CRIS CONTINUENT DE HANTER LA TURQUIE. En 1991, au cours de la campagne électorale, Suleyman Demirel avait promis que désormais «les murs des bureaux de police en Turquie seraient faits de verre». La torture est omniprésente et appliquée de manière systématique, surtout pendant les premiers jours de détention dans un bureau de police. (*International Herald Tribune*, 6 janvier 1993), p. 17 (traduction française du même article page 18).

ULTIMATUM : L'IRAK A 48 HEURES POUR DÉMONTER LES MISSILES BRAQUÉS SUR LES PATROUILLES AÉRIENNES. — Les États-Unis s'opposent à la vente à l'Irak d'une usine d'armes chimiques. (*International Herald Tribune*, 7 janvier 1993), p. 19.

DRAMATIQUE PÉNURIE DE CARBURANT AU KURDISTAN. Mais les puits restent aux mains de Bagdad. Entre-temps le drame du peuple kurde continue dans le nord du pays. (*Avanti*, 7 janvier 1993), p. 20.

L'IRAK DÉPLACE SES MISSILES MAIS LE PENTAGONE IGNORE LEUR DESTINATION. Quelques heures après avoir défié l'ultimatum des Alliés, Bagdad obtempère. (*International Herald Tribune*, 8 janvier 1993), p. 21.

LA SOLUTION POUR L'IRAK. — UN SALE COUP POUR L'AIDE HUMANITAIRE AUX KURDES. (*International Herald Tribune*, 8 janvier 1993), p. 22.

DES MISSILES IRAKIENS SOL-AIR DÉPLOYÉS DANS LA ZONE D'EXCLUSION AÉRIENNE DANS LE NORD DE L'IRAK. (*A.F.P.*, 12 janvier 1993), p. 22.

LES ALLIÉS OCCIDENTAUX ONT DONNÉ DEUX JOURS A BAGDAD POUR ENLEVER DES MISSILES SOL-AIR. Les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Russie ont averti, mercredi 6 janvier, l'Irak que s'il ne retirait pas «immédiatement» des missiles installés à proximité de la zone d'exclusion aérienne dans le sud du pays, il s'exposait à de «sérieuses conséquences». Le gouvernement de Bagdad a fait savoir, jeudi, qu'il «rejetait» les «menaces» des Occidentaux. — SADDAM HUSSEIN ALTERNE PROVOCATIONS ET TENTATIVES DE SÉDUCTION. (*Le Monde*, 8 janvier 1993), p. 23-24.

LA TERREUR AU SERVICE DU NATIONALISME. Poussés par la répression vers le PKK, les Kurdes de Turquie manquent d'une voix modérée pour faire entendre leurs revendications. — LA PLAIE KURDE. Des incidents ont éclaté avec la population d'origine turque dans les villes côtières de la Méditerranée. (*Le Monde*, 9 janvier 1993), p. 24-25.

A DEUX DOIGTS DE LA CATASTROPHE. Saddam enlève ses missiles. — UN SALE COUP POUR L'AIDE HUMANITAIRE AUX KURDES. Un Australien tué par balle en Irak. — LA PROVOCATION CONTINUE : Les Irakiens promettent une réponse à la pression des États-Unis. (*International Herald Tribune*, 9-10 janvier 1993), p. 26-28.

POURQUOI LES ETATS-UNIS ONT HÉSITÉ A S'EMPARER DE SADDAM ? (*International Herald Tribune*, 11 janvier 1993), p. 28-29.

NOUVEAU DÉFI A L'OCCIDENT : Saddam interdit un vol des Nations unies. La manœuvre irakienne fait suite au recul apparent de Bagdad sur la question des millions. — Saddam poursuivra-t-il sa politique de défi suivi de recul ? — Clinton s'engage à poursuivre la même politique envers Bagdad. (*International Herald Tribune*, 12 janvier 1993), p. 30.

NOTE D'UN SYSTÈME ORIGINAL DE VÉRIFICA-

TION, le traité sur l'interdiction des armes chimiques doit être signé à Paris par plus d'une centaine de pays. — LE MONDE A PARIS POUR METTRE ARMEMENT CHIMIQUE HORS LA LOI. Après dix ans de négociations, la communauté internationale, à l'exception notable des États de la Ligue arabe, se réunit aujourd'hui et demain à Paris pour y signer la Convention sur l'interdiction des armes chimiques. Et, surtout, se donner de sérieux moyens pour contrôler les arsenaux. — 115 PAYS CONTRE L'ARME CHIMIQUE. — LA CÉRÉMONIE DE SIGNATURE DU TRAITE DE DÉSARMEMENT CHIMIQUE. Une panoplie toujours plus toxique. (*Le Monde*, 9 janvier ; *Libération* ; *La Croix*, 13 janvier ; *Le Monde*, 14 janvier ; *La Lozère Nouvelle*, 15 janvier 1993), p. 31, 33-34, 35, 49, 51.

DEVANT LES PROVOCATIONS RÉPÉTÉES DE L'IRAK, les États-Unis affirment : «plus d'avertissements». — Saddam semble être mu par l'exaspération. (*International Herald Tribune*, 13 janvier 1993), p. 32-33.

SADDAM NE RECULE QUE POUR MIEUX HARCÉLER. Le troisième raid irakien de la semaine au Koweït s'est accompagné hier d'une autre provocation au nord du pays. Et l'ONU évoquait avec insistance de possibles représailles. (*Libération*, 13 janvier 1993), p. 36.

MISSILES IRAKIENS AU KURDISTAN. (*L'Humanité*, 13 janvier 1993), p. 36.

UNE CLAIRE ET NETTE AUX MANŒUVRES AMBIGUËS DE SADDAM. (*International Herald Tribune*, 14 janvier 1993), p. 37.

«UNE FESSÉE, PAS UNE RACLÉE» LES SITES DE MISSILES IRAKIENS TOUCHÉS PAR LES AVIONS DE GUERRE ALLIÉS. — Les provocations de Saddam précipitent les raids. — LES RAIDS DE REPRÉSAILLES SE CONCENTRENT SUR LES RAMPES DE LANCEMENT ET LES RADARS. (*International Herald Tribune*, 14 janvier 1993), p. 38-39.

BAGDAD LÂCHE DU LEST AU KURDISTAN. L'Irak veut reprendre le contrôle des provinces du nord. (*Le Nouveau Quotidien*, 6 janvier 1993), p. 39.

LE MALHEUR KURDE. Aux confins de l'Iran, de la Syrie et de la Turquie, trois millions de Kurdes irakiens retrouvent, depuis leur soulèvement de mars 1991, un souffle de liberté et s'efforcent de reconstruire un quotidien. (*L'Humanité*, 13 janvier 1993), p.40-42.

TURQUIE : COMMENT PEUT-ON ÊTRE KURDE ? Une douzaine de millions sur 55 millions, total de la population de Turquie, la population turque des régions à majorité kurde représentant environ 20 %. — L'échec de l'alliance avec Mustapha Kemal. — La négation de la nation kurde. — L'apparition des courants marxistes. — Comment la guérilla du PKK est devenue populaire. — La guerre du Golfe réouvre la question kurde. — De l'ouverture à l'impasse. — Pour une autonomie administrative et culturelle. — La question de l'armée. (*Le Nouveau Politis*, Janvier 1993), p.43-48.

LA NOUVELLE DONNE PROCHE-ORIENTALE. Deux ans après «*Desert Storm*», les États-Unis ont développé leur influence dans le Golfe. Bagdad, affaibli, a cédé la place de grand perturbateur à l'Iran, et le Kurdistan s'est autonomisé. (*Libération*, 14 janvier 1993), p.50.

SOS KURDISTAN. (*L'École émancipée*, Janvier 1993), p.51.

OFFENSIVE DE L'ARMÉE TURQUE CONTRE LES SÉPARATISTES KURDES. — Un raid aérien contre un camp kurde fait 35 morts. — ANKARA BOMBARDE LES KURDES. — ATTAQUES DE KURDES ET OPÉRATIONS DE L'ARMÉE. Plus de 50 morts en trois jours. (*Libération*, *L'Indépendant*, *L'Humanité*, 15 janvier ; *Le Monde*, 16 janvier 1993), p.51, 56.

IRAK : DÉPLOIEMENT DE MISSILES AU NORD DU 36^e PARALLÈLE ET NOUVELLE INCURSION EN TERRITOIRE KOWÉÏTIEN. Le Président George Bush aurait donné son «accord de principe» pour une opération militaire. (*Le Monde*, 14 janvier 1993), p.54.

LE RAID AÉRIEN DES ALLIÉS SUR L'IRAK. Des

avions américains, français et britanniques ont mené, mercredi 13 janvier, un raid aérien contre huit objectifs situés dans le sud de l'Irak. — DEUX ANS APRÈS LA GUERRE DU GOLFE. M. Saddam Hussein a conservé sa capacité de nuisance. — L'AVIATION ALLIÉE A EFFECTUÉ UN NOUVEAU RAID DANS LE SUD DU TERRITOIRE IRAKIEN. — Le Tomahawk : une arme à longue portée très discrète. — Londres fait état d'un «accord complet» entre les alliés et Paris parle d'une «réponse appropriée». — Les États-Unis ont voulu répliquer aux «défis» de l'Irak. (*Le Monde*, 15 janvier ; *Le Monde*, 19 janvier 1993), p.52-53, 65-68.

L'AVERTISSEMENT DE CLINTON A SADDAM : «Vous serez jugé sur votre comportement» — IRAK : Clinton peut s'attendre à des défis encore plus diaboliques. — AINSI SADDAM EST PUNI. Un raid justifié et sans bavure. (*International Herald Tribune*, 15 janvier 1993), p.54-56.

MESSAGE DE CLINTON A SADDAM : «Aucun espoir d'établir des relations normales». — LA MOITIÉ DES CIBLES VISÉES DÉTRUITE. — BOMBES SUR L'IRAK : Message mesuré et soigneusement ciblé» des Alliés. — POUR LES AMÉRICAINS CE RAID FAIT PARTIE DE LA ROUTINE. (*International Herald Tribune*, 15 janvier 1993), p.57-58.

KURDISTAN : EN ATTENDANT L'ONU. La langue de Jésus. Interview de trois députés chrétiens au Parlement du Kurdistan. (*Notizie Verdi*, 18 janvier 1993), p.59-60.

LES KURDES DE SULAIMANIYA CRAIGNENT UNE ATTAQUE. La peur règne au-dessous du 36^{ème} parallèle. (*Avanti*, 19 janvier 1993), p.60.

UN IRAK REFORME POUR CONTREBALANCER L'IRAN ? N'Y PENSEZ PAS. — CLINTON QUALIFIE L'ATTAQUE D'APPROPRIÉE. — LE REFUS D'OBTEMPÉRER NE SERA PAS TOLÉRÉ. — Les États-Unis lancent des missiles sur un site nucléaire irakien. Une usine près de Bagdad touchée par 40 à 50 armes «intelligentes». — Gore recommande un procès contre Saddam

pour crimes de guerre. — SADDAM «JOUÉ AVEC LE FEU» DÉCLARE UN MAJOR LORS D'UN RAID DE SOUTIEN. — Le raid a échoué déclare Saddam tout en appelant à des représailles. — CÉLÈBRE HÔTEL ENDOMMAGÉ PAR UNE EXPLOSION. — LE PARI DE SADDAM : La détermination des Alliés faiblira. (*International Herald Tribune*, 18 janvier 1993), p.61-64.

UNE «ESCALADE PROPORTIONNÉE» NE MARCHERA PAS DANS LE GOLFE. — Ce qu'il faut, par contre, c'est programmer un calendrier précis pour la destruction de l'arsenal d'armes d'extermination en Irak, ensuite l'appliquer et se retirer. — APRÈS LES DERNIERS RAIDS. Le message de Clinton à Saddam est clair : Il n'y aura pas de changement le 20 janvier. — Les Alliés ont-ils un autre choix que de frapper l'Irak encore plus fort ? Les experts occidentaux s'attendent à une escalade. (*International Herald Tribune*, 19 janvier 1993), p.69-71.

DES CHIFFRES HUMANITAIRES À TERRE. (*Le Canard enchaîné*, 27 janvier 1993), p.71.

IRAK : APRÈS LA MISE EN GARDE ADRESSÉE PAR LES OCCIDENTAUX, Bagdad maintient le flou sur ses intentions. — Un volontaire australien tué dans le Kurdistan. (*Le Monde*, 9 janvier 1993), p.72.

LES PÉTROLIERS FRANÇAIS VICTIMES DES BOMBARDEMENTS ALLIÉS. L'espoir de *Total* et *Elf* : un changement de politique après les élections. (*Le Canard enchaîné*, 20 janvier 1993), p.72.

L'IRLANDE CHANTE POUR LES KURDES. Concert organisé par l'AVSPK (Association vernonnaise de solidarité avec le peuple kurde). — MUSIQUE, DANSE ET CHANT POUR LE PEUPLE KURDE. — A LA DÉCOUVERTE DU KURDISTAN A SAINT-MARTIN-DE-LA-LIEUE. — SOIRÉE D'AMITIÉ AVEC LE PEUPLE KURDE. (*Le Démocrate Vernonnais*, 20 janvier ; *Paris-Normandie*, *L'Indépendant*, 21 janvier ; *Le Pays d'Auge*, 22 janvier ; *Ouest France*, 26 janvier 1993), p.73, 81, 82, 94.

LA DICTATURE DE SADDAM SURVIT DANS UN

PAYS EXSANGUE. Malgré une économie dévastée et une pression constante des Occidentaux, le chef de l'État irakien a réussi à maintenir son pouvoir. Une mainmise facilitée par les diversions de l'opposition que l'Occident rechigne à soutenir, les Alliés craignant un morcellement du pays après la chute du Président. (*Libération*, 19 janvier 1993), p.74-75.

150 MILITANTS DU PKK TUÉS DANS LE SUD-ESTANATOLIEN. (*Le Monde*, 19 janvier 1993), p.76.

LES RANCŒURS DE BAGDAD. La population irakienne manifeste son ressentiment à l'égard des Occidentaux. (*Le Monde*, 20 janvier 1993), p.76.

LES RÉACTIONS INTERNATIONALES APRÈS LES NOUVELLES ATTAQUES CONTRE L'IRAK. — LONDRES : Inquiétude dans la majorité comme dans l'opposition. — ANKARA : bon gré mal gré... (*Le Monde*, 20 janvier 1993), p.77.

LES IRAKIENS NE SONT PAS LIBÉRÉS : CLINTON DOIT RATTRAPER L'ÉCHEC DE BUSH. (*International Herald Tribune*, 21 janvier 1993), p.78.

FILIÈRE MOSCOVITE. Des Kurdes arrivent par centaines en Suède. — LES RÉFUGIÉS KURDES AFFLUENT SUR LES CÔTES SUÉDOISES. — BOAT PEOPLE KURDES. (*Le Nouveau Quotidien*, *Libération*, 21 janvier ; *Le Démocrate Vernonnais*, 20 janvier 1993), p.78, 81, 82.

BUSH AVAIT UN PLAN POUR FAIRE TOMBER SADDAM. CONÇUE DANS LE RESPECT DE L'INTERDICTION D'ASSASSINER UN DIRIGEANT ÉTRANGER L'ENTREPRISE ÉCHOUE. — Apparemment Bagdad respecte sa promesse d'un cessez-le-feu. — LES ALLIÉS ESPÈRENT UN CHANGEMENT D'ATTITUDE DE L'IRAK APRÈS LE DÉPART DU BUSH. (*International Herald Tribune*, 21 janvier 1993), p.79-80.

WASHINGTON : INDIFFÉRENCE APPARENTE FACE AUX INITIATIVES IRAKIENNES. (*Le Monde*, 21 janvier 1993), p.81.

LES IRAKIENS ESPÈRENT UN CHANGEMENT DE POLITIQUE A WASHINGTON. Si la presse gouvernementale a salué, à coups d'injures, le départ de la Maison Blanche de M. George Bush, elle a aussi émis l'espoir que l'arrivée aux affaires de M. Bill Clinton marque un nouveau départ dans les relations entre Bagdad et Washington. (*Le Monde*, 22 janvier 1993), p.82.

BOMBARDEMENT DE L'ARTILLERIE IRAKIENNE SUR DES VILLES KURDES, selon un représentant kurde à Paris. (*Communiqué de presse du Front du Kurdistan irakien*, 22 janvier ; A.F.P., 25 janvier 1993), p.83.

M. SADDAM HUSSEIN RENFORCE. En dépit de l'embargo et des raids occidentaux le président irakien a conforté son pouvoir absolu. (*Le Monde*, 25 janvier 1993), p.84.

AVEC LES NOMADES KURDES, LES PLUS FINS TISSERANDS DU MONDE... Au Bon Marché rive gauche, somptueuse exposition de 5.000 tapis d'Orient jusqu'au 17 mars. (*Figaro Magazine*, 23 janvier 1993), p.85.

GENTLEMAN SADDAM ? Pourquoi n'approuve-t-on pas plus chaleureusement les Américains lorsqu'ils ripostent aux provocations de Saddam Hussein ? (*Le Figaro*, 22 janvier 1993), p.86.

BAGDAD MAINTIEN SON «CESSEZ-LE-FEU» malgré une nouvelle attaque menée par des avions américains dans le nord de l'Irak. (*Le Monde*, 23 janvier 1993), p.87.

APRÈS LE «CESSEZ-LE-FEU» DÉCRÉTÉ PAR BAGDAD. nouvel incident au nord du 36ème parallèle. (*Le Monde*, 25 janvier 1993), p.87.

PIERRE PERRET «LE BONHEUR DE MES 350 CHANSONS». Pierre Perret revient sur scène à Paris, jusqu'au 14 février, au Casino de Paris. Il chante «*La Petite Kurde*», l'une de ses œuvres les plus bouleversantes ; elle lui a demandé deux ans et demi de travail et un séjour à Beyrouth pour le Noël des enfants. (*Télé 7 jours*, 25 janvier 1993), p.88-89.

ASPIN : «SI L'ON VEUT QUE L'IRAK OBSERVE

LES RÉOLUTIONS DE L'ONU. IL FAUT QUE SADDAM S'EN AILLE». (*International Herald Tribune*, 23-24 janvier 1993), p.90.

L'IRAK D'APRÈS-GUERRE REMIS SUR PIED MALGRÉ L'EMBARGO DES NATIONS UNIES. — TRAVAIL DE QUALITÉ EN IRAK. (*International Herald Tribune*, 25 janvier 1993), p.90-91.

ATTENTAT MEURTRIER. Cinq personnes ont été tuées et 82 autres blessées dans l'explosion d'une voiture piégée, jeudi, au centre d'Erbil, la «capitale» de l'Irak du Nord. (*Le Petit Bleu du Lot et Garonne*, 23 janvier 1993), p.90.

TURQUIE : DES GROUPES ISLAMIQUES REVENDIQUENT L'ASSASSINAT D'UN JOURNALISTE CÉLÈBRE. La Turquie est en état de choc après la mort du célèbre journaliste Ugur Mumcu, éditorialiste de gauche de *Cumhuriyet*, tué dimanche 24 janvier par l'explosion d'une bombe placée sous le siège de sa voiture, dans un paisible quartier résidentiel d'Ankara. La puissante charge d'explosifs a déchiqueté le corps de M. Mumcu. — LA TURQUIE EN ÉTAT DE CHOC CRAINT UN RETOUR DU TERRORISME. L'assassinat d'Ugur Mumcu a bouleversé la classe politique. La Fédération internationale des journalistes annonce l'envoi d'une mission d'enquête et dénonce la passivité du gouvernement Suleyman Demirel. (*Le Monde*, *Le Nouveau Quotidien*, 26 janvier 1993), p.92, 93.

KURDES : OFFENSIVE DE L'IRAK. (*Dernières Nouvelles d'Alsace*, 26 janvier 1993), p.93.

L'AIDE AUX KURDES: Assez pour survivre, pas assez pour assurer l'indépendance économique. (*International Herald Tribune*, 26 janvier 1993), p.94.

L'IRAKGATE : IGNORER LES APPELS A «CIRCULEZ, IL N'Y A RIEN A VOIR». — L'IRAK ACCUSE LE CHEF DU PENTAGONE D'ÊTRE «BELLIGÉRANT». (*International Herald Tribune*, 26 janvier 1993), p.95.

IRAK : MALGRÉ DES ATTAQUES RÉPÉTÉES DE L'AVIATION AMÉRICAINE. Bagdad continue de

jouer la carte de l'apaisement. (*Le Monde*, 26 janvier 1993), p.96.

LA TURQUIE ET LES DROITS DE L'HOMME. (*International Herald Tribune*, 27 janvier 1993), p.96.

TUERIE AU KURDISTAN DE TURQUIE. 8 personnes au moins ont été tuées par les forces turques dans la région de Sirnak. — Turquie : Seize morts en deux jours dans le Sud-Est anatolien. (*Presse de la Manche*, 15 janvier, *L'Humanité, Quotidien de Paris*, 27 janvier 1993), p.96, 100.

SADDAM S'APPROCHE D'AVANTAGE DU SEUL PONT QUI APPORTE VIE AU KURDISTAN ET LE SAUVE DE LA FAMINE. (*The Guardian*, 28 janvier 1993), p.96.

L'IRAK CONSOLIDE SES RECHERCHES DANS LE DOMAINE DES MISSILES, L'ONU EST PRÉOCCUPÉE. (*International Herald Tribune*, 26 janvier 1993), p.98.

LA LÉGALITÉ DES ZONES D'EXCLUSION MISE EN DOUTE. La Ligue arabe conteste la légalité

des zones d'exclusion décidées par les alliées de la guerre du Golfe. (*Le Courrier*, 28 janvier 1993), p.98.

TÉMOIGNAGE SUR UN KURDICIDE. Légendes des photos : Des milliers de villageois kurdes, fuyant la répression, sont réduits à l'errance et à la mendicité. — Après avoir été torturé, Mesüt Dunder a été déposé par les militaires sur une piste près du village de Solak. — Les militaires fixent un câble autour de la taille du malheureux — Le câble est relié à un engin blindé dans lequel les militaires remontent. Mesüt Dunder est traîné sur la piste jusqu'à ce que mort s'ensuive. Le blindé est de fabrication allemande, du type de ceux qui ont été utilisés dans la destruction de Sirnak, Cizre ou Kulp. — Les soldats, rejoints par les policiers, après avoir mis à nu le torse du supplicié, le retournent : il est mort. (*L'Humanité*, 29 janvier 1993), p.99-100.

TURQUIE: APRÈS L'ASSASSINAT DU JOURNALISTE UGUR MUMCU. Les adversaires de l'intégrisme manifestent leur colère. (*Le Monde*, 31 janvier 1993), p.101.

ÜMIT ELÇI SIGNE LE PREMIER FILM KURDE DE

L'HISTOIRE DU CINÉMA. Depuis la guerre du Golfe, le problème kurde se pose avec une nouvelle acuité. Le réalisateur de «*Mem et Zim*» explique sa manière d'aborder cette question complexe. (*Le Courrier*, 28 janvier 1993), p.102-103.

APPEL DU HEP (Parti du travail du peuple) A L'OPINION PUBLIQUE. La liste des 42 dirigeants et membres assassinés de ce parti légal réputé pro-kurde (*Özgür Gündem*, 16 janvier 1993), p.104.

FÉDÉRALISME POUR L'UNIFICATION ET PAS POUR LE SÉPARATISME. Les droits de l'homme l'emportent sur la souveraineté. (*Al Hayat*, 25 janvier 1993), p.105.

IRAK : ENTRE LA ZONE DANGEREUSE ET LA RÉSISTANCE. — «LE PAYS KURDE» SE BAT CONTRE SADDAM HUSSEIN ET SURVIT. (*Al Awsat*, 18-25 janvier 1993), p.106-112.

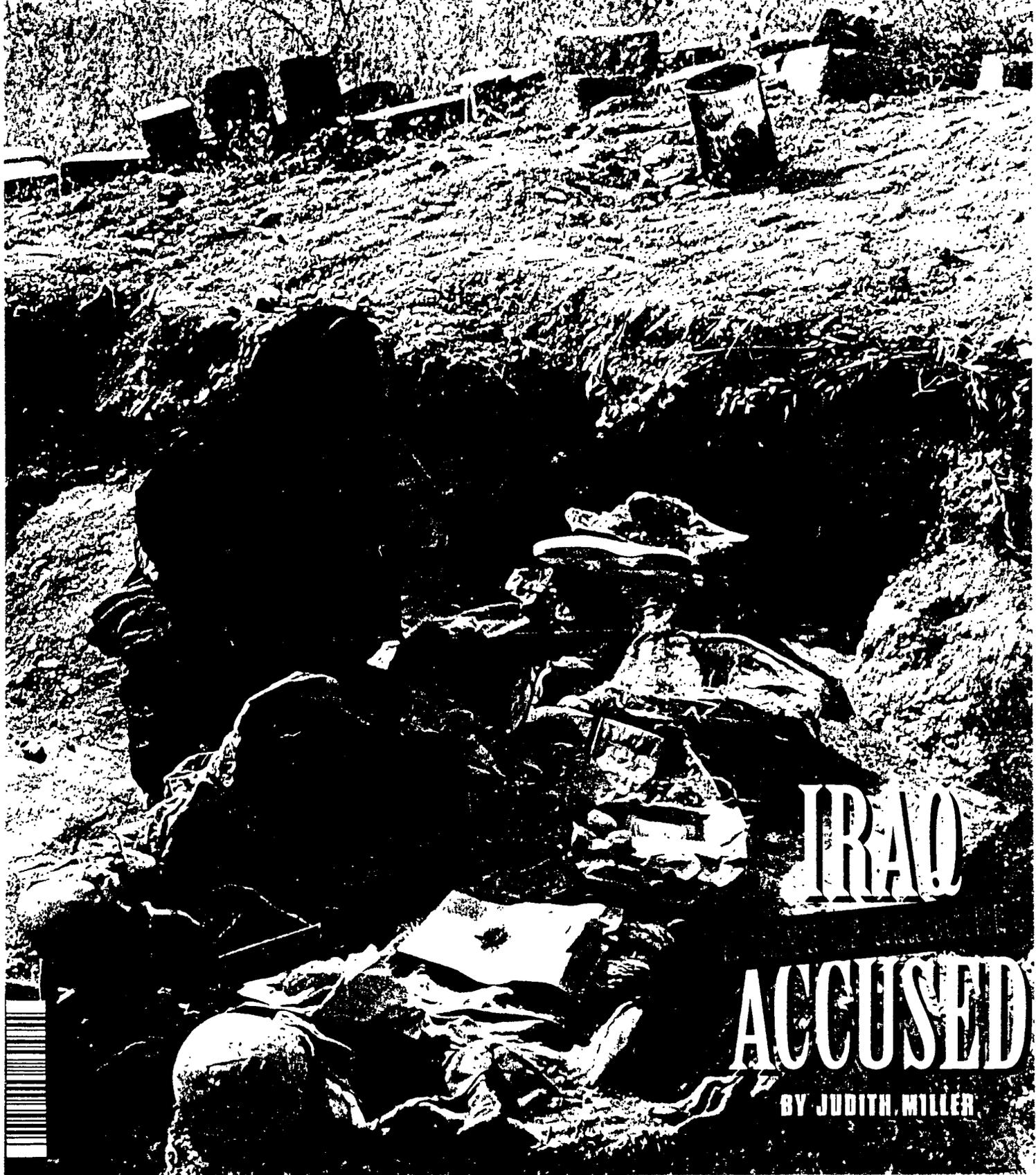
UNE FÉDÉRATION POUR RÉUNIR ET NON POUR DIVISER. LES DROITS DE L'HOMME SONT PLUS IMPORTANTS QUE LA SOUVERAINÉTÉ. (*Al Hayat*, 25 janvier 1993), p.105.

Revue de Presse

Institut Kurde de Paris
IKP
Bulletin de liaison et d'information

The New York Times Magazine

JANUARY 3, 1993 / SECTION 6



IRAQ ACCUSED

BY JUDITH MILLER



The New York Times Magazine / JANUARY 3, 1993

IRAQ A CASE OF GENOCIDE ACCUSED

Government documents captured by rebels outline Saddam Hussein's murderous campaign against his own country's four million Kurds.



LEFT: Tamur Abdul, now 15, shows old bullet wounds to illustrate how, as a

BY JUDITH MILLER

IN AN UNDERGROUND FACILITY, somewhere in the United States, researchers are going through a mountain of Iraqi files that could provide the legal basis for the first case of genocide ever to be brought before the World Court.

The materials, captured by Kurdish rebels in the uprising against

Judith Miller is the staff writer at The New York Times Magazine.

Saddam Hussein immediately following the Persian Gulf war, provide the first written documentation of a campaign of terror waged for a decade against the four million Kurds in Iraq, a campaign that reached its zenith between March and August of 1988.

Like Gestapo files and those of the Stasi, the East German intelligence agency that trained Iraq's security police, the Iraqi documents set forth in chillingly bureaucratic language the "liquidations," "expulsions" and "transfers" of Kurdish victims, who

PHOTOGRAPHS BY SUSAN MEISELAS/MAGNUM



10-year-old, he barely escaped death after Iraqi soldiers removed all inhabitants of the village of Qulojeo. ABOVE: Exhuming bodies in the Erbil cemetery.

are almost invariably referred to as "saboteurs," "criminals," "traitors" and "human cargo."

"Dear Comrades," states an order from the Baath Party People's Command in Zakho, dated June 14, 1987. "The entry of any kind of human cargo, nutritional supplies, or mechanical instruments into the security-prohibited villages under the second stage [of the operation] is strictly prohibited. . . . It is the duty of the members of the military forces to kill any human being or animal found in these areas."

Reads another, a handwritten field report: "Pursuant to our telegram No. 1613, the groups belonging to Troop No. 45 are making progress in purifying their targets. A new group arrived today at 12:00 hours at the village of Zitah. It has been demolished and razed to the ground. So have the following other villages: Tirli, Delirabir, Bedran, Zarara, Sitri, Zarkan, Shanbadar. The groups are continuing their advance to their other targets."

"Your letter, Secret and Personal, 10551, dated 21/August/1989," starts

another. "We enclosed herewith lists containing an inventory of the names of the criminals who received the People's Judgment . . . together with a summary of each crime and the date each was executed." Among them is Dalshad Mohammed Amin Fatah Mriwan, who was killed on March 13, 1989. "This criminal," a teacher at Shawrash Boys High School, the report states, "was teaching the Kurdish Language using Latin letters because of his chauvinistic and separatist beliefs, especially that he was one of

the saboteur groups' intellectuals. He is the subject of our cable 7371 in 13/March/89."

Still another: "Secret and Confidential. From: Office of the Secretariat, Sulaimaniyah Security Department, Date, 10/1988. The information you relayed to us in the aforementioned letter concerning the execution of the just sentence (death sentence) in the case of the criminal Jemal Ahmad Huma Khan has been confirmed. He was thus sentenced for attacking the character of the President and Command-



er-in-Chief Saddam Hussein (may God preserve and protect him), and for questioning the decision of the Revolutionary Command Council, which is well known for its complete and total mercy. [Signature illegible] Security Director, Governate of Sulaimaniyah."

Finally, "From The Presidency, Directorate General of Security, Sulaymaniyah Security Directorate/Investigations. To: Asst. Dir. Operations for Autonomous Region, Esq. Greetings. Referring to the telephone conversation, we list hereunder" five categories of "enemies" of Iraq, including "(6) families numbering (18) persons, relatives of the criminal mentioned in the 'First' [category] above, executed by this directorate, according to directions from the esteemed North Organization Bureau' (2,532) persons and (1,869) families numbering (6,030) persons, were sent to the Popular Army Camp in Ta'amim Governorate. These were arrested during the heroic 'Al Anfal' Operation."

THE EVIDENCE OF SADDAM Hussein's savage persecution, his extermination of vast numbers of his country's Kurds, pours forth in

numbing, almost mundane fashion. It is contained in 857 cartons of documents currently stored at a building of the United States National Archives at a location that, for security reasons, cannot be disclosed. The official Iraqi documents — more than 14 tons of them, totaling more than four million pages — provide a detailed picture of the day-to-day operations of the Iraqi Government and its security

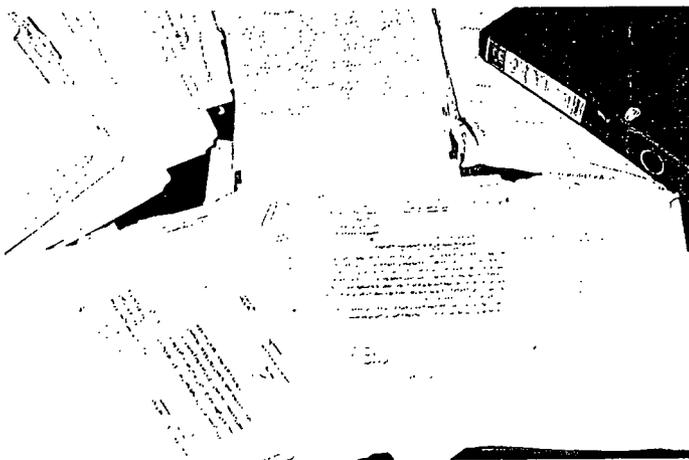
apparatus as they carried out what researchers now believe was genocide against the Iraqi Kurds.

There are thousands of tattered files, often partly burned, torn or water-stained, held together in characteristic Iraqi fashion with shoelaces and sewing pins. The files contain reports ranging from the banal to the horrific — routine vacation requests, administrative and per-

sonnel ledgers, payroll records of mercenaries and informants, intercepted letters and postcards — and almost incidentally, page upon page of authorizations of "purifications," "liquidations" and other euphemisms for mass murder.

Working in secrecy until now, Arabic linguists, computer specialists, social scientists and researchers from Middle East Watch, a private, New York-based human rights organization — with logistical help from the United States Defense Intelligence Agency — have been reading, sorting, collating, recording and analyzing the material. This highly unusual collaboration between a Government intelligence agency and a rights-advocacy group — the two are normally at loggerheads — is aimed at an even more unusual objective: information in these documents is being used by Middle East Watch to prepare the first case of genocide ever to be brought before the International Court of Justice, in The Hague.

Peter Galbraith, a staff member of the Senate Foreign Relations Committee who helped expose the Anfal campaign and whose committee is now the legal custodian of the



LEFT: Clyde Snow, a forensic anthropologist, holds the blindfolded skull of a teen-ager with two bullet wounds in his head.

BOTTOM LEFT: Files of Iraqi documents photographed at Middle East Watch headquarters in New York.

RIGHT: Korame villagers confront the horror of a mass grave.

documents, says the case against Iraq is strong. "I don't think we shall ever find a 'smoking gun document,' a paper signed by Saddam Hussein ordering the murder of three innocent shepherds," says Galbraith. "But neither did we ever find minutes of the meeting at Wansee at which Hitler ordered the eradication of the Jews. There never was a 'Final Solution' order as such. But we have physical evidence of horrific crimes in these documents, official Iraqi videotapes of interrogation sessions, torture, executions and rape, and in the grave sites of now autonomous Kurdistan.

"What we have, in effect, are the individual receipts for murder, often in the driest, most bureaucratic language. There must be consequences for such institutionalized savagery."

A case, if successful, could result in the first condemnations for genocide by the highest international court since the Nazi regime and its senior officials were convicted of war crimes and crimes against humanity at the Nuremberg tribunals more than 40 years ago.

Andrew Whitley, director of Middle East Watch, says the documents provide the clearest description to date of the inner workings of the "heroic Anfal" campaign, which extended from March to September 1988. Anfal, an Arabic term from the Koran, refers to an incident in which followers of the Muslim prophet Mohammed raided and pillaged nonbelievers. Anfal, literally booty, was a six-stage military campaign against the Kurds — a counterinsurgency gone wild.

While Anfal may constitute a particular act of genocide, "it was surely the culmination of a decade-long campaign of genocide," says Joost Hiltermann, a Dutch member of Middle East Watch who investigated human rights abuses in northern Iraq. "In Anfal alone, perhaps as many as 180,000 people disappeared, thousands of whom were shot and buried in mass graves or virtually starved to death in a prison in the desert."

Iraq argues that it acted only against Kurdish rebels, who have for decades sought autonomy from Baghdad. To make matters worse, the Iraqis say, the rebels were supporting Teheran in the brutal eight-year war with Iraq, which ended in August 1988. But Anfal was directed





against civilians as well as rebels, and it was carried out only after Iran's defeat became all but inevitable. Iraq further maintains that the documents are forgeries — fabrications by Kurds on official Iraqi stationery that was stolen when police and military installations were overrun during the ill-fated uprisings against Saddam in March and April of 1991, soon after the Persian Gulf war.

Human rights and Government analysts say this claim is ludicrous, that the Kurds could not possibly have produced so huge a volume of material in so short a time.

Besides, they add, there is further evidence of Iraq's crimes against humanity in what the Kurds call Kurdistan. This is an area of northern Iraq — larger than Massachusetts and New Jersey combined — that coalition forces carved out as a security zone after the gulf war, when Saddam Hussein's butchery sent thousands of Kurds scurrying to safety in neighboring Turkey and Iran. The Kurds now govern the region, with their own legal, political and administrative institutions.

The evidence against Iraq can be heard, seen and touched. It can also

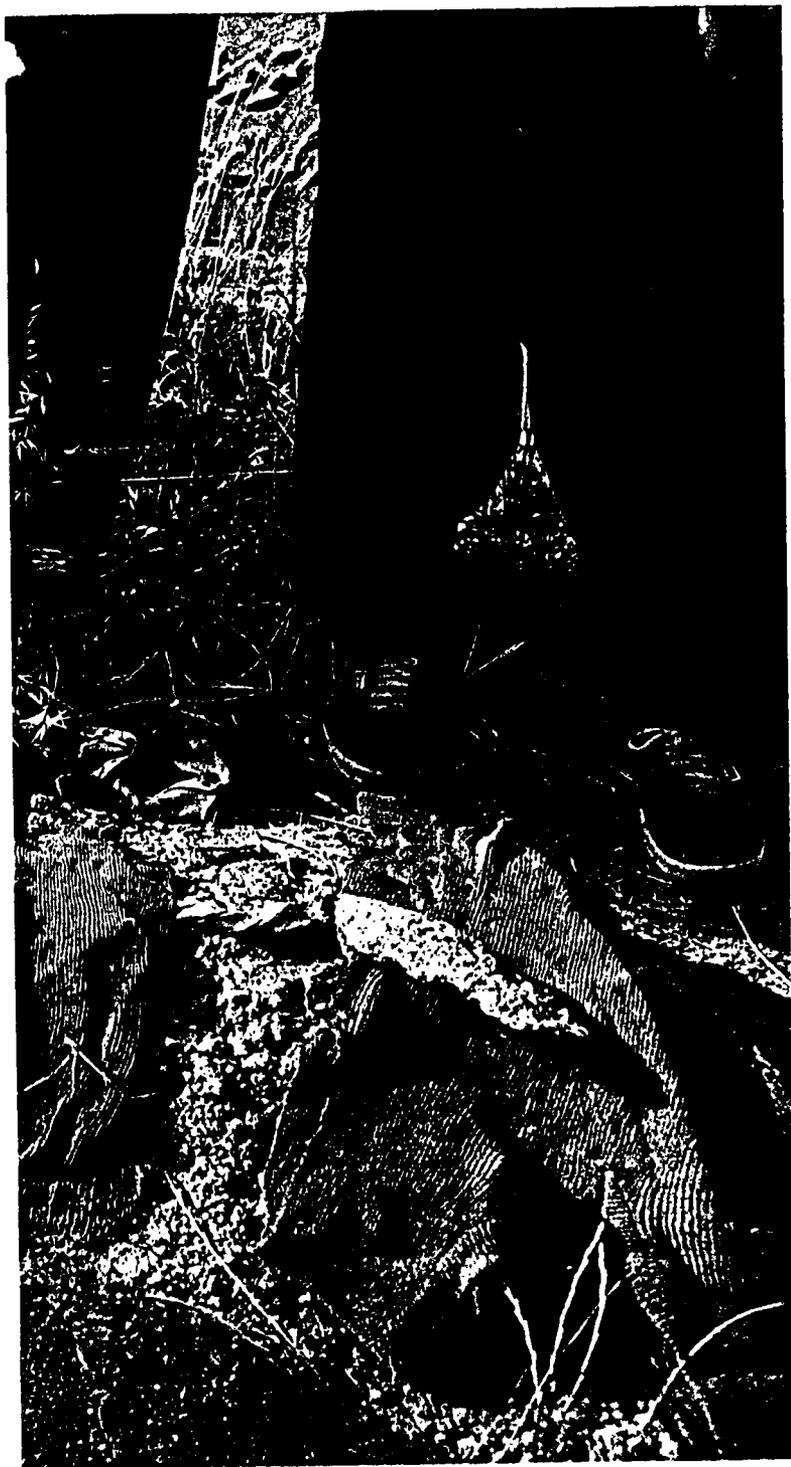
be smelled. The stench from as yet unopened mass graves still permeates the cold mountain air.

IN ADDITION TO EXAMINING the documents, Middle East Watch has interviewed hundreds of survivors of and witnesses to mass killings, chemical attacks, torture and the destruction of villages in northern Iraq. The rights group and the Boston-based Physicians for Human Rights have also unearthed physical evidence of mass murder through exhumations of mass graves in the area.

Even to the untrained eye, evi-

dence of mass crimes against humanity is overwhelming. The Kurdish landscape is littered with the rubble of some 4,000 villages and hamlets that were systematically destroyed by the Iraqis — the exact number may never be known. Kurdistan looks as if it has been leveled by an earthquake.

But interviews and the documents confirm that this was no act of nature. First, the villages were "purified," as the documents say — emptied of "saboteurs" and other human life, sometimes by chemical attacks but more often by shelling or bombing. Property and livestock were methodi-



ABOVE: To identify victims, bodies are exhumed, stripped of clothing and reburied.

cally looted by Iraqi troops. Mud huts were bulldozed, cement structures were dynamited and wells were plugged with cement or poisoned. In some villages, especially near the borders, fields were mined.

In a typical case, the analysts say, fleeing inhabitants were trapped by Iraqi soldiers, to whom many surrendered. In at least two cases — the villages of Koreme and Mergatoo, in Dohuk Governorate — men and boys were executed on the spot. In other cases, villagers were taken to holding facilities, from which they

were, as the Kurds say, using that terrible and all too familiar expression, “disappeared.” This pattern was repeated again and again. Kurdish leaders and rights workers estimate that between 500,000 and 750,000 Iraqi Kurds were displaced from their homes in the last decade. There is barely a family that has not lost one or several members — to torture, chemical attacks, land mines, deportation or to disappearance.

Kurdistan now is a treeless land. Because oil-rich Iraq has cut off heating oil and most other supplies, the

Kurds have been forced to chop down most of their forests for fuel. And thousands of Kurds have lost arms and legs to the mines planted by Iraq and Iran during their war and by Baghdad in its war against them.

Despite the joy so many Kurds express about their liberation, there is at the same time widespread fear and desperation. Women in black, holding tiny portraits of missing relatives, surround the cars of Western visitors, wailing for help. Some are hungry, and all crave information about the fate of those they suspect, but dare not admit, are probably long dead. Other Kurds, fearful that Saddam will return, plead with visitors for help in securing a visa — to the United States, to Europe, anywhere.

THE DOCUMENTS AND THE EVIDENCE collected inside Iraq are the critical components of the case Middle East Watch is building that Iraq's persecution of its Kurds constitutes genocide — defined by the 1948 convention ratified by 107 countries, including Iraq, as acts aimed “with intent to destroy, in whole or in part, a national, ethnical, racial or religious group, as such.”

No genocide case has ever even been argued before the World Court. Such cases are enormously difficult to bring, let alone win. They must be sponsored by a government against a government — not by or against individuals — and few governments are willing to accuse another of such heinous conduct.

That partly explains why no case has been brought against the Pol Pot regime in Cambodia. “We have overwhelming documentary and eyewitness evidence that this was a genocide with a capital G,” says Gregory Stanton, a lawyer who heads the Cambodian Genocide Project. “But there is a lack of political will by governments to act.”

Whatever nation is ultimately asked to sponsor the case against Iraq, it will not be the United States. Lawyers for Middle East Watch say they do not want a genocide case to be construed internationally as a continuation of the Persian Gulf war. In any event, Washington cannot be a plaintiff, having rejected World Court jurisdiction when Nicaragua charged it with war crimes for mining its harbors.

Moreover, Whitley says, America's complicity in Iraq's military buildup makes it a poor plaintiff. While Bush Administration officials maintain they were unaware of the nature and extent of Saddam's campaign against the Kurds, a declassified Defense Intelligence Agency report obtained by Whitley's group under the Freedom of Information Act challenges these assertions. The report to Washington from the American Embassy in Baghdad, dated April 19, 1988, states that an estimated 1.5 million Kurds had already been resettled in camps and that “an unknown but reportedly large number of Kurds have been

placed in ‘cowcentration’ [sic] camps located near the Jordanian and Saudi Arabian borders.”

Although only a small number of the captured Iraqi documents have been analyzed, Middle East Watch is confident that a plaintiff government will be found (several governments have already been approached, and some have expressed

(Continued on page 28)



ABOVE TOP: Mariam Mobammed Jawar holds a photo of her husband and son, seized by Iraqi soldiers in 1983.

CENTER: Naila Ajil Khishman, now 12, was 7 when she escaped her captors.

BOTTOM: Aziz W'ahab Mobammed, a deserter from the Iraqi military, survived jail and fled an execution.

interest). With the United States now naming Serbian leaders who should be charged with war crimes for atrocities committed in Bosnia, rights advocates say the Iraqi case takes on even greater significance.

"This is the purest case I have ever seen since the Nazis," says Aryeh Neier, executive director of Human Rights Watch, the parent group for Middle East Watch. "If Saddam Hussein and his regime are not held responsible for ethnic murder on such a scale, how will Serbia or any other state in which tribal, clan and religious rivalries threaten civilized behavior be deterred?"

THOUGH ENORMOUS, THE cache of documents is only part of the written record against Saddam's regime. The files now in the archives belong to the Patriotic Union of Kurdistan, one of the two major Kurdish political parties, whose guerrillas seized them. After elaborate negotiations among Galbraith, Whitley and Jalal Talabani, the head of the party, the Patriotic Union agreed to permit the United States Air Force to fly the material to America for copying and safekeeping. The Kurdish Democratic Party, led by Masoud Barzani, also has substantial quantities of documents, but they remain in northern Iraq, largely inaccessible to Western analysts.

What strikes the researchers about the documents they have been poring over in their bleak facility is what one called the "routine" way in which Iraqi officials described their torment of the Kurds. "They made it all sound, well, so normal," says one researcher, who, fearful of Iraqi retaliation, as are all the researchers, spoke on condition that he not be named. "The Iraqis kept records on everything. They were, above all, consummate bureaucrats."

The bureaucracy could be trivially specific. The researchers found reports noting the names of a group of Brazilian artists who had exhibited their work in Israel, Iraq's enemy. There is a letter from the Revolutionary Command Council ordering the annual commemoration of the infamous 1982 Hama massacre of Syrians by President Hafez al-Assad's regime in 1982 (presumably to remind fellow Iraqis of their treacherous neighbor's misdeeds). The earliest document found so far is a 1953 file about a member of the Kurdish Democratic Party. The man had inadvertently called attention to himself by applying for a passport.

The documents also reflect a typical governmental passion for secrecy and euphemism. Virtually everything — including an order implementing summer hours in the northern Kurdish provinces — is marked "Secret and Confidential." One file contains a particularly poignant black-and-white photo of an 8-year-old girl, described as having "returned to the national ranks," an Iraqi reference to fugitives who have surrendered to the Government.

The documents reveal a certain pride in the murderous campaign against the rebellious Kurds. One

refers to the creation of an "Anfal Section" within Saddam's ruling Baath Party, evidently to commemorate an endeavor that the party deemed noble and successful. Another illustrates the importance Baghdad placed on driving the Kurds — not only the guerrillas but all noncombatants — out of their villages. It refers to the "Prohibited Villages Committee of Central Security," indicating that the de-Kurdization campaign was of sufficient priority to merit a full committee to oversee its implementation and evaluation.

Another document contains what is believed to be the first complete list of all the "prohibited" villages, hundreds of tiny Kurdish settlements in Erbil Governorate that Iraq decided to obliterate because it thought they were harboring rebels, or might do so in the future. In several cases, the documents have enabled the researchers to resolve mysteries arising from interviews in the field.

In July, for instance, Joost Hiltermann, the researcher for Middle East Watch, interviewed a Kurd who said that more than 100 people from his village of Bileh had "disappeared." But none of the Kurds interviewed knew what had happened to these people. In November, a researcher found a handwritten field report from the security service in the district of Sadiq, dated June 3, 1988, that noted that on the "2nd and the 3rd, 30 families from the village of Bileh Juru [upper Bileh] were received by the military command of QR45. They were counted and surveyed by us. We will presently send you lists of their names, addresses, and birth dates."

There is no record of what happened to the people after this. But researchers now have proof that they were in the Government's hands at the time they disappeared.

Finally, the documents suggest that the Iraqi bureaucracy was just as hidebound as any other. One file contains an attack by three senior intelligence officials on the Government's policy of arresting the relatives of deserters and rebels to induce their return. The report, dated Aug. 7, 1985, concludes that the policy, far from stopping defections and desertions, actually drove more people to the "enemy's line of revolution." Despite this unanimous conclusion, subsequent records show, authorities went on arresting the relatives of fugitives.

EVEN THE DOCUMENTS DO NOT prepare a visitor for a trip through the Kurdish areas of northern Iraq, now in the throes of a precarious liberation.

Consider a fortress in Atrush. Eyewitnesses say that in March 1991, after the Kurdish uprising failed, Iraqi soldiers machine-gunned between 12 and 20 Kurdish men and their families less than 100 yards outside the walls. The bodies were placed in a shallow pit lined with dynamite and then blown to bits. A bulldozer covered them with a little coffee-colored earth.

The stench of the grave site must have disgusted the Iraqi soldiers. For soon after the massacre, it ap-

pears, soldiers placed phosphorous rocks atop the mass grave to mask the odor. The phosphorous deodorant was ineffective; 14 months later, the scent of human decomposition remains, even though the site has yet to be excavated.

From other excavations, it is obvious that many victims were shot at fairly close range. Head scarves Iraqis used to blindfold Kurds before killing them were still attached to the skulls. The rope used to tie the hands of the men, women and children remains, long after the victims have decomposed. So do clothing and human hair. One excavation team pulled a perfectly preserved woman's braid out of one mass grave. The remains are being carefully catalogued, to present as physical evidence at the trial.

Much of the genocide case so far rests on the testimony of survivors, only six of whom have been identified to date. Aziz Wahab Mohammed — his friends call him Ozer — is one of them.

A deserter from the Iraqi military (like so many Kurds), he was 25 years old when he surrendered to Iraqi troops who surrounded Khidr Reihan, the village in which he was living, in April 1988. The Iraqi Army's Kurdish soldiers (known as Jahsh and believed to have once numbered as many as 240,000) assured him that he would not be harmed. They would merely interrogate him, they said, and return him to the military.

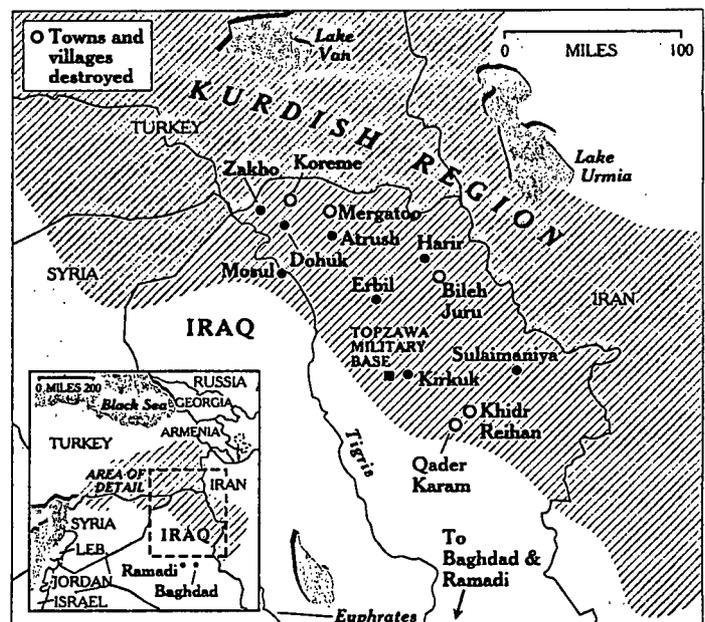
Instead, he and his friends were trucked first to a police station. Qader Karam, where they were kept without food or water for two days, and then to the headquarters of the Baath Party's Popular Army in Topzawa, where they were held for four more days — again without sustenance. "The Iraqi people knew what was happening to us," Ozer says. "I remember seeing two women by the road as our convoy passed by. They were applauding."

In Topzawa — the last stop for many thousands of the disappeared — personal possessions were confiscated and prisoners were interrogated. Ozer estimates that about 15,000 Kurds of all ages and sexes were in the facility when he was there. One badly wounded man in his cell said he had been beaten with a cable, hanged from a ceiling fan and scorched with hot steel, and that guards had walked on his back with their boots. His crime was that he had a beard, which is taken as a sign of adherence to Islamic fundamentalism. That night, Ozer and a friend who had smuggled nail scissors into the cell, cut off the man's beard and those of five others.

From Topzawa, which was under the command of the Baath Party, they were put in police minibuses that stank of human waste and were driven south to the city of Ramadi, close to Baghdad, and then into the desert. The road ended and the convoy, accompanied by police cars and bulldozers, continued down a dirt road into a grove of date palms. Ozer's bus, the 35th and next to last in line, got stuck in the sand. So did the last bus. The lights of his vehicle were turned on bright and Ozer saw the Kurdish passengers of other buses dragged out and made to stand in front of a ditch about 12 feet away. "They were murdered in the glare of our headlights," he recalls.

Ozer and his friends decided to fight. When the Iraqis came for them, the four strongest prisoners lunged at their guards, who then riddled the van with bullets. Though he was hit in the leg, Ozer managed in the ensuing chaos to jump out of the bus and run away. But in his panic, he fell into the ditch filled with the bodies of the men from the other van.

The trench was huge — about 6 feet wide, 10 to 12 feet deep and very long. It was filled with bodies and blood. He landed on his back, on top



Of Iraq's four million Kurds, three million now live under Kurdish administration in a mine-filled, treeless land they call Kurdistan.

EVIDENCE GROWS ON BIOLOGICAL WEAPONS

of another body. He remembers that it gurgled as he landed. Slowly, he crawled toward the shallow end of the trench, which contained, he says, about 400 bodies.

There, he managed to scramble out. Since his skin was the color of the sand, he removed all his clothes, stuffed them into his jacket and ran. In the moonlight, he passed dozens of other trenches, also filled with bodies.

MARIAM MOHAMMED JAWAR no longer has her wedding ring. She sold it years ago to buy food for her family. But she does have a tiny photo of her husband, Abdullah, a stone mason, and of her son, a civil servant in Iraq's Ministry of Agriculture. Both men were seized by Iraqi soldiers in the Kurdish town of Harir in the summer of 1983, five years before the Anfal campaign began.

The arrest of some 8,000 men from Harir and other areas inhabited by families belonging to the Barzani clan was Saddam's response to Massoud Barzani's collaboration with Iran during the Iran-Iraq war. "They even took boys as young as 7," Mariam says.

Ever since, she has been waiting for her men to return, or for official word that they are dead.

In April 1988, Saddam Hussein visited the Barzani widows, as they are known, in a nationally televised event. "Eighteen helicopters flew over this camp and I said to myself, This is Saddam," Mariam recalls.

"All the people raced to the main square. He was standing there in the middle of it," she says. Overcoming her fear, Mariam pushed her way to the front of the crowd, past the Kalashnikov-toting soldiers and bodyguards, and grabbed Saddam by the lapels of his uniform. "I put my head on his chest and said, 'Where have you taken our men all these years?' He answered me! He said he had come here to give us title to the houses we had been living in since we were expelled from our villages in 1979. And then he added, 'All the living will be released to you.'"

Mariam says that the town celebrated for a week, but that she never believed Saddam. She knew that none of the men would return. And none ever have.

The pain of not knowing the fate of husbands and sons is a searing legacy of Saddam's war against the Kurds. In this conservative Muslim society, women cannot mourn the dead, remarry or get on with their lives without proof that their spouses are dead. So they live in what one Kurdish aid worker calls "hopeless hope."

The documents confirm the Harir disappearances. One message, dated Oct. 11, 1986 — six months after Saddam's visit — notes that children less than 12 years old were left in the compound when the men were "expelled" in 1983. Since several years had passed, many of the children would now be 15 or 16, old enough to join the collaborationist Kurdish units that were helping suppress fellow Kurds. "Please provide us with the name of those in the aforementioned families who have volunteered for the above regiment and other regiments," the order states.

Researchers working with the captured Iraqi documents say they have not found a "smoking gun," a document signed by Saddam Hussein ordering the annihilation of Iraq's Kurds. But they have already produced the first official Iraqi reference to Baghdad's possession of biological weapons. Iraq denies that it possesses such weapons, and United Nations inspection teams have conducted 47 fruitless missions in Iraq, searching for chemical and biological arms or proof of their existence.

In late November, Middle East Watch obtained in Kurdistan a document stamped "Top Secret/Confidential." Dated Aug. 3, 1986, the memorandum from the commander of military intelligence in Arbil specifically orders division units to count their stocks of "Bio-Chemical Materials" and to report back to headquarters as soon as possible.

Analysts for the Central Intelligence Agency and the Defense Intelligence Agency, shown the document, say it appears genuine.

Scientists have long suspected that Iraq had

developed biological weapons. In September 1988, Dlawer Ala'Aldeen, a Kurdish microbiologist and doctor at the University of Nottingham Hospital and Medical School in England, accused Iraq of starting an outbreak of typhoid fever in the Kurdish city of Sulaimaniya. Major outbreaks of typhoid from contaminated water almost always involve several different strains of bacteria, he said. But the 1988 outbreak in the city stemmed from a single strain, suggesting that it was the result of an artificially produced agent.

At the time, Ala'Aldeen said, he had no documentary evidence to support his allegation. In late 1990, however, he was shown a copy of the same memorandum obtained by Middle East Watch this fall. He included it in a report that was privately published in England in January 1991, entitled "Death Clouds: Saddam Hussein's Chemical War Against the Kurds."

"I had very little money," he said, "so I printed only a few hundred copies and sent them to libraries in England. No one took much notice." — J.M.



Workers from Middle East Watch cleaning skeletons in Koreme, where villagers were shot on the spot.

NAILA AJIL KHISHMAN IS 12. She was 7 when her parents and eight brothers and sisters were rounded up after surrendering to the military in 1987 in the village of Girbkhobar. The village was leveled a month later. There were 500 people in her village. All of them were taken. And all but Naila and a few others have disappeared.

She is alive because she and her uncle Ibrahim were placed in a different transport truck from the rest of her family. When her truck stopped in a neighboring town, a cousin spotted her and helped her escape while a Kurdish guard wasn't looking.

A Kurdish branch of Save the Children, in the town of Koi Sanjaq, estimates that in this governorate alone, some 3,000 children have lost one or both parents in the Anfal. These orphans, too, are part of the legacy of genocide.

KURDISH LEADERS SAY THAT Anfal was a psychological breaking point. After the Anfal, virtually all Kurds stopped thinking of themselves as Iraqis.

"It was because of Anfal that two and a half million people fled when the uprising against Saddam failed in 1991," says Sami Abdul Rahman, a leader of the Unified Socialist Party, a minority party in Kurdistan's new Government and Parliament. "Only Anfal explains why such vast

numbers of people braved hunger and cold in Turkey or Iran rather than stay and face Saddam's fury."

Rahman knows this firsthand. His father died in the mountains, trying to flee.

Few Kurdish leaders hold out hopes of a Kurdish state. Given the presence of large numbers of Kurds in neighboring Turkey, Iran and Syria, and those nations' hostility to the Kurds' fragile experiment with autonomy, they assume that Kurdistan will never be permitted to become an independent nation-state.

There is a final perverse paradox: Saddam Hussein has become the guarantor of Kurdish independence. "I pray every night for his well being," says Jamal Aziz Amin, the leader of the Patriotic Union in Sulaimaniya, Kurdistan's largest "liberated" city. "Because as long as he is there, our autonomous enclave will be protected by the gulf war allies. After that, who knows?"

Amin, a former school principal and secret member of the union, was held in an Iraqi prison in Sulaimaniya and tortured for more than a year. "They used to tie my hands behind my back and attach me to a hook in the ceiling. Sometimes, the Iraqis attached electrodes to various parts of my body, to increase the pain. But I never confessed," he says. "They killed anyone who did."

One day after the Kurds took control of the prison in which he had been held, Amin confronted the man — a captain in the security police — who had tortured him: "At first, he pre-

tended that he didn't know me. Then he cried and begged for mercy, saying he was only carrying out orders. For some reason, the fury I had felt toward him for so long just went out of me. I told him not to worry. He would not be killed, that we were turning them all over to the Iraqis, which we did, even though I knew in my heart that he would wind up torturing new people in Iraqi jails."

Amin says that the Iraqis were let go because the Kurds, having suffered so much at Iraq's hands, will never do to others what was done to them. Perhaps not. But the experience so far in northern Iraq is hardly reassuring.

In September, the Patriotic Union and the Kurdish Democratic Party formed their own new intelligence agency, called Asaysh, or "security" in Kurdish, to prevent infiltrators from Iraq, Iran, Syria and Turkey from destabilizing the area.

Officially, no one can be arrested without a court order, and torture is illegal. But in the Kurdish security prison in Sulaimaniya, two Kurds complained that they had been in prison on the day of their alleged crime. And many in this prison, they said, had been tortured — hanged just as the Iraqis had once done, with their hands bound behind them. Prisoners displayed the telltale black-and-blue marks on their wrists. Some Kurds have learned — despite, or because of, their enormous suffering — a few of their oppressor's worst habits. The urge to violence, it seems, is not just an Iraqi failing, but a human one. ■

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, JANUARY 2-3, 1993

Saddam Keeps Scheming

Iraq sent up aircraft the other day in a first testing to see whether the allies would enforce the no-flight ban they had imposed under United Nations authority to keep Saddam Hussein from attacking his southern Shiite population. Presumably Baghdad also had it in mind to assert its claim to full sovereignty over the national territory. The American aircraft on station, after due warning, shot down an Iraqi plane. The United States followed up this action by ordering the return of an American carrier from duty off Somalia to Gulf waters.

Of course it would be good if from this single sharp show of international will Saddam Hussein would get the message that the nations that resisted his aggression in the Gulf last year still mean business. It is plain, however, that repeated messages will have to be delivered. The Saddam strategy is to keep probing in every imaginable way to release the restrictions that the United Nations imposed on his country because of his flagrant violations of the international rules. For the allies, the two planes he sent out over the southern marshes are the easiest part of it. No doubt the Iraqi dictator figures time is on his side.

There is an undercurrent of anxiety in

international thinking about Iraq that goes well beyond a test of wills with Saddam Hussein. Some ask whether the allies, in shortsighted frustration over his survival, have not chanced into a policy twice flawed: It leads in the extreme to the regionally unsettling event of the dismemberment of Iraq, and meanwhile it deprives the Gulf of Iraq's weight to balance and offset a reviving, troublesome and far larger Iran. It is Bill Clinton, not George Bush, who will have to match up the short-term requirements for enforcing the peace resolutions of the United Nations with the long-term requirements for Iraqi popular choice and Gulf stability.

In this unsettled landscape, the one thing that is clear is that Saddam Hussein continues to avoid a positive role. The allies may have no way in sight to get around him or to get rid of him, but neither can they work with him as long as he violates the stated international will. Since the Gulf War, the allies have shown themselves more than ready to take an Iraq respecting its citizens and neighbors back into international company. Until Iraq is ready to reciprocate, the allies will have to hang on.

— THE WASHINGTON POST.

Arabie - Janvier 1993

KURDISTAN

LE FEU

COUVE SOUS

LA CENDRE

Le front regroupant les principales organisations kurdes d'Irak risque de connaître la première crise grave depuis sa naissance.

Plusieurs personnalités proches de Massoud Barzani, leader du *Parti démocratique kurde* (PDK), se montrent de plus en plus critiques à l'égard de «l'attitude suiviste» du PDK vis-à-vis de l'*Union patriotique du Kurdistan* (UPK) de Jalal Talabani. S'inquiétant de «l'impasse dans laquelle se trouve le front», elles demandent une réévaluation de la situation à la lumière des «changements intervenus» depuis la réunion, le 15 novembre dernier à Ankara, des ministres des Affaires étrangères d'Iran, de Syrie et de

Turquie, lesquels sont accusés de s'immiscer dans les affaires intérieures du Kurdistan irakien. La direction du PDK avait, d'autre part, mal apprécié la lettre adressée par Edward Djerejian, secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires du Moyen-Orient, dans laquelle il exprime clairement l'opposition de Washington à l'idée d'une fédération en Irak, tout en appelant les Kurdes à coopérer avec Ankara. Dans ce contexte, les critiques sont de plus en plus dures à l'égard de Talabani, accusé de *complicité* avec la Turquie «qui, sous couvert de mettre fin à la rébellion dirigée par le PKK, tente d'imposer une sorte de mandat sur les Kurdes d'Irak». Selon une source kurde, Jalal Talabani aurait même accepté, à la demande d'Ankara, la constitution d'un bloc contre le PKK, regroupant des Kurdes turcs, iraniens et irakiens. Aussi la Turquie menace-t-elle de ne pas

renouveler le mandat des forces alliées, chargées de la protection du Kurdistan irakien, au cas où le front du Kurdistan refuserait de coopérer avec elle. Sur le terrain, une forte tension prévaut entre les *Peshmergas* de Barzani et ceux de l'UPK dans les zones où se sont regroupés les militants du PKK. A tout cela, il convient d'ajouter le scepticisme de nombreux responsables kurdes à l'égard de la politique du front, notamment depuis qu'une grande partie de l'opposition irakienne a refusé de donner son aval à la nouvelle direction de l'opposition, élue au mois de novembre dernier. A ces sentiments se mêle l'inquiétude concernant l'attitude de la nouvelle administration américaine, qui aurait envoyé un émissaire, en la personne de Pierre Salinger, journaliste américain de sensibilité démocrate, porteur d'un message au chef de l'Etat irakien.

Saddam still a threat

THE DENVER POST

Sunday, January 3, 1993

THE DOWNING of an Iraqi fighter jet and the redeployment of the U.S. aircraft carrier Kitty Hawk to the Persian Gulf are only the most recent reminders that the war with Saddam Hussein is far from finished.

When the cease-fire was implemented in early 1991, Saddam agreed to pull back from his hostile intentions, to let the United Nations inspect his industrial installations, and to disassemble the factories that could allow him to build weapons of mass destruction. After he brutally suppressed uprisings by the Kurds in northern Iraq and Shiites in the south, Saddam also was forced to accept U.N. mandates that he stop the slaughter, allow humanitarian aid to reach needy civilians, and not fly his military planes in certain areas of his country.

In reality, Saddam plans to adhere to none of those agreements. He is still the same egomaniacal dictator he was when George Bush called him the modern Hitler, and he still can play the demon's role in the modern international drama.

For awhile, it was well reported that Saddam was defying U.N. efforts to investigate his ability to produce weapons of mass destruction, but then the Iraqi dictator seemed to soften a bit and give international inspectors access to the documents and facilities they requested. And for a time, there were virtually no serious incursions into the so-called no-fly zones. As a result, the anti-

Saddam coalition became complacent.

But as events in the past several weeks have illustrated, Saddam was merely playing a complex waiting game, looking for an opportunity to reassert his dominance in the region.

For example, Saddam's minions again are playing cat-and-mouse games with U.N. inspectors, reportedly in one instance even passing important documents out through a back window while United Nations investigators walked in the facility's front door.

Saddam also blocked the delivery of critically needed heating fuel to the Kurdish camps, effectively reasserting his control over an area that once was almost autonomous of his rule. In that case, U.N. mediators were forced to negotiate with Saddam to give them the access that the Iraqi government supposedly already agreed to provide.

Additionally, Iraqi planes repeatedly have toyed with American jets patrolling the no-fly zones. Only this week, one Iraqi pilot pushed too far and paid for his insolence with his life.

These incidents underscore the reality that the political conflicts that caused the Gulf War have not been resolved. Saddam still is in power, he still possesses a formidable war machine, and he continues to defy international will. Moreover, there still is no challenger in Iraq to take his

place even if he ever is forced from power.

There also is no guarantee that even if Saddam and Iraq could be wholly restrained the area would be any more stable than it is now. That's because Iran has been rebuilding its military capabilities as well, and is known to have political ambitions that extend far beyond its current borders. Indeed, the re-emergence of Iran as a powerful and possibly hostile power in a key region is terribly worrisome not only to Western democracies but also to moderate Islamic nations sprawling from the Jordan River to central Asia.

George Bush in part inherited the Saddam problem from Ronald Reagan, whose administration never could match the cool cleverness of Middle Eastern potentates. But Bush and his underlings also contributed to the problem by supplying Saddam with arms and money. Indeed, Bush's lobbyists were pressuring members of Congress to approve new aid packages to Iraq just weeks before Saddam invaded Kuwait in 1990. To his credit, Bush responded forcefully and appropriately when Saddam conquered Kuwait and put himself in position to invade Saudi Arabia.

But the president's inability to fully resolve the Saddam problem may prove to be one of the most memorable failures of the Bush presidency — and one of the biggest foreign policy headaches for Bill Clinton.

IRAQI KURDISTAN

Television Pirates

Life in Iraqi Kurdistan continues to be tough. But that hasn't stopped enterprising groups of anti-Iraqi intellectuals from using black-market technology to set up their own pirate TV stations.

Nejat Ahmed, head of the Unity Party of Kurdistan, told the London *Guardian* that Iraqi TV was terrible: "Everything was about the Ba'ath Party and Arab nationalism. Children only saw war and

fighting ... People don't like politics any more." Ahmed's Unity Television, like other local stations, shows some locally-made material, but mostly news, films and music videos pirated from foreign satellites. And Unity even shows Italian football games, dubbed into Kurdish.

According to the *Guardian*, the Kurds like satirical programmes about life under Iraqi repression best. News of



Kurds: their own TV

the Kurdish experiment is reportedly being viewed with great interest down south in Baghdad. J. T.

Today in English — January 1993

INTERVENTION DE L'ARMÉE TURQUE AU NORD DE L'IRAK

La guerre s'étend au Kurdistan

AU cours de l'année 1992, les affrontements au Kurdistan de Turquie ont provoqué plus d'un millier de morts. Les combats sont désormais quotidiens entre les guérilleros du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et l'armée turque, qui est intervenue massivement dans le nord de l'Irak au mois d'octobre 1992 pour tenter de couper les rebelles de leurs bases. Le conflit menace désormais la stabilité de toute la région.

Par notre envoyé spécial MICHEL VERRIER *

Chaque jour, la presse d'Istanbul et d'Ankara rapporte le bilan des affrontements qui opposent la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) aux forces régulières, dans le sud-est de la Turquie. Aux victimes des combats s'ajoutent celles des règlements de compte : membres des milices pro-gouvernementales - ou leurs familles - exécutés par les hommes du PKK ; présumés collaborateurs de la guérilla liquidés par de mystérieux commandos. Plus de cent cinquante militants des associations kurdes ou défenseurs des droits de l'homme - sans compter douze journalistes - ont été ainsi abattus. Le gouvernement rejette la responsabilité de ces attentats sur un parti intégriste kurde lié à l'Iran ; en réalité, ils seraient perpétrés par des « escadrons de la mort » manipulés par les forces de sécurité.

Engagée dans un combat sans merci dans le sud-est du pays, l'armée turque ne respecte ni les autorités civiles ni les lois en vigueur, fussent-elles d'exception. Ainsi, selon deux rapports rédigés par plusieurs députés du Parti social-démocrate de M. Erdal Inonu, membre de la coalition gouvernementale, des chars ont été utilisés contre des manifestants désarmés, dans la région du Bothan - frontalière du Kurdistan d'Irak - lors de la célébration du nouvel an kurde le 21 mars 1992. Mais ce sont surtout les événements de Sîrnak qui ont illustré la violence aveugle de la répression.

Les 18 et 19 août 1992, Sîrnak, ville de trente mille habitants, a été réduite à un tas de décombres par l'armée, poussant la population à fuir vers les montagnes ou les agglomérations voisines. Selon la version officielle, mille à quinze cents guérilleros du PKK auraient attaqué la localité en plein jour, contraignant les militaires à une riposte qui aurait fait une quinzaine de victimes civiles. Rapidement la presse turque - dont les quotidiens *Hürriyet* et *Milîyet* - peu suspecte de sympathies

pour « les terroristes », met en cause la réalité même de l'assaut du PKK. Comment les guérilleros auraient-ils pu entrer dans la ville sans se faire repérer ? Comment auraient-ils pu se retirer sans pertes, alors que l'armée l'encerclait ? Après une longue enquête, l'éditorialiste de *Turkish Daily News*, Ismet G. Ismet, s'interroge : « Même si le PKK a attaqué Sîrnak, cela justifiait-il l'usage d'une telle force contre toute une ville ? (1). » Malgré ces nombreux abus confirmés par les rapports d'Amnesty International, Ankara continue de recevoir l'appui occidental, et en premier lieu celui de Washington, dans sa « lutte contre le terrorisme ».

On est loin des espoirs qu'avait suscités l'arrivée au pouvoir, à la suite des élections législatives turques du 29 octobre 1991, d'une coalition

regroupant le Parti de la juste voie (DYP) de M. Suleyman Demirel - désormais premier ministre - et du Parti social-démocrate (SHP) de M. Erdal Inonu. Défenseur des droits des Kurdes, le Parti du travail du peuple (HEP), avait fait la preuve de sa représentativité : 24 députés élus, 37 % et 70 % des suffrages dans les deux circonscriptions de Diyarbakir, « capitale » du Kurdistan turc, plus de 50 % dans les circonscriptions du Bothan, de Siirt, de Sîrnak.

D'emblée, le nouveau gouvernement s'engage à respecter les droits de l'homme, à mettre fin à la torture et à transformer les prisons en « maisons de verre ». Il promet aussi de prendre à bras-le-corps le problème kurde. Le HEP, qui appuie alors la coalition au pouvoir, demande l'abrogation des textes qui régissent l'état d'exception en vigueur dans le sud-est : il revendique également la reconnaissance du droit d'enseigner la kurde et de publier des journaux et des livres dans cette langue, ainsi que l'ouverture de négociations sur un statut d'autonomie régionale.

Au printemps 1992, après la répression dans le Bothan, le fossé s'élargit entre le HEP et le pouvoir. Les illusions nées des élections d'octobre 1991 se sont dissipées et la situation sur le terrain est de plus en plus tendue. « Nous avons espéré », insiste M. Huseyin Turhalli, un avocat qui



DANS UN CAMP MILITAIRE, M. OSMAN OCALAN, FRÈRE DU DIRIGEANT DU PKK
Une guerrilla qui dispose d'un vaste soutien populaire

* Journaliste.

dirige le HEP à Diyarbakır. *Puis nous avons vu que les seules mesures gouvernementales étaient d'expédier des renforts militaires, des chars, des hélicoptères, rien n'avait changé.* »

Pourtant, les propositions fleurissent pour réduire les tensions. Radical, l'éditorialiste du *Hurriyet*, Oktay Esi, imagine l'organisation d'un référendum dans dix à vingt départements du Kurdistan : les habitants auraient à choisir entre l'indépendance et l'appartenance à la Turquie (2). Le président Turgut Ozal propose la création d'une télévision kurde, une idée rejetée par le premier ministre M. Demirel, qui y voit une mise en cause du turc comme langue officielle (3).

Dirigeant du Parti de la mère-patrie (ANAP, opposition), l'ancien premier ministre, M. Mesut Yilmaz, suggère de reconnaître le droit des Kurdes à constituer leur propre parti « qui pourrait revendiquer jusqu'à l'indépendance du Kurdistan, en renonçant à toute violence (4) ». Mais cette idée ne rencontre que peu d'échos, même le HEP la rejette. « Un parti kurde existe, c'est le PKK, précise M. Turhalli. Plus de 80 % de la population le soutient. »

Favorable à une solution pacifique et à un Etat fédéral, le HEP propose de servir d'intermédiaire entre le PKK et Ankara pour négocier un cessez-le-feu. Le PKK qui prône l'édification d'un Etat indépendant regroupant l'ensemble des Kurdes, fait preuve d'une certaine souplesse. « Les Kurdes, affirme son dirigeant M. Abdullah Ocalan, sont pour une union libre plutôt que pour la séparation (5). » En vain...

Car pour l'armée turque, fortement marquée par les traditions jacobines kémalistes, il est hors de question d'accepter même l'autonomie. Selon un récent sondage qui mesurait les opinions des Turcs et des Kurdes de Turquie, 55 % des premiers contre 1 % des seconds voient dans les activités de la guérilla la source des troubles en Anatolie du sud-est. A l'inverse, 35 % des Kurdes pensent que celles-ci s'expliquent par la répression et 30 % par l'aspiration à l'indépendance (6). Le fossé qui se creuse entre les deux communautés menace l'unité du pays.

Ainsi, à Izmir, où vivent un million de Kurdes, des tracts appellent les Turcs à boycotter leurs magasins, à leur refuser tout emploi. A Diyarbakır, cinq cents policiers ont défilé lors de l'enterrement d'un des leurs aux cris de « Mort aux Kurdes ! ». Le 26 décembre la cour de sûreté de l'Etat a ouvert le procès du HEP menacé d'interdiction.

L'état de guerre s'enracine à Cirze, à Işıl, à Siirt, à Sirnak, à Silopi. Les barbelés et les miradors dessinent les frontières avec l'Irak et la Syrie. Le quadrillage rappelle celui mis en place en Algérie dans les années 50 par l'armée française. Dans chaque village, on trouve un poste militaire avec sacs de sable et mitrailleuse en batterie. Le jour, les militaires déambulent l'arme au poing ; la nuit, voitures blindées et chars parcourent les rues désertes.

Quand il franchit la frontière entre Cizre et Zaxho et pénètre au Kurdistan d'Irak, le voyageur est frappé par la disparition de la tension, par l'air de liberté. Les Kurdes d'Irak vivent pour-

tant dans un pays ravagé et tentent de reconstruire les quatre mille villes et villages détruits par les troupes du président Saddam Hussein. Le ravitaillement est précaire, les produits de consommation courante hors de prix, la mendicité des enfants s'étend. Une mafia s'est constituée qui s'approprie les stocks de ravitaillement. Pour faire face à l'anarchie grandissante, le Front du Kurdistan, qui regroupe tous les groupes kurdes irakiens, décide d'organiser des élections.

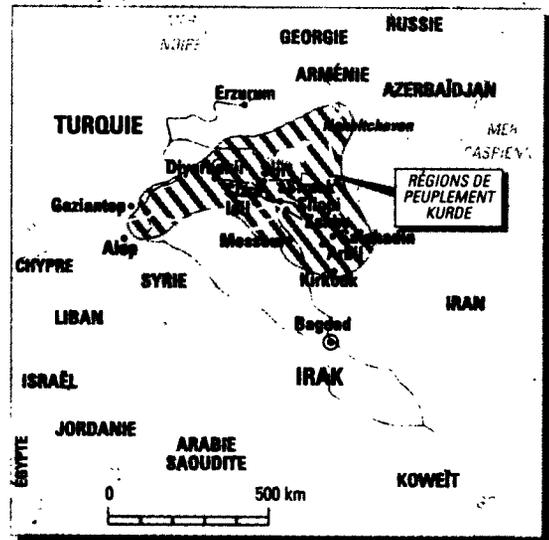
Le 15 mai dernier, environ 1,5 million d'électeurs envahissent les bureaux de vote. Ignorant les petits partis, ils accordent leurs suffrages, à égalité, au Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Massoud Barzani et à l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de M. Jalal Talabani, qui se partagent les cent sièges du nouveau parlement d'Arbil, cinq sièges étant réservés aux représentants de la communauté assyro-chaldéenne (chrétienne).

Ainsi, la population ne tranche pas entre les deux stratégies proposées par ses dirigeants. Durant la campagne électorale, M. Massoud Barzani assurait que la seule solution demeurerait un accord avec le régime de Bagdad puisque l'administration américaine et l'Arabie saoudite préféreraient un Saddam Hussein affaibli maintenu au pouvoir plutôt que le risque d'éclatement de l'Irak. « Si le droit à un Etat pour la nation kurde reste un projet d'avenir, il faut savoir aujourd'hui se contenter de l'autonomie », nous déclarait-il (7). En revanche, pour M. Jalal Talabani, il faut constituer un front uni avec l'opposition irakienne pour renverser le pouvoir.

La situation a évolué après la tournée de MM. Massoud Barzani et Jalal Talabani dans les principaux pays occidentaux dont les Etats-Unis, en août 1992. Les divers dirigeants rencontrés ont encouragé la constitution d'un front uni

pour accélérer la chute de Saddam Hussein, un objectif que partagent désormais le Koweït et l'Arabie saoudite (8).

Grâce à ce parrainage, une réunion a pu se tenir à Salahadin, au Kurdistan, regroupant pour la première fois l'ensemble des composantes de l'opposition (9). Elle a désigné une assemblée nationale et un gouvernement et s'est donné un directoire composé de M. Massoud Barzani, du général sunnite Hassan El Naqib, du religieux chiite Sayed Mohamed El Ouloum (10). Mais surtout, elle s'est prononcée le 31 octobre 1992 pour un Etat fédéral, une solution qui fait trembler plusieurs pays voisins, notamment la Turquie et l'Iran.



Ankara ne cache pas son mécontentement, surtout que, depuis la fin de la guerre du Golfe, le PKK a créé de nombreux camps dans le Kurdistan d'Irak. Les guérilleros de M. Ocalan ont profité de l'état d'anarchie pour s'installer tout en contestant l'autorité de MM. Barzani et Talabani qualifiés de « traîtres » et de « féodaux ». Au début de l'année 1992, le PKK a organisé des « élections » contestées pour la mise sur pied d'une assemblée nationale et remet donc en cause l'autorité de celle d'Arbil (11).

Droit de poursuite et zone de sécurité

DANS ce contexte tendu, les formations kurdes irakiennes ont lancé, début octobre 1992, une grande offensive contre les bases du PKK. Elles y sont poussées par le gouvernement d'Ankara qui menace d'intensifier ses raids, en application du droit de poursuite mis en œuvre à plusieurs reprises depuis 1983, au départ avec l'approbation de M. Saddam Hussein (12). De plus, l'UPK et le PDK sont très dépendants à l'égard de la Turquie : c'est à travers ce pays que transite l'aide humanitaire ; c'est là que stationnent les avions alliés chargés de protéger le Kurdistan irakien et dont la présence doit être régulièrement approuvée par le Parlement d'Ankara.

Malgré un accord de cessez-le-feu conclu le 26 octobre 1992 entre les peshmergas et le PKK, qui a évacué ses principaux camps, l'armée turque pénètre jusqu'à une trentaine de kilomètres à l'intérieur du Kurdistan d'Irak. Elle prétend venir au secours de ses alliés, au moment où ceux-ci proclament leur victoire : en fait, Ankara est soupçonné de vouloir créer une zone de sécurité à la frontière. Finalement, les soldats turcs se sont retirés, mais une délégation de l'état-major turc s'est rendue pour la première fois au Kurdistan irakien pour étudier les problèmes de sécurité avec les peshmergas.

Ankara, qui a condamné la proclamation d'un Etat fédéral irakien, a accueilli

le 14 novembre une réunion de la Turquie, de l'Iran – soupçonné pourtant d'être devenu le principal appui du PKK – et de la Syrie. Les participants ont condamné toute idée de partition de l'Irak et toute forme de fédéralisme qui pourrait aboutir à la création d'un Etat kurde. Une nouvelle réunion est prévue pour février, elle ne présage rien de bon pour l'avenir des Kurdes et ravive chez eux de funestes souvenirs : en 1937, le pacte de Saadabad, signé par l'Iran, la Turquie, l'Irak et l'Afghanistan, avait défini une politique commune de répression.

- (1) *Turkish Daily News*, 6 septembre 1992.
- (2) 9 septembre 1992.
- (3) *Turkish Daily News*, 25 avril 1992.
- (4) *Turkish Daily News*, 9 avril 1992.
- (5) *Kurdistan Rapport*, Cologne, mars-avril 1992.

(6) Piar-Gallup, *Sabah*, 7 avril 1992.
 (7) Les négociations avec M. Saddam Hussein ont été suspendues en octobre 1991 à la suite de l'embargo imposé par Bagdad au Kurdistan.

(8) *International Herald Tribune*, 3 août 1992.

(9) Sayid Mohamed Bakr El Hakim, chef d'une organisation chiite liée à Téhéran n'est pas présent, mais plusieurs de ses adjoints assistent à la conférence.

(10) Lire Fawaz N. Traboulsi, « Alerte en Irak », *le Monde diplomatique*, septembre 1992.

(11) Notons que cette position n'est pas partagée par le HEP qui a envoyé des observateurs aux élections du Parlement kurde irakien.

(12) Lire Christiane More, « Kurdistan, un lancinant conflit », *le Monde diplomatique*, novembre 1987 et Kendal Nezan, « La Turquie s'embourbe au Kurdistan », *le Monde diplomatique*, novembre 1991.

Le Bien Public - 4 janvier 1993

Comment Saddam Hussein exterminait les Kurdes

Un rapport publié dimanche au Caire décrit en détail comment le gouvernement irakien a ordonné la destruction du village kurde de Koreme en août 1988, l'élimination de la plupart des hommes et des adolescents et la déportation dans un camp de la mort des femmes et des enfants.

Ce rapport a été établi par deux organisations américaines de défense des Droits de l'homme, Middle East Watch et Physicians for Human Rights dont les sièges sont respectivement à New York et à Boston.

Selon ses auteurs, le 28 octobre 1988, le village de Koreme a été entièrement détruit : la majeure partie des habitations ont été rasées par des bulldozers, l'école, la mosquée et d'autres bâtiments ont été détruits à coups d'explosifs. Les lignes électriques ont été arrachées, les vergers dévastés et les champs avoisinant minés.

Les corps de trois adolescents âgés de 13 à 16 ans et de 24 autres hommes ont été retrouvés à l'endroit où on les

avait abattu. On ne leur avait pas donné de sépulture.

Les hommes ont été abattus pendant que leurs mères, leurs pères et leurs femmes, regroupés près de l'école pour éviter les témoins, écoutaient horrifiés leurs supplications.

4 000 villages

Les survivants ont ensuite été emmenés dans un camp où, selon de « nombreux témoignages », les soldats leur répondaient « Saddam vous a envoyé ici pour mourir » lorsqu'ils réclamaient de la nourriture, de l'eau ou un abri.

Au cours de l'année, la plupart des survivants sont morts ou ont disparu probablement assassinés.

Avant sa destruction, 150 familles vivaient à Koreme et

160 bâtiments s'y dressaient. A présent, ce n'est plus qu'un amas de ruines envahi par une végétation sauvage.

Selon ce rapport, le sort réservé à Koreme est le même que celui connu en 1988 par quelque 4 000 autres villages kurdes.

Ce document prouve, selon ses auteurs, que le gouvernement de Saddam Hussein a commis des crimes contre l'humanité et apporte des preuves qui pourraient permettre de poursuivre les dirigeants irakiens pour génocide. Pour prouver qu'il y a eu génocide, il est nécessaire de démontrer qu'il y a eu une intention évidente de détruire un groupe spécifique de personnes.

Koreme faisait partie des derniers villages qui ont été la cible de la campagne menée par l'armée irakienne contre les Kurdes. Cette campagne était nommée al-Anfal, du nom d'un passage du Coran faisant référence à la lutte contre les infidèles.

Les auteurs « accusent le

gouvernement irakien, le parti Baas et l'armée irakienne de crimes contre l'humanité et demandent à la communauté internationale de prendre les mesures appropriées afin de pourvoir et de châtier les coupables.

Dans un communiqué, ils demandent que des actions rapides soient entreprises afin de lutter contre « l'intimidation croissante exercée à l'encontre de la zone autonome kurde ».

Comme de nombreux villages kurdes, il est certain qu'une grande partie de ses habitants étaient favorables à la lutte pour l'autonomie des rebelles kurdes. Mais comme le souligne le rapport, les rebelles « n'ont jamais établi de base militaire dans le village qui aurait pu en faire une cible légitime en temps de guerre ».

Anfal portait du principe qu'il « était temps de régler le problème kurde une bonne fois pour toute. Anfal n'avait pas un but dissuasif. Il s'agissait d'une solution finale ». (AP)



IRAQI CRIMES AGAINST KURDS TOLD

A report that could lay the foundation for war crimes charges against Iraq was released in Cairo yesterday. It alleged that Iraqi forces systematically destroyed a Kurdish village, conducting mass executions and herding women and children off to death camps. The report by the New York-based Middle East Watch and Physicians for Human Rights, based in Boston, quotes "numerous accounts" that soldiers told starving and cold prisoners, "Saddam has sent you here to die." The report also documents the destruction of Koreme, Iraq, in late August 1988.

VAR MATIN - 4 janvier 1993

Conférence Jeudi sur les Kurdes

Prochaine conférence de l'université Interâges, la septième et la première de l'année 1993 : « Les Kurdes ». Ce sujet d'actualité sera présenté dans son contexte historique et sociologique par le conférencier bien connu maintenant et unanimement apprécié des Thouarsais, M. Jean-Pierre Arignon, professeur d'histoire à l'université de Poitiers. Lequel écrit : « L'histoire du peuple kurde est étroitement liée à l'histoire du Moyen-Orient. Le nom de Saladin a souvent été cité pour évoquer le héros musulman correspondant au modèle du preux chevalier d'Occident.. Pourtant, ce peuple, intermédiaire entre les Turcs et les Arabes, n'a jamais pu parvenir à constituer un Etat. Quelles sont les raisons de ce destin particulier ? Quels espoirs les Kurdes contemporains peuvent-ils nourrir ? Autant de questions que nous essaierons d'aborder ».

A la maison du temps libre de Saint-Jean-de-Thouars, le jeudi 7 janvier. Entrée à 14 h 15.

Kurdistan irakien : « Solution finale »

SELON un rapport, établi par deux organisations américaines de défense des Droits de l'Homme, le 28 octobre 1988, le village de Koreme a été entièrement détruit. La majeure partie des habitations ont été rasées par des bulldozers, l'école, la mosquée et d'autres bâtiments ont été détruits à coups d'explosifs. Les lignes électriques ont été arrachées, les vergers dévastés et les champs avoisinants minés.

Les corps de trois adolescents âgés de 13 à 16 ans et de vingt-quatre autres hommes ont été retrouvés à l'endroit où on les avait abattus. On ne leur avait pas donné de sépulture.

Les hommes ont été abattus pendant que leurs mères, leurs pères et leurs femmes, regroupés près de l'école pour éviter les témoins, écoutaient horrifiés leurs supplications.

Les survivants ont ensuite été emmenés dans un camp où, selon de « nombreux témoignages », les soldats leur répon-

daient « Saddam vous a envoyés ici pour mourir », lorsqu'ils réclamaient de la nourriture, de l'eau ou un abri. Au cours de l'année, la plupart des survivants sont morts ou ont disparu.

« COMME 4.000 AUTRES VILLAGES »

Avant sa destruction, cent-cinquante familles vivaient à Koreme et cent-soixante bâtiments s'y dressaient. A présent, ce n'est plus qu'un amas de ruines envahi par une végétation sauvage.

Selon ce rapport, le sort réservé à Koreme est le même que celui connu en 1988 par quelque quatre mille autres villages kurdes.

Ce document prouve, selon ses auteurs, que le gouvernement de Saddam Hussein a commis des crimes contre l'humanité et apporte des preuves qui pourraient permettre de poursuivre les dirigeants irakiens pour génocide.

Koreme faisait partie des derniers villages qui ont été la cible de la campagne menée par l'armée irakienne, contre les kurdes. Cette campagne était nommée al-Anfal, du nom d'un passage du Coran faisant référence à la lutte contre les infidèles.

Anfal partait du principe qu'il « était temps de régler le problème kurde » une bonne fois pour toutes. Anfal n'avait pas un but dissuasif. Il s'agissait d'une solution finale ».

Les auteurs de ce rapport demandent des actions rapides afin de lutter contre « l'intimidation croissante exercée à l'encontre de la zone autonome kurde ».

Comme de nombreux villages kurdes, une grande partie des habitants de Koreme étaient favorables à la lutte pour l'autonomie des rebelles kurdes. Mais les rebelles « n'ont jamais établi de base militaire dans le village qui aurait pu en faire une cible légitime en temps de guerre »

Kurdes d'Irak : vers un nouveau désastre

De notre envoyé spécial

La neige est tombée tard, mais le pays est blanc. Pour les 3,7 millions d'habitants du Kurdistan irakien, l'hiver compte plus que toutes les échéances politiques. Privés de kérosène, les Kurdes ne peuvent chauffer ni les abris de parpaings reconstituant les 4 000 villages détruits par Saddam Hussein, ni les tentes qui hébergent des dizaines de milliers de réfugiés revenus d'Irak, d'Iran et de Turquie. A Arbil, la capitale de la région autonome kurde, des camions vendent dans la rue des bûches avec lesquelles les ménagères font la cuisine. D'ores et déjà, les maigres forêts du pays sont dévastées...

Le blocus total mis en place par Bagdad contre l'Etat kurde, créé de facto par les alliés au nord du pays, ne laisse passer qu'un peu d'essence en contrebande. Faute de pièces détachées, les cinq usines du pays (cigarettes, ciment) sont pratiquement arrêtées. Faute d'engrais et de semences, la situation alimentaire devient dramatique. Le salaire moyen de 150 dinars permet d'acheter 20 kg de farine ou 5 kg de sucre. L'essentiel de l'approvisionnement vient de Turquie. Mais le budget inexistant de l'Etat kurde, la terrible dégradation des routes et les embargos imposés par le PKK (organisation terroriste kurde opérant en Turquie) réduisent les importations à presque rien.

Si le Kurdistan irakien dispose d'un gouvernement, d'un parlement et d'une armée, son sort dépend donc totalement de l'étranger. Sa défense est assurée par les alliés à partir de la base d'Incirlik, en Turquie. Sa survie économique est entre les mains de l'aide internationale. Mise en place avec retard, cette dernière est, de l'aveu même des responsables de l'Unicef basés sur place, très insuffisante. Les premières livraisons de kérosène et de nourriture des Nations unies ont été bloquées partiellement par Bagdad. L'aide directe de la CEE et des Etats-Unis ne parviendra sans doute pas avant fin janvier. Or, la famine frappe déjà. Des enfants cessent d'aller à l'école « parce qu'il n'y a plus de pain à la maison ». Des vieillards avouent savoir « qu'ils ne passeront pas ce nouvel hiver ». La communauté internationale tolère un Etat kurde autonome pour des raisons humanitaires, mais elle refuse toute remise en cause des frontières au Moyen-Orient. Elle a donc créé un Etat kurde imaginaire. Tout se passe comme si la souffrance de la population civile, condamnée à une survie précaire, garantissait les pays voisins et l'Occident contre le glissement si redouté vers un véritable Kurdistan. Le consensus des Grands qui dirigent la planète a rarement atteint un tel degré de cynisme. Il justifie une nouvelle fois le proverbe kurde : « Notre peuple n'a aucun ami. Seulement les montagnes... » Patrice PIQUARD

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

WEDNESDAY, JANUARY 6, 1993

Helping the Kurds Survive The Man Who Lost the War

By A. M. Rosenthal

NEW YORK — Pretty soon it will be two years since Saddam Hussein lost the war against the United States and the coalition it put together.

We all know he lost. The president of the United States said so and anyway we all saw it and read it. Some of us wrote it.

But Saddam does not know it. He is still in power, which is one way he knows

The Human Rights Bureau of the State Department reported in 1989 about the use of chemical weapons and mass eviction against the Kurds — "cleansing" it is called now.

But the West then was arming Saddam, stuffing him with credits, holding him fondly forth as the hope of the Middle East, God help us.

Arab governments, Western foreign offices and world journalism have created the myth that the great danger in the Middle East is the Palestinian-Israeli conflict. Dangerous it is, chiefly because it is the excuse for arms buildup and hate propaganda. But so far, counted in lives, the Palestinian-Israeli dispute is a side-show compared with Muslim slaughter of Muslims. The Iraq-Iran war of devastation. The Syrian conquest of Lebanon. Egyptians against Yemenis. The slaughter of their own countrymen by the Syrian, Iranian, Iraqi, Sudanese and Libyan governments, and by fundamentalists of all nationalities.

And now, Saddam continues the war against the Kurds, those who survived the flight into northern Iraq. They are subject to constant military harassment, and their lifelines of food and medicine are being blocked.

The U.S. Congress has appropriated \$48 million for food and medicine. But they have to come by way of Turkey through roads controlled in part by Iraq.

The United Nations has about 30 guards in the area — not nearly enough to protect the trucks from attack and sabotage. So the Kurds suffer from a double embargo — the UN's against Iraq and Saddam's against them.

They ask for help urgently. Warnings to Baghdad to stop ambushing the trucks or face air attack against Iraqi positions, plus helicopter cover for relief convoys, would do it.

That will not change Saddam Hussein's goal of wiping out the Kurds. But it will allow more Kurds to live to see spring return to the mountains, and to go on fighting the man who does not know he lost the war.

The New York Times.

ON MY MIND

his triumph. As George Bush says his good-byes, Saddam reviews his troops, stands on the roof of his land and cries victory, revenge and Holy War unending.

For Saddam, as for all dictators, there is one other way he can savor the victory of survival — killing all who ever opposed him, particularly his own countrymen. He has never stopped.

Why did President Bush allow Saddam to remain in power, when he had him in his fist? The story that the Arabs put on pressure to save him has not been proved. Perhaps the Pentagon pressured him? How?

So, in want of any other demonstrable reason, as always the simplest have to be chosen. They are two: Mr. Bush lost his nerve, or he thought an Iraqi officer would put a bullet into Saddam's head.

Perhaps the real reason is fuzzy even in Mr. Bush's mind by now. But there are things we do know.

We know that Saddam, for years before the war, tried to wipe out the Kurdish people and culture. Kurds are non-Arab Muslims who live in several Middle Eastern countries, among them Iraq. Their crime was that they would not submit to Saddam. So he bombed them, shelled them, gassed them. He put fire to thousands of their villages.

Judith Miller, in *The New York Times Magazine*, reports on a mountain of evidence gathered by Kurds. The documents were brought to the United States by them and by Middle East Watch of New York, with U.S. government help — preparation for a war crimes trial.

But even without that evidence, the West knew of the killing and pillage.

Their Cries Still Haunt Turkey

By Jack Healey
and Maryam Elahi

WASHINGTON — Suleyman Demirel promised in 1991, during his election campaign for prime minister, that "the walls of all police stations in Turkey will be made of glass." He vowed to end torture in his country.

Today his promise lies shattered. Torture remains widespread and systematic, especially during the first few days of detention in police stations. With interrogations carried out in secrecy by police who are rarely if ever prosecuted, it is no surprise that deaths in custody continued in 1992.

One such case is that of a 16-year-old Kurdish girl, Biseng Anik. She was among 100 people, mostly students, detained by Turkish police in the southeastern province of Sirnak in March. She died in police custody. When her mother went to collect the body, she found that half her daughter's head had been shot away, her hands were torn between the fingers, some fingers were broken, and her flesh was covered with burns and cuts.

According to the official version, Biseng had not been tortured and had killed herself with a rifle she found in her cell. Despite public outcries, no independent inquiry was ever initiated. The autopsy report was never released, and the family's request for a second autopsy was refused.

In a case in April, during a military operation in the southeastern province of Mardin, a group of soldiers dragged a 16-year-old boy out of his home between 4 and 5 A.M. The soldiers built a fire, and when it had burned down they laid the boy on the embers and held him down. The soldiers repeated this procedure five or six times before finally leaving him for dead. The boy was found by shepherds. Miraculously, he survived.

On April 27, Nazli Top, a 23-year-old nurse, was detained in Istanbul as she was leaving the hospital where

she worked. The police suspected her of having been involved in a terrorist attack. She was taken to a police station where she was tortured, even though she told them she was pregnant. She said: "They punched me all over with fists, but especially in my stomach, breasts and belly. They raped me with a truncheon, and they tried to rape me with a bottle. In particular, they groped my stomach and said 'Are you pregnant?' and then punched me there."

The government has not taken the minimal steps required under international law to safeguard all detainees and punish the violating officers. These are haunting images of Turkey a decade ago, when Mr. Demirel was also in power and gross violations of human rights were taking place.

The Turkish government justifies many of its human rights violations as necessary evils to combat attacks by the Kurdish Workers Party (PKK) in southeastern Turkey. Amnesty International does not contest the right of the government of Turkey to respond to violent assaults by violent organizations. But who protects citizens from governmental violence?

Instead of working to comply with international law to honor basic human rights, Turkey has focused on improving its image abroad. It spends more than \$2 million a year on lobbyists in Washington, instead of conducting extensive training in human rights law for law enforcement officers and the judiciary.

And the abuses continue. The latest scandal is a judicial package passed by the National Assembly in November that is being presented to the international community as a "reform," though it provides no protection for political detainees who face the greatest risk of torture.

The cries from behind closed doors at Turkish police stations will stop haunting Turkey and the rest of the world only if Mr. Demirel finally honors his pledge to break down those doors and build walls of glass.

After a decade of dialogue, the United States needs to re-examine its policy toward Turkey and prove to the Turkish people that adherence to basic principles of human rights remains a pillar of U.S. foreign policy.

Bill Clinton, the campaigner, declared that a principled, coherent and consistent foreign policy would guide a Clinton administration. Let us hope for the sake of the people of Turkey that President Clinton's promises are less prone to breaking than were Prime Minister Demirel's.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JANUARY 6, 1993

Jack Healey is executive director, and Maryam Elahi is program officer, Middle East and Europe, of Amnesty International USA. They contributed this comment to The Washington Post.

Leurs cris continuent de hanter la Turquie

Par Jack Healey
& Maryam Elahi

WASHINGTON — En 1991, au cours de la campagne ministérielle, Suleyman Demirel avait promis que désormais «*les murs des bureaux de police en Turquie seraient faits de verre*». Il s'engageait à mettre fin à la torture dans son pays. Force est de constater aujourd'hui que toutes les promesses ont volé en éclats. La torture est omniprésente et appliquée de manière systématique, surtout pendant les premiers jours de détention dans un bureau de police. Etant donné que les policiers qui font subir les interrogatoires au secret ne sont que rarement, pour ainsi dire jamais poursuivis, il n'est pas surprenant que les décès pendant la garde à vue aient continué en 1992.

Un de ces cas est celui d'une jeune fille kurde de 16 ans, Biseng Anik. Elle était parmi une centaine de personnes, pour la plupart des étudiants, détenus par la police turque au mois de mars dans la province de Sîrnak (Sud Est). Elle mourut en détention. Lorsque sa mère alla récupérer le corps, elle put constater que le crâne de sa fille avait été à moitié arraché par des balles, que ses mains étaient déchirées entre les doigts dont certains avaient été cassés, et que son corps était couvert de brûlures et de coups de couteau.

Selon la version officielle, Biseng n'avait pas été torturée mais s'était suicidée avec un fusil trouvé dans sa cellule. Malgré l'indignation manifestée par l'opinion publique, il n'y eut jamais d'enquête indépendante. Le rapport d'autopsie n'a jamais été publié, et la demande de la famille de faire procéder à une deuxième autopsie a été rejetée.

Dans un autre cas, en avril, lors d'une opération militaire dans la province de Mardin, un groupe de soldats ont arraché un garçon de seize ans de chez lui entre quatre et cinq heures.

Ils allumèrent un feu ; ensuite, ils couchèrent le garçon sur les braises et le maintinrent immobile. Ce procédé fut renouvelé cinq ou six fois jusqu'à ce que le garçon fut laissé pour mort. Des bergers le trouvèrent et par miracle, il survécut.

Le 27 avril, Nazli Top, une infirmière de 23 ans, fut arrêtée à Istanbul au moment où elle s'apprêtait à quitter l'hôpital où elle travaillait. La police la soupçonnait d'être impliquée dans un attentat terroriste. Elle fut emmenée dans un bureau de police où elle fut torturée, bien qu'elle eût dit qu'elle était enceinte. Elle raconte «*ils m'ont donné des coups de poing sur tout le corps, en particulier dans l'estomac et dans le ventre et sur les seins. Ils m'ont violée avec une matraque, ensuite ils ont essayé avec une bouteille. Ils m'ont empoignée à l'estomac et, tout en me demandant : 'tu es enceinte ?', il m'ont bourré le ventre de coups*».

Le gouvernement n'a pris aucune des mesu-

res prévues par le droit international pour la protection de tout détenu et le châtement des officiers de police coupables de telles violations.

Ce sont des images qui rappellent celles, obsédantes, de la Turquie d'il y a une décennie, lorsque Monsieur Demirel était déjà au pouvoir et que les violations des droits de l'homme étaient monnaie courante.

Le gouvernement turc explique la plupart de ses violations des droits de l'homme comme étant un mal nécessaire pour combattre les attaques du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) dans le Sud-Est de la Turquie. Amnesty International ne conteste pas le droit du gouvernement turc de répliquer aux attaques violentes commises par des organisations violentes. Mais qui protège les citoyens de la violence gouvernementale?

Au lieu de tout faire pour être en conformité avec le droit international en matière de protection des droits de l'homme, la Turquie s'est surtout préoccupée d'améliorer son image à l'étranger. Elle distribue plus de 2 milliards de dollars par an à certains lobbies de Washington, au lieu d'organiser des stages de formation intensifs en matière de droits de l'homme pour les représentants du pouvoir judiciaire et des services chargé de faire respecter la loi.

Et les abus continuent. Le dernier scandale en date est celui de l'adoption par l'Assemblée nationale d'un train de mesures judiciaires présentées à la communauté internationale avec l'étiquette de «réforme», alors qu'elles n'offrent aucune garantie de protection aux détenus politiques qui courent pourtant le plus grand risque d'être torturés.

Ce n'est que lorsque M. Demirel tiendra enfin sa promesse d'abattre les portes fermées des bureaux de police et de construire des murs de verre, que cesseront ces cris affreux qui hantent la Turquie et le reste du monde.

Après dix années de dialogue, il faut que les Etats-Unis réexaminent leur politique à l'égard de la Turquie et démontrent au peuple turc que leur adhésion aux principes fondamentaux des droits de l'homme reste un des piliers de leur politique extérieure.

Au cours de sa campagne, le candidat Bill Clinton avait déclaré qu'en cas de victoire, son administration appliquerait une politique étrangère cohérente et fidèle à ses principes. Espérons, dans l'intérêt de la population de Turquie, que les promesses du Président Clinton auront moins tendance à voler en éclats que celles du Premier Ministre Demirel.

Jack Healey est le directeur exécutif, et Maryam Elahi responsable pour le Moyen-Orient et l'Europe d'Amnesty International-USA. Ce texte est d'abord paru dans le *Washington Post*.

Ultimatum to Iraq Allows 48 Hours to Remove Missiles Aimed at Air Patrols

Compiled by Our Staff From Dispatches

UNITED NATIONS, New York — The United States and its allies on Wednesday gave Baghdad an ultimatum demanding withdrawal within 48 hours of anti-aircraft missiles from a no-flight zone over southern Iraq, diplomats said.

The ultimatum, drafted by the United States, Britain, France and Russia at a meeting at France's UN mission, was handed to Iraq's UN representative, Nizar Hamdoon, Wednesday evening.

Iraq is accused of moving the missiles to the edge of the air-exclusion zone, which was established below the 32d parallel in southern Iraq after the Gulf War to protect rebel Shiite Muslims.

Earlier, in Washington, Richard A. Boucher, the State Department spokesman, said, "There is agreement on the need for Iraq to comply fully with the UN resolutions and the 'no-fly' zone." Accusing Iraq of trying to intimidate American pilots, he said, "We are ensuring that the Iraqis are left in no doubt about the importance of strict adherence to the terms of the 'no-fly' zone."

In Little Rock, Arkansas, a spokesman for Bill Clinton said the president-elect supported President George Bush's hard line against the positioning of the Iraqi missiles.

"The president-elect joins President Bush in saying that we will tolerate no violation" of any UN resolution by the Iraqi president, Saddam Hussein, said the spokesman, George Stephanopoulos.

Mr. Stephanopoulos added that Mr. Clinton's nominee for national security adviser, Anthony Lake, had been in contact with the man he would replace, Brent Scowcroft.

The Iraqi defense minister, Lieutenant General Hussein Kamel Hassan, was quoted in Baghdad in the governing Arab Ba'ath Socialist Party newspaper *Ath Thawra* as saying that the army had recovered from its losses in the Gulf War and was "ready to liberate" the north and the south of Iraqi territory.

General Hassan said the army had recovered its strength after a training and reconstruction program completed at the end of last year.

(AP, AFP)

Michael R. Gordon of *The New York Times* reported earlier from Washington:

Providing new details about the deployment of the missiles, U.S. officials said that Iraq had begun moving the missile batteries before the downing on Dec. 27 of an Iraqi MiG-25 that was violating the exclusion zone. According to classified intelligence reports, the surface-to-air missile batteries were deployed south of the 32d parallel on Sunday, southeast of the Al Jarrah air base.

The next day, Iraqi aircraft made at least three incursions into southern Iraq, flying directly over the area protected by the Iraqi missiles.

Some officials believe that the Iraqi plan is to use their planes to lure the Americans into range of the surface-to-air-missiles so that Baghdad can avenge the downing of the Iraqi MiG. Other officials believe the plan is to use the missiles to protect the Iraqi planes that are violating the air-exclusion zone and, thus, thumb its nose at the West.

But whatever Baghdad's motive, Washington wants Iraq to remove the missiles. In the Gulf War, almost all of the U.S. air losses were from anti-aircraft artillery and surface-to-air missiles.

Even though the Iraqis have not turned on the radar of the missile batteries that are used to

guide the surface-to-air missiles to their target, they could quickly do so. In the Gulf War, the Iraqis would turn on the radar for the missile batteries, fire the missiles at allied planes and quickly turn off the radar to make the missile batteries less vulnerable to attack. If the Iraqi radar is left on it is vulnerable to attack by American and allied anti-radiation missiles that home in on enemy radar beams.

Diplomatic officials said that if punitive attacks were carried out, they might include Iraqi air bases, which are easier to attack than the surface-to-air missile batteries, which are small and mobile.

Diplomatic officials said the threat to take military action would be unmistakably clear to Baghdad.

The ultimatum was the latest step in a rising confrontation between Baghdad and Washington, which began with the downing by U.S. jets of the Iraqi MiG.

After the downing of the plane, Iraqi aircraft continued to skirt the border of the zone and to cross into the area when allied patrols were not present.

The United States rushed navy planes to Dhahran, Saudi Arabia, and moved an aircraft carrier from the waters off the coast of Somalia to the Gulf to beef up its air patrols. Iraq then took the next step by moving a small number of Soviet-made SA-2 and SA-3 surface-to-air missile batteries just south of the 32d parallel, which marks the northern boundary of the air-exclusion zone.

A Defense Department spokesman declined to specify how the United States might respond to the deployment of the missile batteries, but suggested that the weapons posed a risk to allied planes.

U.S. Bars Iran Chemical Plant Sale

License Bid May Be Renewed After Clinton Takes Over

By R. Jeffrey Smith
and Peter Behr

Washington Post Service

WASHINGTON — The Bush administration has decided not to authorize the sale to Iran of a large chemical plant that had aroused controversy within the government, according to Marlin Fitzwater, the White House spokesman.

Mr. Fitzwater's statement appeared to lay the matter to rest at least for the next two weeks, but left unclear whether the plant's manufacturer, BP Chemical, would be permitted to renew its application under the Clinton administration.

A spokesman for BP Chemical on Tuesday defended the proposed sale and said the company had not been informed by any government agency that its application for an export license had been officially denied. The export had aroused criticism because the plant's manufacturing process would produce hydrogen cyanide, a gas that has been used as a chemical weapon.

Although several Bush administration officials predicted on Monday that the proposed sale would

be discussed Tuesday at a White House meeting on export licensing cases, the matter was not raised there, according to several sources.

The sources said the meeting did not resolve another export license controversy: the proposed sale to Iran of U.S.-made crop-dusting planes.

Some administration officials oppose the exports on grounds that the planes could be used by Iran to spray chemical weapons. Advocates within the administration say military use of the crop-dusting planes by Iran would be highly unlikely and readily detectable.

Mr. Fitzwater said the administration decided a month ago not to approve the chemical plant export, but he did not elaborate. Another White House official said the decision was made after the Commerce Department included the proposed export in a list of licenses it suggested the administration approve before President George Bush's term ends on Jan. 20.

Larry W. Evans, director of patent and licensing for BP America, said the firm's principal contact at the State Department had told him Tuesday that he did not know what decision Mr. Fitzwater's statement

referred to. BP America, like BP Chemical, is a subsidiary of British Petroleum and would provide support for the chemical plant.

Mr. Evans said that in April last year, the Defense Department approved the proposed deal, provided BP made certain modifications in the plant's design and observed certain requirements for monitoring hydrogen cyanide produced by the plant.

Since then, Mr. Evans said, BP officials have met a half-dozen times with State Department officials and had many telephone conversations with them, most recently in December. He said that to his knowledge, the last government decision on the matter occurred last summer. "They decided not to approve it at that time," he said.

Mr. Evans said hydrogen cyanide was not considered a chemical weapon because it disperses so quickly.

Several experts said, however, that a global chemical weapons treaty to be signed in Paris next week will impose restrictions on the sale of hydrogen cyanide.

Mr. Evans said BP had agreed to modify its plant design to prevent diversion of the chemical.

Avanti! Giovedì 7 Gennaio 1993

C'è estrema necessità di carburante. Ma i pozzi restano nelle mani di Bagdad E intanto continua il dramma del popolo curdo nel nord del paese

Mirella Galletti

Fame e freddo stringono d'assedio il Kurdistan iracheno. E' una tragica beffa per 3 milioni e mezzo di curdi che dall'aprile 1991 sono tutelati dall'Onu e nel corso del 1982 si sono dati un assetto democratico. Per la prima volta nella storia il 19 maggio il popolo curdo iracheno ha eletto il Parlamento e da luglio è attivo il governo curdo. Ma l'assetto democratico si scontra con l'accerchiamento posto in atto dagli Stati dell'Asia ed in particolare dall'Iraq. Saddam Hussein sta utilizzando tutte le tattiche possibili per impedire l'arrivo degli aiuti umanitari nel Kurdistan. Una raffica di attentati dinamitardi ha costretto l'Onu a sospendere l'invio di convogli diretti in Kurdistan. A metà dicembre 16 autocarri che portavano aiuti umanitari sono stati fatti saltare con ordigni a tempo.

In un documento pubblicato lo scorso 28 settembre le Nazioni Unite avevano lanciato un grido d'allarme sulle condizioni di vita nel Kurdistan iracheno che soffre per il triplice embargo: quello deciso dall'Onu nei confronti dell'Iraq, quello imposto da Bagdad verso il Kurdistan nell'autunno del 1991 e infine quello attuato dal Pkk dall'ottobre scorso. «Negli ultimi mesi le restrizioni nell'approvvigionamento di carburante e generi alimentari hanno determinato enormi difficoltà o prezzi proibitivi per vasti settori della popolazione. Le attività economiche sono virtualmente non esistenti. Inoltre il governo centrale non opera nella regione e l'infrastruttura amministrativa locale necessita di supporto. E' essenziale un gesto di supporto - afferma il documento dell'Onu - E' essenziale che venga ripristinato un

normale flusso di generi alimentari e di servizi per il nord... I risparmi delle famiglie si stanno esaurendo. I prezzi delle derrate alimentari sono aumentati da venti a sessanta volte. L'acqua usata dalla popolazione non è controllata e spesso non è potabile. Sono tornate malattie che si credevano debellate quali malaria e colera. I servizi sanitari hanno ridotto la capacità di far fronte alle necessità della popolazione, anche per l'inadeguato rifornimento delle medicine essenziali ...

Per la sopravvivenza sono indispensabili: combustibile (per cucinare e riscaldare), cibo, medicine e vaccini. E' imperativo che la maggior parte di questi generi di prima necessità sia inviata al nord prima della stagione invernale. Durante l'inverno le comunicazioni ed i trasporti nell'area sono limitati ed in alcuni casi non sono agibili per le avverse condizioni atmosferiche e per la mancanza di adeguate infrastrutture...».

C'è estrema necessità di carburante, ironia suprema in un'area dove viene estratto gran parte del greggio iracheno. Ma i pozzi sono saldamente controllati da Saddam. Nell'Asia di Khanaqin i *peshmerga* controllano i pozzi ma mancano le raffinerie. In previsione dei rigori invernali la popolazione dallo scorso autunno si è rifornita di legna, abbattendo gli alberi e così vanificando il piano di rimboschimento che veniva attuato dalla scorsa primavera.

La popolazione curda, che doveva usufruire di 90 milioni di dollari sui 200 stanziati dall'Unicef per l'Irak, è ancora in attesa che venga attivato il piano invernale di assistenza alimentare per le 750 mila persone "vulnerabili" (bambini, donne gravide o che allattano) nei governatorati curdi di Dohuk, Sulaimaniyah, Erbil per il periodo dal dicembre

1992 al marzo 1993. Malgrado l'accordo concluso dal direttore generale dell'Unicef James Grant il 22 ottobre, Bagdad resiste a questo stanziamento nella regione curda.

I piani occidentali per aiutare i curdi non si sono ancora concretizzati. Una missione USA-CEE in Kurdistan aveva concluso che almeno metà dei 3 milioni di abitanti necessita di un'assistenza alimentare di emergenza che deve giungere prima dell'inverno. Si andava sviluppando il progetto di inviare gli aiuti umanitari attraverso la Turchia, quando Bagdad riaprì i negoziati e siglò l'accordo che poi ha di fatto vanificato.

Il clima è appesantito dagli attacchi contro il personale dell'Onu e delle organizzazioni non governative presenti nel Kurdistan, attacchi che vengono compiuti dalla metà di luglio. Si ritiene che il mandante sia Saddam Hussein. Inoltre in ottobre sono iniziati i combattimenti alla frontiera turco-irachena tra i militanti del partito dei lavoratori del Kurdistan (PKK), curdi turchi di fede marxista, e di 10 mila *peshmerga* (combattenti) del governo curdo che intende prendere il controllo dei 320 villaggi curdi iracheni occupati dal PKK. Per ritorsione il PKK ha cercato di bloccare le eventuali vie di rifornimento.

E' evidente la strategia dilatoria di Saddam: l'accordo con l'Unicef è stato vanificato con gli attentati ai camion; contemporaneamente ha spinto il PKK a combattere i *peshmerga* del Kurdistan libero, distogliendo così energie al riassetto interno.

E' stato perso tempo prezioso ed ora sarà materialmente impossibile distribuire gli aiuti a tutta la popolazione curda in balia dei rigori invernali e vittima dell'ennesimo eccidio perpetrato da Saddam.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JANUARY 8, 1993

Iraq Moves Missiles, But to Destinations Unclear to Pentagon

Action Comes Hours After Baghdad Reacts Defiantly to Allied Ultimatum

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — Iraq has started moving anti-aircraft missiles in the southern no-flight zone, only hours after seeming to reject an ultimatum from the United States and its allies, Pentagon officials said Thursday.

"There's been movement," a Pentagon official said, speaking on condition of anonymity "But we're not sure what that means yet."

"To describe it as positive would be premature," he added. "Let's hope it's for the right reasons."

The official said it was not immediately clear whether Iraq had moved the missiles back to their previous positions, which had been demanded by Washington and its allies. If the missiles had been returned, it would be in line with Mr. Saddam's previous "cheat and retreat" pattern of dealing with postwar demands of the United Nations, he said.

In New York, Iraq's UN envoy said on Thursday that Baghdad reserved the right to act as it saw fit anywhere in its territory but did not flatly reject an ultimatum demanding removal of anti-aircraft missiles from the no-flight zone.

Ambassador Nizar Hamdoun was speaking to reporters after handing a four-page reply to the UN representatives of the United States, Britain, France and Russia who had given him the 48-hour ultimatum almost exactly 24 hours earlier.

"The Iraqi response was focused on the Iraqi right of sovereignty in moving its civilian and military material within the space and within the territory of the country," he said. "Iraq has decided not to give up that right," he added.

But repeatedly pressed on whether it would remove the missiles, he said: "I have not addressed the question of the missiles per se."

In Baghdad, President Saddam Hussein chaired a meeting of his country's leadership. The Iraqi press agency said Mr. Saddam saw members of the ruling Revolutionary Command Council and the leadership of the Ba'ath party, but gave no details on the meeting.

Earlier Thursday, Iraq's deputy prime minister, Tariq Aziz, appeared to reject the allied ultimatum.

He said that "it is the right of Iraq to deploy air defenses throughout the country," according to the official press agency, INA. The agency said Mr. Aziz contended that any aggressive action against Iraq would be a violation of international law.

He also asserted that "Iraqi pilots are not prohibited from flying in the skies of their country for training and patrol purposes," the agency said. But Mr. Aziz did not specifically say the Iraqis would or would not defy the ultimatum.

At the Pentagon a spokesman, Bob Hall, declined to say whether Iraq had moved the missiles away from the no-flight zone.

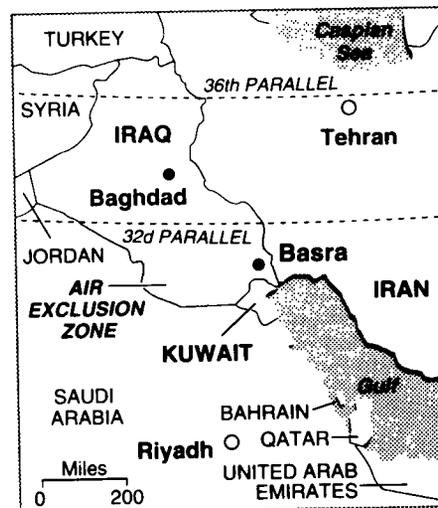
"We hope that the Iraqis will respond to the demarche that was given to them at the UN last night," Mr. Hall said at a news briefing.

The surface-to-air weaponry had been put near the 32d parallel in an apparent attempt to threaten the allied aircraft policing the southern zone set up to protect the Shiite minority in Iraq from air attack.

Another defense source, also speaking privately, advised that it was possible that the movement indicated that the missiles were being taken to more fortified locations, or that Mr. Saddam had attempted to hide them.

"It's clear there's been movement. They aren't where they were before," this source said, adding that with nightfall in Iraq, rapid confirmation would be difficult.

"Even if he does move them 100 feet over the



32d parallel, will that be enough? Or 10 miles? It's too soon to tell," the second official said.

Mr. Aziz, who was Mr. Saddam's international point man during the crisis that followed Iraq's invasion of Kuwait, asserted that "Iraq's military activities do not exceed the task of defense."

He denied that Iraq was using the approaching inauguration of Bill Clinton as an opportunity to test allied resolve.

"Iraq's keenness on its sovereignty, independence and legitimate rights has no connection

with the changing of the person of the U.S. president," Mr. Aziz said.

In Washington, Les Aspin, Mr. Clinton's defense secretary-designate, said Thursday that Mr. Clinton would not weaken his pledge to maintain a tough U.S. policy on Iraq.

But Mr. Aspin, speaking at his confirmation hearing before the Senate Armed Services Committee in Washington, said he could not say what specific steps Mr. Clinton might take against Iraq after he takes office on Jan. 20.

"There would be no way that Bill Clinton is going to back off of his commitments that he's

made in the campaign in terms of Iraq," he said.

The ultimatum took effect immediately after it was delivered in writing to Ambassador Hamdoun, in New York at 5:30 P.M. Wednesday, diplomats at the United Nations said.

"The message is clear: that those batteries should not be located below the 32d parallel," said Marlin Fitzwater, the White House spokesman.

At the Pentagon, a senior official said Iraq was told to move the missiles "back to where they came from." The official, who spoke on condition of anonymity, said the missiles had been moved from near the Al Jarrah air base in southwest Iraq.

The four nations also demanded that Iraq stop using the missiles' radar units to track American planes — an action considered hostile since it warns pilots that they may be under attack.

The Bush administration had made it clear that it was prepared to take the missiles out by force if Mr. Saddam did not back down.

"The president's still the president until the 20th. That's his option." Representative Bob Michel of Illinois, the House minority leader, said Thursday after joining Republican first-term congressmen for a meeting with Mr. Bush at the White House.

In Little Rock, Arkansas, President-elect Clinton's spokesman called Mr. Saddam an "outlaw" and said the Iraqi leader would get the same kind of response from Mr. Clinton once he is in office.

"I don't know what he's doing," George Stephanopoulos said of Mr. Saddam. "I can't read his mind. But he's going to get the same response either way."

Robert M. Gates, director of central intelligence, asked in a television interview if he could see any alternative to force, replied: "It does not seem, after our experience of the past two years, that Saddam seems to understand any other message."

Appearing on ABC-TV, the CIA chief said the anti-aircraft missiles were a definite threat to U.S. planes patrolling a no-flight zone because, even though they are old, "an old missile can kill you just as dead as a new one."

Meanwhile, Representative Lee H. Hamilton, Democrat of Indiana, chairman of the House Foreign Affairs Committee, suggested that further defiance by Mr. Saddam was likely.

"He thinks there might be some indecision here, so he's probing and testing," Mr. Hamilton said, "and I think when Mr. Clinton becomes president he'll probe and test again."

(AP, Reuters)

Herald INTERNATIONAL Tribune

Published With The New York Times and The Washington Post

JANUARY 8, 1993

The Solution for Iraq

Baghdad's deployment of anti-aircraft missiles near and inside the no-flight zone declared over southern Iraq directly threatens the lives of allied pilots. President George Bush and allied leaders have issued a stern — and necessary — response: Either Iraq shuts down the missile sites on its own by Friday or the allies may have to do it for them.

But firm reaction is not enough. It will soon be up to the Clinton administration to move beyond the present cycle of provocation and response and take steps to secure a definitive peace. Nearly two years after Desert Storm, key provisions of the UN cease-fire resolution remain unfulfilled, and the initiative seems to be slipping into Iraqi hands. Saddam Hussein has redefined the confrontation to his own advantage.

What began as an impressive international effort to reverse dangerous Iraqi policies begins to look like a macho contest of wills between the Iraqi dictator and President Bush. Saddam's chances of clinging to power are far better if he can pose as a nationalist underdog rather than an international reprobate leading his people to ruin.

President-elect Bill Clinton's challenge on taking office will be not just to hang tough but to re-establish the underlying purpose: Baghdad's return to the community of law-abiding states through full compliance with UN resolutions.

The Gulf War, so brilliantly executed on the battlefield, has yet to be translated into a conclusive peace. Washington suspended

hostilities in February 1991, contingent on Iraq's acceptance of cease-fire terms. The UN Security Council formally incorporated those terms into Resolution 687. The resolution required the destruction of all Iraqi biological, chemical and nuclear weapons and facilities, along with most missiles, backed up by intrusive inspections. Subsequent resolutions provided humanitarian protection for Kurds and Shiites, defined a new border with Kuwait and assessed compensation for war damages.

Iraq has refused to comply in almost every particular. That gives the coalition allies explicit license to continue the economic embargo and an implicit license to continue military actions closely linked to enforcement of the cease-fire terms.

Mr. Clinton has said he fully agrees with Mr. Bush's present Iraq policies. And he pledges full enforcement of all relevant UN resolutions. But to regain the initiative, he needs to redefine the issues. Early in his term, he ought to spell out what steps Iraq must take to satisfy its obligations — especially the arms provisions of Resolution 687. He should make plain that by full compliance, Iraq, even under Saddam Hussein, can have the embargo lifted and recover its sovereignty. Baghdad should not be allowed to evade its responsibilities — or muddy the issues — without a clear international response. On both counts, Mr. Clinton will have to lead the way.

— THE NEW YORK TIMES.

AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE

FRA03AD 2 PI 0099 FRA /AFP-SH21

Irak-missiles

URGENT

Des missiles irakiens sol-air déployés dans la zone d'exclusion aérienne dans le nord de l'Irak

PARIS, 12 jan (AFP) — Les alliés ont découvert des batteries irakiennes anti-aériennes dans la zone d'exclusion instaurée dans le nord de l'Irak pour protéger la population kurde, au nord du 36ème parallèle, a-t-on appris mardi de source militaire française.

Les différents alliés, Américains et Français notamment, mobilisés par le contrôle de cette zone d'exclusion aérienne, ont tous constaté ce déploiement de missiles irakiens, a-t-on précisé de même source.

prh/sh

AFP 121722 JAN 93

Les alliés occidentaux ont donné deux jours à Bagdad pour enlever des missiles sol-air

Les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Russie ont averti, mercredi 6 janvier, l'Irak que s'il ne retirait pas «immédiatement» des missiles installés à proximité de la zone d'exclusion aérienne dans le sud du pays, il s'exposait à de «sérieuses conséquences». Le gouvernement de Bagdad a fait savoir, jeudi, qu'il «rejetait» les «menaces» des Occidentaux.

NEW-YORK et WASHINGTON

de nos correspondants

Ce pourrait être le dernier affrontement entre George Bush et Saddam Hussein : à quelques jours de son départ de la Maison Blanche, le président américain, appuyé par ses alliés, vient d'adresser un nouvel «ultimatum» au président irakien. Tout se passe comme si le commandant en chef de l'opération «Tempête du désert» n'était pas mécontent de voir son vieil ennemi, toujours solidement accroché au pouvoir à Bagdad, lui donner l'occasion d'un dernier face-à-face. L'enjeu n'est plus, cette fois, de chasser les Irakiens du Koweït, mais de faire respecter une «zone d'exclusion aérienne» établie en avril 1991 dans le sud de l'Irak, afin de protéger les populations chiites de cette région. Or, depuis quelques jours, les Irakiens ont déployé à la limite de ce secteur (juste au sud du 32^e parallèle) des batteries de missiles sol-air, SA-2 et SA-3, menaçant les avions américains, britanniques ou français chargés d'assurer le respect de la zone d'exclusion aérienne (*le Monde* du 7 janvier).

Réunis mercredi soir à la mission française à l'ONU, à New-York, les représentants des Etats-Unis et de leurs deux alliés occidentaux de la coalition anti-irakienne, la France et la Grande-Bretagne, ainsi que le délégué russe (en tant que membre permanent du Conseil de sécurité) ont reçu leur collègue irakien, M. Nazir Hamdoun, pour lui transmettre, oralement, un ultimatum : l'Irak doit «retirer les missiles», cesser de violer la zone avec ses avions, faute de quoi Bagdad s'exposera à une «réponse décisive et appropriée» - autrement dit, à des représailles militaires. M. Hamdoun a assuré que son pays ne cherchait aucunement «l'escalade» et n'avait fait que prendre «des mesures défensives, dans le cadre de ses droits souverains». Dans leurs déclarations à la presse, les Occidentaux n'ont pas mentionné de délai spécifique mais ils n'ont pas nié, non plus, que l'Irak devait obéir dans les quarante-huit heures. Le Français Jean-Bernard Mérimée a

parlé d'un «dernier avertissement» adressé à M. Saddam Hussein; l'ambassadeur britannique, M. Thomas L. Richardson, a dénoncé «les intentions hostiles» manifestées par l'Irak. Si l'on en croit les informations de la presse américaine et celles circulant dans les couloirs de l'ONU, les états-majors occidentaux disposeraient d'une panoplie d'options : cela va du bombardement des batteries et de leurs radars (qui peut s'avérer difficile et dangereux) au bombardement de bases aériennes.

Les Américains ont récemment renforcé leur dispositif dans la région, où croise désormais un de leurs porte-avions. Ils estiment que le déploiement des missiles sol-air est la plus dangereuse «d'une série de violations» des résolutions de l'ONU par l'Irak. Comme il s'agit d'armes de courte portée et qui ne figurent pas dans la panoplie des engins de destruction massive, ces missiles n'ont pas été démantelés par les équipes de l'ONU chargées de faire appliquer les résolutions sur le cessez-le-feu imposé à l'Irak à la fin de la guerre. Leur déploiement, disent encore les Occidentaux, fait partie d'une succession de «défis» adressés par M. Saddam Hussein à la communauté internationale. Le 27 décembre dernier, plusieurs appareils irakiens avaient franchi la zone d'exclusion et l'un d'eux avait été abattu par un chasseur américain (*le Monde* du 29 décembre). Depuis, les violations de la zone se seraient poursuivies, cependant que les autorités irakiennes auraient massé des troupes, dans le nord du pays, aux abords de la zone de protection des Kurdes et multiplié les gestes d'intimidation à l'égard des organisations humanitaires.

M. Boutros-Ghali a simplement été «informé»

Américains, Britanniques et Français n'ont pas caché que cet ultimatum était une initiative des partenaires de la coalition anti-irakienne - sous-entendu plutôt qu'une démarche de l'ONU. Si le secrétaire général de l'organisation, M. Boutros Boutros-Ghali, a été «informé», cela n'a pas été le cas des autres membres du Conseil de sécurité. La situation juridique de l'affaire est complexe. Il y a bien des résolutions du Conseil de sécurité - notamment la 688 du 5 avril 1991 - qui, sans être fondées sur «l'emploi de la force» (chapitre 7 de la Charte), prévoient d'utiliser «tous les moyens nécessaires» pour assurer la protection des populations civiles menacées par le régime de M. Saddam Hussein. C'est à ce titre qu'ont été décidées deux zones d'exclusion aérienne, au nord et au sud, qui, pour autant, ne figurent nulle part dans le texte des résolutions.

Les Occidentaux, comme l'a rap-

pelé le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, n'en estiment pas moins que la formule «tous les moyens nécessaires», leur donne le droit d'agir pour faire respecter les zones d'exclusion aérienne. Cela a fortement déplu à certains membres du Conseil de sécurité et, notamment, à ceux d'entre eux appartenant au monde musulman. S'ils ont voulu rester discrets et anonymes, certains de leurs représentants n'en ont pas moins confié au *Monde* leur amertume devant une politique occidentale qu'ils estiment relever du «deux poids, deux mesures» : «d'un côté, le Conseil de sécurité ne fait rien pour les Palestiniens (exilés de force par Israël), de l'autre, ses membres occidentaux sont prêts à taper immédiatement sur Saddam».

AFSANÉ BASSIR POUR
et ALAIN FRACHON

Défis irakiens

DEPUIS l'élection d'un nouveau chef de l'Etat américain, ou plutôt depuis l'échec de M. George Bush à l'élection de novembre, le président irakien Saddam Hussein - qui s'attribue au moins en partie le «mérite» de cette défaite - n'a pas cessé de multiplier les défis.

Le déploiement récent de batteries de missiles sol-air à la lisière de la zone d'exclusion aérienne, au sud du 32^e parallèle, n'est que le dernier épisode d'une longue série de provocations ; tels, depuis une dizaine de jours, les incursions d'avions de combat irakiens dans cette zone, ou bien le fait de piéger à l'explosif des camions de distribution de l'aide humanitaire destinée aux Kurdes, ou encore la décision de masser des troupes le long du 36^e parallèle qui, dans le nord du pays, délimite la partie du Kurdistan protégée par l'aviation alliée.

DANS les discours, Bagdad hausse à nouveau le ton. Mercredi 6 janvier, à l'occasion du soixante-douzième anniversaire de l'armée, le ministre de la défense affirmait encore, haut et

fort, que son pays était désormais capable de «libérer» les territoires du nord et de «l'extrême sud du territoire irakien» ... En clair, le Koweït.

A Washington, comme parmi les diplomates occidentaux aux Nations unies à New-York, on avance plusieurs théories, parfois contradictoires, pour expliquer le jeu auquel se livre Bagdad. Le déploiement de missiles aurait pour objet de «venger» la destruction, le 27 décembre dernier, d'un avion irakien par un chasseur bombardier américain. Quant aux violations de la zone d'exclusion, elles seraient destinées à «attirer» les appareils occidentaux pour les placer sous le feu des batteries de missiles. Plus généralement, M. Saddam Hussein chercherait à profiter de la période de transition à la Maison Blanche, voire à «tester» un Bill Clinton jugé encore un peu tendre, pour desserrer le carcan qui lui a été imposé après la guerre du Golfe.

COMME on pouvait s'y attendre, l'Irak a rejeté jeudi l'«ultimatum» que lui ont adressé les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Russie, considérant qu'il avait «le droit de déployer [sa] défense antiaérienne sur tout [son] territoire». M. Clinton a affirmé pour sa part qu'il soutenait à fond la décision des alliés. Cela n'empêche pas l'opposition irakienne, ou du moins une partie de ses responsables, de nourrir la crainte de voir le nouveau président américain composer quelque peu avec le régime en place à Bagdad, surtout, font valoir certains, si le futur occupant de la Maison Blanche considère que la menace la plus sérieuse pour la sécurité de la région du Golfe vient, aujourd'hui, non pas de Bagdad, mais de Téhéran.

La question est maintenant de savoir - et c'est sans doute l'une des arrière-pensées de M. Saddam Hussein - quelles sont les limites de l'épreuve de force engagée avec l'Irak, les sanctions infligées par les Nations unies n'ayant toujours pas eu le résultat escompté.

M. Saddam Hussein alterne provocations et tentatives de séduction

Fidèle à une politique qui ne lui a pourtant pas réussi à ce jour, le président irakien alterne provocations et tentatives de séduction. Et s'il vient de commettre un nouveau délit en installant des batteries de missiles sol-air près de la zone d'exclusion aérienne du sud de l'Irak, il n'en a pas moins proposé, tout récemment, aux autorités kurdes, de reconnaître le « fait accompli » de leur autonomie dans la partie du Kurdistan située au nord du 36^e parallèle et de négocier avec eux une solution qui ramènerait cette région sous son autorité. Il a même suggéré

l'instauration d'un système fédéral en Irak.

Selon un opposant kurde à Paris qui a souhaité garder l'anonymat, Bagdad a même laissé entendre qu'il était prêt à des concessions quant aux frontières de « l'Etat fédéré » que les kurdes souhaitent pouvoir instaurer, acceptant de « discuter » de la région de Kirkouk, qui n'est pas en territoire « libéré » et sur laquelle Bagdad était jusqu'à présent intraitable. Il a en revanche demandé l'organisation de nouvelles élections au Kurdistan, auxquelles le parti Baas au pouvoir à

Bagdad prendrait part.

Avant l'entrée en fonction à Washington du président élu Bill Clinton, M. Saddam Hussein caresse ainsi l'espoir secret d'amener les Etats-Unis, par le défi ou un compromis sur le Kurdistan, à composer avec lui... sans jamais perdre la face, commente M. Laith Qobba, l'un des responsables de l'opposition chiite en exil à Londres.

Et dans un égal espoir de faire d'une pierre deux coups, M. Hussein tente, une fois de plus, de diviser pour régner. Car le projet d'« Etat fédéré kurde » est le talon d'Achille de la trentaine de formations de l'opposition irakienne; elles ne sont pas toutes d'accord, certaines refusent même l'idée d'un système fédéral

dans l'ensemble de l'Irak, une fois renversé le régime actuel.

Les Kurdes ne s'en sont pas laissés conter. Les dirigeants irakiens « sont des diables dont le véritable objectif est d'essayer de normaliser à nos dépens leurs relations avec les Etats-Unis, affirme le responsable kurde. Nous avons posé des conditions à toute négociation avec eux : la levée du blocus qu'ils imposent au Kurdistan et l'application de la résolution 688 de l'ONU. Nous avons également exigé que le reste de l'opposition approuve le principe de la négociation et que celle-ci soit placée sous le patronage des Nations unies. » Autant dire que ce sont là des conditions rédhibitoires pour le régime irakien qui n'a réussi à se maintenir, voire à se renforcer, que grâce à une répression brutale.

La terreur au service du nationalisme

Poussés par la répression vers le PKK, les Kurdes de Turquie manquent d'une voix modérée pour faire entendre leurs revendications

ISTANBUL

de notre correspondante

LE Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) est-il un mouvement de libération défendant les droits légitimes des 10 à 12 millions de Kurdes de Turquie ou simplement, comme l'affirment les autorités turques et certains gouvernements occidentaux, une organisation terroriste aux méthodes brutales et extrémistes ?

Pour mieux comprendre le PKK, il faut remonter à ses origines dans les années 70, la période troublée au cours de laquelle près de 5 000 personnes ont trouvé la mort en Turquie, victimes des combats entre la gauche et la droite ou des rivalités entre plusieurs dizaines de factions d'extrême gauche.

Abdullah Ocalan, dirigeant autocratique du PKK depuis sa fondation (1), était alors étudiant à la faculté des sciences politiques d'Ankara et membre du mouvement de la Jeunesse révolutionnaire (Devrimci Genç). « Je me souviens d'avoir été arrêté au cours d'une rafle avec plusieurs dizaines d'autres militants de gauche; Abdullah Ocalan était parmi eux, raconte un ancien maoïste. Personne ne le prenait au sérieux, pour nous il n'était qu'un rustre. »

Cette difficulté à s'imposer dans les milieux intellectuels a peut-être poussé Abdullah Ocalan, ou Apo, né à la fin des années 40 dans une famille pauvre de la province de Sanliurfa, à se démarquer de l'extrême gauche turque, qui appuyait uniquement les revendications des Kurdes dans le cadre de « solutions révolutionnaires » s'appliquant à l'ensemble du pays, pour embrasser la cause du nationalisme kurde, fortement teinté de marxisme-léninisme. Le mouvement séparatiste kurde n'est pas

né dans les montagnes du Sud-Est anatolien, où il est le mieux implanté actuellement, mais à Ankara, où, dès 1974, eurent lieu les premières réunions de ce qui allait devenir le PKK. Ce n'est cependant que vers la fin des années 70 que les « Apoïstes » – comme on disait à l'époque – commencèrent à faire parler d'eux en se lançant dans la propagande armée au sud-est du pays, éliminant au passage des organisations rivales.

Le 15 août 1984, date de deux attaques ayant causé la mort d'un officier et d'un soldat dans les provinces de Siirt et Hakkari, est généralement considéré comme le véritable début de la lutte armée du PKK. Depuis lors, les affrontements se sont poursuivis, de plus en plus fréquents, entraînant la mort de plus de 5 600 personnes, dont près de 2 000 en 1992, une année particulièrement meurtrière.

Le refuge des déshérités

Le gouvernement turc attribue la transformation du PKK de petit groupuscule marxiste en une organisation puissante menaçant l'unité de l'Etat turc à l'assistance de gouvernements étrangers tels que la Syrie – où Ocalan et ses collègues se sont installés après le coup d'Etat de septembre 1980, – l'Irak et l'Iran, ainsi qu'au soutien financier des réseaux de Kurdes exilés en Europe, ce qui lui permet d'affirmer que le séparatisme kurde est un problème extérieur à la Turquie.

La politique répressive de l'Etat turc a également contribué largement à pousser les habitants du Sud-Est anatolien – paysans déshérités pour la plupart, exploités dans une société tribale et féodale et laissés-pour-compte du boom économique des années 80 – dans

le camp du PKK. Sans espoir d'un avenir meilleur, harassés quotidiennement par les forces de sécurité qui semblent voir en chaque Kurde, armé ou non, un ennemi potentiel, de nombreux jeunes, garçons ou filles, choisissent de « partir vers les montagnes » pour rejoindre les rangs du PKK.

Le soutien syrien

L'idéologie du PKK, mal définie, n'a finalement qu'une importance secondaire. Le marxisme, parfois additionné d'une dose d'islam, qui semble la constante de la politique d'Apo n'est pas ce qui attire les jeunes recrues à la recherche d'un avenir meilleur. L'établissement d'un Etat kurde indépendant semble le but ultime du PKK, même si la position de son dirigeant fluctue entre l'idée d'une fédération avec la Turquie et la libération de la totalité du territoire kurde, aujourd'hui divisé entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran.

En novembre 1991, lors d'un entretien avec Ismet Imset, journaliste turc auteur d'un récent ouvrage, *PKK : rapport sur la violence terroriste en Turquie*, Ocalan admettait que les massacres de civils – femmes et enfants de « collaborateurs », instituteurs turcs – avaient été une erreur et affirmait que son parti avait rejeté ces méthodes. Pourtant, les attaques contre les miliciens pro-gouvernementaux et leurs familles ont repris de plus belle en 1992.

Ces actions meurtrières, qui ternissent l'image des Kurdes à l'étranger, ainsi que la pression de la Turquie et l'influence grandissante du PKK auprès de la population du nord de l'Irak ont poussé les Kurdes irakiens à utiliser la force pour déloger les militants séparatistes de leurs bases dans cette région. « Ils nous ont trahis.

Nous les avons aidés pendant quatre ans, mais ils ont dévoilé nos secrets à Saddam Hussein, » déclarait Masoud Barzani, le dirigeant du Parti démocratique du Kurdistan, à la BBC.

La présence de nombreux Syriens – près d'un tiers – parmi les 1 500 à 2 000 militants du PKK qui ont été forcés de quitter leurs bases à la frontière turco-irakienne en novembre après la signature d'un accord entre leur organisation et les Kurdes irakiens prouve que le PKK dispose d'un important soutien populaire non seulement au sud-est de la Turquie, mais également au sein de la minorité kurde de Syrie.

En huit ans, le PKK s'est imposé comme le principal représentant de la communauté kurde de Turquie et un des facteurs majeurs qui ont forcé les autorités turques à se pencher sur leur problème. Mais ses méthodes meurtrières sont également un obstacle de taille à l'établissement d'un dialogue entre les Kurdes et Ankara, qui ne veut pas avoir l'air de céder à la pression du terrorisme.

Le gouvernement turc n'a pas su exploiter ce moment de faiblesse du PKK pour tenter de reconquérir la population du Sud-Est. Coincés entre l'oppression de l'Etat turc et l'extrémisme du PKK, les Kurdes de Turquie sont toujours privés d'une voix modérée.

NICOLE POPE

(1) En exil depuis 1980, Abdullah Ocalan continue de diriger son organisation à distance et d'une main de fer, sans tolérer les dissensions. Loin de s'avouer vaincu, il annonce d'ores et déjà une année « de lutte, partout ». Son but en 1993 : attaquer les régions touristiques en priorité, afin d'« assécher les ressources financières de l'Etat turc ».

La plaie kurde

Des incidents ont éclaté avec la population d'origine turque dans les villes côtières de la Méditerranée

ALANYA

de notre envoyé spécial

ETENDUE le long d'un golfe sur la côte sud de la Turquie, Alanya ressemble à tant d'autres stations balnéaires du pourtour de la Méditerranée. Seules la distinguent sa mosquée, flanquée de son minaret, au milieu des cubes de béton blanc qui continuent de pousser comme des champignons, ou de rares maisons de bois à l'architecture traditionnelle, avec leurs balcons en surplomb des façades.

La ville est entrée dans la somnolence de l'arrière-saison, avec ses magasins sans badauds, ses rues trop larges pour les seuls habitants, ses alignements d'immeubles vides, son office du tourisme déserté. Depuis plusieurs années, de nombreux Kurdes, fuyant la misère et la violence du Sud-Est, ont émigré vers l'Ouest, dans les villes de la côte comme Alanya ou Antalya, célèbre station balnéaire distante de 150 kilomètres, sur la « Riviera turque », où le tourisme permet de trouver des emplois, mais où leur arrivée a aussi créé des tensions.

Les menaces du malre

C'est dans ce contexte qu'Alanya, à l'automne de l'année dernière, a été rattrapée par la guerre. Le 29 octobre, jour de la fête nationale, plusieurs milliers de personnes assistaient aux funérailles du premier soldat originaire de la ville tué dans les affrontements du Sud-Est avec les séparatistes kurdes. Pendant la cérémonie, des incidents ont éclaté.

Que s'est-il vraiment passé? Les versions diffèrent sensiblement. Il semble que deux personnes, venues, selon le maire, M. Cengiz Aydogan, de Van, à 1000 kilomètres plus à l'est, ont crié des slogans que la foule a jugés irrespectueux envers le défunt. Les deux perturbateurs ont été pris à partie et n'ont échappé au lynchage que grâce à l'intervention de la police. Mais les incidents ne se sont pas arrêtés là. Des boutiques tenues par des Kurdes ont été attaquées, parfois brûlées. Le tout sous les yeux des quelques touristes.

Depuis, à en croire le maire, membre du DYP, le parti du premier ministre, le calme est revenu. Selon lui, la bonne entente qui prévalait entre les différentes communautés a été retrouvée. Mais M. Aydogan, souriant et accueillant, qui semble très peiné de ces incidents, se fait soudain menaçant

envers d'éventuels fauteurs de troubles : « *Mon premier devoir, dit-il, est de maintenir la paix.* » Alanya, qui représente à elle seule 20 % des capacités d'accueil touristique du pays et passe en été de quelques dizaines de milliers d'habitants à « *un million en comptant la banlieue* », dit-il avec fierté – vit des vacances. C'est pourquoi, avec l'aide de la police et de l'armée s'il le faut, le maire fera expulser sans faiblesse de sa ville tous ceux qui menaceraient l'essor de ce tourisme miraculeux.

Bien sûr, M. Aydogan précise que sa menace vaut pour toute communauté, quelle qu'elle soit. Tout comme le premier ministre, M. Aydogan refuse de reconnaître l'existence d'un problème kurde spécifique : les Kurdes sont des citoyens turcs comme les autres. Et pour prouver ses bonnes intentions, il embrasse, dans un geste théâtral, notre traducteur, qu'il sait kurde. Quant à la responsabilité des incidents, il évoque de mystérieuses « *forces extérieures* » qui voudraient du mal à la Turquie. Le responsable local du parti d'extrême droite MCP, Mehmet Mutlu, affirme, lui, que tous les malheurs du pays viennent de « *l'impérialisme* » occidental, la France étant « *la première* » à vouloir déstabiliser la Turquie.

Deux semaines après notre venue, un responsable du HEP, parti kurde soupçonné de sympathies pour le PKK, était assassiné à Antalya, ce qui a entraîné, en représailles, une attaque sanglante contre la police (*le Monde* du 10 décembre), dans cette localité célèbre au-delà des frontières de la Turquie, que d'aucuns comparent à Nice ou Menton. Ce climat explique les précautions dont s'étaient entourés les militants du HEP d'Alanya pour nous rencontrer : deux hommes sautant en voltige dans la voiture qui fera des tours et des détours, afin de semer le présumé véhicule suiveur de la police, avant d'arriver dans un appartement où six familles, par précaution, habitaient ensemble depuis vingt jours.

Des accusations contre l'armée

Selon ces militants du HEP, les incidents et les attaques contre des Kurdes ont continué bien après les affrontements du 29 octobre, dont ils accusent tous les autres partis politiques d'être collectivement responsables. A les en croire, le but est de les chasser de la ville. A l'échelon national, ils accusent l'ar-

mée – et non le pouvoir civil – de vouloir renvoyer tous les Kurdes dans le Sud-Est afin de les exterminer.

Malgré l'exagération manifeste nourrie des sentiments nationalistes des deux côtés, il apparaît évident que la vie à Alanya n'est pas aussi sereine que l'affirme le maire. Diverses localités de Turquie, y compris dans une ville de l'importance d'Izmir, sont le théâtre d'incidents dont le scénario est souvent le même qu'à Alanya : des échauffourées se produisent pendant des funérailles de soldats tués dans le Sud-Est. La presse a rapporté des attaques de jeunes gens contre des Kurdes, en particulier contre le HEP, à Fethiyé, sur la côte méditerranéenne, à Turgutlu, sur la côte de la mer Égée.

Dans les deux cas, il ne s'agissait pas d'actions spontanées. M. Celik Hüsyin, qui n'est pas kurde, mais appartient à l'opposition de gauche de la région d'Antalya, donne l'exemple de la petite ville de Serik, également sur la côte méditerranéenne, où, après des incidents remontant à deux ans, les Kurdes ont été expulsés de la ville.

Ces tensions sont alimentées par la multiplication d'accrochages meurtriers qui, selon un bilan établi à la fin de 1992 par le quotidien *Cumhuriyet*, ont fait, dans les six derniers mois, soixante et un morts, dont douze membres de forces de sécurité dans trois villes de la côte méditerranéenne : à Adana, dans le port de Merçin – où, selon certaines informations, le PKK contrôlerait les dockers – et à Antalya. Ces affrontements pourraient-ils provoquer une fracture irréversible entre Turcs et Kurdes?

Même si un diplomate occidental juge « *compréhensibles* » les réactions, encore « *isolées* » dit-il, de la population turque qu'exaspèrent les pertes subies par l'armée dans les combats avec le PKK, Sami Kohen, éditorialiste au quotidien *Milliyet*, note que l'aggravation des combats dans le Sud-Est « *commence à provoquer un sentiment nationaliste d'hostilité anti-kurde* ». S'ils se poursuivaient, ces incidents pourraient déboucher sur un affrontement généralisé avec les Kurdes qui, par centaines de milliers, peuplent les banlieues et les bidonvilles autour d'Istanbul et d'Ankara. On n'en est certes pas là. Mais un homme d'affaires d'Istanbul confie : « *C'est l'une des plaies les plus dangereuses, qui peut s'envenimer et se répandre sur tout le corps.* »

J.-L. A.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, SATURDAY-SUNDAY, JANUARY 9-10, 1993

AWAY FROM THE BRINK

Saddam Pulls Back His Missiles

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — Iraq has "broken down" and moved the anti-aircraft missiles that were threatening allied warplanes near the no-flight zone in southern Iraq, a senior Pentagon official said Friday.

"They have been broken down," the official said of the surface-to-air missiles. "They are no longer up and in a position to shoot."

He cautioned that the information did not mean that the crisis was over, because it was not yet clear where the missiles were being taken.

"It's hard to track them while they are being moved," he said, adding that difficult weather conditions were hampering efforts to detect the Iraqi movements.

In a second move that appeared to ease the crisis between Washington and Baghdad, the Iraqi jets that had darted in and out of the zone have been removed from the Al Jarrah air base near the 32d parallel, said the official, who spoke on condition of anonymity.

Baghdad, however, had remained defiant as the deadline approached Friday night, saying it was prepared to "respond in kind" rather than bow to the ultimatum.

The United States acted throughout the day to determine from intelligence information whether Iraq, despite its public defiance, was bowing to the ultimatum that it remove anti-aircraft missiles threatening allied aircraft in southern Iraq.

The White House press secretary, Marlin Fitzwater, had said earlier that while the allies detected no violations of the no-flight zone by Iraqi aircraft since the Wednesday ultimatum, "the disposition of surface-to-air missiles specified in the January 6 warning is less clear."

General Colin Powell, chairman of the Joint Chiefs of Staff, said Iraqi planes had not penetrated the prohibited air space south of the 32d parallel since the United States and its allies delivered their warning.

"We are pleased about that," he said.

President George Bush conferred with General Powell and other national security officials during the afternoon Friday, then left to spend the weekend at the Camp David retreat in Maryland.

As the last minutes ticked away before the 2230 GMT deadline, U.S. officials had declined to say how quickly they might act militarily if their demands were not met.

"I would not look for some minute-by-minute countdown anyway," Mr. Fitzwater said earlier.

Stormy weather in the Middle East frustrated U.S. efforts to check the location of the Iraqi missiles. Before the deadline expired, a U.S. intelligence official had said it was still unclear where the missiles were and whether they had been moved from the no-flight zone, as demanded by the allies.

The last time the allies and Iraq were this close to war, the U.S. led coalition launched an air war against the Iraqi military less than 17 hours after the expiration of the United Nations deadline for withdrawal from Kuwait.

General Powell said the United States had detected "a great deal of activity" in movement of both missiles and aircraft north of the air exclusion zone.

"It's too early to say where all those missiles are going, where

all those batteries are located," he said. "But we will monitor it carefully and in due course we will be able to make a judgment as to what they have done."

A decision on whether the Iraqi moves were "satisfactory" would then be made, he added.

General Powell said: "There is a lot of activity going on. But it will take a while for it to settle down and for us to make an objective assessment of what they have done."

The White House declined to react to President Saddam Hussein's defiance in the face of the allies' ultimatum.

"We don't want to get into a dialogue with them," Mr. Fitzwater said. "They know our position. We'll have to wait and see."

He added that he could not clarify whether the 48-hour deadline had been set to expire at 2215 GMT, as some reports had it, or at 2230 GMT, as others had said.

It was an extraordinary situation for the United States, 22 months after the Gulf War and 12 days before President-elect Bill Clinton is to take over from Mr. Bush.

"There is no daylight between our positions," Mr. Clinton said Friday. "I was consulted about the action the president hopes to take, and I agree with that action." He declined to disclose details.

Mr. Clinton said the change of administrations would not make "any difference in the dedication of the United States" to the terms to which Mr. Saddam agreed at the end of the Gulf War.

Mr. Bush, in a farewell speech at the headquarters of the Central Intelligence Agency, in Langley, Virginia, made only a passing reference to the standoff with Iraq.

He told CIA employees that the United States could not afford to let down its guard on intelligence.

"We can't fool ourselves," the president said. "Those who would challenge us — we're seeing it right

now as we try to decide what we should do over in Iraq — those who would challenge freedom's gains are many."

He added: "The world may be perceived to be more peaceful, but in my view the need for intelligence is as great as ever."

In August, the United States, Britain and France banned Iraqi military flights south of the 32d parallel to protect the Muslim Shiite dissidents who live in the southern third of the country.

As U.S. spy planes and satellites continued surveillance of the area, administration officials had been studying the four-page response they received from the Iraqi ambassador to the United Nations, Nizar Hamdoun, in response to the 48-hour deadline set by the allies.

"My response was that Iraq does not recognize the no-fly zone," Mr. Hamdoun told reporters. "It was not imposed by the United Nations, but was imposed by the three Western powers."

Baghdad contends that the imposition of the no-flight zone violates Iraqi sovereignty.

Mr. Hamdoun declined to say whether Iraq would move the Soviet-made surface-to-air missiles. But he indicated that his government was seeking reconciliation with the United States now that a new administration was about to take office.

"There should be a dialogue," he said, "to put the complexities of the past behind us."

He said that Iraq was inviting a delegation of U.S. lawmakers to Baghdad to discuss the no-flight zone and other issues.

On Thursday, U.S. spy cameras detected some movement of the SA-2 and SA-3 missiles from the positions they held earlier in the week. But administration officials said that the missiles were still south of the 32d parallel as darkness fell over Iraq on Thursday.

(AP, Reuters)

A Blow For Relief To Kurds

Australian Aide Shot Dead in Iraq

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — Australia's CARE organization suspended relief operations in northern Iraq on Friday after one of its workers was shot and killed and another wounded, officials said.

An Iraqi Kurdish official, Safeen Dizayee, blamed Iraqi security agents for the Thursday attack. Iraq has denied responsibility for previous attacks on aid workers.

"CARE is not going to resume operations until the UN gives the all-clear that security is back to what it was," CARE Australia's national director, Ian Harris, said in Perth, Australia.

Douglas Cameron, 45, of Brisbane, was shot and killed, and Joe Martinico, 43, also of Brisbane, was wounded by unknown men who riddled their car with bullets, Mr. Harris said.

Mr. Martinico was treated and released and was awaiting transportation home, Mr. Harris said.

Kurdish sources also said Friday that the Iraqi Army shelled a village Thursday in Kurd-controlled northern Iraq about 40 kilometers (25 miles) east of Kirkuk. The sources, contacted from Ankara, said the shelling targeted Shamshamal but reported no casualties. The Iraqi Army has also bolstered its military presence, including artillery units and armored vehicles, in that sector, the sources said.

Iraq's 3.5 million Kurds are trying to sustain a de-facto state in northern Iraq under the protection of Gulf War allies. The UN is engaged in a relief program to help them survive a harsh winter and Iraq's food and fuel blockade.

CARE Australia has about 30 people working in the relief operation, Mr. Harris said.

UN guards serving in Iraq have been attacked with hand grenades, automatic weapons, rocket-propelled grenades and explosives in the past months.

UN officials have not directly blamed Iraq for the attacks, but Iraqi Kurdish leaders have charged that the attacks were carried out by Iraqi government agents to jeopardize the aid effort.

"All fingers point to the Iraqi agents," Mr. Dizayee, the Ankara representative of the Kurdistan Democratic Party, said. "They have tried all ways and means to sabotage the current aid operation." (AP, AFP)

Still Defiant, Iraqis Vow Response to U.S. Pressure

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAGHDAD — Remaining publicly defiant as a Western deadline passed for the withdrawal of anti-aircraft missiles from southern Iraq, Baghdad said Friday that it was prepared to "respond in kind" rather than bow to the ultimatum to remove the weapons threatening allied warplanes.

Although the Pentagon said that the missiles were no longer in a threatening mode, signs of President Saddam Hussein's defiance increased throughout Friday, with Baghdad saying that United Nations weapons inspection personnel would no longer be permitted to use UN planes in Iraq.

"Iraq will not heed the West's ultimatum and will uphold its right to keep its air defense bases where they are," Deputy Prime Minister Tariq Aziz said at an emergency cabinet session earlier Friday.

"Should these bases be attacked, Iraq will certainly respond in kind to the aggression," the official Iraqi press agency, INA, quoted Mr. Aziz as saying.

Baghdad's stance raised the possibility that U.S.-led forces might take major military action against Iraq for the first time since the 1991 Gulf War, which ended Iraq's occupation of Kuwait.

Iraq's 250-member National Assembly unanimously approved the cabinet's decision to defy the allies' demand, INA reported. The assembly generally acts as a rubber stamp for government policies.

The ultimatum — which was made Wednesday by the United States, Britain, France and Russia — gave Iraq 48 hours to remove surface-to-air missiles from inside and near an air exclusion zone declared by the U.S.-led allies in August. The deadline was 2230 GMT Friday.

Plane and helicopter flights by the Iraqi military are prohibited in the zone, which was established south of the 32d parallel to protect Iraq's Shiite Muslims.

U.S. military officials said Friday that Iraq had moved both missiles and aircraft near the zone. But bad weather in the region made it difficult for U.S. intelligence agencies to determine the exact status of the missile batteries.

President George Bush met with his national security aides, but U.S. officials refused to say how quickly they might act militarily if their demands were not met.

As the deadline approached, Iraq banned all flights by UN weapons inspectors on UN aircraft within Iraq, according to an announcement at the United Nations in New York.

Tim Trevan, spokesman of the UN special commission in charge of scrapping Iraq's weapons of mass destruction in the aftermath of the Gulf War, said: "The implication is that we are no longer allowed to use our own aircraft to fly

into Iraq, and that if we wish to use aircraft, we must use Iraqi chartered aircraft and not UN aircraft."

Mr. Trevan said the reason given by Iraq for the ban was that, "basically, if they are not allowed to use their own aircraft, we are not allowed to use ours."

"It is a very serious violation of our basic privileges and immunities," Mr. Trevan said. "It would seriously hinder the way we would be able to operate in Iraq."

The order is effective immediately, he said.

In Baghdad, the government newspaper Ath Thawra called the ultimatum "a cheeky and hysterical threat."

"Iraq stresses its outright rejection of this new threat and infringement on its sovereignty," the newspaper said. "More than ever before, Iraq's heroic army is ready for any potential showdown."

Iraqi commanders have said recently the armed forces had regained their strength following their rout in the Gulf War.

In the past few months official Iraqi newspapers have reported large-scale military exercises, some carried out in mountainous and hilly terrain and others in swampy land.

They said several night exercises were held deep in the southern zone and in another air exclusion zone, north of the 36th parallel, that was declared by the United Nations to protect Iraqi Kurds. The reports said allied planes flew low over the exercising troops.

INA said Thursday that Mr. Saddam had held a meeting of his ruling Revolutionary Command Council and his military commanders, but it did not give details.

It said Friday that the cabinet convened under Prime Minister Mohammed Hamza Zubbaydi to study "the desperate U.S. attempt to infringe on Iraqi sovereignty and independence."

Foreign Minister Mohammed Sahhaf summoned the ambassadors of China, Pakistan and Morocco and the chargé d'affaires of Russia late Thursday to urge their governments to prevent military action against Iraq, the agency said.

He told the envoys, whose countries are members of the UN Security Council, that Baghdad was ready to defend itself, the agency said.

In recent days, Iraq moved mobile Soviet-made SA-2 and SA-3 surface-to-air missiles into the southern zone.

Last year Iraq moved anti-aircraft missiles above the 36th parallel into the northern exclusion zone. But an allied warning forced Iraq to withdraw the missiles.

The current confrontation began Dec. 27, when Iraqi MiG-25s intruded into the southern zone. One was shot down by U.S. fighter jets, but the incursions have continued, possibly in an attempt to lure allied warplanes into range of the missiles.

There were few signs of tension in Baghdad, although CNN reported crowds at gasoline stations.

Thousands of residents prayed in mosques as usual on the Muslim holy day.

"We don't accept the threat. They don't have the right to make such a threat," said one man.

"We are ready to fight," he said. "We are a nation with a history. They can't hurt the people because we will fight. It is our country and no one has the right to tell us what to do."

(AFP, AP, Reuters)

Why U.S. Didn't Try To Capture Saddam

The Associated Press

LOS ANGELES — The Bush administration decided against trying to capture Saddam Hussein during the Gulf War for fear he would slip through U.S. hands the way Manuel Antonio Noriega did in Panama, according to Robert M. Gates, the director of central intelligence.

"We were a little shaped by that experience, and Iraq is a hell of a lot bigger country than Panama, and we knew a lot less about it than we did Panama," Mr. Gates said in an interview in Friday's Los Angeles Times.

General Noriega vanished during the U.S. invasion of Panama in 1989. Four days later, he sought asylum at the Vatican Embassy in Panama City. After 10 more days, he surrendered to U.S. authorities.

"I don't know how long it would have been before we found Noriega, if he hadn't turned himself in to the papal legate," the departing CIA chief said.

U.S. officials have said that they did not pursue Mr. Saddam because, among other reasons, they believed he would be overthrown after the war. But Mr. Gates, who was deputy national security adviser before and during the war, said the administration had harbored some doubts about that possibility.

Instead, he said, a critical reason U.S. forces did not go after the Iraqi leader was the possibility that they would not be able to catch him.

"I think there was a general feeling that it would not be difficult for Saddam to flee Baghdad and it would be very difficult for us to try and find him," Mr. Gates said.

Saddam Bars UN Flight, Challenging West Again

Iraqi Maneuver Follows Its Apparent Retreat In Dispute Over Missiles

By Youssef M. Ibrahim

New York Times Service

CAIRO — Iraq issued a new challenge to the United States and its allies on Sunday by banning United Nations inspectors from flying to its territory from Bahrain, just as it appeared to step back from a confrontation over surface-to-air missiles.

The action on Sunday came two days after Baghdad appeared to retreat from a near confrontation with Western allies, which had warned it against targeting allied airplanes patrolling the skies over southern Iraq with surface-to-air missiles.

Iraqi authorities said Thursday that they would allow United Nations inspectors, who are charged with monitoring the destruction of Iraqi weapons, to carry on their missions only if they flew to Baghdad in Iraqi airplanes.

Iraq repeated the demand on Sunday when it banned a UN airplane, saying that inspectors had the choice of flying to Baghdad on Iraqi planes or driving there overland from Jordan.

Neither condition is acceptable to the United Nations, and both violate the provisions of the United Nations cease-fire resolution that ended the Gulf War in 1991.

The UN Security Council responded to the Iraqi initiative on Thursday by warning that if Iraq insisted on pressing this point it would face "grave consequences."

The developments on Sunday appeared to be a continuation of Iraq's tactic to test the limits imposed by the UN cease-fire resolution, which include regular and unrestricted inspections Iraqi weapons of mass destruction and free access to UN staff in Iraq.

As has become routine by now in its maneuvers, Iraq kept a measure of flexibility by vowing that it did not intend to ban inspections of its weapon systems by the United Nations, but only insisted on the use of Iraqi airplanes by the organization's staff flying into Baghdad.

These developments came as President George Bush again warned Iraq not to test American resolve and asserted that President-elect Bill Clinton's policy toward President Saddam Hussein would not be much different from his own.

Speaking in a BBC television interview broadcast Sunday, Mr. Bush said he was certain that Mr. Clinton was as determined as he was to make sure that Mr. Saddam met his obligations under the Gulf War cease-fire agreement.

"Right up to Jan. 20, my message to him would be, 'Please abide by the UN resolutions or you are going to pay the price for that,'" Mr. Bush said. "I feel confident that President-elect Clinton feels the same way."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

MONDAY, JANUARY 11, 1993

The United States and its Gulf War allies had set a Friday night deadline for Baghdad to move missiles from below the 32d parallel in southern Iraq. The deadline passed without incident, and the White House asserted that Iraq had quietly moved its anti-aircraft missile batteries to other sites.

Iraq insisted Sunday that it had not backed down in its crisis with the West over missile deployments and that the weapons were still positioned where the leadership in Baghdad felt that they best served their purposes.

An official Iraqi statement said the United States was "depicting the situation in an incorrect way."

The Iraqi statement followed a joint meeting of the ruling Revolution Command Council

and the leadership of the Arab Ba'ath Socialist Party. The meeting was led by Mr. Saddam.

"The reality is that our planes and our anti-aircraft weapons are at the moment are in the same security position, to secure the requirements of confronting any hostile attempt," the statement said. "The situation does not imply any retreat from our position."

"If the purpose of the American statements, which describe the situation as a retreat from the Iraqi side, was to find a way out from threats and warnings, we welcome that," the Iraqi government said.

In pursuing its maneuvers to find openings in this latest confrontation, the Iraqi government said that despite the harsh exchanges, it still hoped to have a "dialogue" with the Clinton administration.

The remarks from Washington, Baghdad radio said, "may be intended to burden President-elect Clinton" with Mr. Bush's policy, which it said was "governed by personal reasons and motivated by unjustified hatred."

Neither the Iraqi actions nor the United States ultimatum seemed to get much attention in the Arab world, whose the press and officials remained focused in the last two days on the plight of the 415 Palestinians expelled to Lebanon, from Israel and the crisis in the former Yugoslavia.

Mr. Hussein's prestige and Iraq's credibility have considerably diminished since Iraq's crushing defeat in the Gulf War, making his movements unimportant among fellow Arabs in much of the region.

The United States, meanwhile, has become the focus of sharp criticism from editorialists and various Arab governments over its hesitancy to take military action against Serbia because of its genocide against Muslims in Bosnia, or to do something about the Israeli deportation of the Palestinians.

An editorial on Sunday in the Egyptian Gazette, which expresses

official opinion, noted that Western policies toward Iraq were "confusing," echoing widespread commentary in other Arab newspapers in the last two days.

"In the first place," the paper said, "should the West be concerned over flouting the UN sanctions, it has ample room to show it does care elsewhere: namely in

Bosnia. And, though nobody can consent Saddam's breach of the international law, proofs abound that the Iraqi act is not so dangerous; nor does it accordingly warrant all this hubbub, which has verged on a threatened military action. Iraq, even by Western standards, is too weak to pose a danger to a fly!"

Will Saddam Stick to 'Cheat and Retreat' Policy?

By R. Jeffrey Smith

Washington Post Service

WASHINGTON — The last-minute postponement of military action against Iraq represented a familiar outcome to Iraq's repeated confrontations with the United States and its Gulf War allies.

In a cycle that American officials have dubbed "cheat and retreat," Iraq has repeatedly flouted allied demands, only to comply reluctantly — or move toward compliance — when Western forces were at the brink of initiating an attack.

Even so, the latest confrontation raised questions about whether Iraq is locked into a pattern of conflict with the West that will plague the Clinton administration as much as it occupied President George Bush, or whether Mr. Bush's departure will ease the contest and let Mr. Clinton focus his energies elsewhere.

Was the dispute a final manifestation of what had become an extraordinarily personal battle between Mr. Bush and the Iraqi president, Saddam Hussein? Or was it only the latest flowering of Mr. Sad-

NEWS ANALYSIS

dam's persistent defiance against restrictions imposed on his country by the UN Security Council at the end of the 1991 Gulf war?

The betting around Washington was that Mr. Saddam will try to confront the Clinton administration, too, although several analysts predicted that the change of power in Washington would create political opportunities for both sides to move toward some resolution.

Several diplomats and American officials regarded Iraq's action as an attempt by Mr. Saddam to deflect responsibility for his country's worsening economy by portraying Iraq anew as the chief victim of a global conspiracy to make the lives of all Iraqi citizens more difficult. By depicting the ultimatum as unlawfully engineered by Mr. Bush, the officials said, Mr. Saddam was trying again to fan anti-Western sentiment that might absolve the Iraqi leadership of responsibility for the nation's economic decline and the unraveling of its social fabric.

If this was his rationale, Mr. Saddam will most likely be tempted to foment another clash with the United States.

Mr. Bush's decision to seek the ultimatum, and to insist on its enforcement through threatened air strikes, allowed his administration to relive some of the excitement and tension of the military triumph over Iraqi forces during the war, several diplomats said.

In a recent interview, Deputy Prime Minister Tariq Aziz said he believed Mr. Bush was motivated "by a personal element" in insisting that the UN-backed economic embargo be retained as long as Mr. Saddam remains in power.

Mr. Clinton's statements so far suggest that the ingredients for continued U.S.-Iraqi conflict remain present. The question is whether, with Mr. Bush's departure, Mr. Saddam will decide he can accede more readily to allied conditions because doing so would not involve any loss of face to the American president who dealt him his most serious military defeat.

Clinton Aide Vows Iraq 'Continuity'

Agence France-Presse

WASHINGTON — President-elect Bill Clinton will continue Washington's firm stand in the cat-and-mouse game over Iraqi missiles when he takes over Jan. 20, a member of his defense team said Sunday.

"There will be a fundamental continuity between the policy of the Clinton administration and the policy of the Bush administration on Iraq," said Samuel Berger, who will serve as Mr. Clinton's deputy national security adviser.

Mr. Berger said the president-elect also stood by the Pentagon's announcement on Saturday that if Baghdad moved its anti-aircraft missiles back to the no-flight zone they could be destroyed without warning.

"We will enforce the no-fly zones and any threat to that will not be tolerated," he added.

On Friday, Baghdad removed anti-aircraft missiles from the area ahead of the deadline set by the United States, Britain, France and Russia. They were concerned that the weapons threatened allied aircraft over the no-flight zone set up to protect Shiite Muslims in southern Iraq.

Mr. Clinton warned Iraq on Thursday not to expect any change in U.S. policy in the Gulf when he takes over as president.

On Sunday, an Iraqi spokesman rejected reports that it had complied with the demand to move the missiles, and said that Washington "probably gave President-elect Bill Clinton wrong information to make him think we had given in to Bush's demands."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, JANUARY 12, 1993

Security Council Debates Iraq Raids

Butros Ghali Urges a 'Stiff' Response, But Only a Condemnation Is in Sight

The Associated Press

UNITED NATIONS, New York — The Security Council on Monday debated a statement condemning Iraq's border incursions and seizure of weapons in Kuwait, Baghdad's latest violations of the Gulf War cease-fire.

But the 15-member council was unlikely to punish Iraq beyond the measures it already has taken, a sweeping economic embargo and a requirement that it destroy its most dangerous weapons.

The Security Council called an emergency session after Iraq's second incursion into Kuwait early Monday. Its first incursion took place Sunday.

Diplomatic sources who saw an early draft said the council's statement would be nonbinding, would condemn the Iraqi border incursions and demand that Iraq return the weapons it had seized.

Representatives of the United States, Russia, France and Britain already had warned Iraq about the incursions and weapons seizures in a meeting with Iraq's ambassador to the United Nations on Sunday, diplomatic sources said.

Secretary-General Butros Butros Ghali said Monday that he hoped the Security Council would deliver a "very stiff answer" to President Saddam Hussein.

"We cannot admit this kind of violation and these kind of threats to a member state of the United Nations, which is Kuwait," he said in Bonn.

[Robert M. Gates, the outgoing CIA director, told Reuters that Baghdad was still shifting anti-aircraft missiles inside the two quarantine zones patrolled by allied aircraft.

"There's still a lot of activity," he said, the moving around of surface-to-air missile batteries, "both north of 36 and south of 32," a reference to the no-flight zones north of the 36th parallel and south of the 32d parallel. The zones were created to bring air protection to Iraqi Kurds and Shiite Muslims.]

Tensions with Iraq had eased Saturday when U.S. officials confirmed that the Baghdad government had complied with their demands and removed anti-aircraft missiles from southern Iraq. The missiles were in an area the United States and its allies had declared off-limits to

Iraqi military flights to protect rebel Shiite Muslims.

Iraq also banned UN flights to and over Iraq, hampering a UN effort to dismantle Mr. Saddam's stocks and production of chemical, nuclear and biological weapons.

The latest dispute focuses on Iraq's border with Kuwait. Iraq is facing a Friday deadline set by the Security Council to remove property now considered to be on Kuwaiti territory.

A UN commission established the new border between Iraq and Kuwait in November, in accordance with Security Council resolutions stemming from Iraq's invasion of Kuwait in August 1990. The new border took effect in November, but the council gave Iraq until Friday to remove its nonmilitary property as well as six Iraqi police posts from the territory. The council required, however, that Iraq arrange for the removal with UN observers.

Abdel Latif Kabbaj, a UN spokesman in Kuwait, said 120 unarmed Iraqis on Monday crossed the new border and went to a former Iraqi naval base, 400 yards inside Kuwait. They emptied or removed warehouses, water tanks and electrical wires, he said.

On Sunday, 200 Iraqis, some carrying pistols, went to the same area and seized weapons, including explosives and four Chinese-built anti-ship Silkworm missiles, abandoned by Iraq during the war.

Nizar Hamdoon, Iraq's ambassador to the United Nations, said his government had received permission from the UN observers, known as Unikom, for the operations and attributed the dispute to mixed signals.

"We were cooperating with the Unikom teams there, but there was probably, just recently two days ago, some misunderstanding from their part," Mr. Hamdoon said.

Youssef M. Ibrahim of The New York Times reported from Cairo:

The Iraqi foreign minister, Mohammed Said Sahhaf, said Monday in Cairo that the 500 Iraqi military and civilian personnel who crossed the borders went there to retrieve equipment and machinery that belonged to Iraq.

The area is a no-man's land but will belong to

Kuwait on Jan. 15, according to the UN ruling in November.

Iraq has disputed that ruling which, among other things, allocated to Kuwait's ownership several sensitive stretches of territory, including oil fields and the naval base built up by Iraq on the Gulf during the war with Iran from 1980 to 1988 in what was deemed disputed territory between the two countries for decades.

Arab diplomats in Cairo, however, believed that the real purpose of the incursions was to test the incoming Clinton administration at a time when the Iraqis believe the outgoing Bush administration will be unable to act until inauguration day, on Jan. 20.

"They are working on what they think is a dead period to widen their field of motion," a senior Arab diplomat said Monday.

Mr. Sahhaf confirmed to the Egyptian Middle East News Agency that Iraqi personnel had gone into the demilitarized zone. The area was under Iraqi control for at least 15 years until the end of the Gulf War in February 1991.

"These troops represent working teams for private contracting companies in Iraq," Mr. Sahhaf was quoted by the Middle East News Agency as having told other Arab foreign ministers who are meeting in Cairo to look into the situation of 415 Palestinians deported by Israel to Lebanon more than two weeks ago. "The teams took this step to transport the remaining equipment of the Iraqi forces left there during the war."

Other Iraqi officials, including Ambassador Hamdoon, adopted the same argument stating that Iraq was operating under an agreement with the United Nations to remove equipment that belonged to it before a deadline fell due on Jan. 15.

Mr. Hamdoon maintained that a misunderstanding with the United Nations may have resulted in the surprise move, widely interpreted by Iraq's critics as a new challenge to the United Nations Security Council sanctions imposed two years ago on Baghdad.

Doté d'un système original de vérification

Le traité sur l'interdiction des armes chimiques doit être signé à Paris par plus d'une centaine de pays

Plus d'une centaine de pays devaient être représentés du 13 au 15 janvier au siège de l'UNESCO à Paris, pour la signature de la convention portant sur l'interdiction de l'utilisation, de la production, du stockage des armes chimiques et sur leur destruction. La cérémonie sera ouverte, mercredi, par le chef de l'Etat, M. François Mitterrand, en présence du secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali. De nombreuses rencontres bilatérales devaient également avoir lieu en marge de la conférence, notamment entre le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, et ses homologues américain et russe.

Arrêté à Genève, le 3 septembre 1992, dans le cadre de la conférence du désarmement de l'ONU, ce projet de convention a demandé de nombreuses années de négociation pour voir le jour. Il va beaucoup plus loin que le protocole de 1925 - dont la France est dépositaire, - qui n'interdisait que l'emploi « de tous gaz asphyxiants ou de tous autres gaz liquides, substances ou matériel analogues ». « Ce traité représente un vrai progrès pour la sécurité internationale car, pour la première fois, il élimine une catégorie entière d'armes de destruction massive et met en place un régime de vérification inédit », souligne-t-on au Quai d'Orsay.

Ce traité imposera aux pays qui l'auront signé et ratifié l'interdiction de produire, d'utiliser et de stocker des armes chimiques. S'ils sont déjà détenteurs de stocks, ils devront procéder à leur destruction, dans un délai de dix ans avec un délai supplémentaire de cinq années en cas de difficultés particulières. Contrairement à d'autres conventions, elle s'appliquera à tous les pays signataires sans discrimination : les Etats-Unis qui, comme la Russie, ont reconnu détenir cette arme, se trouveront ainsi au même niveau que des pays en voie de développement signataires de la convention. La France, quant à elle, après avoir envisagé dans la loi de programmation militaire de 1987 de se doter d'un stock mini-



PANCHO

mal, a arrêté tout projet dans ce domaine depuis plusieurs années.

Mais en matière de désarmement tout est affaire de contrôle. Les négociateurs de Genève en étaient bien conscients et ont donc voulu innover en la matière en espérant que le système de vérification mis en place pourra servir de modèle à d'autres traités de ce type. Le projet de traité prévoit un dispositif de vérification dynamique sur « pièce » et sur place qui explique l'optimisme des diplomates, qui le qualifient de « quasi révolutionnaire ». Ces dispositions sont « les plus strictes qu'un traité international ait jamais adoptées », soulignent les Pays-Bas, qui accueilleront à La Haye le siège de la future organisation pour l'interdiction des armes chimiques.

Inspection « par défi »

Dans la gamme des instruments de vérification figure en bonne place le *challenge inspection*, en français « inspection par mise en demeure » ou « par défi ». Cette procédure avait été initiée par les Etats-Unis dans le plan du vice-président Bush de 1984. Elle prévoit l'inspection, dans un délai très court, de toutes les installations jugées suspectes, le pays signataire ne pouvant s'y opposer.

Après avoir lancé cette idée, les Américains avaient donné le sentiment de faire machine arrière en craignant que ces inspections puissent éventuellement déboucher sur une sorte de droit de regard portant sur des secrets de nature militaire ou économique. Des pays comme la Chine ou l'Inde avaient également manifesté des réticences, lors des négociations de Genève, devant ces inspections « par défi » potentiellement menaçantes pour les intérêts nationaux dans la mesure où elles pouvaient porter sur des installations militaires mais également sur des sites industriels chimiques ou d'autres supposés cacher des activités contraires à la convention.

Un certain nombre de filtres ayant été mis en place pour éviter les inspections absurdes ou infondées et pour protéger les intérêts légitimes des pays (1), les Américains ont finalement donné leur feu vert, estimant, en septembre 1992, lors de la mise au point ultime à Genève du projet de convention, que l'équilibre recherché avait été trouvé entre un système de vérification pour la première fois réellement efficace et crédible et une juste sauvegarde des intérêts nationaux.

Les spécialistes des armements chimiques relèvent, pour leur part, que ce type d'inspection

devrait se révéler efficace dans la mesure où les armes chimiques susceptibles d'avoir un poids réel dans une guerre nécessitent des centaines, voire des milliers de tonnes de produit, ce qui suppose donc des installations d'une taille et d'une sophistication qui ne peuvent échapper aux méthodes modernes d'analyse d'une équipe d'inspecteur entraînée à l'investigation. De ce point de vue, la rapidité de déplacement de l'équipe internationale d'inspection dans le périmètre suspect donne une crédibilité certaine à ce type de contrôle d'une arme que l'on appelle improprement « l'arme du pauvre ». L'ONU se chargera, quant à elle, des sanctions pour ceux qui ne joueraient pas le jeu ou enfreindraient les dispositions de la convention.

Cent quinze pays avaient déjà annoncé, lundi, leur intention de mettre leur paraphe en bas de ce traité. Parmi eux la Russie, les Etats-Unis, Israël, l'Afrique du Sud, Cuba et l'Iran. Les pays arabes, tout en étant favorables au traité lui-même, semblent peu disposés à le signer. Comme ils l'avaient fait en janvier 1989 lors de la conférence de Paris sur les armes chimiques, les pays arabes souhaitent établir un lien entre désarmement chimique et nucléaire. L'objectif est de faire ainsi pression sur Israël pour qu'il signe le traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Les Etats-Unis ont demandé aux pays arabes - la Ligue arabe est réunie au Caire depuis lundi - de ne pas poser de conditions à la signature d'un traité qui s'impose par son caractère « historique ». Le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, a toutefois salué la proposition du président égyptien, M. Hosni Mubarak, de faire du Proche-Orient une zone dégagée de toutes armes de destruction massive.

La Libye a, quant à elle, manifesté son intention de venir mais elle ne semble pas disposée à signer le traité. Elle figure pourtant, avec l'Iran et la Syrie sur la liste des pays que les services secrets américains soupçonnent de chercher à se doter de ce type d'armements. La Yougoslavie (Serbie-Monténégro) sera, quant à elle, le seul Etat à parapher cette convention mais à être privé du temps de parole auquel la signature donne droit (cinq minutes par Etat), compte tenu de la résolution de l'ONU qui met entre parenthèses son activité diplomatique.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE
WEDNESDAY, JANUARY 13, 1993

No More Warnings, U.S. Says, as Iraq Keeps On Taunting

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — Iraq's cease-fire violations are "a matter of extreme concern" and Baghdad will get no further warnings to stop its provocative behavior, the Bush administration said Tuesday.

The president's press secretary, Marlin Fitzwater, spoke out as Iraq, for the third time in as many days, sent work crews in civilian clothes into disputed border territory to remove equipment from a naval base.

In New York, Iraq's chief delegate to the United Nations, Nizar Hamdoon, said Iraq was offering to enter into a dialogue with the Security Council. After handing a letter to the council president, Mr. Hamdoon said:

"The letter mainly stressed the Iraqi wish to keep talking with the council and having a constructive dialogue to try to resolve the outstanding problems. I think you can read in the letter that there is an Iraqi wish to try to defuse the crisis by discussing the outstanding issues and try to find resolutions." He added, however, that there were no specific proposals.

Earlier, asked if he feared an attack by U.S.-led allies, he replied: "I don't think there is any threat."

U.S. officials reported separately that Baghdad has been moving anti-aircraft missile batteries around in both its southern and northern no-flight zones, in an apparent effort to confuse and provoke the U.S.-led allies.

Additionally, Iraq last week ordered a halt to any further UN flights, saying weapons destruction teams and other UN personnel should charter Iraqi commercial airliners, which have been grounded by economic sanctions since the war, or travel overland.

General John M. Shalikashvili, the top NATO commander, said Iraqi anti-aircraft

missiles in the northern no-flight zone "were brought up to an operational status in the last few days." He the Iraqis were told last April to halt the practice of electronically locking onto U.S. planes.

"We told them not to illuminate our aircraft and that to prevent a miscalculation they should take those missiles off operational status and better yet remove them from the no-fly zone," he said. "We did not at that time direct them to move them out of the no-fly zone. We strongly encouraged them to do so."

He said that placing the missiles on operational status "is not in violation of the specific demands we placed upon them in April."

At the White House, Mr. Fitzwater said, "there is a clear pattern of violation, whether it's missiles or these raids into warehouses or other actions they've taken."

"It remains to be seen exactly what may come of that," he said, "but as we said, there will be no warnings."

Iraq's foreign minister, Mohammed Said Sahhaf, said at Cairo airport as he left after an Arab League meeting: "What happened took place with the agreement of Major General Dibuama, commander of the UN observers, in order to remove the property of the Iraqi naval base in the port of Umm Qasr."

President George Bush met Tuesday with his central intelligence director, Robert M. Gates, and other top advisers.

Mr. Gates said he told Mr. Bush that while Iraq did move some of its Soviet-made anti-aircraft missiles out of the southern restricted airspace, which was designated by the allies as a protected zone for Shiite Muslims, it had not removed all the weapons from south of the 32d parallel.

Iraq has periodically moved missiles into the northern zone in recent weeks, but U.S. officials became concerned when missiles also were moved into the south, suggesting a deliberate pattern of provocation, said one official, who spoke on condition of anonymity.

The United States, Britain, France and Russia warned Iraq last week to remove the missiles from south of the 32d parallel or risk retaliation. Iraq appeared to defuse the crisis over the weekend by moving most of the missiles out and dispersing the remaining batteries in such a way that they no longer posed a threat to allied overflights.

But government analysts said Iraq was constantly moving around the remaining missiles, and could regroup them quickly to form a renewed threat.

In addition, Iraq was moving around surface-to-air missile batteries it deployed in the northern no-flight zone north of the 36th parallel, which the allies have cordoned off to protect the country's Kurdish minority.

Late Monday the Security Council issued a statement condemning Baghdad's ban on UN flights as well as its incursions into a former Iraqi naval base at Umm Qasr to retrieve arms and other equipment.

A UN boundary commission that recently finished demarcating the border between Iraq and Kuwait has ruled that the area is in Kuwaiti territory.

Mr. Fitzwater said Tuesday that the UN action "really put the world community on record in saying this is not acceptable."

"We are now in a position of watching to see how he may proceed from here," he added, referring to President Saddam Hussein. "But it is a matter of extreme concern."

The UN special commission is expected to make a new application within days for Iraqi permission to fly staff into Baghdad aboard UN aircraft.

An unsatisfactory response could trigger punitive action by the main Gulf War allies without further notice. (AP, Reuters)

Saddam Seems Motivated by Exasperation

By Nora Boustany
Washington Post Service

BAGHDAD — Only days from the second anniversary of the start of the allied war to drive its invading troops out of Kuwait, Iraq is again flexing its muscles and making clear to the world its dissatisfaction with the cease-fire conditions imposed on it.

Diplomats and other observers here say the Baghdad government's strategy of repeated provocations appears to have three purposes:

- To ensure that Iraq's "plight" is not

forgotten.

- To keep the country's military occupied with the practicalities of being on alert to meet a possible Western threat.

- To make a destitute population feel indebted to it for being brought back from the brink of war.

"They are desperate," said an Iraqi observer here, attempting to explain Baghdad's high-risk approach to gaining the world's attention. "They think the world is forgetting them. It has been two years, and nothing has changed. People cannot bear the situation here and the uninterrupted sanctions."

"War would be better than this," he added, raising his arms in exasperation.

A wave of incidents that included Iraq's positioning of anti-aircraft missiles in a UN-declared flight-ban zone in the southern part of the country, a ban on UN aircraft carrying inspectors and relief supplies in and out of Iraq and two incursions into a UN-controlled site being ceded to Kuwait to retrieve weaponry left behind

during the Gulf War and interned by the United Nations have catapulted this country back to center stage.

Diplomats here say that while cultivating this image of toughness, the government of President Saddam Hussein is emphasizing its desire to re-establish sovereignty throughout the entire country and its rejection of new borders drawn with Kuwait as part of the cease-fire that favor its smaller neighbor.

The predicament of the Iraqi people, in the view of diplomats here, is that while their country cannot escape from Security Council conditions and sanctions imposed on it for invading Kuwait in August 1990, its regime seems strong enough to remain in power.

Senior diplomats here said the government also is trying to send a clear domestic message, mainly to the disgruntled army and its command, in the face of the hardships the country is going through.

"With this policy of permanent provo-

cation, they want to show that their position is tough, but also to have the possibility to control the situation at home, to show the army that the leadership is strong enough to survive, to say please be with us, the future will be better," a European diplomat said.

"Army officers and soldiers are simply unhappy with the situation," he said. "There are problems with military equipment, food supplies and services that used to keep them content. So if the army is in a state of alert and uncertainty about

an external threat, it means the army will concentrate on operational issues, not on politics or attempts to change the regime."

Iraq's state-run newspapers and television carried prominent reports Monday about a meeting that Mr. Saddam, as commander in chief of the armed forces, held Sunday with Major General Muzahim Hassan, the air force and air defense commander, and other senior air defense officials. Similar meetings were held with naval commanders, and all were referred to as "fighters in the eternal and ongoing battle."

Also prominently covered was a visit by Defense Minister Ali Hassan Majid to the Abi Obeida air base in southern Iraq. The reports talked of "the high morale of men of the great showdown, the eternalized mother of all battles against American aggressors and disappointing allies."

The commanders were all called upon to be "on alert and to cautiously anticipate" any impending danger. Television showed a solemn-faced Saddam conferring with senior officers while others seriously jotted down notes.

Iraqi residents have been ner-

vous in the last few days, fearing that another crisis might plunge them into even harsher living conditions.

"Iraqis have been tense and very worried," a diplomat said. "But even this is being used by Saddam to strengthen his position. He knows they will be grateful to him because he was wise, moved his missiles and saved them. Iraqi society is very tired."

"The Iraqi people are sturdy and standing on their feet," one Iraqi intellectual said, "but it is not easy."

LIBÉRATION - 13 janvier 1993

DESARMEMENT

LE MONDE A PARIS POUR METTRE LE CHIMIQUE HORS LA LOI

Après dix ans de négociations, la communauté internationale, à l'exception notable des Etats de la Ligue arabe, se réunit aujourd'hui et demain à Paris pour y signer la Convention sur l'interdiction des armes chimiques. Et, surtout, se donner de sérieux moyens pour contrôler les arsenaux.



Olycom/Le Monde

Halabja, 20 mars 1988. Des milliers de civils kurdes y sont morts, bombardés à l'arme chimique par l'armée irakienne.

« **A**rmis bella non veneni-
geri»: on doit faire la
guerre avec des armes, non
avec du poison. Les repré-
sentants de 115 pays se re-
trouvent mercredi et jeudi à
Paris pour tenter de donner
à cette vertueuse maxime romaine
force de loi internationale. Réunis au
siège de l'Unesco, sous la présidence
du président Mitterrand et du secré-
taire général des Nations unies Bou-
tros-Ghali, ils vont signer la Conven-
tion sur l'interdiction des armes
chimiques, conclue le 3 septembre
dernier, mettant une fois pour toutes
au ban de l'humanité les gaz toxiques
de combat (ypérite, gaz moutarde, ta-
bun, sarin etc.) qui avaient causé plus
d'un million de victimes parmi les
combattants de la Première Guerre
mondiale. « C'est un vrai progrès
pour la sécurité internationale », af-
firme-t-on au Quai d'Orsay.

La Convention de Paris, fruit de dix
années de négociations intensives
dans le cadre de la conférence du
désarmement à Genève, est en effet
une « première » à deux titres au
moins. « C'est la première fois qu'un
traité prévoit l'élimination totale
d'une catégorie entière d'armes de
destruction massive », soulignent les
diplomates français. C'est aussi la
première fois qu'est mis en place, au
moins sur le papier, « un régime de vé-
rification inédit, susceptible de gar-
rantir une dissuasion efficace contre
les programmes clandestins de pro-
duction d'armes ».

Les signataires de la Convention ac-
ceptent en effet le principe d'inspec-
tions « par mise en demeure, n'im-
porte où, n'importe quand ». Ce qui
signifie que tout pays qui en soup-
çonne un autre d'avoir des armes chi-
miques pourra saisir la future Organi-
sation internationale pour
l'interdiction des armes chimiques
(OIAM) qui se mettra en place à La
Haye, aux Pays-Bas, à partir de fé-
vrier. Les inspecteurs de cet orga-
nisme auront le droit d'accéder dans
les 48 heures à n'importe quel site dé-
signé pour inspection, dont les instal-
lations devront être ouvertes aux ins-
pecteurs dans un délai maximal de
cinq jours.

Ces inspections « coup de poing »,
qui s'ajouteront aux opérations de
routine dans l'industrie chimique, de-
vraient garantir que les Etats signa-
taires auront bien détruit dans le délai
imparté de dix ans toutes les armes

chimiques dont ils disposent, ainsi
que tous leurs centres de production
ainsi que de stockage. Les diplo-
mates expriment ouvertement l'espoir
que ce système de vérification « révo-
lutionnaire » fera école, notamment à
l'occasion du réexamen de la
Convention de 1972 sur les armes
biologiques et bactériologiques, qui
débutera en septembre prochain. La
Convention chimique est en outre le
premier traité de désarmement issu
d'une négociation multilatérale, par
opposition aux accords sur les armes
nucléaires conclus au terme de négo-
ciations entre Etats-Unis et URSS,
auxquelles les autres pays sont invités
à se joindre après coup.

Seuls deux pays ont à ce jour admis
posséder des armes chimiques: les
Etats-Unis (60 à 70 000 tonnes) et la
Russie (40 000 tonnes). Un troisième,
l'Irak, a amplement prouvé non seule-
ment qu'il en a, mais qu'il n'hésite
pas à les employer. Les attaques chi-
miques irakiennes ont fait des milliers
de victimes dans les rangs de l'armée
iranienne entre 1981 et 1984; et des
milliers d'autres dans les populations
civiles kurdes du nord de l'Irak en
1988. Saddam Hussein avait égale-
ment menacé d'employer son arsenal
de poisons contre les Occidentaux
pendant la guerre du Golfe, mais y
avait renoncé devant la menace de re-
présailles nucléaires américaines. Plus-
ieurs autres pays (entre 14 et 20, se-
lon les services de renseignements
occidentaux), d'Israël aux deux Corée
en passant par la Libye et le Pakistan,
sont fortement soupçonnés d'en avoir
fabriqué et stocké, sans toutefois dis-
poser nécessairement des vecteurs
(obus d'artillerie, missiles ou bombar-
diers) permettant de les utiliser de ma-
nière efficace.

La France a pour sa part toujours
gardé le silence sur son propre arsenal
chimique. La loi de Programmation
militaire de 1987 avait prévu la
constitution d'un « arsenal minimum
de dissuasion chimique », mais cet ob-
jectif est aujourd'hui abandonné, af-
firme-t-on de source officielle fran-
çaise. Le Protocole de Genève du 17
juin 1925, seul document internatio-
nal à ce jour concernant les armes chi-
miques, en interdisait seulement
l'usage, mais ni la fabrication, ni le
stockage, ni même l'utilisation à titre
de représailles contre un agresseur les
ayant utilisées le premier. La Conven-
tion qui doit être signée aujourd'hui
est la conséquence directe de l'hor-

reur soulevée en 1984 par l'utilisation
massive par l'Irak, lors de sa guerre
contre l'Iran d'armes chimiques, pre-
mier cas de ce genre depuis la fin de
la Seconde Guerre mondiale. Le chi-
mique est devenu le « nucléaire du
pauvre », la technologie de production
des gaz de combat étant à la portée
d'un nombre croissant de pays, pour
peu qu'ils en obtiennent les produits
de base dits « précurseurs ».

La limite de l'efficacité du traité sera
marquée par la liste des pays signa-
taires. Certes, tous les grands pays, y
compris ceux du tiers monde, comme
la Chine, l'Inde ou le Brésil, signe-
ront. Mais les 20 membres de la Ligue
arabe ont décidé de ne pas venir à Pa-
ris, arguant du refus d'Israël de rati-
fier le traité de non-prolifération nu-
cléaire. D'autres, comme la Corée du
Nord, ou le Viêt-nam (accusé d'avoir
employé des armes chimiques ou bio-
logiques contre la guérilla des monta-
gnards hmong au Laos dans les an-
nées 80), seront eux aussi absents de
la cérémonie.

Contre ces récalcitrants, des « incita-
tions négatives » à l'adhésion sont
certes prévues, mais la véritable effi-
cacité du désarmement chimique tien-
dra évidemment à la « volonté poli-
tique » des grandes puissances
industrielles à l'imposer. Celles-ci
continueront, disent les diplomates, à
contrôler les exportations de produits
« précurseurs », y compris vers des
pays signataires de la Convention, du
moins tant qu'il n'y aura pas de certi-
tudes sur le respect de celle-ci. Quant
aux signataires, ils devront déclarer
dans les 30 jours suivant l'entrée en
vigueur de la Convention (pas avant
1995) l'état exact de leurs arsenaux,
et les mesures prises pour leur élimi-
nation.

Un des principaux obstacles à l'ap-
plication de la Convention risque,
comme dans le cas des accords de
désarmement nucléaire, d'être d'ordre
financier: les Américains ont estimé à
8 milliards de dollars le coût de la
destruction de leurs obus chimiques,
par incinération à très hautes tempé-
ratures dans deux usines conçues spé-
cialement dans ce but. Les Russes,
pour leur part, n'ont même pas encore
trouvé le site où ils devraient
construire une usine. Ils auraient de-
mandé une aide technique et finan-
cière des Occidentaux et pourraient
obtenir d'étendre à 15 ans la durée de
la période de grâce.

Patrick SABATIER

Désarmement Plus d'une centaine de pays vont signer du 13 au 15 janvier à Paris une convention d'interdiction des armes chimiques

115 PAYS CONTRE L'ARME CHIMIQUE



1988, la ville kurde de Halabja après le bombardement irakien. L'Irak avait eu recours à l'ypérite pour gazer des villages kurdes, dont celui de Halabja, où plus de 5 000 personnes gazées seraient mortes en mars 1988. (Photo Blue C./Gamma.)

LA CROIX L'ÉVÈNEMENT MERCREDI 13 JANVIER 1988

Un accord historique. La cérémonie de signature, du 13 au 15 janvier au siège de l'Unesco à Paris, sera ouverte par le secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali et le président François Mitterrand, qui avait proposé le 31 janvier 1992, devant le Conseil de sécurité de l'ONU, d'accueillir cette réunion.

Plus d'une centaine de pays, qui seront représentés pour la plupart par leur ministre des affaires étrangères, ont fait connaître aux autorités françaises leur intention de prendre part à la cérémonie. 187 pays ont été invités : les 179 représentés à l'ONU plus Monaco, le Saint-Siège, la Suisse, Tonga, les îles Cook, Nauru, Tuvalu et Kiribati. Les chefs de la diplomatie américaine et russe, Lawrence Eagleburger et Andreï Kozyrev, apposeront leur paraphe, de même que les représentants de la Chine, de l'Inde, de l'Afrique du Sud ou d'Israël.

En revanche, les pays arabes risquent de boudier la conférence. Réunis depuis au Caire, les pays de la Ligue arabe pour-

raient décider de ne pas signer la convention. Convaincus qu'Israël possède l'arme atomique, ils réclament que l'État hébreu annonce son intention d'adhérer au traité de non-prolifération avant de souscrire eux-mêmes à l'interdiction des armes chimiques.

Les pays du tiers monde et surtout les pays arabes avaient déjà marqué leur volonté d'établir un lien entre chimie et nucléaire lors de la conférence sur les armes chimiques qui s'était tenue à Paris en janvier 1989.

Seuls les États-Unis et l'URSS (aujourd'hui la Russie) avaient reconnu disposer de stocks d'armes chimiques. L'Irak, pour sa part, a utilisé l'arme chimique dans sa guerre contre l'Iran, puis contre sa minorité kurde. Le bombardement au gaz de la ville de Halabja, en mars 1988, aurait tué plus de 5 000 personnes. Après la guerre du Golfe, le Conseil de sécurité avait décidé l'élimination des armes de destruction massive irakiennes.

La « bombe

atomique du pauvre »

Paradoxalement, l'Irak a ainsi contribué à la conclusion de la convention d'interdiction des armes chimiques. Le chimique, dont il brandissait la menace et qu'il n'a finalement pas utilisé dans la guerre du Golfe, ne lui a pas évité la défaite. Le conflit a également convaincu les militaires américains que l'arme chimique était désormais « obsolète ». Peu après, George Bush a pris l'initiative d'annoncer que les États-Unis renonçaient à conserver des stocks pour une riposte éventuelle, débloquent ainsi la négociation.

La guerre du Golfe a ainsi « marginalisé » l'arme chimique, longtemps appelée la « bombe atomique du pauvre » parce que relativement facile et peu coûteuse à produire. Invité à signer la convention, l'Irak n'a pas donné de réponse.

Conclue en septembre à Genève, après plus de dix ans de négociations dans le cadre de la conférence du désarmement de l'ONU, la convention d'inter-

diction « constitue le premier accord multilatéral de désarmement doté d'un régime efficace de vérification éliminant une catégorie entière d'armes de destruction massive ». Elle prévoit l'interdiction de l'utilisation, de la production et du stockage des armes chimiques, la destruction - étalée sur dix ans - de tous les stocks ainsi que des installations de production et un régime de vérification particulièrement sévère. Des équipes d'inspecteurs internationaux, dépendant d'une organisation internationale *ad hoc* qui va être mise en place à La Haye, vérifieront les déclarations initiales puis annuelles des États signataires. Tout État partie pourra demander, en cas de soupçon, une vérification sur place de toute installation industrielle ou militaire, déclarée ou non, située sur le territoire d'un autre État partie pour s'assurer qu'il n'y a pas violation de la convention. La convention doit entrer en vigueur deux ans après son ouverture à la signature.

F. A.

LIBÉRATION - 13 janvier 1993

IRAK / ETATS-UNIS

Saddam ne recule que pour mieux harceler

Le troisième raid irakien de la semaine au Koweït s'est accompagné hier d'une autre provocation au nord du pays. Et l'Onu évoquait avec insistance de possibles représailles.

Saddam Hussein passe à l'offensive sur tous les fronts. Au Sud, plus de 150 hommes «en civil» ont effectué hier matin une nouvelle incursion en territoire koweïtien. La troisième depuis dimanche. Au Nord, les Irakiens viennent de réactiver leurs batteries antiaériennes, menaçant l'aviation alliée qui patrouille au-dessus de la montagne kurde. Le vaincu de la guerre du Golfe semble décidé à ne plus accorder de répit au président Bush jusqu'à son départ de la Maison Blanche, le 20 janvier. La semaine dernière, les Etats-Unis et leurs alliés sommaient Bagdad de démanteler ses missiles SAM 2 et 3 déployés au sud du 32^e parallèle. Sitôt après s'être inclinés, les Irakiens recommencent quelques centaines de kilomètres plus au Nord.

Les radars, qui accompagnent les batteries, n'ont pas encore «accroché» d'avions alliés. Le pilote est alerté dès que l'appareil de détection est mis en marche. En revanche, les missiles sol-air, qui avaient été retirés de leurs lanceurs en avril 1990, sont à nouveau en position de tir. «Ils sont opérationnels depuis quelques jours», selon le général John Shalikashvili, chef des forces de l'Otan en Europe.

Au-delà de la vendetta anti-Bush, Saddam Hussein paraît déterminé à rétablir sa souveraineté. Sur terre comme au ciel. Américain, Français, et Britanniques avaient saucissonné son territoire, en créant, au nord du 36^e parallèle, une zone de sécurité débarrassée de tout uniforme irakien, et, au Sud, une zone dite d'«exclusion aérienne», interdite seulement à ses avions et à ses hélicoptères. Bagdad défie aujourd'hui l'ensemble du dispositif allié. Les experts sont divisés sur le danger que font courir ces missiles SAM 2 et 3 à la technologie ancienne, aux chasseurs F15 américains ultra-sophistiqués. Mais Saddam a prouvé pendant la guerre du Golfe qu'il s'attachait davantage aux symboles qu'à l'art militaire.

Les raids au Koweït obéissent à la même logique. Par trois fois, des Irakiens, vêtus en civil, les ont effectués par-delà la frontière, dans la zone démilitarisée contrôlée par l'Onu. Dimanche, 300 hommes ont démantelé des stocks d'armes abandonnés par l'armée irakienne au cours de sa retraite. Hier, les infiltrés ont démantelé des entrepôts en préfabriqué et se sont emparés de «tout ce qu'ils pouvaient emporter» avant de retourner dans leur pays, selon le porte-parole de la Mission d'observation de l'Onu entre l'Irak et le Koweït (Monuik). Par trois fois, les incidents se sont déroulés au même endroit, en lisière du port d'Oumm el-Qasr.

Du temps des bonnes relations koweïto-irakiennes, l'émirat avait autorisé son voisin à installer une base navale de part et d'autre de la frontière. L'Onu, en adoptant au printemps dernier un nouveau tracé, a encore repoussé de quelques centaines de mètres la limite entre les deux pays, et grignoté un peu plus les installations portuaires irakiennes. En piochant ostensiblement dans le Camp Khor - un ensemble de hangars et de bunkers doté d'une piste d'atterrissage pour hélicoptères et situé à deux kilomètres au sud d'Oumm el-Qasr, Bagdad signifie son refus de reconnaître le nouveau découpage.

Les Irakiens affirment qu'ils ont obtenu des Nations unies l'autorisation de retirer ce matériel le 12 décembre. «Ce qui est arrivé ces deux derniers jours s'est fait en accord avec les Nations unies et le commandant des forces de l'Onu le sait», a déclaré hier au Caire le ministre irakien des Affaires étrangères, Mohammed Saïd al-Sahaf, à l'issue d'une réunion de la Ligue arabe. Mais Bagdad devait obtenir l'accord préalable de l'Onu et du Koweït pour enlever des équipements «non militaires». En récidivant hier matin, quelques heures après la condamnation du Conseil de sécurité, Bagdad lève les

derniers doutes sur le caractère provocateur de ses intrusions.

Son ambassadeur à l'Onu, Nizar Hamdoun, ne craint pas de représailles militaires de la part des Etats-Unis et de leurs alliés. «Je ne pense pas qu'il y ait la moindre menace», a-t-il déclaré hier à New York. Le Conseil de sécurité s'est borné à adresser aux Irakiens une simple déclaration. Le texte, adopté lundi soir, leur ordonne de restituer «immédiatement» les matériels saisis et les met en garde contre les «graves conséquences» que pourrait avoir leur attitude. En fait, Washington estime qu'un nouvel avertissement n'est plus nécessaire pour passer aux hostilités. Au siège de l'Onu, on évoquait hier la possibilité d'une intervention alliée pendant la nuit.

Christophe BOLTANSKI
(avec AFP et Reuter)

L'Humanité - 13 janvier 1993

MISSILES IRAKIENS AU KURDISTAN

Le général John Shalikashvili, commandant des forces de l'OTAN, a déclaré, hier soir, que des missiles irakiens antiaériens avaient «au cours des derniers jours, été placés en position opérationnelle et se trouvaient maintenant à l'intérieur de la zone d'exclusion aérienne» au nord du pays, dans le Kurdistan irakien. Le général US a affirmé qu'il ne s'agissait pas «en soi d'une violation des exigences occidentales formulées en avril dernier» mais que cela relevait plutôt de la tactique de Saddam Hussein de «tester» la détermination des Occidentaux.

DANGER

The Christian Science Monitor
Los Angeles Times Syndicate



A Black-and-White Answer for Saddam's Gray Games

By Jim Hoagland

WASHINGTON — Can a leopard change his spots? George Bush asked that question aloud three years ago as he and his advisers contemplated and then approved extending U.S. assistance to Saddam Hussein to get the Iraqi dictator to moderate his behavior.

The answer to Mr. Bush's question turns out to be yes, but not in the ways Mr. Bush had imagined. In their final confrontation, Saddam is showing not only familiar traits but some new ones that he has learned from his personal war with Mr. Bush.

Saddam's winter offensive against his opponents in Iraq and Kuwait demonstrates that he has at last learned to operate in a gray area that forces difficult choices on his opponents. This is a shift for a dictator accustomed to brutal, all-out confrontation. Consider what he has done in January and the choices he left Mr. Bush in his final week in office:

Saddam threatened U.S. warplanes with Iraqi missiles and jet fighters, and then pulled them back. He then renewed the missile threat in the north, virtually assuring that Mr. Bush would order a final bombing raid.

He challenged the weak United Nations ground force that is supposed to police the Iraqi-Kuwaiti border. Iraqis retrieved Silkworm

missiles and other equipment from under the noses of the UN command and then countered its complaints with legalistic arguments.

Saddam launched and then halted a campaign of terrorism against UN truck convoys bringing food and supplies to Kurds in the north.

History would have been totally different if Saddam had practiced this kind of measured misbehavior in the summer of 1990, as the Bush administration expected. Instead of the full-scale invasion of Kuwait that occurred on Aug. 1, the administration's inter-agency crisis management team, the Deputies Committee, concluded on July 27 that Saddam would do no more than take a corner of Kuwait and then bargain. "No one talked about a full invasion," one official said. "There was only some discussion of indirect U.S. military response, by which I understood limited air raids, if Iraqi troops crossed the border and halted. In some ways, that gray area would have been the hardest situation for us to respond to."

Three years later, Saddam's new nibbling at the restrictions imposed on Iraq after the Gulf War brought Mr. Bush back to the same question: to bomb and punish, or not to bomb?

Saddam clearly thought that this time a limited bombing raid and the sympathy it might inspire at home and abroad were worth the cost.

But the violations of January demand a broad political response from Washington that imposes long-term political costs on the Iraqi dictator, to accompany military retaliation.

Iraq is using the current confrontation as a scene-setter for Bill Clinton's arrival. The outgoing and incoming U.S. presidents should jointly issue a statement warning that a round of snarling at Mr. Bush, followed by a smile offensive toward Mr. Clinton, will gain Baghdad nothing.

Saddam's actions also show that he has adopted a long-term strategy of driving a wedge between the U.S.-led coalition in Iraq and the suddenly overextended, underpowered UN. Saddam is doing his bit to undermine the half-way, legalistic approach of UN peacekeeping, which has also operated on the edge of failure in Cambodia, ex-Yugoslavia and Somalia.

The weak performance of the United Nations Iraq-Kuwait Observation Mission, or UNIKOM, which administers the newly defined Iraq-Kuwait border and the small demilitarized zone it divides, has encouraged Sad-

dam to grow more daring in the south. U.S. military officials had been strongly pressing the UN observers to destroy the Silkorm missiles the Iraqis recovered in raids this week, but the unarmed UN unit procrastinated.

The broad political response that Mr. Bush, in consultation with Mr. Clinton, should implement to accompany military raids should include replacing UNIKOM on the Kuwaiti side of the border with Kuwaiti troops, backed by U.S. units already in the area. The United States should seek to have the no-flight zone expanded to all of Iraq and go back to demanding that southern Iraq be demilitarized as a security zone for Shiites, as the north is for Kurds.

The Deputies Committee had proposed imposing most of these conditions on the defeated Iraqis at the end of the Gulf War. But they were rejected by the U.S. military as too complicated and entangling. There was hope that Saddam would "stay in his box" and not provoke new confrontations.

That represented a hope that a leopard could abandon his spots altogether. It turned out to be illusory. Mr. Bush should seize his last opportunity to build a sturdier political cage around the still dangerous leopard he leaves behind.

The Washington Post.

'A SPANKING, NOT A BEATING'

Allied Warplanes Hit Iraqi Missile Sites

International Herald Tribune

More than 100 U.S., British and French aircraft attacked missile launchers and related targets in southern Iraq on Wednesday night, and President George Bush sent a battalion-sized task force to Kuwait in response to weeks of provocations by President Saddam Hussein.

All aircraft were reported to have returned safely.

Mr. Bush said he had "absolutely no reservations" about ordering the raid in the last week of his presidency. A spokesman for Bill Clinton said the president-elect stood "foursquare" with Mr. Bush.

In Baghdad, Mr. Saddam told Iraqi pilots and gunners to shoot down allied aircraft in defiance of the United Nations resolutions that ended the Gulf War in 1991.

"Every airplane of the aggressors in Iraqi skies should be a target for you," Mr. Saddam said on Iraqi television. "Another battle has started — another holy war ordained by God."

Mr. Bush said Mr. Saddam had ignored warnings from the UN Security Council on Jan. 6 to remove missiles in the no-flight zone south of the 32d parallel that were considered a threat to allied aircraft.

The White House spokesman, Marlin Fitzwater, said the coalition partners reserved the right to hit Iraq again without warning if it continued to defy UN resolutions.

"I don't say what we may or may not do," Mr. Bush said, adding, "we mean what we say." "We are determined that Iraq will abide by the UN resolutions," he said. "We are very serious about this, and I am confident that Governor Clinton feels that way, too."

The decision to send in a battalion-sized task force of 800 to 900 troops came after Iraqi forces crossed into Kuwait four times in defiance of the United Nations to recover military and other equipment abandoned in the Gulf War. Iraq also banned flights by UN aircraft carrying weapons inspectors, and, according to coalition forces, has repeatedly violated the no-flight zone.

Shortly after the first unofficial announcement of the raids, the chief Iraqi delegate to the United Nations announced that his country would stop incursions into Kuwait and allow the United Nations to resume flights.

In Tampa, Florida, General Joseph P. Hoar, commander of the U.S. Central Command, said about 80 U.S. aircraft had taken part in the attack on four fixed surface-to-air missile emplacements and some mobile missile-launching sites near Basra.

The attacking aircraft included F-117 Stealth fighters, F-111 fighter-bombers and a range of other aircraft from the U.S. carrier Kitty Hawk and land bases in Saudi Arabia. More than 30 British and French aircraft, including GR1 ground-attack Tornado aircraft and Mirage-2000 interceptors, also participated.

General Hoar said the Iraqis sent up a small amount of anti-aircraft fire, but that all aircraft had returned safely. He said U.S. commanders still were waiting for damage assessments following the raid, which took place after dark and lasted about three hours.

In London, Defense Secretary Malcolm Rifkind of Britain said the allied aircraft had inflicted "serious damage" on the Iraqi targets.

Prime Minister John Major called the attack "limited and in proportion" to the gravity of the Iraqi violations.

In Paris, a French Defense Ministry statement said the raid was "aimed at putting a halt to the intolerable provocations of Iraq so that Saddam Hussein will understand."

Mr. Fitzwater said Iraq's "cheat and retreat" defiance of the United Nations would no longer be tolerated. He said Mr. Saddam was making a "grave mistake" if he thought he could test U.S. resolve during the transition from the Bush to Clinton presidencies.

Mr. Fitzwater said Mr. Bush, in consultation with Mr. Clinton, made the decision on Monday afternoon to strike the Iraqi targets on Tuesday. But the raid had to be postponed for a day because of bad weather in the target area.

Mr. Clinton's spokesman, asked Wednesday

if the president would continue the no-warning policy after his inauguration on Jan. 20, said Mr. Clinton would "do what it takes to ensure compliance with the UN resolutions."

Mr. Fitzwater said that Baghdad had been given 48 hours on Jan. 6 to ensure that Iraqi aircraft and surface-to-air missiles posed no threat to allied planes in the no-flight zone.

He said the United States based its actions on the Jan. 8 and Jan. 11 statements by the UN secretary general, Boutros Boutros Ghali, that Iraq was in material breach of UN Security Council resolutions.

Mr. Fitzwater said that if Mr. Saddam continued to flout the international community, "We stand ready for additional forceful actions."

"Our purpose is to send the appropriate message to Saddam Hussein and his government that they must comply with the UN resolutions," he said.

The new crisis flared two years after the U.S.-led coalition's air strikes on Iraq began, on Jan. 17, 1991. Those strikes launched the UN-sanctioned effort to drive Iraqi forces from Kuwait.

It also came as Mr. Bush entered the final week of his presidency.

A Bush administration official told NBC television that the raid consisted of "very limited air strikes."

"It's just a spanking for Saddam, not a real beating," the official said.

In New York, Nizar Hamdoon, the chief Iraqi delegate to the United Nations, said: "I just called in to the president of the Security Council that Iraq will stop transferring its property from Umm Qasr in the demilitarized zone until resolving the problems that are outstanding with the Unikom people over there."

He also said that Iraq would "approve the flight requests for the special commission planes to Iraq," a reference to UN aircraft.

"I think it's really sad that people are resorting to military action," Mr. Hamdoon said. "It's very uncivilized."

"Kuwait is part of Iraq," Mr. Muhsen wrote in Al Jumhuriya, a daily government-owned newspaper that is managed by Mr. Saddam's son Qadhi. "This is a historic fact, and international treaties and world conspiracies cannot change the facts of history forever."

In Kuwait, an official of the UN observer mission that administers the demilitarized zone between Iraq and Kuwait said that 50 to 60 Iraqis entered the zone again for the fourth time in as many days to strip equipment and machinery from the Umm Qasr naval base that belonged to Iraq before the Gulf War. The United Nations has determined that the zone is Kuwaiti territory.

He said that the workers, who said they were under orders to carry on with their mission, "did not obtain necessary clearance for that, and they didn't ask for it."

Iraq has maintained that it was entitled to remove equipment that belonged to it. But this issue is a matter of dispute, and the removal two days ago of weapons and missiles directly contravenes existing cease-fire agreements signed by Iraq in 1991 with allied troops after its defeat in the Gulf War.

Before the allied air raids began, UN officials in Kuwait said the naval base and its warehouses still contained small arms, chemical materials and anti-tank weapons.

Saddam's Defiance Precipitated Raids

By Youssef M. Ibrahim
New York Times Service

CAIRO — The air raids over Iraq by allied forces were preceded by bold and defiant acts ordered by Baghdad as Iraqi salvage crews crossed Kuwait's borders for the fourth day in a row and Iraq revived its claim of being the rightful owner of the tiny emirate.

These steps followed a stream of other defiant acts, including the reported deployment of surface-to-air missiles in regions where they

threatened allied flights over northern and southern Iraq and the refusal to allow United Nations inspectors to fly to Baghdad in UN aircraft.

Describing Kuwait as "an integral part of Iraq," a senior Iraqi official, Abdel Jabbar Muhsen, President Saddam Hussein's spokesman, vowed in an editorial published Wednesday morning that "Kuwait shall return to Iraq in defiance of the Security Council and America."

Punitive Raid Pinpoints Launchers And Radars

By Joseph Fitchett
International Herald Tribune

PARIS — The U.S.-led air strike against Iraq on Wednesday was a carefully tailored punitive raid against missile launchers and radar stations posing a threat to allied planes in the no-flight zone in southern Iraq.

By choosing the narrow option of military targets, allied planners apparently hoped to deny Iraq any propaganda claim of having been inordinately punished by the coalition.

"A spanking, not a beating for Saddam" is how a Pentagon official was quoted as characterizing the mission, which was carried out after the Iraqi leader, Saddam Hussein, defied a U.S. ultimatum and refused to withdraw anti-aircraft missiles from the prohibited area.

The attack was carried out by an allied force of more than 100 warplanes, mainly U.S. aircraft. That force — strike aircraft, accompanied by fighter cover and planes with special electronics — carried out raids on four fixed missile sites and an unknown number of mobile missile launchers. The fixed sites that were attacked were below the 32d parallel, the northern boundary of the no-flight zone.

The targets should have been highly vulnerable to precision bombing, experts said. U.S. F-15 bombers involved in the attack are equipped with radar-seeking missiles to knock out surface-to-air missiles if they turn on their radars.

To destroy the missile sites and communications facilities that constituted Iraq's air surveillance network along its southern border, U.S. air force and naval ground-attack planes relied primarily on laser-guided missiles and bombs.

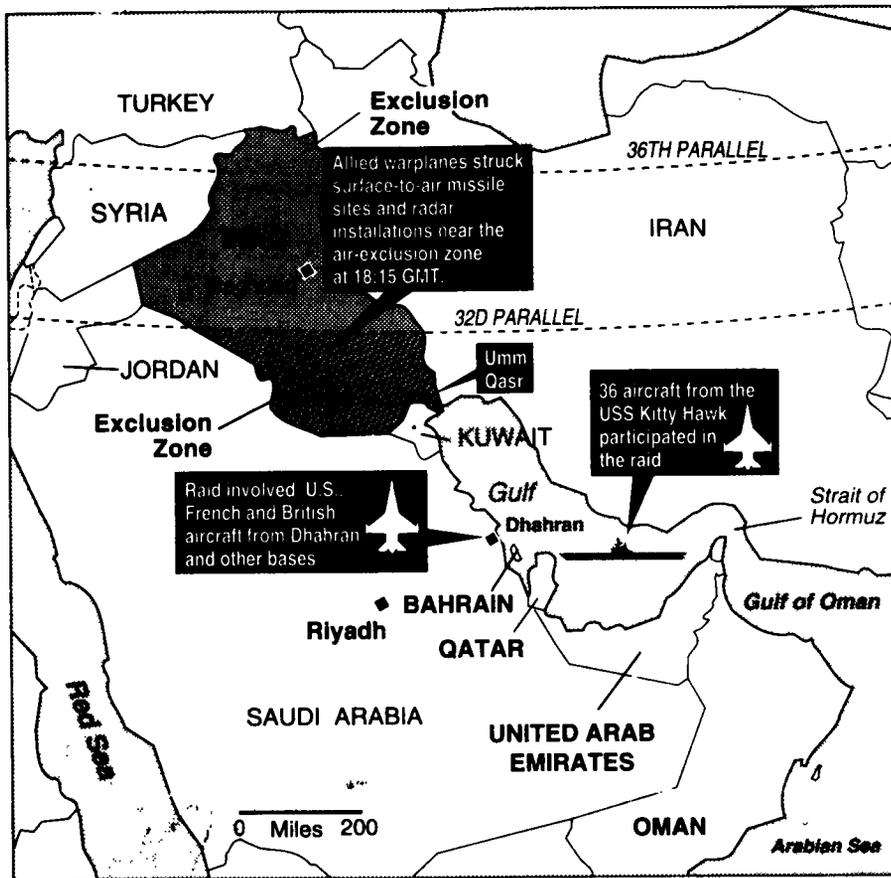
The first warplanes over the targets probably were F-117 Stealth fighters designed to evade radar and knock out any resistance and clear the way for planes with heavier ordnance,

mainly F-15s but also carrier-based F-18s.

France and Britain announced that their planes were taking part in the allied action, but the brunt of the operation was borne by the more sophisticated and varied array of U.S. warplanes that took off from bases in Saudi Arabia and from an aircraft carrier in the Gulf.

Other planes, including F-16s and French Mirage 2000s, flew protective cover in case any Iraqi aircraft tried to intercept the attack. Iraq's MiG and Mirage fighters are not equipped for night fighting and avoided combat during the Gulf War.

In addition, the U.S. attack involved aircraft equipped for electronic warfare, including specially adapted F-111s and a half-dozen British Tornados, to overwhelm Iraqi air defenses and help pinpoint targets.



International Herald Tribune

The White House threatened to extend the air raids "without further warning" if Iraq continued to defy the coalition. Future targets could include air bases used by planes that have made incursions into the no-flight zone.

The raid on Wednesday was described as a "warning" to Baghdad to stop flouting the cease-fire terms set by the United Nations after the Gulf War, which began two years ago this week.

Iraqi missiles have also been moved into the exclusion zone in northern Iraq, but there were no reports of action there by the allied aircraft based in Turkey.

The timing of the attack apparently reflected not only mounting international irritation with Iraq but also a desire in Washington to deliver the blow ahead of the end of George Bush's presidency next Wednesday. Adverse weather in the Gulf can complicate air strikes and might have pushed back the raid for several days.

Aides to President-elect Bill Clinton said that he supported the action against Iraq. It will be easier for him to pursue a policy of military enforcement that is already under way than to order an escalation in the Western position immediately upon assuming office.

The potential impact on developments in Yugoslavia also entered allied calculations in using air power to enforce UN rules against Iraq.

LE NOUVEAU QUOTIDIEN - 6 JANVIER 1993

Bagdad lâche du lest au Kurdistan

L'Irak veut reprendre le contrôle des provinces du nord.

La proposition de Bagdad de négocier la création d'une entité fédérale au Kurdistan, dont un opposant kurde a fait état lundi, apparaît, si elle se confirme, comme une concession de taille de la part de Saddam Hussein visant à renouer le dialogue avec les provinces incontrôlées du nord de l'Irak. Jusqu'à présent, l'idée même de système fédéral n'a jamais été formellement et explicitement prise en compte par les dirigeants irakiens. Selon des diplo-

mates dans le Golfe, le président Saddam Hussein serait «effectivement» prêt «à lâcher du lest» sur le Kurdistan dans l'espoir d'y restaurer «un peu de son autorité».

Dans ce contexte, le président irakien serait disposé à reconnaître le parlement élu en mai dernier dans le nord du pays — officiellement qualifié «d'illégal» par Bagdad —, mais de nouvelles élections devraient avoir lieu dans un délai de 3 à 6 mois avec la participation du parti Baas au pouvoir.

LNQ/AFP

Texte et photos Anne Delassus



Irak

Le malheur kurde

Aux confins de l'Iran, de la Syrie et de la Turquie, trois millions de Kurdes irakiens retrouvent, depuis leur soulèvement de mars 1991, un souffle de liberté et s'efforcent de reconstruire un quotidien.



Arrachées à leur région ou verrouillées dans des villages stratégiques destinés à les regrouper, les populations rurales kurdes ont souvent été les premières à payer le prix de leur identité. La dureté du régime de Bagdad, la guerre Iran-Irak ont fait de cette région un champ de ruines. De retour dans leurs villages, les familles ont retrouvé des champs minés, des arbres napalmés. Cependant la vie reprend ses droits sur les décombres : on met de jeunes pousses en terre et les hommes remontent les murs à la hâte.



Des plaines fertiles de Chamchamal à la région montagneuse de Tawela, plus de 1.500 villages ont été rebâti. Les projets de développement prioritaires financés par quelques ONG et les initiatives des associations kurdes ont permis la réouverture de 200 écoles où se retrouvent des enfants curieux de savoir. Et si les herbes sauvages ramassées par les femmes au bord des chemins sont le seul accompagnement du riz, l'incertitude permanente n'a pas encore entamé le courage d'une population qui espère une vie meilleure.



L'ancienne prison de la sûreté de Sulaymaniya et l'immeuble incendié du parti Baas servent de refuge à des familles vivant trop près des zones de conflit. Souvent seules, privées de leurs hommes, les femmes redonnent vie à ces lieux de dénuement. Derrière les couvertures qui servent de portes s'étalent des tapis éclatants. Dans les cours, les boulangeries s'improvisent, les fillettes devenues artisans taillent la pierre, fabriquent des réchauds. Et comme si elles pensaient pouvoir le transfigurer, les femmes lavent à grande eau le décor de leur quotidien.

Toujours considéré comme partie de l'Irak par la communauté internationale, le Kurdistan subit à la fois l'embargo des Nations unies et le blocus économique imposé par le gouvernement irakien qui le prive, entre autres, du revenu de ses ressources pétrolières. Dans une usine textile de Sulaymaniya, où la main-d'œuvre essentiellement féminine perçoit un salaire de 150 dinars (*), les stocks de fabrication sont à moitié vides. La production a été ralentie, faute de matériel et d'acheteurs. Seul le commerce clandestin avec les pays frontaliers apporte quelques devises à une économie pour le moins précaire.

(*) Environ 15 dinars pour 1 dollar. 1 kg de viande coûte 15 dinars.



Le Kurdistan

■ 530.000 km² constitués de montagnes et hauts plateaux répartis entre la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'Iran. ■ 25,3 millions d'habitants dont 12 millions en Turquie, 6,5 en Iran, 4 en Irak, 1,3 en Syrie, 700.000 dans la CEI, 600.000 dans les pays occidentaux et 200.000 au Liban. ■ Religions : musulmans sunnites (80%), chiites (20%).

1945 : création de la République kurde à Mahabad.

1970 : les Kurdes d'Irak obtiennent une autonomie relative.

1975 : réconciliation Iran-Irak. L'Iran stoppe son aide aux Kurdes.

1988 : bombardement aux armes chimiques, par l'aviation de Saddam Hussein, de Halabja, près de la frontière iranienne. 5.000 Kurdes trouvent la mort.

Mars 1991 : le Kurdistan se soulève contre Saddam Hussein à la fin de

la guerre du Golfe. Un million de Kurdes se réfugient en Iran, 600.000 aux abords de la frontière turque.

Avril : constitution, à Zakho (extrême nord de l'Irak), d'une zone de sécurité pour secourir les réfugiés.

Juillet-octobre : retrait des forces militaires occidentales présentes dans le nord de l'Irak. Craignant les représailles de l'armée irakienne, 330.000 Kurdes se réfugient dans les montagnes turques.

Turquie : Comment peut-on être kurde ?

Jean-Marie Demaldent est enseignant en sciences politiques

à Paris X. Il a publié notamment en collaboration avec Gérard

Ignasse Islam et politique (L'Espace européen).

Après les élections législatives de 1991, l'espoir s'ouvrait d'une solution honorable au problème kurde en Turquie où seule la guérilla du PKK et son horrible répression entravaient l'achèvement d'une construction démocratique difficile. Pour la première fois, le président de la République et les partis démocratiques de la nouvelle coalition gouvernementale reconnaissaient l'existence d'un fait et d'un problème kurdes que l'idéologie fondatrice de Mustafa Kemal niait jusqu'à interdire de les nommer. Cet espoir s'épuise. La guérilla n'a pas faibli et les horreurs de la répression s'aggravent.

Le problème kurde en Turquie est très différent de celui des Kurdes d'Irak. Il concerne la plus nom-

breuse des populations kurdes (1). D'une façon générale, la Turquie moderne est assez méconnue en Occident où les réflexes de droite comme de gauche conduisent plutôt à mépriser les efforts de démocratisation de la République autoritaire fondée par Kemal. A droite, on pense que le bouclier de l'OTAN et le rempart anti-islamiste sont plus rassurants armés que quand la Turquie se donne des allures démocratiques « kitsch » et prétend adhérer à la CEE. A gauche, la République en uniforme paraît mieux correspondre au vieux concept simpliste de « valet de l'impérialisme ».

N'étant ni Turc (mais sûrement philoturc), ni Kurde (mais pas kurdophile), l'auteur de cet article avoue bien volontiers qu'il n'est pas assuré de la valeur de ses conclusions. Il l'est davantage de

1. Une douzaine de millions sur 55 millions, total de la population de Turquie. La population turque des régions à majorité kurde représentant environ 20 %.

la nécessité de connaître l'histoire du fait national turc et kurde, et en tout cas d'expliquer la conception nationaliste républicaine et laïque de Mustafa Kemal et la tragédie kurde ; de résumer l'histoire mouvementée du développement démocratique depuis 1950 et d'analyser les conditions dans lesquelles se développe aujourd'hui un nouveau nationalisme kurde urbain contre les notables tribaux clientélistes, qui a revêtu la forme de la guérilla PKK, ce qui n'était pas inéluctable.

[L'échec de l'alliance avec Mustapha Kemal

En 1920, le traité de Sèvres prévoit l'existence d'un minuscule Kurdistan autonome, très pauvre, et qui, après un an, pourrait accéder à l'indépendance, à la demande majoritaire de la population, à condition que la SDN l'en juge capable et que la Turquie suive sa « recommandation ».

Ce résultat si souvent invoqué aujourd'hui par les Kurdes indépendantistes n'a pas mobilisé les Kurdes de l'époque.

En revanche, les Kurdes du Nord se mobiliseront autour du chef du Parti nationaliste turque, le maréchal Mustafa Kemal, contre la menace d'un Etat Arménien à l'Est et contre l'annexion par les Grecs de la côte égéenne qui susciteront la « guerre d'indépendance », creuset du nationalisme turc. Des notables participeront au Congrès d'Erzurum de l'Association pour la Défense des droits de l'Anatolie Orientale (première étape de l'aventure kemaliste).

Les dés étaient pipés. Kemal mobilisait pour « libérer la terre d'Islam souillée par les giaours », pour délivrer le Calife, prisonnier à Istanbul des occupants anglo-français ; certes, il admettait l'existence d'un peuple kurde et le principe de l'égalité de droit. A l'époque, on l'appelait « Ghazi » et non « Père des Turcs » (Atatürk). Kemal précisera que « les Kurdes ont été de tout temps les auxiliaires précieux des Turcs » et que « les deux peuples n'en forment qu'un seul ». Et son lieutenant kurde Ismet İnönü déclarera que l'égalité de droit signifiait la citoyenneté unique. Il était difficile d'imaginer que cette lutte conduirait à la République laïque turque où l'usage même du mot de « kurde » serait interdit.

L'Etat-Nation Turc a été adopté dès 1921, avant la République (1924). Dès que la victoire a été assurée (1922), la répression des manifestations kurdes a repris. La victoire a conduit au Traité de Lausanne (1923) ; c'est-à-dire au partage colonial divisant les Kurdes entre la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'Iran, partage qu'on ne peut plus toucher aujourd'hui sans risquer de déstabiliser tout le

Proche-Orient.

La première révolte kurde date de 1925 et suit la suppression du Califat et les premières mesures laïques. Dirigée par un cheikh Nakshibendi, Saïd de Palu, c'était une révolte religieuse en même temps qu'une révolte kurde. Dès lors que la République avait aboli le Califat, les Kurdes ne voulaient plus s'y associer.

Cette révolte a donné l'occasion à Kemal d'instaurer le Parti unique et sa dictature, de faire quadriller le Kurdistan par des troupes nationalistes turques et de mener une répression terrible prenant notamment la forme de déportations massives.

En même temps, il a accéléré ses réformes modernistes qui revêtaient ainsi un parfum nationaliste contre le séparatisme kurde « féodal » et « obscurantiste » et où l'on flairait l'influence anglaise : fermeture des Tekkés, abolition du fez, calendrier grégorien, code civil suisse, alphabet latin, suppression des références constitutionnelles à l'Islam, triomphe du « laïcisme ».

Une seconde révolte kurde s'est déclenchée en 1930, près du Mont Ararat, à la frontière avec l'URSS et l'Iran ; après un Congrès d'unification des mouvements kurdes tenu au Liban, en présence de délégués arméniens du Dashnak.

Pour les Kurdes, cette alliance avec des arméniens anti-bolcheviques représentait l'espoir d'obtenir l'aide de l'Occident. Pour les Turcs, la répression, comme « la guerre d'indépendance », revêtit un aspect nationaliste et anti-impérialiste. La dernière révolte aura lieu (1936) au nid d'aigle de Dersim-Tunceli. Les Turcs utiliseront l'aviation et les gaz. On estime à 1,5 million de personnes les déportés kurdes de toute cette période.

[La négation de la nation kurde

Si les dirigeants kemalistes ont parfois développé des formules racistes, Kemal lui-même défendait d'autres conceptions, très différentes du panturquisme et anti-impérialistes : un Etat-Nation Turc territorialisé de façon précise en Anatolie et en Thrace.

Non sans contradictions. Il admettait que les Turcs venaient d'Asie Centrale ; mais il en faisait des aryens installés depuis très longtemps en Anatolie où ils auraient construit les brillantes civilisations sumérienne et hittite. Il voulait rendre aux Turcs leur fierté après la perte de l'Empire, définir une identité pré-islamique et anatolienne glorieuse compatible avec sa politique « révolutionnaire » d'occidentalisation à outrance. Mais il

faisait inscrire sur les monuments et les calicots barrant les rues : « Un Turc vaut tout l'univers ».

L'appartenance à la Nation Turque était donc « territoriale », à l'exclusion de tout critère raciste ou religieux. Chaque Anatolien jouissait de ses droits de citoyen dans la République Turque, une et indivisible.

Mais par contre, les Kurdes n'avaient pas le droit d'exister en tant que Kurdes ; pas plus que les Lazes ou les Circassiens. Ils devaient s'assimiler de gré ou de force à la Nation Turque civilisatrice. Ils avaient tous les droits comme Turcs (y compris de lire partout « Quel bonheur d'être Turc » !) et devaient se comporter comme tels : porter le chapeau à bord ; pour les femmes, porter le collier ; parler le turc appris à l'École Turque, danser au bal public, etc. Dès lors tout était possible ; y compris devenir président de la République (comme İsmet İnönü, comme le Général Sunay ; Turgut Özal préfère dire qu'il est « à moitié kurde », parce qu'il souhaite reconnaître une identité kurde).

Mustafa Kemal forgera ensuite le mythe de l'existence de la nation kurde. Les Kurdes seraient des « Turcs de l'Est » ou des « Turcs montagnards », arrivés en Anatolie il y a très longtemps. Leur isolement et l'arriération montagnarde leur auraient fait oublier la langue au profit d'un « idiome » mêlant le turc, le persan, l'arménien et l'arabe. Il fallait les éduquer et les libérer de force (« révolution ») de leurs traditions féodales et superstitieuses et interdire de prononcer le mot de « kurde » au nom de l'égalité des droits de tous les Turcs et pas seulement de la lutte contre le séparatisme.

La dernière réforme kemaliste aggravera encore le problème. Après avoir abandonné l'écriture « incréée, éternelle et divine » du Coran, Kemal a réformé la langue.

L'Empire ottoman avait secrété une langue littéraire et administrative originale, l'« ottoman », à la syntaxe compliquée, mélange amphigourique et contourné de turc (40 %), d'arabe et de persan. Kemal a entrepris de returquifier et de simplifier la langue à partir des parlars populaires. Aux yeux d'un bon démocrate turc, lecteur du Cumhuriyet, le Turc moderne représente une grande conquête « révolutionnaire » républicaine, laïque et populiste. C'est aussi de ce point de vue qu'il faut comprendre l'interdiction de parler kurde en public (levée en 91). Aujourd'hui encore, si vous insinuez que le romancier Yatchar Kemal est kurde, il se mettra en colère ; il vous reprochera de faire des discriminations anti-républicaines attentatoires aux droits de l'Homme et de chercher à abaisser la contribution de Yatchar Kemal qui écrit en turc et de la Nation turque à la « civilisation universelle ».

[L'apparition des courants marxistes

Le régime de terreur s'est beaucoup atténué avec le triomphe du multipartisme en 1950. La victoire du Parti démocrate sur l'ancien parti unique a marqué la fin de la domination des élites bureaucratiques et militaires urbaines au profit des propriétaires terriens et notables ruraux.

Après la Révolution irakienne de 1958, on verra se dessiner chez les jeunes Kurdes éduqués un courant « Estiste » favorable au développement du Kurdistan. On aurait pu y voir le triomphe des idées kemalistes. Mais acculé par l'inflation et par le retournement de l'ancienne conjoncture favorable, qui enrayaient sa machine clientéliste, Menderes choisira de flatter le nationalisme turc en réprimant l'« Estisme » qualifié de « séparatisme ». Le coup d'Etat militaire de 1960 l'aggraverait. A nouveau, on assisterait à des déportations et à la turquification des noms des villages. La Constitution ultradémocratique de 1961 relancerait vite le jeu électoral clientéliste. En 1965, pour la première fois, le Kurdistan sera ouvert aux touristes.

Mais surtout il commence à connaître comme toute l'Anatolie Orientale un très fort exode rural vers les villes du Kurdistan (Diyarbakir, Bitlis, Siirt...), et encore plus vers les grandes villes turques de Turquie et vers l'étranger (RFA notamment). On estime aujourd'hui qu'un tiers des Kurdes nés au Kurdistan sont installés dans les villes turques de Turquie. Istanbul constitue aujourd'hui la plus grande ville kurde.

La période connaît le développement du Parti Ouvrier Turc (POT) et de la Dev Genc (Fédération des Jeunesses Révolutionnaires), puis la formation du syndicat de lutte indépendant Disk. A Istanbul et Ankara, parmi les étudiants kurdes proches du POT, on voit se développer les Foyers Culturels Révolutionnaires de l'Est. Au Kurdistan même, ce courant urbain était encore modeste mais il suscitait déjà la réaction brutale des « aghas » tribaux (2) et de leurs milices. Dans les villes universitaires, le Parti « fasciste » du colonel Turkish commence à pratiquer les assassinats. La jeunesse révolutionnaire intellectuelle se scinde vite en deux courants : un courant communiste privilégiant la lutte politique et syndicale légale contre la bourgeoisie et un courant « maoïste » privilégiant la lutte armée « anti-féodale ». Lors de son dernier Congrès (1970), le POT a reconnu l'existence d'un « peuple kurde » avant d'être dissous à l'occasion d'un nouveau coup d'Etat militaire (1971). La répression au Kurdistan a frappé très fort, pas seulement les intellectuels, mais aussi

2. *Notables traditionnels et propriétaires fonciers.*

les ruraux suspects de soutenir l'insurrection de Barzani en Irak.

3. Bidonvilles.

De 1971 à 1980, sous les gouvernements successifs d'Ecevit et de Demirel, les affrontements armés se généraliseront. Affrontements d'abord, dans les universités et les gecekondu (3) entre les « loups gris » fascistes et les « marxistes-léninistes ».

4. Populations turques, récemment sédentarisées, aux croyances alides (se référant à Ali, gendre du prophète).

La violence de masse a également gagné les villes de l'Anatolie centrale où elle prendra la forme de massacres organisés par les fascistes contre les « alevi » (4) migrants et volontiers syndicalistes qui effrayaient la bourgeoisie urbaine sunnite. Les « marxistes » se combattaient également entre eux, pour des raisons qui n'étaient pas sans lien avec leur recrutement parmi les migrants des campagnes, et avec la manière dont se transféraient sous des discours radicalisés et sous des formes organisationnelles, nouvelles, les anciens conflits classiques et villageois.

5. Entre le PDKT conservateur et sa scission KUK d'une part et le PPKT et son organisation culturelle DDKD d'autre part.

Parmi les forces kurdistes qui ont alors tendance à s'émietter, on discerne divers courants. Il y a le courant communiste pro-soviétique et fédéraliste, il y a l'ancien courant indépendantiste pro-Barzani scindé en plusieurs courants (5). Il y a des groupes islamistes et aussi des organisations maoïstes favorables à la lutte armée et, parmi elles, le PKK d'Abdül Öcalan dit « Apo ». La contestation conduit les « aghas » à multiplier les actions violentes.

Le coup d'Etat militaire du général Evren (1980) frappe à nouveau durement le Kurdistan qui est militarisé et doté d'« inspectoriats ». Le gouvernement civil d'Özal maintiendra au Kurdistan l'« état de siège » supervisé par un « super-préfet » tout puissant. Il y a désormais un nombre énorme de détenus. La réputation des prisons, notamment celle de Diyarbakir, n'est plus à faire.

[Comment la guérilla du PKK est devenue populaire

Parmi les groupes révolutionnaires, le PKK d'Apo, marxiste-léniniste et indépendantiste, qui avait échappé à la répression, s'est organisé et entraîné sous protection syrienne dans la Bekaa. Il a commencé sa guérilla en Turquie en 1983. En principe, il lutte contre l'Etat turc et contre les possédants. Ils ont répliqué en formant des milices de « Protectors de villages », sans hésiter à faire appel parfois à d'anciens assassins de gendarmes qu'on sort de prison.

Mais le PKK s'est rendu tristement célèbre en pratiquant la terreur et l'assassinat des « collabo-

rateurs » kurdes, sans hésiter à frapper ses déviants, les militants KUK ou PSKT ou des villages entiers ; la réprobation qu'entraîne ces pratiques ira jusqu'à susciter chez les indépendantistes la formation d'un front anti-PKK (Teuger).

La vague des réfugiés kurdes d'Irak après la guerre Iran-Irak, les gazages (1988) et un net infléchissement de la lutte du PKK en direction de cibles turques conduisent néanmoins à l'apparition de signes de sympathie de masse en faveur du PKK : jets de pierres par des adolescents sur les forces répressives (baptisés aussitôt « intifada »), défilés à l'occasion d'enterrements de victimes de la répression dispersés violemment, etc.

[La guerre du Golfe réouvre la question kurde

C'est dans cette conjoncture nouvelle qu'est survenue la guerre du Golfe suivie de l'accueil des réfugiés kurdes. La question nationale kurde était réouverte pour la première fois depuis l'après Première Guerre mondiale.

Paradoxalement, sur le plan international, elle ne l'est pas. Les grandes Puissances et les Etats de la région veulent conserver le partage existant. Le maintien au pouvoir de Saddam Hussein le démontre éloquemment. Mais il n'était pas non plus possible de le laisser exterminer les Kurdes dont le martyr avait servi à la diabolisation de Saddam. Il n'était pas non plus possible de laisser ceux-ci s'installer durablement en Turquie et déstabiliser gravement un pays exemplaire pendant la guerre du Golfe, un bastion de l'OTAN et un modèle antifondamentaliste. D'où l'inauguration du droit d'ingérence humanitaire, d'une zone de sécurité sous protection armée et la tolérance pour un fédéralisme kurde en Irak.

Pour les Kurdes de Turquie, cette sollicitude à grande orchestration médiatique a fonctionné comme un signal de la réouverture possible de la question kurde. D'autant plus que l'Occident a moins besoin aujourd'hui du bouclier turc aux frontières soviétiques. Tout concourait. L'Empire Soviétique volait en éclat, l'Arménie et la Géorgie proclamaient leur indépendance ; toute la région du Caucase et de la Transcaucasie était ravagée par les fièvres nationalistes. Dans le Kurdistan, l'heure n'était-elle pas venue de reposer la question nationale kurde ?

Devenu président de la République, Turgut Özal a joué sur deux tableaux. D'une part, il a libéré des milliers de prisonniers kurdes, il a aboli le symbole

spectaculaire de l'interdiction de l'expression publique en kurde, il a reconnu une culture kurde et des médias kurdes et il s'est même déclaré favorable à une « solution basque » d'autonomie. Mais il radicalisait en même temps la répression contre le PKK qu'il voulait éradiquer. Notamment en faisant pression sur la Syrie pour qu'elle abandonne son soutien, en provoquant la solidarité des Etats de la région et même celle des leaders kurdes d'Irak, Barzani et Talebani qui ont trop besoin de la Turquie pour refuser ce service. Ozal espérait aussi obtenir des voix kurdes pour son parti dont on annonçait l'inévitable déconfiture.

[De l'ouverture à l'impasse

Les élections de 1991 voyaient la défaite du président Ozal, mais tous les espoirs restaient cependant permis. Le gouvernement de coalition dirigé par M. Demirel avec le Parti Populiste social-démocrate avait défini une politique d'ouverture concernant la question qu'on appelle officiellement la question « kurde » et promis le respect des droits de l'Homme, y compris au Kurdistan. Le Président Ozal devenu chef de l'opposition pratiquait plutôt la surenchère dans la rupture avec les canons du kemalisme. Il existait enfin un groupe de 25 députés kurdes « kurdistes » du HEP (Parti des Travailleurs du Peuple) élus sous étiquette social-démocrate, soutenant le gouvernement et susceptible de représenter un interlocuteur valable.

Les promesses de la période sont aujourd'hui épuisées. La guérilla PKK et de son allié terroriste en Turquie, Dev Sol, n'a pas fléchi. La répression militaire s'est déchaînée sans retenue provoquant des destructions de villages et même de villes (Cizré, Shirkak...). Les assassinats impunis de personnalités politiques ou intellectuelles kurdes (y compris le vieux poète Anter) se multiplient, provoqués par des « inconnus » ou par un mystérieux Hezbollah pro-iranien (peut-être aussi par le PKK lui-même...). La fin de la protection syrienne, l'action militaire coordonnée en Irak des Peshmergas et de l'armée turque ne parviennent pas à éradiquer la guérilla. La sinistre réputation du PKK n'empêche pas sa nouvelle popularité. Il parvient à polariser les kurdistes qui craignent de tout perdre avec l'arrêt de la lutte armée. Les députés HEP y compris qui combattent maintenant le gouvernement, sans qu'on sache ce qui pèse le plus sur eux : la crainte du PKK ou celle des « bataillons de la mort ».

Jusqu'en janvier 1991, les Kurdes des grandes villes turques n'avaient rien à craindre, paraissaient éloignés du PKK et semblaient s'assimiler assez bien. Depuis que le fait kurde est reconnu, le pire peut arriver. Comme l'ensemble des peuples de la région, les Turcs sont saisis par le nationalisme. La guérilla fait nombre de victimes turques qui suscitent l'excitation des spectateurs des grandes rencontres de foot, des défilés vengeurs à l'occasion des enterrements, etc. Des actions punitives violentes contre les migrants kurdes sont aujourd'hui à redouter.

Nombre de Turcs de gauche favorables avant l'heure à la reconnaissance d'un peuple kurde finissent par penser que l'indépendance serait une solution. Mais il ne s'agit en rien d'une solution pacifique ; bien au contraire, ils imaginent sinon un retour forcé des Kurdes au Kurdistan, en tout cas l'arrêt de l'émigration kurde. Ce qui est impossible. Si cette idée effleure un jour la masse des Turcs, elle conduira tout droit au « nettoyage ethnique » tant dans les villes qu'à proximité des formidables travaux hydrauliques sur l'Euphrate ; et dans le Kurdistan.

Face à cette consternante situation, les partis turcs s'entre-déchirent et se délitent. La droite du Parti de la Juste Voie de M. Demirel se durcit. Et le parti social-démocrate vient de subir une grave scission au profit d'un néo-PRP turquiste sous la houlette d'un apparatchik expérimenté, M. Baykal.

[Pour une autonomie administrative et culturelle

Les grandes Puissances et les Etats de la région s'opposent à la création d'un Etat kurde. Cette perspective aurait pour effet de plonger la région et le monde dans une guerre dont l'issue serait très incertaine pour le peuple kurde. Elle déstabiliserait certes « l'impérialisme », mais sans offrir une alternative supérieure ni sur le plan international, ni sur le plan local. Sans le pétrole de Mossoul, même s'il rassemblait toutes les régions aujourd'hui majoritairement peuplées de Kurdes de Turquie et d'Irak, le Kurdistan n'offrirait pas de perspectives de développement économique et demeurerait une zone de forte émigration et de dépendance.

La solidarité anti-impérialiste des socialistes devrait-elle être automatique et inconditionnelle en faveur des mouvements nationalistes armés à prétentions socialistes tels que le PKK ?

La guérilla en Turquie a quelque chose d'anachronique. La démocratie est aujourd'hui rétablie en Turquie, sauf au Kurdistan, en raison de la guérilla ; et seule celle-ci peut encore susciter un

éventuel coup d'Etat militaire. Chaque étape du développement démocratique a profité aux Kurdes parce qu'aucun parti ne peut négliger soit les voix des Kurdes soit le soutien des députés kurdes. La question posée est d'abord celle du dépassement du clientélisme qui a profité aux chefs tribaux propriétaires terriens qui défendent, y compris par le terrorisme, leurs positions acquises. Les prémisses de ce dépassement existent avec le développement de l'urbanisation, à condition que le développement industriel ne soit pas rendu impossible comme il l'est aujourd'hui au Kurdistan par l'insécurité créée par la guérilla. En tout état de cause, ce dépassement ne passe pas par la négation du suffrage universel, ni par l'absence d'une politique d'alliance avec les forces démocratiques turques dans la perspective du développement économique, social et culturel du Kurdistan.

[La question de l'Armée

Une question reste évidemment posée est celle des appareils de répression de l'Etat turc qui se sont formés en partie à l'exercice de la terreur dans le Kurdistan, même si l'Armée kemaliste n'est pas réductible à cette seule dimension.

Il est vrai que du côté Turc, le dépassement du kemalisme archaïque, de la Nation turque anatolienne une et indivisible et de la négation du peuple kurde a commencé. Il a déjà franchi un seuil irréversible au niveau des personnels politiques des grands partis responsables. Mais le kemalisme archaïque survit surtout en se nourrissant de la répression de la guérilla ; en particulier dans les appareils répressifs et dans l'Armée, nostalgique de la tutelle qu'elle s'était octroyée sur la société civile au nom du kemalisme.

A cette Armée Turque, qui est très attachée à sa position dans l'OTAN, il faut adresser des signaux clairs. Elle sait qu'elle est moins indispensable depuis la fin de la « guerre froide ». Signifions lui qu'on ne surestime pas l'efficacité du militarisme laïc et qu'on en accorde davantage à la valeur militaire (qu'on promettrait d'améliorer en la modernisant) d'une armée au service de la démocratie laïque qui correspond aujourd'hui, y compris en Turquie, au concept kemaliste de la « civilisation contemporaine ». Précisons lui qu'elle serait bien

inspirée de participer en ce sens au contrôle des appareils de répression.

Du côté turc, il faut sans doute inciter le gouvernement turc à négocier des formes d'autonomie administrative et culturelle du Kurdistan avec des interlocuteurs qu'il ne peut récuser, émanant notamment du suffrage universel ; tout en aidant des forces telles que le HEP à affirmer leur autonomie, y compris par rapport au PKK, à élaborer des perspectives concrètes et à rechercher des alliances avec des forces démocratiques turques.

On doit expliquer clairement au gouvernement turc qu'on le tient pour responsable de la sécurité de ce type d'organisation et de ses hommes, qu'il doit réprimer les assassinats impunis, notamment de journalistes, qu'on le jugera à cette aune, notamment pour son entrée dans la CEE (ce qui suppose qu'on s'engage clairement sur ce point).

Sans doute, un mea culpa turc concernant la tragédie kurde serait le bienvenu. On peut l'encourager ; on ne peut pas l'exiger. Romulus a fondé Rome en tuant Remus. La Nation turque et la République laïque sont nées en grande partie dans le sang des Arméniens et des Kurdes. On peut et on doit encourager les Turcs à dépasser les aspects négatifs et archaïques du kemalisme, mais on ne peut exiger qu'une Nation expie le péché originel qu'en grattant bien on trouverait à l'origine de presque toutes les Nations.

Quant aux kurdes, il faut leur expliquer que, à l'inverse de ce qui était peut-être vrai hier dans l'espace ottoman, le martyre et les massacres ne constituent plus une stratégie à l'égard des puissances. Tout en continuant la mobilisation pour l'ingérence humanitaire, il faut leur expliquer clairement que les temps sont révolus où l'Angleterre et la France « balkanisaient » pour empêcher l'expansion russe au détriment d'un empire d'un autre âge.

Quant aux socialistes, ils doivent chercher à aider des forces politiques démocratiques et responsables kurdes et urbaines à élaborer des perspectives d'autonomie et de développement, à tisser des alliances avec les sociaux-démocrates turcs et européens et à obtenir des aides des Etats et des institutions européennes pour le développement industriel et culturel du Kurdistan.

Jean-Marie Demaldent



La cérémonie de signature du traité de désarmement chimique

Le président de la République, M. François Mitterrand, devait prononcer, mercredi 13 janvier dans l'après-midi, au Palais de l'UNESCO, le discours d'ouverture de la cérémonie de signature du traité de désarmement chimique. Le paraphe de plus d'une centaine de pays est d'ores et déjà acquis. Ces pays devront, ensuite, procéder à la ratification du traité. Cent quatre-vingt-sept pays ont été invités à cette réunion internationale : les cent soixante-dix-neuf pays membres de l'ONU, plus le Saint-Siège, Monaco, la Suisse, les îles Cook, Tonga, Nauru, Tuvalu et Kiribati. La Corée du Nord, contrairement à sa voisine du Sud, ne s'est pas manifestée.

Pas plus que l'Irak, qui a utilisé l'arme chimique dans la guerre qui l'a opposé à l'Iran, puis contre sa population kurde. Ce pays fait, depuis la fin de la guerre du Golfe, l'objet d'une résolution de l'ONU destinée à éliminer ses armes de destruction massive.

D'autre part, notre envoyée spéciale au Caire, Françoise Chipaux, précise que les ministres arabes qui s'y trouvaient réunis ont tenu, mardi, une réunion informelle pour examiner les conditions de leur participation à la réunion de Paris. Aucune position commune n'a été prise.

Toutefois, le chef de la diplomatie égyptienne, M. Amr Moussa, a précisé que la plupart des pays arabes refusaient toujours de signer cette convention tant qu'Israël n'aura pas adhéré au traité de non-prolifération des armes nucléaires. Les vingt pays de la Ligue arabe avaient déjà décidé à l'unanimité, en septembre dernier, d'adopter une telle attitude.

Selon des informations recueillies sur place et à Paris, le Maroc, l'Algérie, le Koweït, la Libye et la Mauritanie avaient toutefois l'intention de se rendre dans la capitale française, mais seuls les trois premiers auraient manifesté le désir de signer le traité.

Une panoplie toujours plus toxique

Si l'on excepte quelques essais très limités menés au cours de l'Antiquité, on peut dater très précisément la guerre chimique du 22 avril 1915. Ce jour-là, les troupes allemandes lancèrent par-dessus les lignes une importante vague de chlore dans le saillant d'Ypres. Faute d'une protection adaptée, 5 000 soldats français moururent tandis que 15 000 autres, intoxiqués, furent mis hors de combat.

Dès 1915, le chlore fut supplanté par le phosgène, qui fit 6 000 morts sur le front russe. Puis vinrent en complément à cette horrible panoplie des suffocants voisins du chlore et du phosgène, le disphosgène et la chloropicrine, suivis bientôt par l'acide cyanhydrique, les arsines et la fameuse ypérite, ou gaz moutarde, qui causa, à partir de juillet 1917, des brûlures graves et étendues aux combattants qui y étaient exposés.

La fin de la guerre, comme l'explique le spécialiste Pierre Ricaud, ingénieur général de l'armement, n'arrêta pas pour autant les recherches sur des armes qui venaient de prouver leur puissance (1). C'est ainsi que les progrès de la chimie organique et de ses applications aux insecticides permirent au chimiste allemand Schrader de mettre au point pendant l'entre-deux-guerres des gaz de combat plus toxiques encore : les neurotoxiques organophosphorés répandus sous forme d'aérosols. Une unité de fabrication fut même construite qui produisit au cours de la seconde guerre mondiale

entre 15 000 et 30 000 tonnes d'un agent chimique deux fois plus toxique que l'ypérite, le tabun, lui-même dépassé par un composé plus toxique encore, le sarin, et, plus tard, le soman.

Les stocks des Grands

Il serait vain de croire que les recherches dans ce domaine sont restées le « privilège » de l'Allemagne et de la France, deux des principaux belligérants de la première, puis de la seconde guerre mondiale. Toutes les grandes puissances se sont engouffrées dans le développement de telles armes. Si bien que, récemment, encore les Soviétiques avouaient détenir un stock d'armes chimiques de 50 000 tonnes (en fait, de six fois plus selon certains experts), les Américains, de 30 000 à 40 000 tonnes. Certains spécialistes estiment que la France en aurait une centaine de tonnes.

Quoi qu'il en soit, le catalogue de ces produits est bien fourni. On y trouve d'abord les agents chimiques visant l'homme, que l'on peut classer en produits :

- irritants, comme les lacrymogènes qui affectent l'œil et la cornée, les sternutatoires qui excitent les voies respiratoires supérieures et les urticants ;

- vésicants, qui brûlent la peau et les muqueuses, comme la trichloréthylamine, l'ypérite ou la lewisite ;

- suffocants, comme le phosgène et le chlore ;

- toxiques généraux qui, comme l'acide cyanhydrique ou le chlorure de cyanogène, bloquent le transport de l'oxygène vers les cellules ou qui, comme le tabun, le sarin, le soman et les agents V découverts au début des années 50 par les Britanniques et les Allemands, provoquent des convulsions et des arrêts respiratoires (2).

On y trouve ensuite des agents visant à rendre les soldats incapables de poursuivre le combat comme les psychodysléptiques (dérivés du LSD) et des incapacitants physiques. Le tableau ne serait pas complet si l'on omettait d'y ajouter tous les agents chimiques visant à détruire le couvert végétal comme les herbicides dérivés de l'acide phénoxyacétique, par exemple le 2,4 D, ou le trop célèbre agent orange, mélange de 2,4,5 T et de 2,4 D, utilisé massivement au Vietnam par les Américains et dont, plus de vingt ans après, les effets dévastateurs sont toujours visibles sur le sol.

Les investissements sont relativement modestes, les produits nécessaires aux synthèses chimiques en vente libre, et la dissimulation des travaux entrepris est d'autant plus facile qu'il ne faut guère de temps et de moyens pour transformer une usine d'engrais, d'herbicides ou d'insecticides en une unité de production de gaz de combat. La Libye ne s'y est pas

trompée, qui a construit à Rabta, à quelque 80 kilomètres au sud de Tripoli, une telle unité avec l'aide, condamnée depuis, de la firme allemande Imhausen Chemie. De même, l'Irak s'est doté de deux usines spécialisées situées l'une au bord du Tigre, à Samarra, à 100 kilomètres au nord-ouest de Bagdad, l'autre à Salman-Pak, à 40 kilomètres au sud-est de Bagdad.

L'exemple des Scud irakiens durant la guerre du Golfe montre toutefois que le passage de la création de produits toxiques à la mise au point d'armes efficaces sur un plan militaire n'est pas aussi simple qu'on l'imagine. Certains spécialistes militaires estiment que, si les Scud avaient emporté des têtes chimiques, ils se seraient désintégrés, comme la plupart des autres, avant de toucher le sol. Dilués dans l'atmosphère, les produits toxiques auraient été rendus inopérants.

Parler de « l'arme du pauvre » est donc impropre et ne vaut que par comparaison avec le coût du nucléaire. D'autre part, il revient aux pays industriels de contrôler étroitement les produits « précurseurs », produits de base sans lesquels il n'y a pas d'armes chimiques. Le traité sur l'armement chimique devrait permettre de rendre ce contrôle encore plus étroit à l'égard des pays, signataires ou non, suspects de vouloir s'en doter.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU
et PIERRE SERVENT

LIBÉRATION 14 JANVIER 1993

La nouvelle donne proche-orientale

Deux ans après «Desert Storm», les Etats-Unis ont développé leur influence dans le Golfe, Bagdad, affaibli, a cédé la place de grand perturbateur à l'Iran, et le Kurdistan s'est autonomisé.

Deux ans après le début de la guerre du Golfe, la crise entre Bagdad et les pays occidentaux s'est ouverte dans un cadre radicalement différent. Dans le camp occidental, les alliés arabes (Egypte, Arabie Saoudite, Syrie...) ont perdu beaucoup de leur virulence. De son côté, Bagdad apparaît plus faible que jamais, avec une économie minée et une armée vaincue, amputée au nord par une entité kurde. Plus isolé que jamais, il ne peut aujourd'hui que difficilement compter sur ses alliés de naguère, la Jordanie, l'OLP et le Yémen. Entre les deux camps, un nouveau venu s'est intercalé, l'Iran, dont le réarmement et la volonté de puissance apportent une nouvelle turbulence dans la région.

La mainmise américaine

Grands vainqueurs de la guerre du Golfe, les Etats-Unis ont profité de *Desert Storm* pour s'installer durablement dans une région qu'ils ont toujours voulu contrôler. Une première raison: le Golfe détient 60% des réserves mondiales de pétrole. Une seconde: contrer l'Iran, dont le retour en force sur la scène régionale a été qualifié d'hégémonie par ses voisins; en voulant prendre le contrôle de l'îlot d'Abou Moussa, en achetant des sous-marins à la Russie, en laissant entendre qu'il pourrait reprendre ses prétentions «historiques» sur Bahrein, Téhéran a alarmé les pétromonarchies et donné une seconde légitimité à la présence américaine.

Trois moyens pour Washington d'assurer sa permanence dans le Golfe: d'abord, la signature d'accords bilatéraux de sécurité avec les Etats riverains; deux l'ont déjà été avec le Koweït et Bahrein. Ensuite, la vente massive de technologies militaires qui rend ces pays dépendants des fournitures américaines. Enfin, l'installation d'équipements et d'unités sur les rivages mêmes du Golfe: sur la grande base de Dharan (côte est de l'Arabie Saoudite), à Bahrein où ils ont construit une immense base dans le sud de l'archipel, et à Koweït. Pour Washington,

le bilan de l'opération *Desert Storm* est donc extrêmement fructueux. Quasi-tous les contrats importants ont été raflés par les entreprises américaines.

Les pétromonarchies, elles, n'ont plus la même perception du danger. A l'exception du Koweït, du petit Qatar (qui s'est rapproché de Téhéran) et du sultanat d'Oman (traditionnellement proche de l'Iran), les monarchies du Golfe ont placé la menace iranienne au premier plan de leurs préoccupations. Leurs querelles de frontières – entre Qatar et Bahrein, Qatar et l'Arabie Saoudite... – viennent au second rang. La menace irakienne s'éloigne d'autant.

Les ambiguïtés de la Jordanie

Le 7 décembre, un ingénieur atomiste irakien est abattu en plein centre d'Amman. L'homme s'appêtait à offrir ses services au gouvernement libyen. Les assassins s'enfuirent à bord d'une grosse GMC immatriculée en Irak. La police interpelle le lendemain deux Irakiens. Les autorités jordaniennes n'émettent aucune protestation et ne cachent pas leur embarras. L'attentat est signé. Ses auteurs n'ont même pas cherché à brouiller les pistes.

L'incident est révélateur de l'ambiguïté des relations entre les deux pays. Le roi, après avoir observé pendant la guerre du Golfe une neutralité bienveillante à l'égard de Saddam Hussein, ne se décide pas à couper les ponts. Il doit à la fois ménager ses alliés occidentaux et ses sujets qui continuent de sympathiser avec le régime baassiste.

Sous la pression des Etats-Unis, le royaume hachémite a renforcé l'été dernier l'embargo contre son voisin. Depuis des mois, les Américains réclamaient avec insistance au souverain de prendre publiquement ses distances avec Saddam Hussein. A l'automne, il a finalement accepté de distiller le message demandé dans une série de discours et d'interviews, prenant soin de réserver ses flèches à la presse étrangère. D'ailleurs, les Jordaniens ont interprété ses propos, condamnant «l'absence de démocratie» dans la région,

comme une critique adressée, non pas à Bagdad, mais aux monarchies du Golfe.

La création de la «république autonome» du Kurdistan

C'est le principal acquis de la guerre du Golfe. Pour la première fois de leur histoire, les Kurdes gèrent eux-mêmes leurs affaires. Ils disposent d'un Parlement, élu au printemps, d'un exécutif, et d'un embryon d'armée. Leurs délégations sont invitées par toutes les chancelleries occidentales.

Le Kurdistan irakien ne survit que par la présence dans son ciel d'avions américains, français et britanniques. Depuis avril 1991, les Occidentaux ont permis la création d'un sanctuaire pour ce peuple montagnard, victime d'un véritable génocide sous Saddam Hussein. Le 31 décembre, les forces de la coalition ont reconduit pour six mois leur parapluie aérien. Mais la Turquie, qui accueille cette opération baptisée *Provide Comfort*, supporte de plus en plus mal l'émergence d'une entité kurde le long de sa frontière.

Les craintes ont été ravivées lorsque le Kurdistan s'est autoproclamé début octobre «Etat fédéré». A la suite de cette déclaration, les ministres des Affaires étrangères syrien, turc, et irakien – trois pays qui abritent d'importantes minorités kurdes – ont prévenu qu'ils ne toléreraient aucune atteinte à l'intégrité territoriale de l'Irak. «Les Syriens ont même proposé de recourir à la force en cas d'indépendance kurde», confiait-on à Damas. Le triumvirat doit se retrouver le mois prochain dans la capitale syrienne.

La question divise aussi l'opposition irakienne. Au congrès de Salaheddine, dans la montagne kurde, les adversaires de Saddam ont décidé de se doter de structures communes. Mais les chiites, conduits par l'ayatollah Baqr el-Hakim, ont refusé la formule fédérale des Kurdes. El-Hakim a regagné Téhéran, mais certains de ses lieutenants siègent dans l'exécutif fantôme formé à l'issue du congrès. Un double jeu qui permet au dignitaire religieux de ne pas s'aliéner totalement ses protecteurs iraniens.

Le changement de camp syrien

La volte-face remonte à la crise du Golfe. Hafez el-Assad décide de rentrer dans la coalition anti-irakienne et envoie des troupes en Arabie Saoudite. Un choix pro-occidental qui ne se démentira plus. Le dirigeant ne règle pas seulement des vieux comptes avec son rival baassiste. Il tire la leçon de l'effondrement de l'URSS. En juin 1991, la même analyse le conduit à participer au processus de paix. Les Américains le recomposent en entérinant la «pax syriana» sur le Liban.

La mise à l'index de la Libye, accusée d'avoir commandité l'attentat contre le Boeing de la Panam, a fait craindre aux Syriens d'être les prochaines victimes du nouvel ordre mondial. Ahmed Jibril, cité dans l'affaire Lockerbie, s'est réfugié à Damas. Les Syriens ont alors rouvert un poste frontière avec l'Irak et accueilli ostensiblement le maire de Bagdad. La brouille n'a pas duré. Aujourd'hui, la Syrie est de tous les pays arabes la plus proche d'un accord avec Israël.

Les perdants de la guerre

On retrouve les anciens alliés de l'Irak. En soutenant Bagdad, l'OLP a presque tout perdu, notamment sa place forte financière à Koweït, où près de 400 000 Palestiniens ont été expulsés. Dans les autres émirats, ce sont des dizaines de conseillers palestiniens, parfois dans l'entourage des émirats, qui ont été chassés. Les allocations versées par Riyad à l'OLP ont cessé. Du Caire à Abou Dhabi perdure la suspicion à l'encontre de la centrale palestinienne.

Autre grande perdant, le Yémen a dû accueillir environ un million de ses ressortissants chassés du royaume saoudien qui, comme en témoignent la multiplication des attentats et des assassinats de personnalités politiques, poursuit une active politique de déstabilisation dans ce pays.

Christophe BOLTANSKI
et Jean-Pierre PERRIN

DESARMEMENT

PLUS D'UNE CENTAINE DE PAYS CONTRE L'ARME CHIMIQUE

Plus d'une centaine de pays vont signer la convention sur l'interdiction des armes chimiques, un accord historique qui doit éliminer une catégorie entière d'armes de destruction massive. La cérémonie de signature, du 13 au 15 janvier au siège de l'Unesco à Paris, devait être ouverte par le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, et le président François Mitterrand, qui avait proposé le 31 janvier 1992 devant le Conseil de sécurité de l'ONU d'accueillir cette réunion.

Plus d'une centaine de pays, qui seront représentés pour la plupart par leurs ministres des affaires étrangères, ont fait connaître aux autorités françaises leur intention de prendre part à la cérémonie. Cent quatre-vingt-sept pays ont été invités : les 179 représentés à l'ONU plus Monaco, le Saint-Siège, la Suisse, Tonga, les îles Cook, Nauru, Tuvalu et Kiribati. Les chefs de la diplomatie américaine et russe, Lawrence Eagle-

burger et Andrei Kozyrev apposeront leur paraphe, de même que les représentants de la Chine, de l'Inde, de l'Afrique du Sud ou d'Israël.

En revanche, les pays arabes risquent de boudier la conférence. Convaincus qu'Israël possède l'arme atomique, ils réclament que l'État hébreu annonce son intention d'adhérer au traité de non-prolifération, avant de souscrire eux-mêmes à l'interdiction des armes chimiques. Les pays du tiers monde et surtout les pays arabes avaient déjà marqué leur volonté d'établir un lien entre chimique et nucléaire lors de la conférence sur les armes chimiques qui s'était tenue à Paris en janvier 1989.

Seuls les États-Unis et l'URSS (aujourd'hui la Russie) avaient reconnu disposer de stocks d'armes chimiques. L'Irak, pour sa part, a utilisé l'arme chimique dans sa guerre contre l'Iran, puis contre sa minorité kurde. Le bombardement au gaz de la ville de Halabja, en mars 1988, aurait tué plus de

5000 personnes. Après la guerre du Golfe, le Conseil de sécurité avait décidé l'élimination des armes de destruction massive irakiennes.

Paradoxalement, l'Irak a ainsi contribué à la conclusion de la convention d'interdiction des armes chimiques. Le chimique, dont il brandissait la menace et qu'il n'a finalement pas utilisé dans la guerre du Golfe, ne lui a pas évité la défaite. Le conflit a également convaincu les militaires américains que l'arme chimique était désormais « obsolète ». Peu après, George Bush a pris l'initiative d'annoncer que les États-Unis renonçaient à conserver des stocks pour une riposte éventuelle, débloquant ainsi la négociation.

La guerre du Golfe a ainsi « marginalisé » l'arme chimique, longtemps appelée la « bombe atomique du pauvre », parce que relativement facile et peu coûteuse à produire. Invité à signer la

convention, l'Irak n'a pas donné de réponse. Conclue en septembre à Genève, après plus de dix ans de négociations, dans le cadre de la conférence du désarmement de l'ONU, la convention d'interdiction « constitue le premier accord multilatéral de désarmement doté d'un régime efficace de vérification éliminant une catégorie entière d'armes de destruction massive ».

Elle prévoit l'interdiction de l'utilisation, de la production et du stockage des armes chimiques, la destruction — étalée sur dix ans — de tous les stocks ainsi que des installations de production et un régime de vérification particulièrement sévère. Des équipes d'inspecteurs internationaux, dépendant d'une organisation internationale qui va être mise en place à La Haye, vérifieront les déclarations initiales puis annuelles des États signataires. La convention doit entrer en vigueur deux ans après son ouverture à la signature.

F.A.

LA LOZERE NOUVELLE — 15 janvier 1993

L'ECOLE EMANCIPEE — Janvier 1993

SOS KURDISTAN

■ Un « Comité national de solidarité avec le peuple kurde » vient d'être constitué avec pour objectif le bénéfice d'un soutien international pour la reconnaissance des droits de ce peuple oublié, déchiré entre plusieurs États ne connaissant que la répression comme réponse à ses revendications, devant déboucher à terme sur une solution concertée et négociée entre toutes les parties concernées.

Pour ses initiateurs, il convient d'abord de percer le mur du silence reconstruit bien vite après la Guerre du Golfe et de rétablir la vérité malmenée par des États occidentaux soucieux de « garder le contrôle de cette région hautement stratégique par sa position géographique et ses ressources pétrolières » et redoutant que le déséquilibre engendré par la création d'un État ou de provinces autonomes kurdes « ne (mette) alors en jeu des dynamiques qui cesseraient de faire de cette partie du monde leur chasse gardée. »

J. M. □

Contacts :

Maryse Larchet - Association de solidarité avec le peuple kurde
4A, rue du Tourne-bride - 27200 Vernon.

LIBÉRATION — 15 janvier 1993

Offensive de l'armée turque contre les séparatistes kurdes

Trente-cinq rebelles kurdes de Turquie, du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes), ont été tués hier lors d'une opération aéroterrestre des forces de l'ordre turques dans la province de Bingol, à environ 700 km d'Ankara dans l'est du pays, a rapporté l'agence turque Anatolie dans une information non confirmée par les services de sécurité.

L'opération a été déclenchée hier matin après que les forces de sécurité eurent détecté l'existence d'un « camp », formé de six tentes, sur le mont de Serik (2800 mètres d'altitude), situé entre Bingol et la sous-préfecture de Kulp, dans la province de Diyarbakir (chef-lieu de la région). Quelque 300 militants armés du Parti des travailleurs du Kurdistan s'y seraient rassemblés, selon l'agence Anatolie. Ils venaient du camp de Zaleh — où 1500 à 2000 rebelles avaient été installés par les peshmergas (combattants kurdes irakiens) — en Irak du nord et se seraient infiltrés en Turquie au niveau de la frontière iranienne.

S'il était confirmé, ce bilan porterait à 51 le nombre de morts en trois jours dans le sud et le sud-est anatolien lors d'attaques de rebelles contre des villages ou dans le cadre d'opérations de l'armée turque.

D'après AFP

L'INDÉPENDANT — 15 janvier 1993

Turquie : un raid aérien contre un camp kurde fait 35 morts

ANKARA. — L'armée de l'air turque a bombardé hier un camp du mouvement kurde interdit PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) dans les montagnes de l'est de la Turquie, causant la mort d'au moins 35 personnes dans le camp. 300 personnes se trouvaient dans le camp, situé dans la province de Bingol, lorsque le raid a eu lieu. Des troupes envoyées sur place ont dénombré 35 morts. Selon les forces de sécurité, les combattants du PKK ont pénétré dans la province de Bingol de leurs bases dans le nord de l'Irak.

Plus de 5.300 personnes ont trouvé la mort en Turquie depuis le début des opérations du PKK lancées il y a neuf ans pour un État kurde indépendant.

LE RAID AÉRIEN DES ALLIÉS SUR L'IRAK

Des avions américains, français et britanniques ont mené, mercredi 13 janvier, un raid aérien contre huit objectifs situés dans le sud de l'Irak. Le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, a affirmé qu'il n'était pas encore en mesure d'évaluer le nombre des victimes; selon Bagdad, les bombardements ont fait dix-neuf morts et quinze blessés, militaires et civils.

Quelques heures après le raid, le président irakien Saddam Hussein, imperturbable, a appelé son armée de l'air et la défense aérienne à détruire les avions alliés. « Les criminels sont de retour, portant avec eux la haine et une volonté maléfique pour imposer leurs visées colonialistes et dire à l'Irak de se soumettre au mal. Qu'ils soient avilis et leurs objectifs déçus ! », a-t-il déclaré dans un discours diffusé en direct par la radio et la télévision d'Etat. « Une nouvelle bataille a commencé, un autre djihad (guerre sainte) voulu par Dieu a débuté, et il sera couronné par une victoire éclatante. La honte viendra aux mécréants, a ajouté M. Hussein, sur un ton monocorde. Le ciel de l'Irak, du nord au sud et d'est en ouest, doit être l'enfer des oppresseurs. » Il a accusé la coalition occidentale d'avoir mené son attaque « sans couverture » des Nations unies, pour « imposer la volonté du colonialisme et confisquer celle des peuples ».

Deux ans après la guerre du Golfe

M. Saddam Hussein a conservé sa capacité de nuisance

« Il s'agissait de donner à Saddam une fessée, pas d'aller plus loin », a commenté mercredi soir le correspondant au Pentagone de la chaîne de télévision américaine NBC. En fait, c'était un palliatif à bon compte. Car le problème majeur demeure : le maintien de M. Saddam Hussein au pouvoir, deux ans après une déroute militaire et l'imposition par les Nations unies de sanctions extrêmement sévères contre son pays.

C'est presque pour célébrer cet anniversaire — l'opération « Tempête du désert » avait commencé le 17 janvier 1991 — que le président irakien a, au cours des derniers jours, multiplié les « provocations », sans savoir, il est vrai, jusqu'où ne pas aller trop loin. C'était aussi un coup de poker pour tenter de briser son isolement — à sa manière — et de persuader les Etats-Unis qu'il faut, bon gré mal gré, compter avec lui.

Il est difficile de croire qu'il ne s'attendait pas à une riposte. Sa presse l'avait même annoncée. Il savait aussi qu'il lui faudrait reculer; mais il n'en est pas à son premier revers ou repli et ce ne

sont pas des bombardements très ciblés qui risquent d'entraîner sa chute; alors même qu'il a survécu à la défaite cuisante subie lors de la guerre du Golfe. Il savait, en revanche que la coalition anti-irakienne ne mobiliserait plus contre lui un demi-million d'hommes, ni une armada d'avions et de navires.

Certains dirigeants de l'opposition irakienne en exil ne cachaient pas leur déception mercredi soir. « L'ours les a conduits dans sa tanière », dit le dicton arabe. Et, une fois n'est pas coutume, « Saddam a été remarquablement habile. Ils [les alliés] ont fait son jeu. Ils n'ont même pas bombardé des objectifs stratégiques, alors qu'en l'espace de deux ans ils ont eu tout le temps de repérer ses points faibles », commente M. Laïth Kouba, l'un des dirigeants du Congrès national irakien, qui avait fondé de grands espoirs sur le soutien des Etats-Unis aux adversaires de M. Saddam Hussein. « Les bombardements de mercredi soir ont permis à la coalition occidentale de sauver la face à bon compte. S'ils avaient réellement voulu le déstabiliser, ils auraient visé d'autres cibles », ajoute-t-il.

Jeudi matin, Bagdad semblait sous le choc. En début de matinée, la ville vivait au ralenti, dans la hantise de la guerre. Quelques échoppes et magasins d'alimentation ont ouvert leurs portes. Des files d'attente impressionnantes se sont formées aux stations d'essence, où, aux voitures, se sont jointes des charrettes en bois chargées de bidons vides et tirées par des habitants venus s'approvisionner en fioul domestique. La veille, pourtant, un communiqué officiel avait été publié, assurant la population que le carburant ne serait pas rationné et était disponible en quantités suffisantes. Les vendeurs de journaux étaient pris d'assaut.

La veille, peu après le raid, des militaires équipés de fusils d'assaut Kalachnikov et des civils en armes s'étaient postés aux principaux carrefours de la ville. En certains endroits, les lumières avaient été éteintes, notamment devant l'hôtel Rachid, où logent les journalistes étrangers. Un cameraman avait été empêché par des militaires de sortir dans la rue avec son matériel de prises de vues.

Dans le Kurdistan, en revanche, la population a manifesté sa joie en tirant en l'air dans les rues d'Erbil, mais, selon une source kurde qui a souhaité garder l'anonymat, l'« alerte maximum » a été décrétée dans toute la région par crainte d'un acte de « vengeance » du régime irakien. — (AFP.)

« Saddam a fait parvenir son message à la future administration américaine : je suis là. Je suis fort et je peux vous agacer, déclare un autre exilé. L'affaire irakienne était tombée dans l'oubli, ou presque. M. Hussein a tenté, à sa manière, d'ouvrir une fenêtre qui réactive le dossier. Mais il est peut-être allé trop loin. »

Le goût amer du travail inachevé

Même s'il n'est pas dit qu'à terme sa tactique sera gagnante, le président irakien vient de marquer un point. En quittant la Maison Blanche le 20 janvier, le président George Bush aura le goût amer du travail inachevé. Certains diplomates européens admettaient mercredi soir en privé que des opérations militaires ponctuelles en Irak n'étaient pas très « utiles ». D'autant que, loin d'être affaibli, M. Hussein a au contraire renforcé sa mainmise sur la partie du territoire irakien qu'il contrôle sans partage, délimitée au nord par le 36° parallèle (en avril 1991) et au sud par le 32° (en août 1992).

Même au-delà de ces deux « frontières », dans les zones d'exclusion délimitées par la coalition occidentale (lire ci-contre) pour protéger les populations kurdes et chiites, le régime irakien garde sa capacité de nuisance; le harcèlement constant des populations chiites au sud du 32° parallèle continue. Dans le Kurdistan, plu-

sieurs attentats — notamment contre les camions de distribution de l'aide alimentaire — ont été attribués à Bagdad. Mercredi, avant le raid, les Kurdes ont fait état de bombardements irakiens dans leur secteur.

Sa mise en quarantaine réussirait-elle donc si bien à M. Saddam Hussein? « Non », répond un exilé irakien sous couvert d'anonymat. « Car l'embargo commence à peser sérieusement sur la population. » Non pas que le chef d'Etat irakien craigne de faire les frais de ce mécontentement. Il n'a pas changé d'un iota sa politique de la poigne de fer, contrôle étroitement l'armée — sans parler de « sa » garde républicaine — et a fidélisté une classe politique dont le cercle se rétrécit de plus en plus à ses proches et à d'anciens compagnons de route. Et cette caste de privilégiés ne pâtit pas des difficultés économiques que connaît l'ensemble des Irakiens. Il n'en existe pas moins une zone d'ombre quant à l'importance des réserves financières dont le régime dispose encore.

Des thèmes mobilisateurs

En tout état de cause, quelques bons thèmes mobilisateurs lui permettaient de dévier l'attention de la population de ses problèmes quotidiens. D'où le choix du registre sur lequel il a joué au cours des derniers jours : la souveraineté. Souveraineté sur la ville d'Oum-Qasr, dont les Nations unies ont donné une partie au Koweït, ce que les Irakiens, toutes tendances confondues, refusent; souveraineté même sur le Koweït qui, pour une partie des Irakiens au moins, est bien la « dix-neuvième province » de l'Irak, « artificiellement » retirée par les Britanniques; souveraineté au sud du 32° parallèle et au nord du 36°, où les zones d'exclusion ont été imposées en vertu d'une décision, non pas du Conseil de sécurité de l'ONU en tant que tel, mais des Etats-Unis, de la France, et de la Grande-Bretagne — en se basant sur la résolution 688 du Conseil de sécurité.

M. Hussein a également mis à profit les ambiguïtés de l'accord passé avec l'organisation internationale, prévoyant la récupération, par des civils, avant le 15 janvier, de matériels et d'équipements civils abandonnés dans la zone démilitarisée à la frontière avec le Koweït. Qui pourra jamais dire en effet, si les « Irakiens habillés en civil » qui sont allés récupérer ces derniers jours des « biens » irakiens, dont des missiles sol-sol Silkworm et des armes, étaient des soldats ou des civils? Il a enfin exploité à son avantage le statut de la Mission d'observation de l'ONU pour l'Irak et le Koweït (MONUIK) dont les quelque trois cents membres, non armés, sont facilement neutralisables.

Le choix du moment était également pertinent. Outre le changement de locataire de la Maison Blanche, le Conseil de sécurité est empêtré dans l'affaire des quelque 400 Palestiniens expulsés par Israël, qui refuse de les rapatrier, alors même que la résolution 799 lui a enjoint de le faire « immédia-

tement ». Les opinions, voire les gouvernements du monde arabe et musulman, sont, au moins dans une certaine mesure, sensibles à cette politique de « deux poids deux mesures » des Occidentaux. Sans oublier bien sûr, les hésitations de la communauté internationale en ce qui concerne la Bosnie.

M. Hussein sait enfin que, au stade actuel, il n'a pas grand-chose à craindre des formations de l'opposition, récemment unies contre lui, certes, mais qui n'ont pas encore de stratégie claire.

S'il n'a rien à perdre, le président irakien ne joue pas pour autant sur du velours. Son pays est

toujours en quarantaine. Et rien ne lui garantit que la future administration américaine ne sera pas encore plus déterminée contre lui que le gouvernement sortant, les premières déclarations de M. Clinton à ce sujet n'étant guère encourageantes pour lui.

MOUNA NAÏM

Un coup de massue à l'américaine

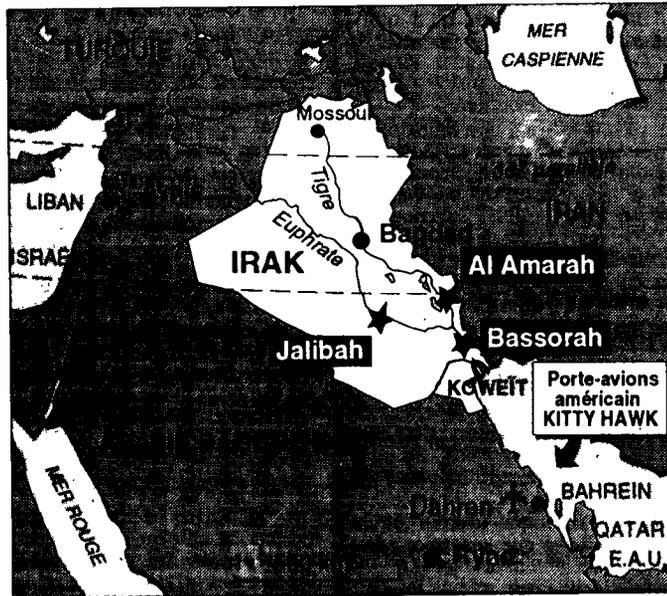
Comme s'ils avaient voulu éviter de prendre trop de risques, les alliés ont utilisé les grands moyens au service, somme toute, d'un objectif militaire relativement limité. Le coup de semonce donné dans le sud de l'Irak, après des avertissements politiques répétés, ressemble, d'une certaine manière, à un coup de massue à l'américaine. Venu du ciel, il a consisté à frapper une demi-douzaine de sites de batteries de missiles sol-air SA-2 et SA-3 - semi-mobiles et d'un modèle assez ancien, dépourvus de véritables moyens de guerre électronique, - des radars, leurs systèmes propres de défense rapprochée et des stations de télécommunications.

Le raid, qui a duré au total trois heures et demie si l'on tient compte des temps de transit, a réuni pas moins de quatre-vingts avions de combat des trois pays (dont six Mirage 2000 RDI français et quatre Tornado GR1 britanniques, qui participaient à la « couverture » aérienne) et trente appareils d'accompagnement (ravitailleurs en vol et avions-radars AWACS) partis de leur base saoudienne de Dahrhan ou du porte-avions américain *Kitty Hawk* dans le Golfe. Une partie des cibles visées étaient dans la région de Bassorah.

Un adversaire pas équipé pour voler la nuit

Fournissant la quasi-majorité des moyens d'attaque, les Etats-Unis n'ont pas lésiné et ils ont combiné les actions de plusieurs types d'appareils : des F-117 « furtifs », des F-111, des F-15, des F-16 (comme celui qui a abattu le 27 décembre dernier un Mig-25 irakien), des F-14, des F-18 et des A-6 qui embarquent d'importants équipements de guerre électronique.

Certains de ces avions ont utilisé contre leurs cibles irakiennes des missiles HARM (High Speed Anti-Radiation Missile) qui emportent, à une vitesse double de celle du son, une charge militaire de 66 kilos à fragmentation anti-radar. D'autres ont lancé des armes plus connues, guidées par laser. Au sein du dispositif interallié, les Mirage-2000 RDI (radar



Doppler à impulsions) ont été chargés de la police du ciel. Basés à Dahrhan depuis la mi-septembre, ils dépendent normalement de l'escadre d'Orange (Vaulcuse) et ils ont une puissance de feu comparable à celle des F-15 ou des F-16 grâce à leurs canons de 30 et leurs missiles air-air de combat et d'interception qui, une fois lancés, s'autodirigent automatiquement sur leurs cibles à 20 kilomètres de distance.

Selon des informations de source française, les appareils engagés en protection du raid n'ont pas eu à mener de combat aérien et aucun missile n'a été tiré contre eux, à l'exception d'un léger barrage anti-aérien opposé par les Irakiens aux avions d'attaque. L'opération a eu lieu de nuit (entre 16 h 30 et 20 heures GMT), probablement parce que ses planificateurs ont tenu compte du fait que l'aviation irakienne - réduite de moitié par rapport à ce qu'elle avait été avant la guerre du Golfe et victime de l'embargo qui lui interdit de se maintenir en état - n'est pas équipée et entraînée pour voler la nuit.

Outre cette action venue du ciel, les Etats-Unis ont décidé de déployer pour leur propre compte, au Koweït, avant trois jours, mille cent soldats du

9^e régiment de cavalerie constitués en deux compagnies de chars Abrams, une compagnie de véhicules de combat Bradley et une batterie d'artillerie. Ce bataillon, qui héritera de matériels prépositionnés que les Américains avaient laissés sur place en 1991, se préoccupera de lutter contre de nouvelles infiltrations irakiennes, après les quatre incursions qui viennent d'avoir lieu coup sur coup.

L'impuissance des « casques bleus »

En effet, les trois cents « casques bleus » basés au Koweït ont assisté impuissants à ces raids irakiens contre des stocks de matériels militaires ou civils que les troupes de M. Saddam Hussein avaient abandonnés lors de leur débâcle. Dans les milieux militaires, on s'est ému de la facilité avec laquelle les Irakiens ont pu opérer au Koweït et on s'est étonné du fait que, apparemment, il n'est pas venu à l'esprit de l'ONU d'éloigner de la frontière les stocks en question, ni même - précaution élémentaire - de les piéger au préalable pour que les sécurités explosent lors d'une intervention intempestive.

JACQUES ISNARD

Les deux zones d'exclusion aérienne

Plus de la moitié du territoire irakien est, aujourd'hui, placé sous surveillance des Occidentaux. Deux zones de sécurité, avec interdiction de survol pour les appareils civils et militaires irakiens, ont, en effet, été créées par les Occidentaux pour protéger les populations, kurde au nord et chiite au sud.

La définition de ces zones, qui n'ont pas fait l'objet de textes spécifiques de l'ONU, vise à obliger M. Saddam Hussein à respecter la résolution 688 du Conseil de sécurité. Adoptée le 5 avril 1991, elle « condamne la répression des populations civiles irakiennes », exige que l'Irak y mette fin sans délai et « demande au secrétaire général d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour faire face d'urgence aux besoins fondamentaux des réfugiés et des populations irakiennes déplacées ».

Cependant, contrairement à d'autres, cette résolution n'a pas été adoptée dans le cadre du chapitre 7 de la Charte des Nations unies, qui autorise le recours à la force. Sans chercher l'aval direct de l'ONU, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France se sont donc appuyés sur la résolution 688 pour établir deux zones d'exclusion aérienne.

Au mois d'avril 1991, au lendemain même du vote de la résolution 688, une première zone avait été définie dans le nord de l'Irak, plus précisément au nord du 36^e parallèle. Munies d'un « mandat » de l'ONU, les forces alliées - présentes dans le Kurdistan irakien dans le cadre de l'opération « Provide Comfort » - ont ainsi établi une zone de sécurité d'environ 10 000 kilomètres carrés. Cette mesure a permis le retour de centaines de milliers de réfugiés kurdes que la répression du régime de Bagdad avait contraints de fuir en Turquie et en Iran.

Le 27 août 1992, les Occidentaux mettaient en place une seconde zone d'exclusion aérienne, au sud du 32^e parallèle, tout en soulignant que cette mesure ne visait pas à une partition du pays. Destinée à protéger les populations chiites persécutées par le régime de Bagdad, cette zone s'étend sur quelque 140 000 kilomètres carrés. Saddam Hussein voit ainsi son autorité amoindrie sur sept provinces. - (AFP.)

IRAK : déploiement de missiles au nord du 36^e parallèle et nouvelle incursion en territoire koweïtien

Le président George Bush aurait donné son « accord de principe » pour une opération militaire

Faisant fi des avertissements de l'ONU et des Etats-Unis, des Irakiens « en civil » ont fait une nouvelle incursion, mercredi 13 janvier, en territoire koweïtien, pour la quatrième fois en quatre jours, a indiqué la Mission d'observation de l'ONU pour l'Irak et le Koweït (MONUIK). Ils se sont emparés de matériel « non militaire » dans une zone située à 2 kilomètres du port d'Oum-Qasr. Parallèlement, un conseiller du président Saddam Hussein, M. Abdel Jaber Mohsen, déclarait que Bagdad était déterminé à « récupérer le Koweït qui fait partie intégrante de l'Irak ». Pourtant, quelques heures auparavant, à New-York, le président en exercice du Conseil de sécurité de l'ONU, M. Yoshio Hatano, qui avait, lundi, plaidé pour un règlement du conflit avec l'Irak par la voie diplomatique, avait signifié au représentant irakien aux Nations unies, M. Nizar Hamdoun, qu'il était « en train de perdre patience ». L'entretien avec M. Hamdoun « n'a pas paru très constructif. Il n'y a pas eu beaucoup de progrès », a

ajouté M. Hatano, à qui M. Hamdoun a remis une réponse à l'avertissement lancé la veille par le Conseil de sécurité. « Tout peut être réglé s'il y a volonté de la part du Conseil et de ses membres de discuter avec l'Irak dans une atmosphère constructive », avait déclaré pour sa part M. Hamdoun qui, à la chaîne de télévision CNN, avait dit que son pays était « inquiet » du risque d'une opération militaire américaine.

Selon un membre de l'administration américaine qui a requis l'anonymat, le président George Bush a donné son « accord de principe » à une telle opération. Le *New York Times* a indiqué pour sa part qu'une éventuelle attaque aérienne avait été évoquée dès lundi entre M. Bush et ses plus proches conseillers. « Il s'agit simplement de savoir quand on appuiera sur la détente », a indiqué au *Times* un responsable du Pentagone.

Bagdad ne fait qu'aggraver son cas aux yeux de la coalition anti-

irakienne. Outre les incursions en territoire koweïtien, les Irakiens ont en effet, selon le commandant en chef des forces de l'OTAN, le général John Shalikashvili, installé les missiles sol-air dans la zone d'exclusion délimitée par le 36^e parallèle et destinée à protéger les populations kurdes. Ces missiles « sont opérationnels depuis quelques jours », a précisé le général. Des responsables américains parlant sous le couvert de l'anonymat ont indiqué de leur côté au *Times* qu'une batterie de missiles sol-air SA-2 avait été déployée près du barrage hydroélectrique Sadam, situé à une quarantaine de kilomètres au nord de la ville de Mossoul, et qu'une autre de SA-3 avait été installée plus près de Mossoul.

Confirmant qu'il y avait eu des mouvements de missiles, le porte-parole du Pentagone, M. Bob Hall, a affirmé : « Nous ne tolérerons aucune interférence avec notre capacité de surveiller la zone d'exclusion. » Mais il a refusé de quali-

fier ces mouvements de menace ou de provocation. « Nous ferons tout ce qui est nécessaire... pour que l'Irak respecte les résolutions de l'ONU », a-t-il ajouté.

Bien que la tension soit considérablement montée au cours des trois derniers jours, aucune « mesure d'alerte spéciale » n'a été signifiée aux forces aériennes de la coalition occidentale anti-irakienne, sur la base turque d'Incirlik, a indiqué un porte-parole de ces forces. Dans un entretien accordé mercredi à Europe 1, le ministre français de la défense, M. Pierre Joxe, a cependant affirmé que « les aviateurs français basés à Dahrhan, en Arabie saoudite, sont prêts à participer » à une action contre l'Irak qui « serait internationale ». « C'est une opération préparée entre les Britanniques, les Américains et les Français », a-t-il précisé. A la frontière avec l'Irak, l'armée koweïtienne est « en état d'alerte permanente », prête à « riposter à toute attaque », a déclaré de son côté son homologue koweïtien, le cheikh Ali Al Salem Al Sabah. — (AFP, Reuter.)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JANUARY 15, 1993

Clinton's Warning to Saddam

'I Am Going to Judge You by Your Behavior'

Following is an abbreviated version of an article by Thomas L. Friedman of *The New York Times* based on an interview with President-elect Clinton on Wednesday.

New York Times Service

LITTLE ROCK, Arkansas — Bill Clinton will not rule out renewing the ground war against Iraq if necessary to force compliance with UN resolutions, but he indicates that he is ready for a fresh start with President Saddam Hussein.

The president-elect, in an interview with *The New York Times*, said that he was not "obsessed" with Mr. Saddam and that he could imagine a normal relationship with the Iraqi leader, provided he behaved in accordance with international norms.

Mr. Clinton said he wanted to use the interview to send the Iraqi leader a signal, which he summarized this way: "I am going to judge you by your behavior. I am not

going to sit around trying to figure out what is motivating you."

With neither bluster nor apparent anxiety, he repeatedly warned Mr. Saddam not to test him or underestimate him. But he seemed equally comfortable signaling the Iraqi leader that he could have a new relationship with his administration, if he complied with the United Nations.

While Mr. Clinton has supported President George Bush's policy toward Iraq since the election, his statements in the interview were a departure from Mr. Bush's position that Mr. Saddam must go before Iraqi relations with the United States can improve.

The president-elect also said he supported the peace talks now taking place in Geneva between the warring factions in Bosnia-Herzegovina. But he said that if they did not lead to an end to the "ethnic

cleansing" — which he repeatedly emphasized in powerful terms must stop — then he would be prepared to be more assertive than the Bush administration, including possibly pressing for war-crimes trials for Serbian leaders or military actions.

And on Somalia he said that while he never believed the Bush administration's initial claim that U.S. forces would be out by Jan. 20,

'I always tell everybody I am a Baptist. I believe in death-bed conversions.'

Bill Clinton

he remained committed to the op-

eration even if it required a continued military presence.

Sitting in the living room of the governor's mansion, where the hallways were packed with moving boxes, Mr. Clinton said that if the Iraqi leader were on the couch next to him this is what he would want to say to him:

"If you want a different relationship with me, you can begin by observing the UN requirements, and change your behavior. I am not obsessed with the man. But I am obsessed with the standards of conduct embodied in those UN accords, and if he were sitting on the couch, I would urge him to change his behavior.

"You know if he spent half, maybe even a third, of the time worrying about the welfare of his people that he spends worrying about where he positions his SAM missiles and whether he can push the boundaries of the cease-fire agreement, I think he would be a stronger leader and in lot better shape over the long run."

Mr. Clinton made it clear that he did not view Mr. Saddam as the ideal ruler of Iraq, but that he also did not see him as an irredeemable foe of the United States, who had to be destroyed no matter what.

"Certainly based on the evidence we have, the people of Iraq would be better off if they had a different ruler," he said. "But my job is not to pick their rulers for them. I always tell everybody I am a Baptist. I believe in death-bed conversions. If he wants a different relationship with the United States and the United Nations, all he has to do is change his behavior."

Mr. Clinton stressed that he would not "rule out or rule in" any type of relationship between himself and the Iraqi leader, because "the issue here is not personalities, except insofar as that impacts on behavior."

While he was clearly signaling

the Iraqi leader that he was ready for a fresh start, he stressed with equal vigor that he would not rule out any type of military action in the future, including re-engaging U.S. ground troops against Iraq.

He said that Mr. Saddam would be making a big mistake if he viewed the new president as a foreign policy naïf who could be taken advantage of, because for Mr. Clinton the issue is not experience but his place in history.

What is at stake in the Gulf, he said, is not simply the U.S.-Iraqi relationship but something larger: the credibility of the United Nations in the post-Cold War world.

On Somalia, Mr. Clinton said he

was equally comfortable with the Bush administration's decision to intervene there.

"The real difficulty in Somalia," he said, "was that I never believed that the administration's optimistic hope that they could bring our combat force out by Jan. 20 could be achieved."

On the question of the war in the former Yugoslavia, Mr. Clinton said that he supported the peace talks organized by the special envoys Cyrus R. Vance and Lord Owen, even though some of his advisers have said privately in recent days that the conference was a sham that only confirmed Serbia's takeover of certain areas of Bosnia-

Herzegovina.

"I am somewhat hopeful about the peace conference even though I know some of it could just be maneuvering," he said. "Even if it is just maneuvering, there is something going on there, and there is a chance, just a chance that it will take on a life of its own and bring some resolution."

If the talks collapse, he said, "there are some other things we can do if this process breaks down." He added: "There may be some things we can do militarily, short of the introduction of a large ground force, that would change the dynamics. I don't want to rule any of those things out."

Iraq: Clinton Can Expect Even More Fiendish Choices

By Leslie H. Gelb

NEW YORK — Good. The United States and friends finally rebuked Saddam Hussein in language he seems to comprehend. But Bill Clinton should not expect that the joint air attack — a rather modest one — will end the Iraqi bad man's insults and evasions of United Nations resolutions. Nor will these rare rebukes dissuade Saddam from continuing his cat and mouse games, thus diddling and distracting the new president as he has the outgoing one.

Worse, Saddam may now be ready to go beyond marginal provocations and present Mr. Clinton with a fiendishly tough and intricate choice between another war and "peace."

Saddam's next military challenge might be far more audacious than the mosquito bites he has been taking from President George Bush's hide, but far less threatening than his conquest of Kuwait. Mr. Clinton would have to choose between doing nothing, which would be politically unthinkable, and hitting back with an attack smaller than Desert Storm yet much larger than Wednesday's slap and therefore much harder to orchestrate.

Or, more likely, Saddam could concoct a "peace and disarmament package," pledging concessions deeper than anything he ever offered to Mr. Bush if the United States accepts his authority over all Iraq. Mr. Clinton could resist the bait, but that would anger allies now searching to escape the present box. Or he could bite and negotiate, which would restore Saddam's legitimacy.

Maybe these scenarios give Saddam too much credit. Perhaps he is just a megalomaniacal jerk whose only purpose in violating UN restrictions in recent weeks has been to irritate his departing nemesis, George Bush — even at the cost of a U.S. retaliatory blow.

Administration experts, however, see domestic political reasons for Saddam's madness. They say he has been tweaking Mr. Bush to show Iraqis he is still the boss and to keep his military busy with external threats. But how does Saddam look strong when the United States bombs his forces with impunity?

Others in the administration say that Saddam knew what was in store for him, but elected to take the punishment anyway to test Bill Clinton's mettle and chip away at UN authority in Iraq. This makes little sense; if he wanted to test Mr. Clinton, why did he provoke George Bush? And as Saddam surely knew, Mr. Bush had to respond with force. Saddam must also appreciate that the Bush action established a benchmark that Mr. Clinton must equal, or watch his presidency dwindle.

All of which suggests that Saddam may be setting the stage for bigger challenges that, paradoxically, could be less risky for him. Two and a half years ago he grabbed all of Kuwait. Perhaps he has learned that had he settled for the northern Kuwaiti oilfields, the West might merely have grumbled and looked away.

So next time he might pose a lesser challenge. He could launch a ground attack against the Kurds in the north or the Shiites in the south.

Western airpower alone would be unable to stop these attacks. Western ground troops would be needed. And that might prove very difficult to arrange, as Saddam knows.

If force seems too risky — as it probably does — Saddam could float a sweetened peace proposal. He could accept UN demands to freely inspect and dismantle his weapons of mass destruction, and to earmark most Iraqi oil proceeds for war reparations and pledge greater autonomy for Kurds and Shiites. In return, he could ask "only" for UN recognition of Baghdad's authority over all Iraq. The Clinton team has already gotten such feelers.

Saddam may reckon even now that such war or peace games could prove good gambles. Western will to fight a second major war against Iraq is eroding. Not only Bill Clinton, but every other Western leader wants to concentrate on domestic problems. The resistance of Western and Arab leaders to a "peace" with Iraq is also waning. Increasingly, they see Iran as the greater future threat and are more willing to contemplate Iraq's reconstruction as a buffer to Iran.

Whatever Saddam chooses, Mr. Clinton must not permit him to retain the initiative. To avoid the persistent pattern of reacting to Saddam's every whim and challenge, the new president must forge a policy that anticipates and heads off trouble. Compared with Mr. Bush's, it must promise swifter and firmer punishment, a tighter economic embargo and a diplomatic track with imagination.

The New York Times.

Saddam Is Thus Punished

A Just, Clean Strike

If ever a rogue regime courted punishment, it is the one led by Saddam Hussein. He has flouted UN cease-fire terms, ignored Security Council ultimatums and played cheat-and-retreat with his coalition adversaries. The carefully targeted air strike Wednesday by 100-odd allied warplanes seems the right penalty: proportional to the offense, and executed with minimal risk to civilians.

President George Bush was right to strike, by all accounts cleanly, at surface-to-air missile sites and related communications facilities that menaced coalition aircraft in southern Iraq's no-flight zone. And he was justified in ordering a U.S. battalion to Kuwait. Its 800 troops are a warning that America will stiffen defenses against further border incursions by Iraqis to grab missiles left behind after Operation Desert Storm.

If Baghdad was probing for a soft spot in the U.S. political system, this punishment was needed to disabuse it. As President-elect Bill Clinton made clear, a change of incumbents at the White House does not mean a change of stance more favorable to Iraq.

At its heart, the problem remains the Iraqi regime's refusal to recognize that it lost a war two years ago, and that compliance with UN terms is not optional but mandatory. Under those terms, Baghdad is obliged to cease tormenting the Kurdish villages it once gassed, and to permit access to the Kurdish areas by UN convoys. Iraq has no choice but to permit full inspection of its chemical, biological and nuclear weapons programs by UN monitors, and the demolition of mass-killing weaponry.

That is not merely Mr. Bush's view. It is strongly seconded by Mr. Clinton, by public opinion and by America's coalition partners.

Yet Iraq has flouted the United Nations by hampering the movements of its inspectors, disrupted aid operations in Kurdistan and entered Kuwaiti territory after the border was closed. It also sent planes and missile batteries into the southern no-flight zone imposed by coalition allies.

The only solace for Iraq has been China's reluctance to join America, Russia, France and Britain in an airtight condemnation of all Iraqi infractions in the southern zone and along the Kuwaiti frontier. But Baghdad's clumsy, tardy offer to honor UN flight requests and cease border infractions may stiffen the Security Council's resolve.

It is pointless to try to read Saddam Hussein's mind. Whether he is playing to Islamic radicals or simply taking a final poke at George Bush, his confrontation with America and the world will soon be one more problem for Mr. Clinton. The president-elect will then have a chance to refocus policy and avoid his predecessor's error: turning a conflict with an aggressive government into a psychological duel with a pathetic petty tyrant.

To compare Saddam Hussein to Hitler, as Mr. Bush once did, serves to demonize and magnify a lesser threat. America's dispute with Baghdad is not personal but concerns interests and principles. Iraq's transgressions have gone too far. It would be admirable if President-elect Clinton said just that, without once referring to Saddam Hussein by name.

— THE NEW YORK TIMES.

L'HUMANITÉ — 15 janvier 1993

ANKARA BOMBARDE LES KURDES

La Turquie a mis à profit le raid américano-franco-britannique pour effectuer son propre raid contre les Kurdes. Au moins trente-cinq d'entre eux ont été tués hier lors d'une opération aéro-terrestre des forces turques dans la province de Bingol, à quelque 700 kilomètres d'Ankara, annonce l'agence Anatolie, qui justifie cette nouvelle boucherie en qualifiant ses victimes de « terroristes ». Si cette opération était confirmée, le bilan donné par Anatolie porterait à cinquante et un le nombre de morts en trois jours dans le Kurdistan de Turquie, où seize personnes ont été tuées et neuf autres blessées mercredi. Le gouvernement français, qui n'est décidément pas regardant sur ses relations, a choisi ce moment pour envoyer Bruno Durieux, ministre délégué au Commerce extérieur, faire des affaires à Ankara, où il est arrivé hier.

LE MONDE — 16 janvier 1993

TURQUIE : attaques de Kurdes et opérations de l'armée

Plus de cinquante morts en trois jours

Trente-cinq rebelles kurdes de Turquie ont été tués, jeudi 14 janvier, lors d'une opération aéro-terrestre des forces de sécurité contre l'un de leurs camps de la province de Bingol, dans l'est du pays, a rapporté l'agence de presse semi-officielle Anatolie. Quelque trois cents militants armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), venus d'Irak du Nord, se seraient regroupés dans ce camp. S'il est confirmé, ce bilan porterait à cinquante et un le nombre de morts en trois jours dans le Sud et le Sud-Est anatoliens lors d'attaques de rebelles contre des villages ou opérations de l'armée. Seize autres personnes avaient été

tuées, mardi et mercredi, lors d'attaques par des rebelles près des frontières syrienne et irakienne.

Par ailleurs, le gouvernement allemand a protesté officiellement auprès d'Ankara contre les conditions de détention de Stefan Waldberg, un journaliste indépendant de radio incarcéré depuis octobre 1992 à Diyarbakir, la capitale régionale du Sud-Est anatolien à majorité kurde. Le journaliste est accusé de complicité avec le PKK parce qu'il était porteur de documents sur ce parti au moment de son arrestation. Bonn a dénoncé la « grande pression psychologique » exercée sur lui. — (AFP.)

Clinton's Message to Saddam: No Hope of Normal Relations

By Thomas L. Friedman
New York Times Service

WASHINGTON — President-elect Bill Clinton on Thursday backed away from his suggestion that he would be ready to have a relationship with President Saddam Hussein of Iraq if he changed his behavior and abided by all United Nations resolutions.

Mr. Clinton denied that he had said in an interview with *The New York Times* that he would ever "normalize relations" with the Iraqi leader, a term of art used to describe the establishment of diplomatic relations.

That was not what he said in the interview. (Portions of the interview appear on Page 6.)

Asked during a news conference in Little Rock, Arkansas, to explain his comment that if Mr. Saddam "wants a different relationship with the United States and the United Nations, all he has to do is change his behavior," Mr. Clinton denied that this in any way connoted a signal that he was ready for normal relations with the Iraqi leader.

Mr. Clinton said that everyone in the room who had heard the interview was amazed that this conclusion could be drawn from his statements about his willingness to have a relationship with Mr. Saddam if he changed his behavior.

That was not the view of some Clinton aides Thursday night, though. One of them, upon having the story read to him after publication, commented, "That's what he said."

According to transition officials, Mr. Clinton's foreign-policy team was surprised by the president-elect's remarks, which were in stark contrast with the message being delivered in Washington by his secretary of state-designate, Warren M. Christopher. Mr. Christopher was telling Congress he would support war-crimes trials against Iraq for its campaign of torture and execution against its Kurdish population.

In the Wednesday interview, Mr. Clinton was repeatedly asked whether he could imagine

Shifting Gears On the Tax Cut

Seeking to explain an apparent change in his position on a tax cut for middle-class Americans, President-elect Bill Clinton said Thursday that the plan was never a major theme in his election campaign.

Growing estimates of the deficit require a president to shift gears, he said.

He added: "I think that it would be irresponsible for any president of the United States ever not to respond to changing circumstances." (Page 3)

Addressing a news conference in Little Rock, Arkansas, Mr. Clinton also announced that he would continue the Bush administration's policy of forcibly returning Haitian refugees. He said that he still believed that the policy should be changed, and said, "I will end the practice when I am fully confident I can do so in a way that does not contribute to a humanitarian tragedy." (Page 5)

a "normal relationship" or even a "normalized relationship" with the Iraqi leader — in contrast with the current state of affairs. On each occasion, he responded not by saying no, but rather by describing what were his conditions for a new relationship with Iraq.

Asked, "If he were here on the couch, what would you say to him?" Mr. Clinton answered:

"If you want a different relationship with me, you could begin by upholding the UN requirements to change your behavior. You know, I'm not obsessed with the man, but I am obsessed with the standards of conduct embodied in those UN accords, and I think that if he were

sitting here on the couch, I would further the change in his behavior."

"You know," he added, "if he spent just a half, maybe even a third, of the time worrying about the welfare of his people that he spends worrying about where he positions his SAM missiles and whether he can aggravate Bush by violating the cease-fire agreement, what he's going to do to the people who don't agree with him in the south and in Iraq and in his own country, I think he'd be a stronger leader and be a lot better shape over the long run."

Asked, "But you don't take the view that there can be no normal relations with this man or with Iraq as long as he exists in power there?" Mr. Clinton replied:

"Based on the evidence that we have, the people of Iraq would be better off if they had a different leader. But my job is not to pick their rulers for them. I always tell everybody I'm a Baptist. I believe in deathbed conversions. If he wants a different relationship with the United States and with the United Nations, all he has to do is change his behavior."

That was followed by the question, "So you're not ruling out anything?"

Mr. Clinton answered: "I'm not ruling out or ruling in. The issue here is not personalities except insofar as that impacts on behavior."

He was then asked, "Could you imagine ever having normalized relations with Iraq as long as Saddam is in power?"

Mr. Clinton answered, "I can't imagine having normalized relations with Iraq with the sort of behavior that characterizes what they did."

Reuters reported from Washington:

Mr. Christopher said on Thursday that there would be no softening of U.S. policy.

He told the Senate Foreign Relations Committee that *The Times* story was a misinterpretation of his intentions. Mr. Christopher said the most that could be understood from the interview was that Mr. Clinton would "perhaps keep the feud from being personalized."

Bombers Hit Half Their Targets

The Associated Press

WASHINGTON — The White House said Thursday that the military strike against Iraq had destroyed only about half the targeted missile sites and radar installations. But officials called it a success and brushed off President Saddam Hussein's defiant response as "not in touch with reality."

"We accomplished our objective," said Brent Scowcroft, President George Bush's national security adviser. He estimated that U.S. and allied planes had destroyed "in the neighborhood of half" the eight targets they attacked.

A Pentagon official said footage taken by cameras on the planes showed that all the anti-aircraft sites were hit with multiple

bombs and that about half were leveled. The official, who asked not to be identified, also said the air force was preparing to send more aircraft to Saudi Arabia, apparently to deter Iraqi retaliation.

The White House press secretary, Marlin Fitzwater, said, "In terms of accomplishing its political and diplomatic purposes, we think it certainly did send a strong message to Saddam Hussein that we are prepared to act to enforce the resolutions, that we have the political will and the military ability to do it."

"We made essentially one run," he added. "It lasted about a half-hour to 45 minutes. It's clear that we could have done as much damage as we wanted to if we'd wanted to spend more effort and military might."

Mr. Fitzwater said that Iraq's chief delegate to the United Nations had indicated that Baghdad now would comply with the UN resolutions.

"We'll have to wait and see," he added.

Mr. Scowcroft said on a U.S. television program, "Any further military action will depend heavily on Saddam's behavior."

U.S. warplanes flew over southern Iraq again on Thursday, assessing the damage from their raids.

The Iraqi military said that it had suffered only "superficial" damage and that 19 soldiers and civilians died. Mr. Saddam threatened to "turn the skies of Iraq into a lava

against the oppressors." Defense Secretary Dick Cheney brushed off the defiant response as "not in touch with reality." He said claims of civilian casualties were "the same kind of gibberish we heard from Saddam Hussein" during the Gulf War in 1991.

"This is a man given to flights of rhetoric that I take as indications that he's not mentally stable," Mr. Cheney said.

State-run Iraqi news media said that in addition to the 19 dead, 15

people were wounded in the raid. Official Baghdad newspapers pledged to fight "until victory."

Deputy Prime Minister Tariq Aziz said Iraq had offered to "suspend the process of retrieving its property until an understanding is reached between Iraq and UN observers."

"Iraq also had decided to allow UN chartered aircraft to enter Iraq on their own responsibility and on a case-by-case basis," he said.

BOMBS ON IRAQ /

Allies Measured Their Message Carefully

By Michael R. Gordon

New York Times Service

WASHINGTON — Despite repeated threats of broad retaliation by Washington, the air strike against Iraq was intended to send the political signal that Washington and its allies were determined to enforce the restrictions imposed on Baghdad at the end of the Gulf War.

Immediately after the strike, the White House said the raid demonstrated that President Saddam Hussein of Iraq could not flout the restrictions, which were imposed by the allies and the United Nations.

But the attack had more in common with the philosophy of gradual escalation in the Vietnam War than the day-and-night blitz of the Gulf War, when U.S. Air Force F-117 Stealth fighter planes and Navy Tomahawk cruise missiles brought the war to the Iraqi capital.

As in Vietnam, the United States struck, ordered a pause in the bombing to evaluate the response, and suggested it would expand the attack if Baghdad did not get the message.

Bush administration officials said their measured action was proportional to the Iraqi violations and that their aim was to induce Iraq to comply with the restrictions, not to topple Mr. Saddam. But after months of growing tension between Baghdad and Washington, including calls by President

NEWS ANALYSIS

George Bush for the Iraqi people to overthrow Mr. Saddam, the main question was which message would get through.

The initial Iraqi response was primarily tactical — yielding enough to avoid the full force of the allies' military power while continuing to challenge the legitimacy of restrictions imposed on Iraq sovereignty.

Just before the announcement of the attack, Nizar Hamdoon, the Iraqi representative to the United Nations, told the president of the Security Council that Baghdad would drop its opposition to allowing UN inspectors to fly UN aircraft and would no longer raid the

weapons caches in territory the United Nations has awarded to Kuwait. This met two of the United Nations' demands.

But he said nothing about returning the Silkworm anti-ship cruise missiles and other weapons that armed Iraqis had taken in recent days from the disputed territory. And while Washington has made it clear that it is prepared to use further force, it seemed unlikely that Wednesday's raid would end what the Pentagon has called an Iraqi pattern of "cheat and retreat" in violating the restrictions.

Thus the Bush administration's worries over Iraq's threats to its Kurdish and Shiite populations, Baghdad's efforts to develop weapons of mass destruction and Mr. Saddam's push to break loose from UN constraints will be passed onto the Clinton administration.

The raid on Wednesday could not have been more different than the air campaign that Washington and its allies launched two years ago after Baghdad refused to withdraw its forces from Kuwait.

Then, a huge air fleet attacked Iraq's military command centers,

electrical power grid, oil refineries, television and radio installations, telephone exchanges, chemical-weapons bunkers, sites for developing weapons of mass destruction, air-defense system and places where Mr. Saddam and his senior aides were thought to be.

In the confrontations between Iraq and the United States that have arisen since the Gulf War, it was clear that Washington was not contemplating action on anything like those dimensions. Still, U.S. officials suggested they were prepared to undertake punishing bombing raids, more extensive than Wednesday's strike, to compel Iraq to meet UN requirements.

In July 1992, when Washington and Baghdad were at odds over Iraq's refusal to allow UN inspectors into a building that the United States said contained records of Iraq's weapons program, the White House threatened force. Iraqi officials dismissed the threat, saying they were not afraid of being hit by one or two bombs. But General Colin L. Powell, chairman of the Joint Chiefs of Staff, countered that if an attack were launched, "it will be our rules, not his."

Thus the strike on Wednesday appeared to run counter to General Powell's often expressed insistence that military force be used decisively or not at all.

In recent weeks, Pentagon officials have argued against the limited use of air strikes in Bosnia-Herzegovina to send political signals to the Serbs, saying that such attacks could not be sure of accomplishing Washington's political goals.

If Wednesday's 30-minute raid fails to compel the Iraqis to comply with U.S. demands and broader strikes are needed, the raid will be seen as an unwise departure from the Pentagon's philosophy.

But if it succeeds, the Pentagon will have done more than punish Iraq. It will have opened the door to the use of limited force in other crises.

Americans View the Raid as Routine

By Dirk Johnson

New York Times Service

With barely more than a shrug, Americans reacted to the strike against Iraq as inevitable, but not especially alarming, as President Saddam Hussein has come to be seen as more of a pest than a threat.

"There's no sense getting excited about this," said Paul Simmons, a Colorado University student who turned off the news in favor of a movie. "We've already shown once that we can handle this character."

The raid drew quick, overwhelming support, even among those who were not sure what precisely had transpired, but the news scarcely disrupted workaday tempos.

"You're not worried about it like you were last time," said Travis Mueller, a Houston barber, recalling the anxiety attending the attack on Iraq two years ago. "You don't feel like there's as much chance of American lives being lost."

Recalling the swift rout of Iraqi forces in 1991, most people felt that Mr. Saddam had ceased to pose any legitimate threat. Many even said they viewed the air strike as less a harbinger to war than a way to stifle the Iraqi leader, whose beligerent talk seems to prompt more annoyance than fear.

Jim Macchione, a tutor in Chicago, said President George Bush had

little choice but to take military action.

A few expressed some skepticism about the president's motives, suggesting that he only wanted to flex his muscle one last time.

Others said the action had relieved President-elect Bill Clinton of making a difficult decision.

■ 83% Support Raid

Eighty-three percent of Americans supported the attack on Iraq, and 59 percent want to maintain military strikes until Mr. Saddam falls, according to a poll released Thursday, Agence France-Presse reported from Washington.

KURDISTAN: IN ATTESA DELL'ONU

La lingua di Gesù

Nostra intervista a tre deputati cristiani del parlamento del Kurdistan

di Laura Schrader

da Arbil (Kurdistan iracheno)

Natale e Capodanno di fame e di freddo per i cristiani del Kurdistan, anche se in qualcuno dei loro villaggi, ricostruiti dopo le distruzioni del regime iracheno, si è udito di nuovo il suono delle campane. Nel Kurdistan, a maggioranza sunnita, esiste la Lega dei Cristiani uniti, a cui appartengono i kurdi di questa fede, e il Movimento democratico Assiro (Mda), che fa parte del Fronte del Kurdistan. La maggioranza dei cristiani sono cattolici di rito caldeo.

Gli assiri parlano l'aramaico: "Siamo gli unici al mondo ad usare ancora la lingua di Gesù" affermano. Della situazione dei cristiani nella piccola area isolata dal mondo che nel maggio scorso ha voluto darsi un governo democratico, ci hanno parlato tre deputati cristiani del Consiglio nazionale, il parlamento del Kurdistan. Sono Shmael Nino Benjamin, ingegnere trentatreenne di Dhok e Akram Ashur Odish, insegnante di Arbil, 44 anni, entrambi del Mda, e Sarkis Aga Jan Mamendo un trentenne diplomatico di Arbil, dei Cristiani uniti. Tutti e tre sono membri di commissioni parlamentari.

Questo è stato il vostro primo Natale libero dalla persecuzione del regime iracheno. Come lo avete festeggiato?

Sarkis Agha Jan: "Non abbiamo potuto permetterci di festeggiare la nascita del Signore secondo la tradizione. Ben pochi hanno potuto preparare la kulicia (una focaccia di farina ripiena di zucchero o noci, ndr) e certo nessuno ha indossato abiti nuovi per la messa di mezzanotte. Ma a mezzanotte del 24 dicembre si sono aperte le porte delle chiese, e il rito è continuato fino al mattino. Possiamo soltanto pregare. I genitori



■ Kurdistan. Foto di Judah Passow

soffrono perché non solo non possono fare nessun regalo ai bambini, ma non possono neppure sfamarli e scaldarli. I bambini hanno patito ogni sorta di atrocità nell'epoca nera di Saddam, ma anche ora hanno avuto un Natale terribile. Rischiano la morte, perché mancano generi alimentari, medicinali, combustibile. Gli aiuti internazionali coprono soltanto il 25 per cento delle nostre necessità vitali, e per un breve periodo. Questo ci toglie la speranza."

Pagate a caro prezzo la vostra libertà. Ma dal punto di vista politico, con il nuovo governo del Kurdistan, voi cristiani siete soddisfatti?

Shamel Nino Benjamin: "Noi oggi siamo membri del governo e del parlamento e siamo presenti negli enti pubblici. Questo significa che si rispetta la nostra esistenza, il nostro popolo. Questo significa fratellanza etnica e considerazione per i nostri diritti nazionali. Oggi in Kurdistan c'è libertà totale di religione. Possiamo professare tranquillamente la nostra fede e compiere liberamente i nostri riti. Conviviamo fraternamente, noi cristiani, con la maggioranza sunnita. Ed è molto importante che i

partiti e i leader, nel Kurdistan, restino lontani da ogni contrasto religioso".

In questo deserto di macerie che è il Kurdistan, come riuscite a svolgere il vostro lavoro?

Akram Ashur Odish: "Negli ultimi due anni abbiamo superato prove eccezionali. E si è verificato da noi un evento mai visto prima in quest'area. Grazie al Fronte del Kurdistan, si sono svolte elezioni libere e democratiche con enorme partecipazione popolare in un clima pacifico, festoso. Oggi i due poteri eletti, il legislativo e l'esecutivo, cercano, nell'ambito della democrazia, di affrontare immense difficoltà. Il nostro compito non è facile. Vent'anni di dittatura hanno lasciato il segno su tutto, a cominciare dall'uomo che deve riabituarsi alla libertà, per terminare con il fatto che il Kurdistan è tutta una maceria a causa della politica di distruzione, deportazioni e sterminio del regime iracheno. Soprattutto ci pesa il doppio embargo, quello internazionale sull'Irak e quello interno di Saddam sul Kurdistan. Anche con la fine della guerra fredda, che altrove ha portato dei cambiamenti, nel Medio oriente ri-

mangono aperti tutti i problemi, le contraddizioni, i contrasti, anche a causa delle riserve di acqua e petrolio del Kurdistan. Sarebbe necessaria una maggior attenzione da parte della comunità internazionale, specialmente per il rispetto dei diritti umani e per la questione della democrazia”

Avete ricevuto aiuti dai vostri correligionari occidentali?

Shmael Nino Beniamin: “Alcune organizzazioni e personalità cristiane hanno offerto aiuti umanitari e alla ricostruzione. Ma questi aiuti non sono stati purtroppo all'altezza della situazione, che è tragica, insostenibile. Il Kurdistan è senza risorse. Da qui, dal nostro isolamento ed abbandono, ci appelliamo al mondo. Ci rivolgiamo soprattutto ai cristiani e a sua Santità il Papa prima di tutto perché ci ricordino nelle loro preghiere, chiedendo per noi al Signore libertà e pace. E poi perché vogliano tradurre in aiuto concreto le parole del Signo-

re, dando il cibo agli affamati e ai senzatetto del Kurdistan iracheno”.

E di aiuto, nel Kurdistan, ce n'è davvero bisogno. Dopo che gli iracheni, alla fine di dicembre, hanno fatto saltare in aria sedici camion che avevano portato al Kurdistan soccorsi dell'Onu. Tale organizzazione, già provata da numerosi attentati irakeni anche ai propri funzionari e caschi blu, ha deciso di sospendere l'invio di aiuti umanitari. Tanto più che gli ultimi atti terroristici hanno coinciso con manovre militari definite “aggressive” sul confine che separa il Kurdistan democratico da Saddam Hussein.

In attesa delle “adeguate misure di sicurezza” auspicate dall'Onu per riprendere la già insufficiente assistenza, il nuovo anno tra le nevi del Kurdistan si annuncia come un'altra terribile prova. ♦

«I genitori soffrono perché non solo non possono fare nessun regalo ai bambini, ma non possono neppure sfamarli e scaldarli. I bambini hanno patito ogni sorta di atrocità nell'epoca nera di Saddam, ma anche ora hanno avuto un Natale terribile. Rischiano la morte, perché mancano generi alimentari, medicinali, combustibile.»

Avanti! Martedì 19 Gennaio 1993

I curdi di Sulaimaniya temono un attacco Paura sotto il 36mo parallelo

Mirella Galletti

«**P**er proteggere tutto il Kurdistan è necessario portare l'area di sicurezza dal 36° al 34° parallelo» - mi ha detto il governatore di Sulaimaniyah, Giamal Abdul, 52 anni, durante una lunga intervista sui problemi del suo governatorato - «c'è l'area di Sulaimaniyah è la più esposta in caso di attacco iracheno, poiché è in gran parte situata al di sotto del 36° parallelo. La regione di Sulaimaniyah è la più popolosa del Kurdistan iracheno con circa un milione e mezzo di persone. Ospitiamo almeno 300 mila profughi provenienti dalle aree di Kirkuk e Khanaqin, controllate dal regime iracheno. Ogni giorno vengono espulsi dalle proprie case e dalle proprie ter-

re. Arrivano e chiedono alloggio, assistenza, lavoro. Ma le nostre capacità sono quasi nulle». Nel viaggio compiuto nel Kurdistan iracheno lo scorso ottobre mi sono spinta fino a Chamchamal, questa cittadina a metà strada tra Sulaimaniyah e Kirkuk, a ridosso delle truppe irachene che periodicamente la sottopongono a cannoneggiamenti. Scortata da Mam Rostam, eroe nazionale e deputato del parlamento curdo, sono giunta fino all'avamposto dei peshmerga. A 500 metri di distanza l'esercito di Bagdad presidiava l'area della vicina collina allineando decine di carri armati. Era evidente la disparità di armamenti in dotazione ai due eserciti. I 300 mila peshmerga posseggono solo kalashnikov e la deter-

minazione di difendere la propria terra. Probabilmente si pone anche un quesito giuridico su quest'area che, essendo situata al di sotto del 36° parallelo, non gode formalmente della protezione della forza della coalizione occidentale sotto l'egida dell'Onu. Ma nell'ottobre del 1991 gli abitanti si sono sollevati cacciando le forze armate irachene e congiungendo l'area al Kurdistan libero. E' chiaro che questo territorio fertile e popoloso è il più esposto agli attacchi di Saddam e non rientrando nelle aree tutelate dalle Nazioni Unite sarebbe quindi più difficile un intervento del Palazzo di Vetro a difesa dei suoi abitanti. Sono stati eretti sbarramenti e trincee, ma sono difese inadeguate. La popolazione è stremata dalla carenza di viveri, medicinali, carburante, ed è senza lavoro. I prezzi dei generi di prima necessità sono aumentati da 20 a 60 volte. Gli aiuti umanitari giungono a rilento, anche per le continue minacce e intimidazioni a cui si aggiungono attentati di agenti iracheni contro organizzazioni umanitarie e volontari occidentali. Dallo scorso dicembre un terzo dell'esercito iracheno sarebbe ammassato al confine con il Kurdistan. Nove divisioni, le

meglio equipaggiate per un totale di 50 mila uomini e centinaia di carri armati, sono dislocate sulle direttrici delle tre città principali: Erbil - la capitale amministrativa del Kurdistan iracheno, sede del governo e del parlamento curdo -, Sulaimaniyah - la capitale morale e culturale -, Dohuk - non lontano dalla frontiera turca. I tre milioni e mezzo di curdi che vivono nel Kurdistan libero apprezzano gli ultimi interventi militari del presidente Bush, ma temono di rimanere schiacciati nel conflitto tra Occidente e Saddam Hussein: «La popolazione è terrorizzata - afferma Serchil Kazzaz, rappresentante in Turchia dell'Unione Patriottica del Kurdistan (UPK) - se vi sarà un attacco anche su scala ridotta, la gente scapperà». Il governo turco ha riaffermato la volontà di evitare il ripetersi dell'esodo dell'aprile 1991 che indusse 2-3 milioni di curdi a rifugiarsi in Iran ed in Turchia. Il 24 dicembre scorso l'assemblea nazionale turca ha rinnovato la presenza della forza multinazionale di stanza nella base di Incirlik fino alla fine di giugno, ma alle sue condizioni: una nuova clausola prevede infatti che il governo possa revocare il mandato in ogni momento.

A 'Reformed' Iraq to Offset Iran? Forget It

By Leslie H. Gelb

NEW YORK — George Bush's policy toward Iraq was faulty because it always left Saddam Hussein with the initiative. Bill Clinton's could be worse if he is seriously thinking about trying to convert Saddam into a "good guy" and revive the idea of Iraq as a counterweight to Iran.

Iraqi diplomats are peddling that idea again — to increasingly receptive audiences. But it is as flawed as ever, even with mounting threats from Iran. Iraq cannot counterbalance Iran unless Baghdad once again arises as the monster that challenged the world to war two years ago.

Iran and Iraq hold swords over U.S. access to Gulf oil. Both will remain hostile to U.S. interests. And neither is responsive to U.S. influence. So no president will find it easy to safeguard U.S. concerns in the Gulf.

The only promising U.S. strategy is to reduce reliance on Gulf oil through higher gas taxes and conservation and to persuade Arab states to take more responsibility for their own security.

The occasion for this sermonette is the president-elect's interview last week with *The New York Times*, held only hours after U.S. bombers had struck Iraq. Under the circumstances, Mr. Clinton should have restricted himself to blessings for President Bush and American pilots.

But no. Mr. Clinton is an exceedingly intelligent man with a storehouse of knowledge, who just cannot resist the temptation to show how much he has thought about almost every problem. It appears not to have dawned on him that it is often permissible — and even wise — for

presidents to be evasive and even boring.

Under prodding by *Times* reporters, he began thinking out loud, something presidents should do only with mute best friends. He said he was not "obsessed" with Saddam, implying that Mr. Bush has been. "I believe in deathbed conversions," he continued. If Saddam "wants a different relationship" with the United States and the United Nations, he added, "all he has to do is change his behavior" and live up to UN requirements.

Predictably, once Mr. Clinton saw his words in cold print the next day, he and his aides hopped around denying their plain meaning. The Clinton administration would not normalize ties with Saddam nor change current U.S. policy, they bleated.

The denials were half true. Mr. Clinton and his team do plan to fashion a new policy, one that will wrest the initiative from Saddam. But that policy will not include a fresh start with Saddam. If for no other reason, they know this would mean political suicide.

But there are others around the world who entertain notions of coaxing Saddam into deals — his good behavior for their help in rebuilding a united Iraq under his authority.

This idea can be heard once again among some Arabists in the State Department, in West European foreign ministries and among political leaders in Egypt, Saudi Arabia, Turkey and elsewhere.

What binds them in thinking the unthinkable

is their gathering dread of Iran and their belief that only Baghdad can keep the more dangerous Tehran at bay. It is scary to contemplate Iran's growing military might and support of Islamic fundamentalists seeking to subvert moderate Arab regimes. But playing Dr. Frankenstein and pumping new juices into the Saddamite monster is not the solution.

Iraq cannot balance off Tehran unless Baghdad regains its stranglehold over Kurds and Shiites. That would mean new and more horrible repression, which the West should not and would not tolerate.

And given Iran's manpower advantages and potentially greater military arsenal, Baghdad could compete only by developing nuclear and chemical weapons. All of which would make Iraq, yet again, more predator than savior.

Arab and Western prayers for stability in the Gulf cannot be answered in Baghdad. If the Saudis, Egyptians and others fear fundamentalism, the best place to counter that problem is not in Tehran but in their own countries, with better care for their people.

If the Gulf states fear attacks by Iraq and Iran, the best way to respond is with collective security arrangements — with the United States still by their side.

If the United States wants to free itself from having no choice but to fight endless wars in the quirky and unfriendly Gulf, the only course is to reduce its dependence on Gulf oil.

The New York Times.

Clinton Calls the Attack 'Appropriate'

The Associated Press

WASHINGTON — President-elect Bill Clinton said Sunday that the U.S. missile strike against Iraq was "appropriate and forceful." His press secretary said the incoming administration was "prepared to continue taking appropriate action until Iraq complies."

There was no sign of retreat from the confrontations between the Bush administration and Iraq.

"We're prepared to continue taking appropriate action until Iraq complies," said Mr. Clinton's press secretary, Dee Dee Myers, speaking of the UN resolutions.

Mr. Clinton's communications chief, George Stephanopoulos, said that President Saddam Hussein "doesn't realize that there is no daylight between President Bush and President Clinton on this." He said Mr. Clin-

ton was "determined to be tough" with the Iraqi leader.

"We've been fully briefed; we've been in regular contact," Mr. Clinton said of the increase in tensions.

"Saddam Hussein's continuing provocation has been met by appropriate and forceful response," Mr. Clinton said. "I fully support President Bush's action."

"Saddam Hussein should be very clear in understanding that the current and the next administration are in complete agreement on the necessity of his fully complying with all relevant United Nations Security Council resolutions."

Of the shooting down of an Iraqi fighter in the northern restriction zone, Ms. Myers said: "He supports the action."

The president-elect was on a bus trip through the Virginia countryside near the capital, and aides with him stayed in constant

touch with his national security advisers, M. Anthony Lake and Sandy Berger, in Washington.

Mr. Lake, in turn, was in contact with the national security adviser, Brent Scowcroft, and other members of the Bush team, Ms. Myers said.

Marlin Fitzwater, the White House spokesman, said Mr. Clinton had "not been asked for his approval" of administration actions.

"But we have tried to keep him informed every step of the way," Mr. Fitzwater said.

Mr. Clinton has been fully supportive of the administration's handling of the latest Iraqi provocations, including last week's strike on Iraqi anti-aircraft installations.

He said then that he would not rule out using force against Mr. Saddam. Nor would he consider normalizing relations with Iraq while Mr. Saddam remained its leader, Mr. Clinton said.

MONDAY SPORTS BASKETBALL
Page 11

INTERNATIONAL
Herald Tribune
Published With The New York Times and The Washington Post

Algeria	5:27	Hong Kong	10:51	Osaka	10:22
Amman	11:27	London	17:19	Paris	20:00
Atlanta	25:18	Manila	13:38	Prague	19:18
Bahran	6:22	San Francisco	15:14	Rome	17:38
Bangkok	5:41	Seoul	12:52	Sydney	11:31
Beijing	6:22	Taipei	12:52	Tokyo	10:00
Bombay	6:22	U.S. East Coast	12:00	U.S. West Coast	9:00
Buenos Aires	11:27	U.S. Midwest	12:00	U.S. South	11:31
Calcutta	6:22	U.S. Pacific	12:00	U.S. Alaska	9:00
Cardiff	11:27	U.S. Hawaii	12:00	U.S. Samoa	9:00
Chengde	6:22	U.S. Alaska	9:00	U.S. Samoa	9:00
Colon	6:22	U.S. Hawaii	12:00	U.S. Samoa	9:00
Dhaka	6:22	U.S. Alaska	9:00	U.S. Samoa	9:00
Hankou	6:22	U.S. Hawaii	12:00	U.S. Samoa	9:00
Hong Kong	10:51	U.S. Alaska	9:00	U.S. Samoa	9:00
London	17:19	U.S. Hawaii	12:00	U.S. Samoa	9:00
Manila	13:38	U.S. Alaska	9:00	U.S. Samoa	9:00
Paris	20:00	U.S. Hawaii	12:00	U.S. Samoa	9:00
Prague	19:18	U.S. Alaska	9:00	U.S. Samoa	9:00
Rome	17:38	U.S. Hawaii	12:00	U.S. Samoa	9:00
Sydney	11:31	U.S. Alaska	9:00	U.S. Samoa	9:00
Taipei	12:52	U.S. Hawaii	12:00	U.S. Samoa	9:00
Tokyo	10:00	U.S. Alaska	9:00	U.S. Samoa	9:00
U.S. East Coast	12:00	U.S. Hawaii	12:00	U.S. Samoa	9:00
U.S. Midwest	12:00	U.S. Alaska	9:00	U.S. Samoa	9:00
U.S. Pacific	12:00	U.S. Hawaii	12:00	U.S. Samoa	9:00
U.S. South	11:31	U.S. Alaska	9:00	U.S. Samoa	9:00
U.S. Alaska	9:00	U.S. Hawaii	12:00	U.S. Samoa	9:00
U.S. Hawaii	12:00	U.S. Alaska	9:00	U.S. Samoa	9:00
U.S. Samoa	9:00	U.S. Alaska	9:00	U.S. Samoa	9:00

No. 34,178 3/93 PARIS, MONDAY, JANUARY 18, 1993 ESTABLISHED 1887

'NONCOMPLIANCE WILL NOT BE TOLERATED'

U.S. Fires Missiles at Iraqi Nuclear Site
40 to 50 'Smart' Weapons Hit a Plant Near Baghdad

By Paul F. Horvitz
International Herald Tribune

WASHINGTON — United States warships launched a concentrated cruise missile attack Sunday night against what was described as a nuclear installation near Baghdad as a confrontation with Iraq escalated sharply.

A total of 40 to 50 "smart" cruise missiles, carrying 1,000-pound conventional warheads, were launched, according to the CBS and ABC television networks.

At least one person and up to three were reported killed in the attack, Reuters reported from Baghdad.

Marlin Fitzwater, the White House spokesman, said that the target was a suburban, multi-building, nuclear-reprocessing and fabrication plant at Zafaraniyah, on the Tigris River about 20 kilometers (13 miles) from the center of Baghdad.

He said the attack was launched to "demonstrate our determination to demand Iraq's compliance" with United Nations resolutions passed during and after the Gulf War.

Pentagon officials told The Associated Press that the missiles were fired from the USS Cowpens, an Aegis-class cruiser, and two destroyers: the USS Hewitt and the USS Stump, both in the Gulf. A third destroyer, the USS Caron, fired its missiles from the Red Sea, they said.

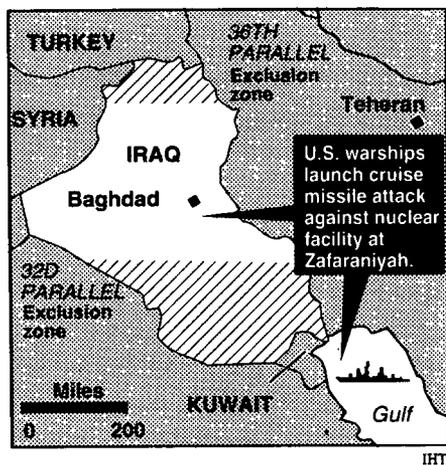
An Iraqi statement said the site attacked was a mechanical engineering plant and not a nuclear site.

But David Kay, a former UN weapons inspector, said from London that the site attacked was a mechanical engineering plant that had secretly been used in the past to build devices necessary to process uranium needed for atomic weaponry.

Before the attack Sunday, the plant was not functional, according to a spokesman for the International Atomic Energy Agency. And Mr. Kay said he believed that, as a result of a mid-1991 UN inspection and subsequent UN actions, there was no longer any activity at the site that could be helpful to an atomic weapons program.

These comments suggested that the U.S. attack was largely designed to send a political message to the Iraqi regime that virtually any building in the country can be struck with force and precision.

Mr. Kay, interviewed on CNN, said the facility attacked had, indeed, made molds and dyes and electrical devices. But he said it had been used for both military and civilian uses and that in 1991 it was found to be a secret manufactur-



ing site for calutrons, electromagnetic devices used to process nuclear material.

The modern facility was not attacked during the Gulf War, Mr. Kay said, because the allied coalition was not aware of its military use. It was inspected after the UN received an intelligence report, said Mr. Kay, an American.

A senior Pentagon official described the plant as a "multibillion dollar facility" that used high-tech computers to manufacture components used in the uranium enrichment process for nuclear weapons.

"Our intent here was to do serious damage to the facility," he told The Associated Press. "It is of high value to the Iraqi military."

The cruise missile attack came three hours after American officials announced that U.S. warplanes had shot down an Iraqi fighter that had violated the "no-fly" zone over northern Iraq earlier in the day. U.S. planes also attacked an Iraqi radar site that had threatened coalition pilots.

"Noncompliance with UN Security Council resolutions will not be tolerated," Mr. Fitzwater said after the missile attack. He strongly indicated that more such attacks would be considered unless Baghdad adhered to the letter and spirit of all UN resolutions.

"The purpose, the goal of this operation is to seek compliance with UN resolutions," he said. "We do not have that yet, and I don't believe that you can assume that these kinds of episodes are over until we get compliance."

Aides to President George Bush and President-elect Bill Clinton were in close contact throughout the day, and Mr. Bush, spending the day at the presidential retreat in Camp

David, Maryland, was said to have discussed the situation with Prime Ministers John Major of Britain and Brian Mulroney of Canada as well as President François Mitterrand of France and Turkish officials.

As the attack was mounted, at about 10 P.M. Baghdad time, anti-aircraft fire and tracers filled the night sky above the Iraqi capital. The Iraqi nuclear plant was reported to have been singled out by U.S. and allied warplanes during the Gulf War, which began precisely two years ago, but was not destroyed. Later, it was visited by UN inspectors.

An Iraqi-born journalist working for a British newspaper was caught, tried and hanged in Baghdad a few years ago after he was found near the plant.

Cruise missiles are highly sophisticated weapons that are programmed with maps of the anticipated terrain. Military sources say the missiles "read" the terrain as they fly low over the ground to avoid radar detection, making them capable of very precise hits — often within a few meters. Mr. Fitzwater said the Tomahawk cruise missiles were used to avoid U.S. casualties.

Mr. Fitzwater said the nuclear plant was selected not only because it was part of Iraq's "weapons-of-mass-destruction program," but also because its proximity to Baghdad made a political point to the Iraqi regime and populace and because it was vulnerable to cruise missile attack.

Iraq and the U.S.-led coalition have been at odds over the right of UN weapons inspectors to enter Iraq at will to oversee the destruction of Iraq's chemical, nuclear and biological weapons facilities. In addition, Baghdad has complained bitterly about two "no-fly" zones, which were imposed by the United Nations to protect Iraqi Kurds in the north and Shiites in the south.

Mr. Fitzwater said British and French warplanes had joined U.S. planes on Sunday's patrol in which the MiG-23 was shot down. Only U.S. planes were reportedly involved in the aerial combat, and there were no allied casualties.

A second military clash took place to the south early Sunday. As three Iraqis crossed into Kuwait, one was killed and a second captured when the encountered a Kuwaiti border patrol, according to U.S. and Kuwaiti officials. The third man escaped.

In announcing the early air clash, Mr. Fitzwater termed the situation "serious" and "ongoing" but he gave no specific indication that a cruise missile raid was imminent. He said the United States and its allies, primarily Britain and France, were reviewing options on an "urgent" basis.

Key members of Congress were kept abreast of the situation, Mr. Fitzwater said. One key Democrat, Representative Lee H. Hamilton of

Indiana, the next chairman of the House Foreign Affairs Committee, said every effort should be made to prevent Saddam Hussein, the Iraqi leader, from eroding the UN coalition.

Defense Secretary Dick Cheney said Sunday that Mr. Hussein appeared "determined to create confrontation" with Washington.

Before the aerial battle over northern Iraq, Iraqi officials had warned that they viewed the two air exclusion zones imposed by the UN as illegitimate and suggested that intruding aircraft would be subject to radar detection and possible attack.

In addition, Mr. Saddam, on Iraqi television, heatedly denounced the United States on the second anniversary of the 1991 launch of the Gulf War to free Kuwait.

Later, after its MiG-23 aircraft had been shot down, Baghdad offered more generous terms for UN weapons inspectors to fly into Iraq from Bahrain.

But the Iraqis conditioned their willingness to accept UN flights into Iraq from Bahrain on the willingness of the U.S.-led coalition to suspend its military flights over southern Iraq.

On Saturday, the United Nations rejected an Iraqi offer to permit UN inspectors into Iraq via Jordan. The United Nations is demanding unrestricted access. At the same time, a dispute was brewing over the location of Iraqi police posts along the Kuwaiti border, which Iraq does not recognize.

American military officials were quoted as saying that a U.S. F-16 fired an AMRAAM air-to-air missile to bring down the Iraqi MiG.

After an Iraqi anti-aircraft radar site "painted" a U.S. aircraft, the site was attacked by a HARM missile fired by a U.S. F-4G Wild Weasel, but officials could not say whether it was destroyed, according to The Associated Press.

Mr. Clinton's chief spokesman, George Ste-

phanopoulos, said in a broadcast interview after the air battle was announced that there was "no daylight" between the Bush and Clinton policies on Iraq and on Mr. Saddam.

"He is not going to get away with it," either with Mr. Bush or Mr. Clinton, Mr. Stephano-

poulos said. "If his behavior doesn't change, he's going to be in trouble."

Warren M. Christopher, the incoming secretary of state, said the Clinton team fully expected an ongoing test by Mr. Saddam but that over time he will be worn down.

Gore Advocates Trial of Saddam For War Crimes

Reuters

WASHINGTON — Vice President-elect Al Gore called Sunday for the creation of a war crimes tribunal to try Saddam Hussein, but declined to say that the Iraqi president should be captured if such a tribunal found him guilty.

Mr. Gore said on national television he would recommend that Mr. Saddam be tried, a proposal he suggested before Bill Clinton picked Mr. Gore as his vice-presidential running mate. "I will certainly urge that that be done," he said.

"War crimes have certainly been committed, and are being committed, from all accounts," Mr. Gore said. "The violence against two large groups of dissenters in Iraq continues, and there are UN resolutions specifically forbidding that."

He said that there were existing forums to try Mr. Saddam, but that it was premature to say he should be captured, as Washington seized Manuel Antonio Noriega, the former Panamanian ruler, for trial in the United States.

Saddam 'Courting Trouble,' Major Says in Backing Raid

By William Schmidt

New York Times Service

LONDON — Declaring that President Saddam Hussein had been "courting trouble" and now "has had trouble," Prime Minister John Major of Britain said Sunday night that the U.S. cruise missile attack on Iraq was undertaken with the full consultation and approval of Britain and its Gulf War allies.

"If they will not comply then, there will be a response," he said, referring to the Iraqi government's refusal to comply with United Nations Security Council resolutions.

Speaking at 10 Downing Street, Mr. Major said the U.S. action was taken "after a great deal of consideration, after a great deal of consultation and after giving Iraq every opportunity to comply with UN Security Council resolutions."

"It is willful disobedience of the international community time and time and time again," Mr. Major said. "He has been courting trouble. He has had trouble."

Mr. Major would not speculate on whether there would be further attacks, saying: "I am not going to anticipate what might happen."

No British or French aircraft or personnel took part in the attack on Sunday, but British officials said six Tornado jet fighters based in Dhahran, Saudi Arabia, were on alert.

[France said it had not taken any part in the operation launched Sunday against Baghdad, Agence France-Presse reported. "No French resources were engaged, and the Defense Ministry has no comment to make," the ministry said.]

The British government was joined by leaders of the country's two major opposition parties in endorsing the mission. David Clark, the Labor Party's defense spokesman, said Mr. Saddam "has been taught another lessons that he has to abide by those cease-fire conditions."

Raid Failed, Saddam Says As He Urges Retaliation

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAGHDAD — President Saddam Hussein declared defiantly Sunday that the United States cruise missile attack on Iraq had been a "total failure."

In a speech on state radio, Mr. Saddam called on the Iraqi armed forces to "fight the attackers." He said they should "be worthy of your history and the mission that God has entrusted you with."

"Once again they came back to steadfast Baghdad, but they left in total failure like they always have," Mr. Saddam said.

"God is on your side so that Iraq, the symbol of the mujahidin, may live on," he said.

He accused the West of harboring an "ancestral hatred" against Iraq. "But God will denounce them and foil their attacks and will

make the believers triumphant," he said.

His speech was broadcast less than an hour after the end of the missile attack.

It was his second speech of the day. In his earlier address, to commemorate the second anniversary of the Gulf War and before the missile attack, he defiantly declared that the Iraqi army "will not be defeated."

He called upon Iraqis to make the coming battle a "final and decisive chapter which will be the end of all chapters."

He asserted that Iraqis and Kuwaitis "are one people."

He urged Kuwaitis to rise up against their ruling family, who he said were "robbers" who left their country two years ago as if they were "renters breaking a lease."

He said Kuwait had since been turned into "an oil company producing oil for the Al Sabah family."

Mr. Bush's defeat came as a shock to many in the region, a fact that Iraqi propaganda has not tired of emphasizing since November.

The fact that the Iraqi president emphasized the corruption of the ruling Sabah family was not lost on people here. In addition to security concerns, deteriorating economic conditions and poor morale, Kuwait has been plunged in the past few weeks into its most serious financial scandal in decades.

At least \$5 billion of publicly-owned money is missing from the country's foreign investment funds. (AFP, NYT)

A Noted Hotel Is Damaged By Explosion

The Associated Press

BAGHDAD — Glowing anti-aircraft shells streaked over Baghdad on Sunday night as the United States fired cruise missiles at what it said was an Iraqi nuclear weapons site on the outskirts of the capital.

An explosion damaged the lobby of the Rashid Hotel, where foreign journalists and visitors often stay. It was not immediately known whether the hotel blast was caused by anti-aircraft fire or a U.S. missile.

Hotel workers said that a woman at the hotel's reception desk died when the roof caved in and that two other people might have been killed.

There was no immediate report from President Saddam Hussein's government about damage to the designated target outside Baghdad. American television reports quoted the government as denying

the site was engaged in nuclear weapons work.

An Iraqi army photographer displayed a piece of metal bearing the marking "Jacksonville, Fla."

In Washington, the White House spokesman, Marlin Fitzwater, said that he was aware of reports of damage to the hotel, but that he did not believe it was damaged by a cruise missile. He speculated that an Iraqi anti-aircraft shell might have hit the hotel.

A crater 10 feet (3 meters) deep and 20 feet across was outside the hotel and broken furniture and debris littered the lobby. The hotel's power was out.

"I just heard a whoosh, and it just exploded right in front of me," said Derek Wilkinson, an NBC News tape editor, speaking on CNN. He had been in the hotel room where NBC has its Baghdad office.

Saddam's Gamble: A Bet Allies' Resolve Will Flag

By Youssef M. Ibrahim

New York Times Service

KUWAIT — President Saddam Hussein's defiant speech on Sunday was based on gambling, wishful thinking and sheer necessity, political analysts agreed.

In choosing this time to challenge President George Bush, who orchestrated a war against him and who leaves office on Wednesday, the Iraqi ruler is betting that the Western-Arab alliance that defeated him two years ago is no longer willing or able to marshal a military operation big enough to neutralize him.

He is calculating, the analysts said, that much of the Arab world has grown weary watching further punishment inflicted in the name of the United Nations upon the Iraqi people while, as he pointed out in a speech, non-Arab countries like Israel flout United Nations resolutions without suffering for it.

This has not been enough to arouse the Arab crowds to anger, but it has caused Syria and

NEWS ANALYSIS

Egypt, which waged war against Iraq in 1991, to express their "deep regret" at the U.S. air raids last week.

And Mr. Saddam is hoping that West is becoming too preoccupied with new trouble spots all over the globe to keep up its eagerness to bring Iraq into line time after time.

Throughout a speech on Sunday that ranked as one of his most belligerent, the Iraqi president was also taking advantage of another reality that has become evident in the last year —

the rising challenge of Islamic fundamentalism and Iran's role in fanning its flames, thanks to the absence of the Iraqi deterrent that effectively suppressed the Iranians during the Iran-Iraq war from 1980 to 1988.

Several Arab leaders, including close allies of the United States, expressed the view that the continuing bleeding of Iraq, and its possible dismemberment, including a Shiite state under Iran's influence, will lend momentum to a movement that has become the greatest preoccupation of nearly every Arab regime from Algeria to Saudi Arabia.

Still, the bottom line for Mr. Saddam remains the growing economic pain in a country deprived of all income for more than two years and running out of cash and good will.

Iraqi currency has become worthless. Food and spare parts are short, and the regime repeatedly needs to remind the population of its position that the hardships are not a result of its policies but of the cruelty of the West and its "treasonous" Arab puppets.

"Every time he feels the pinch of the sanctions, he provokes another confrontation with the West," said Adel Darwish, a Middle East specialist in London who is an expert on Iraqi affairs.

Above all, there is the fact that Mr. Saddam has no place to run. No country would take him, and his enemies are too many.

"He is playing poker again," said an Iraqi dissident who has watched Mr. Saddam for years. "He is saying that anyone who wants to

deal with Iraq has to deal with him on his terms, not theirs."

Although Mr. Saddam's track record of miscalculations is long, he may have sound reason now to believe that at a small cost he can tilt the balance of power of the coalition that fought him just enough to win breathing space.

Although aware that Iraq is not in any military position to threaten its neighbors, he apparently calculated that his country is capable of becoming a low-level threat that can keep vulnerable Gulf countries like Saudi Arabia and Kuwait on edge.

Mr. Saddam asserted Sunday that Iraqis and Kuwaitis "are one people" and would ultimately be united.

Much of this is bluster. But one underlying message in the Iraqi president's speech was meant for the Clinton administration.

Mr. Saddam is serving notice that although Iraq may indeed be down, he is still in control and will remain a thorn in the side of any inhabitant of the White House — particularly one like Mr. Clinton, who has repeatedly said his priorities should be domestic.

L'aviation alliée a effectué un nouveau raid dans le sud du territoire irakien

Le Monde

MARDI 19 JANVIER 1993

L'aviation alliée a mené, lundi 18 janvier en fin de matinée, un nouveau raid aérien contre des objectifs situés dans le sud de l'Irak. Des appareils britanniques et français ont participé à l'opération, les Mirage 2000 étant chargés d'assurer la protection. Ce raid a eu lieu au lendemain de l'attaque par les Américains d'un « complexe nucléaire » dans la banlieue de Bagdad. Une trentaine de missiles de croisière Tomahawk sont tombés sur le site. L'Hôtel Rachid, où résident la plupart des envoyés spéciaux de la presse occidentale, ainsi que deux habitations d'un quartier résidentiel de Bagdad, ont été endommagés, dans des circonstances non encore élucidées. Trois personnes au moins ont trouvé la mort. M. Bill Clinton a déclaré soutenir pleinement l'opération décidée par M. Bush.

« Comme une énorme bombe... »

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Il était 21 h 30, heure de Bagdad (19 h 30, heure française) dimanche 17 janvier, quand une sourde explosion a secoué la ville, immédiatement suivie d'un champignon de fumée visible des toits du centre-ville. Illuminé de balles traçantes rouges et blanches, le ciel de la capitale irakienne a résonné du bruit d'enfer des batteries anti-aériennes, qui ont tiré sans interruption durant dix minutes, alors que, surpris par le déclenchement soudain des opérations, les automobilistes tentaient à vive allure de se mettre à l'abri. Vers 22 h 10, le concert reprenait quelques minutes et c'est, semble-t-il, à ce moment-là qu'un autre projectile a atteint l'hôtel Al-Rachid, en plein centre-ville.

Deux autres sites dans le quartier bourgeois de Kharrada et dans le district résidentiel d'Amal ont aussi été atteints.

Pratiquement « annoncés » après les rejets par l'ONU des deux propositions conditionnelles irakiennes sur les vols des missions de l'organisation internationale, les bombardements américains par des missiles Tomahawk ont, cette fois, frappé au cœur de l'Irak, à Bagdad même, et semblent sans commune mesure avec ceux de mercredi dernier. Trois heures après que la Maison Blanche eut annoncé que la cible visée était « un complexe nucléaire », le ministère de l'information a autorisé la presse à se rendre sur les lieux à Al-Zaafaniya, à une vingtaine de kilomètres à l'est de la capitale.

Présenté par son directeur, M. Yayha Nsayef, et dans un communiqué officiel « comme une usine de machines-outils destinée à la production civile », ce vaste complexe d'une douzaine de bâtiments n'est plus, pour une grande part, qu'un enchevêtrement de plaques de béton et de ferraille tordue.

« A 21 h 30, j'ai entendu comme une énorme bombe et ensuite entre 25 et 30 roquettes tombant au coup par coup », raconte, encore sous le choc, M. Nsayef. « Cinquante personnes étaient encore à l'intérieur du bâtiment, mais ont pu fuir au bruit des sirènes et aucune n'a été blessée. Le premier impact a touché l'extrémité de l'usine et cela s'est rapproché petit à petit », dit-il encore. Pressé de questions sur cette usine qui employait mille personnes, M. Nsayef répond : « Les équipes de l'ONU ont visité ce site à plusieurs reprises et n'ont rien trouvé à y redire. » D'après un communiqué officiel irakien, « cette usine avait été inspectée à cinq reprises - en juin et juillet 1991 et en avril, août et novembre 1992 - et tous les équipements et chaînes de fabrication ont été passés en revue. Les inspecteurs de l'ONU, sous les directions successives de MM. David Kay, Dimitri Periccos et Nikita Smidovich, étaient satisfaits de constater, précise le texte irakien, qu'aucun des produits ou des composants des machines n'était interdit par la résolution 687 du Conseil de sécurité de l'ONU ».

Deux morts à l'hôtel Rachid

M. Nsayef en est persuadé : « Ils ont fait cela juste pour détruire les bases de notre industrialisation. » Et il ajoute : « L'important est que nous soyons toujours en vie. Nous reconstruirons. » Accusateur, il affirme : « Chaque fois qu'une mission de l'ONU visite un site, nous nous attendons à être une cible. Ce sont des espions. Peut-être pas tous, mais certains d'entre eux, c'est sûr. » A l'appui de ses dires, M. Nsayef montre les deux seuls bâtiments épargnés par les missiles, celui de l'administration et un entrepôt. La précision des impacts prouve en tout cas une parfaite connaissance des lieux, d'autant que l'usine est entourée d'habitations, dont celles notamment des étudiants de l'université de technologie. Que produisait réellement cette usine? Impossible à dire. Selon son directeur, « elle fabriquait des pièces de mécanique géné-

T'ES PAS CAP' !!



rale » qui peuvent être employées de multiples façons. Les machines, précise-t-il, provenaient d'Allemagne, d'Italie et de Grande-Bretagne, dont notamment la firme Matrix-Churchill, au cœur du scandale des ventes à l'Irak.

Le deuxième site touché, l'hôtel Rachid, le plus luxueux de la capitale irakienne, affichait complet et accueillait, outre la majorité des journalistes étrangers présents en Irak, plusieurs centaines de participants à un congrès islamique de soutien à l'Irak. Dans le hall de marbre dévasté, couvert des éclats des baies vitrées et des morceaux du plafond effondré, on patauge dans l'eau que balaient, à grand-peine, les employés de l'hôtel, choqués par la mort de deux jeunes réceptionnistes. Les larmes aux yeux, l'un d'eux interroge : « Nous servons tout le monde, nous n'avons jamais tenu compte des nationalités. Pourquoi nous? »

« Je veux tuer tous les Américains que je rencontrerai, hurle un client allemand, ancien otage - « invité » précise-t-il, - lors de la guerre du Golfe. Ce sont des criminels. Ils ont fait cela exprès, à cause du congrès islamique, mais ces gens pourront maintenant témoigner de ce qui est arrivé. » Refusant de donner son nom « par crainte de la CIA », il affirme : « J'écoutais la Voix de l'Amérique qui parlait d'un site nucléaire quand l'explosion a retenti. Vous pouvez juger de la réalité. » Dans les regards de quelques délégués islamiques, la colère est visible à l'égard des journalistes occidentaux sur les lieux.

Qu'est-il, toutefois, exactement arrivé? Difficile à dire. Un morceau métallique d'une grande propriété provenant d'un missile américain - puisqu'il portait l'inscription « made in USA » - a

été retrouvé sur place. S'agit-il d'un morceau d'engin qui aurait été détourné par les tirs de la DCA, ou d'un missile qui aurait été abattu par un tir anti-aérien? Toutes les hypothèses sont permises. Les dégâts au Rachid, si sérieux soient-ils, sont toutefois moindres que ceux de l'usine touchée de plein fouet. C'est néanmoins ici que l'on a dénombré le plus grand nombre de victimes, avec deux morts et une quinzaine de blessés, dont un journaliste allemand de Bild Zeitung et un technicien de la chaîne américaine CBS.

Le président irakien imperturbable

Les mêmes interrogations se posent quant à la destruction de deux maisons, qui a fait un mort et trois blessés, dont deux enfants, dans le quartier résidentiel de Kharrada. La violence du choc a coupé des arbres et labouré les jardins alentours, mais on voit mal l'objectif qui aurait été visé dans ce quartier aux maisons plutôt luxueuses, juste derrière le Tigre.

Ces nouveaux bombardements ne semblent pas toutefois devoir faire fléchir le président Saddam Hussein, qui a rendu visite aux blessés dans le courant de la nuit.

Intervenant une nouvelle fois à la télévision, juste après la fin des tirs, le président irakien a en effet affirmé que cette action, comme les précédentes, connaîtra « un échec cuisant ». « Attaquez, a-t-il dit aux Irakiens, parce que Dieu est avec vous et la gloire aux martyrs. »

C'est dans l'inquiétude que la population irakienne avait célébré, plus tôt dans la journée, le deuxième anniversaire de la guerre du Golfe. A l'heure précise - 2 h.30 - où, dans la nuit du 16

au 17 janvier 1991, les premières bombes de la coalition étaient tombées sur Bagdad, quelque 20 000 Irakiens, dûment mobilisés pour la circonstance, avaient convergé vers des bureaux de l'ONU en plein centre-ville. Portant des portraits du président Hussein, scandant des slogans anti-américains ou à la gloire de la résistance de l'Irak, ils avaient brûlé les drapeaux américains, britanniques et français, ainsi qu'une effigie du président George Bush. A 8 heures, la circulation s'était arrêtée aux principaux carrefours de la capitale et cinq minutes de silence avaient été observées, alors que dans les écoles, les élèves écoutaient l'évocation de la guerre et rendaient hommage « aux martyrs innocents qui ont parfumé la terre de leur sang ». Vingt et un coups de canon avaient été tirés lors de la prière marquant le coucher du soleil, soit moins de cinq heures avant les bombardements de la nuit.

Deux ans après l'opération « Tempête du désert », Imad, trente ans, n'a pas oublié ce jour, ni la guerre qu'il a faite au Koweït. « Cela a été un jour de malheur. La guerre est toujours sale. Mais regardez, disait-il souriant, nous avons désormais reconstruit notre pays. Et le Koweït, il nous reviendra un jour. » A l'école secondaire Al Aaquida (idéologie), parfaitement alignées sur une quinzaine de rangs, des jeunes filles écoutaient, dans le froid sec, la directrice louer « la grandeur de l'Irak » et de son président, dont la seule évocation du nom déclenchait des applaudissements. « Nous sommes encerclés par les ennemis de l'humanité. Qu'ils soient maudits. Que Bush soit maudit, nous vaincrons », clamait-elle. Sur l'un des calicots brandis à l'apparition des caméras de télévision, on pouvait lire : « Les étudiants irakiens sont en permanence prêts au martyre. »

Dans un de ses plus longs discours depuis son accession au pouvoir, il y a quatorze ans, le président Hussein, en grand uniforme, avait fait, en milieu d'après-midi, un long plaidoyer sur l'invasion du Koweït. Comme s'il voulait se justifier devant son peuple, et devant les « masses arabes », il avait affirmé que l'Irak avait en quelque sorte été contraint d'envahir l'émirat pour garantir l'indépendance de la nation arabe face « à la pénétration militaire colonialiste ». Faisant appel à « l'honneur et à la dignité » arabes, il se présentait de nouveau comme le chantre du panarabisme. S'adressant au « peuple koweïtien », il l'avait appelé à « faire le bon choix dans son attitude envers l'Irak et la nation arabe », affirmant que « les Al Sabah (famille régnante au Koweït) ont tout perdu, y compris le sens des réalités ». Pour la première fois, le président irakien reconnaissait que des abus avaient été commis au Koweït durant l'occupation, tout en en rejetant la responsabilité sur « un complot dans lequel les dirigeants iraniens ont joué un rôle notoire ». Reconnaisant aussi les sacrifices consentis par son peuple en deux

ans et demi d'embargo, il l'avait appelé à « la patience », lui affirmant que « la fin des souffrances était proche. Cet épisode [de la guerre] est le dernier et sera décisif », avait-il dit avant d'assurer : « L'Irak ne sera pas défait. Toutes les villes irakiennes, de Zakho, à l'extrême nord, à Fao, à l'extrême sud, seront des forteresses imprenables. »

Multiplication des incidents

Depuis le nouveau refus, samedi soir par l'ONU, de l'offre irakienne de garantir la sécurité des vols de l'organisation internationale à condition que les avions viennent de Jordanie – pour éviter tout survol des zones d'exclusion aérienne, – la tension était sérieusement montée. Dimanche, plusieurs incidents avaient eu lieu, dont Bagdad a donné des versions différentes de celles du Pentagone. Ainsi, selon l'Irak, le Mig-29 détruit par l'aviation américaine s'apprêtait-il seulement à décoller et se trouvait-il donc au sud du 36^e parallèle, qui marque la limite de la zone d'exclusion au nord du pays. Le commandement militaire irakien faisait également état de tirs ennemis sur le village de Tel-Al-Zalat, dans la province de Ninive, et annonçait que sa défense anti-aérienne était entrée en action à trois reprises dans le Nord, « contraignant les avions ennemis à rebrousser chemin ».

En fin d'après-midi dimanche, Bagdad a fait une nouvelle proposition à la commission spéciale de l'ONU. Il a accepté que les avions de l'ONU viennent directement de Bahreïn à condition que durant le vol, les appareils américains, britanniques et français s'abstiennent d'effectuer des patrouilles dans la zone d'exclusion aérienne au sud du 32^e parallèle. L'Irak demandait à l'ONU la notification précise de ces vols à l'aller comme au retour. Cette nouvelle offre a été elle aussi rejetée par la commission de l'ONU qui exige une liberté totale pour ses déplacements.

Le refus de l'Irak de reconnaître l'existence des zones d'exclusion aérienne paraît irrévocable. Lors d'une longue conférence de presse, samedi soir, le vice-premier ministre, M. Tarek Aziz, l'a très clairement réaffirmé. Ces zones sont « illégales », a-t-il dit. Elles relèvent d'une décision « unilatérale des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France et non des Nations unies. L'Irak y résistera par tous les moyens politiques et militaires ». Interrogé sur le deuxième point du contentieux avec l'ONU, c'est-à-dire la reconnaissance par l'Irak du nouveau tracé de sa frontière avec le Koweït, M. Aziz a affirmé que la position de Bagdad « a été exprimée à maintes reprises et qu'il n'y avait pas de changement ». Il a démenti que les six postes de police dont l'ONU avait exigé le démantèlement vendredi à minuit aient été renforcés. A propos d'un

récent article d'un conseiller du président Saddam Hussein réaffirmant l'appartenance du Koweït à l'Irak, M. Aziz a dit : « Le Koweït était dans le passé une partie de l'Irak. Maintenant non. »

A deux jours de la fin du mandat du président américain George Bush, le chef de l'Etat irakien va

sans doute chercher à gagner du temps sans rien céder, savourant d'autant mieux son maintien au pouvoir que la coalition des trente-trois pays qui l'avaient combattu en janvier et février 1991 semble avoir perdu aujourd'hui de sa cohésion.

FRANÇOISE CHIPAUX

Le Tomahawk : une arme à longue portée très discrète

Les missiles de croisière Tomahawk que les Américains ont utilisés pour bombarder les installations irakiennes à une vingtaine de kilomètres au sud de Bagdad, sont des engins qui peuvent être lancés indifféremment depuis des bâtiments de surface ou depuis des sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire de la marine américaine (1).

Véritable avion sans pilote à l'image des V 1 de la seconde guerre mondiale, le Tomahawk se présente comme un étroit cigare ailé de 53 cm de diamètre, long de 6,4 m. Propulsé par un microréacteur alimenté par un carburant spécial, cet engin très sophistiqué croise à très basse altitude (moins de cent mètres) à une vitesse d'environ 860 km/h et peut atteindre avec une précision inégalée (moins de dix mètres), des cibles situées à des distances comprises entre 450 km et 2500 km sur lesquelles il peut larguer soit une tête nucléaire, soit une charge de 400 à 450 kilos d'explosifs. Mais, en finale, il peut aussi larguer une série de sous-munitions de pénétration destinées à saturer les défenses adverses.

Trajectoires « recalées »

Ces performances sont rendues possibles par la présence à bord de l'engin d'un dispositif qui permet au Tomahawk de « recalculer » périodiquement sa trajectoire par rapport à l'objectif visé en comparant le terrain survolé à des données enregistrées dans un ordinateur embarqué. Cet ensemble de guidage se compose donc d'une centrale inertielle comme en ont tous les missiles à longue portée, d'un dispositif de suivi de terrain (TERCOM) et d'un système de cartographie permettant de vérifier que la route suivie est la

bonne. S'y ajoute enfin un système de guidage terminal par corrélation numérique du terrain survolé (DSMAC), permettant au Tomahawk de reconnaître son objectif.

Lors de la guerre du Golfe, les Américains ont tiré 105 de ces engins durant les premières vingt-quatre heures, et au total 450 contre les installations militaires irakiennes, les usines destinées à la production d'armement nucléaire, chimique ou biologique.

Mais, selon les experts, si l'effet de surprise a été réel, les destructions au sol occasionnées par les tirs de Tomahawk ont été moins lourdes que prévu, obligeant les vieux bombardiers B-52 à pratiquer des bombardements plus classiques (*le Monde* du 16 mai 1991). Qu'en a-t-il été cette fois avec les trente ou quarante missiles de croisière tirés, dit-on, par la marine américaine ? On ne le saura qu'après traitement des images recueillies par les satellites d'observation et celles des avions de reconnaissance alliés.

Quoi qu'il en soit, le directeur du complexe irakien visé par les Américains affirme que ce « bombardement par étapes, bâtiment par bâtiment », a touché l'ensemble des douze ateliers de l'usine.

(1) Lors de la guerre du Golfe, les Tomahawks ont été tirés à la fois depuis les cuirassés *Missouri* et *Wisconsin* qui opéraient en mer Rouge et depuis des sous-marins d'attaque de type *Sturgeon* et *Los Angeles* opérant en Méditerranée en raison de la trop faible profondeur des eaux du Golfe. Mais il existe des versions aéroportées de ces missiles de croisière.

Londres fait état d'un « accord complet » entre les alliés et Paris parle d'une « réponse appropriée »

A l'issue d'une semaine au cours de laquelle la tension est allée croissant entre l'Irak, d'une part, la coalition occidentale et l'ONU, d'autre part, les Etats-Unis ont tiré, dimanche 17 janvier, une quarantaine de missiles de croisière Tomahawk sur ce qu'ils ont affirmé être un site nucléaire irakien, à une vingtaine de kilomètres au sud-est de Bagdad. Au moins trois personnes ont été tuées et trente et une autres blessées. Une nouvelle attaque aérienne a été engagée, lundi vers 11 heures du matin (heure française).

« L'opération engagée (dimanche soir) a été décidée après mûre réflexion, après beaucoup de consultations et après avoir donné à Saddam Hussein toutes les occasions de se conformer aux résolutions de l'ONU », a déclaré le premier ministre britannique, M. John Major.

Le président irakien a « cherché les ennuis, il en a eus », a-t-il ajouté, affirmant qu'il y avait « accord complet des alliés sur la nature et le moment » de l'attaque. A Paris, on a réagi en deux temps. Le ministère de la défense a d'abord précisé que « l'opération militaire réalisée sur Bagdad est une opération américaine. Aucun moyen français n'est engagé, le ministère de la défense n'a aucun commentaire à faire ». Quelques heures avant l'attaque, le porte-parole de l'Elysée, M. Jean Musitelli, avait indiqué que les présidents George Bush et François Mitterrand avaient eu deux entretiens téléphoniques, « dans le cadre de la concertation mise en œuvre depuis le début de l'affaire irakienne ». Cette concertation « se poursuit au niveau des ministères des affaires étrangères et des chefs d'état-major », avait-il précisé. Lundi matin, M. Musitelli estimait que le raid américain était une « réponse appropriée » aux défis irakiens. « Le fait que la France n'y ait pas participé, ajoutait-il, ne signifie pas qu'elle ait des

réerves à exprimer ». Hormis la Jordanie, dont le ministre de l'information a déclaré lundi que « les sujets de conflit entre les alliés et Bagdad ne justifient pas les attaques de ces derniers contre l'Irak », les pays arabes n'avaient toujours pas réagi lundi en début de matinée à l'attaque américaine.

Lié aux Etats-Unis, à la France et à la Grande-Bretagne par des accords de défense, le Koweït a toutefois l'intention de demander que des forces terrestres britanniques et françaises se joignent aux 1 100 soldats que les Etats-Unis ont déjà envoyés sur son territoire. Washington pour sa part, étudie très sérieusement une demande des autorités de l'émirat de déployer des missiles « Patriot » dans leur pays. Recevant samedi des journalistes français, le président égyptien Hosni Moubarak, nous signale notre envoyé spécial Jean-Pierre Langellier, avait regretté la riposte militaire occidentale à ce qu'il a qualifié de « provocations et aventures irresponsables » du chef d'Etat irakien. Alors que la Turquie, dont la base aérienne d'Incirlik abrite les avions de surveillance américains, britanniques et français, observait une attitude prudente, le Japon, les Pays-Bas et l'Australie ont apporté leur soutien au raid américain.

Tokyo « comprend et soutient l'action américaine et invite vivement l'Irak à observer les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU », a déclaré le premier ministre Kiichi Miyazawa. « Vu l'attitude adoptée par le leader irakien Saddam Hussein, une nouvelle action était inévitable. Le gouvernement néerlandais soutient l'action américaine », a affirmé un porte-parole du ministère des affaires étrangères, alors que le ministre australien des affaires étrangères jugeait qu'« il y a encore beaucoup de provocations de la part de Saddam Hussein ». - (AFP, Reuter, AP.)

Les Etats-Unis ont voulu répliquer aux « défis » de l'Irak

M. Bill Clinton « soutient pleinement » M. George Bush

WASHINGTON et NEW-YORK
de nos correspondants

Deux ans jour pour jour après le début de l'opération « Tempête du désert » contre l'Irak, les Américains ont pu suivre, dimanche 17 janvier, à la télévision, presque en direct, des images qui avaient un air d'inquiétant « déjà vu », voire un goût de « revenez-y » : une nouvelle attaque américaine - limitée, celle-là - sur Bagdad ou sa banlieue, et le ciel illuminé par les tirs de la DCA...

« Saddam Hussein veut l'affrontement », disait le secrétaire à la défense. A l'insar de nombre de

dirigeants américains, M. Richard Cheney paraît convaincu que le président irakien a soigneusement choisi son moment pour se lancer dans ce que Washington considère comme une série de « défis » et de violations des résolutions de l'ONU.

Si l'escalade a culminé à mesure qu'on approchait du deuxième anniversaire de la guerre du Golfe et du départ de la Maison Blanche d'un George Bush défait aux élections, ce ne serait pas par hasard : M. Hussein entendrait montrer que le vrai perdant de la « Tempête du désert » n'est pas celui qu'on pense. Autrement dit, « la mère de toutes les batailles », dans la rhétorique

baasiste, ne prendra fin qu'avec le retrait de l'un des deux protagonistes.

A Washington, on n'exclut pas que l'affrontement - « provocations » irakiennes et réplique américaine - continue jusqu'au mercredi 20 janvier, date de la passation des pouvoirs entre le président Bush et le démocrate Bill Clinton. Commentant l'attaque américaine, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Marlin Fitzwater, se refusait à dire que « ce type d'événement ne se reproduira plus », tant que l'Irak n'acceptera pas inconditionnellement le statut de souveraineté limitée que l'ONU lui a imposé au lendemain de la

guerre.

Certains estiment que M. Hussein obéira à toutes les demandes de l'ONU le 20 janvier à midi, à l'heure précise ou M. Bush cédera le bureau ovale de la Maison Blanche à M. Clinton. Ce serait une manière d'inciter l'administration démocrate à «normaliser» la situation avec l'Irak. D'autres jugent, en revanche, que l'homme fort de Bagdad, désireux de «tester» le nouveau président, continuera la guerre d'usure avec les Américains.

Une cible «politique et diplomatique»

M. Clinton, qui faisait, dimanche, son entrée en fanfare dans la capitale fédérale, a voulu dissiper toute impression que son équipe serait plus accommodante. Dans un communiqué, il a indiqué qu'il «soutenait pleinement» la dernière opération militaire décidée par M. Bush. «Saddam Hussein devrait comprendre très clairement que l'administration en place et la future administration sont pleinement d'accord sur la nécessité [pour lui] de se conformer aux résolutions de l'ONU», a-t-il ajouté.

Il a dénoncé les «incessantes provocations» de Bagdad et approuvé «la réponse appropriée» que Washington vient d'y apporter. «J'ai mené plusieurs combats dans ma vie, a insisté le président élu, mieux vaudrait qu'il [Saddam Hussein] comprenne que je ne vais pas me laisser intimider.»

M. Fitzwater a expliqué que la cible visée: (un vaste complexe nucléaire dans la banlieue de Bagdad) était au moins autant «politi-

que et diplomatique» que militaire. Manière - forte - de montrer que les Etats-Unis agissent dans le sens des résolutions de l'ONU qui appellent au démantèlement de toutes les armes de destruction massive de l'Irak et, notamment, d'éventuelles installations à partir desquelles le régime baasiste pourrait reconstituer un potentiel nucléaire.

Selon Washington, ce site servait à assembler les composants destinés à enrichir l'uranium. Pour la commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak, il s'agissait d'un site éminemment suspect, où pouvaient être fabriqués des éléments d'un programme nucléaire militaire.

L'aspect «politique» du choix tient à la proximité de Bagdad. Si M. Fitzwater a souligné que les Etats-Unis ne voulaient viser aucune cible civile, il reste qu'ils entendaient montrer une détermination particulière en frappant aux alentours de la capitale irakienne. Les responsables officiels se sont abstenus de tout commentaire à propos du projectile qui a frappé l'hôtel El-Rachid, dans le centre de la capitale.

La plupart des correspondants militaires américains incriminaient un tir en provenance de la DCA irakienne. Les responsables du Pentagone n'excluent pas qu'un missile de croisière ait pu être atteint par la DCA et ait touché ensuite l'hôtel.

«En consultation» avec les alliés

M. Fitzwater a ajouté que l'arme - missiles de croisière plutôt qu'ap-

pareils de l'US Air Force - avait été choisie afin de ne pas mettre en péril la vie de pilotes américains. Ce que le porte-parole a seulement laissé entendre, c'est que l'administration ne voulait sans doute pas prendre ce risque le jour même du début des cérémonies d'investiture de M. Clinton.

Ce choix-là avait aussi l'avantage de ne pas impliquer les alliés des Etats-Unis, qui, pour certains, notamment la France, ont paru vouloir nettement se désolidariser des Américains, alors qu'ils avaient été partie prenante au bombardement de mercredi sur des sites de missiles dans le sud de l'Irak.

M. Bush s'était entretenu, samedi, au téléphone avec M. Mitterrand et le premier ministre britannique, M. John Major. M. Fitzwater a déclaré que l'opération avait été menée «en consultation» avec les alliés des Etats-Unis. Il semble que les trois Occidentaux ne soient plus tout à fait d'accord sur la nécessité de répliquer coup pour coup à chaque «défi» lancé par M. Hussein. A en croire la presse américaine, M. Major aurait refusé que des appareils de la Royal Air Force participent à un bombardement aérien que M. Bush se proposait de lancer vendredi dans la soirée, après que l'Irak eut défié un «ultimatum» américain.

Brèche juridique

La tension était montée durant le week-end. Samedi, des appareils américains patrouillant dans la zone d'exclusion aérienne du nord de l'Irak avaient essuyé des tirs de

la DCA irakienne. Dans la nuit de samedi à dimanche, un F-16 américain y avait abattu un Mig 29 irakien, alors que des accrochages mineurs avaient lieu entre policiers irakiens et koweïtiens à la frontière entre les deux pays.

Le conflit actuel porte sur les deux zones d'exclusion aérienne instaurées par les alliés pour protéger les chiites au sud et les kurdes au nord. Elles avaient été créées après que le Conseil de sécurité eut adopté, le 5 avril 1991, la résolution 688, qui, sans être fondée sur le chapitre 7 de la Charte (prévoyant l'emploi de la force), appelle les membres du Conseil à utiliser «tous les moyens nécessaires» pour assurer la protection des populations kurdes et chiites.

Pour autant, la mise en place de zones d'exclusion ne figure pas spécifiquement dans la résolution. L'Irak voit là la brèche juridique lui permettant d'essayer de secouer le carcan qui lui est imposé. Bagdad multiplie les obstacles aux missions d'inspecteurs de l'ONU, chargées de surveiller le démantèlement du potentiel militaire irakien. Bagdad se refuse ainsi de garantir la sécurité des avions des inspecteurs si ceux-ci devaient voler dans les deux zones d'exclusion, à moins que les alliés renoncent, de leur côté, à y patrouiller.

L'objectif de l'Irak est de réaffirmer sa souveraineté sur des zones qu'il considère comme illégales. La commission du désarmement de l'ONU a répété, dimanche, que le comportement de Bagdad n'était pas acceptable et représentait une violation des résolutions sur le cessez-le-feu, ce qui justifie, à ses yeux, les interventions des alliés.

ALAIN FRACHON
et AFSANÉ BASSIR POUR

M. Tarek Aziz invite le président élu à éviter une «politique de vendetta personnelle»

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

A trois jours de la fin du mandat du président George Bush, le vice-premier ministre irakien, M. Tarek Aziz, s'est voulu très circonspect sur l'avenir des relations américano-irakiennes. «L'administration qui a présidé à la détérioration de nos relations avec les Etats-Unis arrive à son terme, a-t-il déclaré. Une nouvelle entre en action. Le président élu Bill Clinton a affirmé être soucieux de l'application des résolutions des Nations unies et du respect de la légalité internationale. Pour nous, ce n'est pas un problème. Si son principal intérêt est l'application des résolutions de l'ONU, nous pouvons en discuter de manière objective et professionnelle. Ce qui est arrivé dans le passé était de l'acharnement contre l'Irak, une

politique de vendetta personnelle.»

Le fait que M. Clinton ne fasse pas officiellement du départ de M. Saddam Hussein un préalable au dialogue laisse espérer à Bagdad un changement significatif dans ses relations avec Washington, et certains diplomates en poste en Irak estiment probable une baisse de la tension actuelle au lendemain de la passation de pouvoir aux Etats-Unis.

«Nos relations peuvent s'améliorer»

«Nos relations peuvent s'améliorer. Nous ne demandons rien, a dit M. Aziz. Nous aimerions voir la fin de la politique de vendetta personnelle. Ce serait suffisant pour créer une atmosphère objective pour discuter de nos affaires. Nous ne nous considérons pas comme des ennemis

des Etats-Unis. Si l'administration américaine change son style dans ses rapports avec l'Irak, nous ferons la même chose.»

Evoquant les «intérêts» des Etats-Unis, M. Aziz a jugé qu'il était «bon pour des dirigeants de faire le bilan de leurs pertes et de leurs gains politiques». «La nouvelle administration, a-t-il ajouté, devrait réétudier la politique menée vis-à-vis de cette région et spécialement de l'Irak. C'est à elle de décider, mais s'ils revoient objectivement la situation, les Américains découvriront que leur politique n'a pas servi les intérêts à long terme des Etats-Unis. La situation régionale est moins stable qu'en 1990. Elle est même dangereuse et les perspectives de paix et de développement se sont éloignées. Pourquoi ne pas revoir tout cela?»

F. C.

AFTER NEW RAIDS

Clinton Makes Clear to Saddam: Nothing Will Change on Jan. 20

Hitting Iraqis Harder: Do Allies Have Choice?

Western Aides Expect an Escalation

By Joseph Fitchett
International Herald Tribune

Current Western military tactics in Iraq afford no clear way to terminate the cheat-and-retreat methods practiced by Saddam Hussein in which Baghdad gives ground under pressure, only to create new obstructions against compliance with UN demands.

Western officials said Monday that allied governments, faced in recent days with increasingly strident Iraqi defiance, have inclined to the view that Baghdad will oblige them to ratchet up the pressure.

If the pattern of provocation-and-reprisal persists, Western air power could be used

NEWS ANALYSIS

more aggressively to put the Iraqi regime on the defensive by actively helping Mr. Saddam's opponents and punishing key Iraqi military units in his base of support, according to U.S. and European working-level officials.

Tougher tactics against Baghdad would involve strengthening air cover for the minorities in southern and northern Iraq and also openly supporting the political opposition that has formed outside the country — for example by helping Iraqi dissidents broadcast to their fellow countrymen.

Punishing Iraq to bring it into compliance with UN resolutions, as allied governments profess to be trying to do and the Clinton administration has pledged to continue, will oblige the West to reconsider the risky operation of openly supporting the Baghdad regime's overthrow and replacement with a more open system.

As a European policymaker put it, "We claim to be sending a message that Saddam ought to behave, but we're the ones who are getting the message or ought to be — that his regime cannot reform."

With the hostilities at their present low level, time works for Mr. Saddam: Russia has started to voice doubts about the current campaign, and the broad anti-Baghdad coalition — involving the United States, the European allies and major Arab and Muslim countries such as Turkey and Egypt — could erode in a war of political attrition.

"If Iraq managed to bag a U.S. plane or some misfire caused a civilian massacre, that might shake Western resolve and give Saddam an opening," a U.S. official said.

Meanwhile, Iraq's losses in recent incidents have inflicted little damage on the regime. If allied warplanes destroy isolated military targets, it has little impact on an Iraqi public, whose news consists of government disinformation. On the other hand, allied strikes at very visible targets, in Baghdad and other densely populated centers, are liable to backfire because of civilian casualties.

To overcome this dilemma, the allies need to find ways to send another message: That punishment inflicted on Iraqis is caused by Saddam Hussein's behavior, not Western hostility or an international conspiracy against Iraq. For this, the allies could provide airborne transmitters for Iraqi opposition groups, enabling them to challenge Baghdad's propaganda grip.

The new message — that Mr. Saddam's overthrow offers the only relief for Iraq — can be delivered militarily by targeting installations and units that are Mr. Saddam's main supporters — in the armed forces, the Arab Ba'ath Socialist Party and his clan.

An obvious target would be the elite Republican Guard divisions, which provide Mr. Saddam's main source of armed strength. If the regime were threatened by new Kurdish or Shiite pressures, these armored units would be mobilized to crush the rebellion — and their tanks and artillery would offer an easy target for allied air attacks.

The big risk with this approach is that it will fracture Iraq into parts, with neighboring states grabbing Iraqi territory. Successful Iranian expansion into southern Iraq would be a dramatic gain for the fundamentalist regime in Tehran.

It seems baffling to many ordinary people that the West has failed to engineer Mr. Saddam's downfall. Even if the West succeeded in outwitting an exceptionally elusive quarry, his abrupt disappearance might simply leave his regime in the hands of a newcomer intent on pursuing the same aggressive policies without being handicapped by Mr. Saddam's record.

By Paul F. Horvitz
International Herald Tribune

WASHINGTON — President-elect Bill Clinton vowed Monday to continue U.S. policy toward Iraq and warned Saddam Hussein not to misjudge his resolve to enforce United Nations resolutions.

The reiteration of Mr. Clinton's policy came soon after an estimated 75 U.S., French and British warplanes raided what were described as air defense installations in southern Iraq that had not been destroyed in the first U.S. strike Wednesday. The attack was believed to have been launched from bases in Saudi Arabia.

Iraq said 21 people were killed in the latest attack. The Iraqi government issued fresh vows of defiance, denouncing the Western-imposed zones as the prelude to the carving up of its territory.

Mr. Clinton's comments left no hint of accommodation or a letup in operations against a recalcitrant Iraq, and the Bush administration later reinforced that view.

The president-elect used two televised forums to stress that the Iraqi leader could not count on a different White House policy when the new administration takes office at noon on Wednesday.

A U.S. F-15 fighter jet apparently shot down an Iraqi MiG-25 fighter on Monday over northern Iraq, military officials said.

It would be the third Iraqi jet shot down by American warplanes for alleged violations of no-flight zones in northern and southern Iraq since Dec. 27.

The United Nations on Monday considered sending about 3,000 armed troops to the Iraq-Kuwait border to ensure that Baghdad respects the newly demarcated boundary between Iraq and the emirate.

Diplomats and UN sources said Secretary-General Butros Butros Ghali had received a recommendation from peacekeeping officials for three mechanized battalions for the demilitarized zone between Iraq and Kuwait.

Addressing a reception for Washington's diplomatic corps, Mr. Clinton declared that Mr. Saddam "must understand that America's resolve during this transition period will not waver."

Similarly, in an interview on NBC, Mr. Clinton said: "I'm prepared to do what's necessary to secure compliance."

The White House said that the targets of Monday's raids "pose a threat to coalition flight operations." The Associated Press quoted a Pentagon official as saying that four British Tornado jets joined the bombing while French Mirage fighters flew air cover.

At the White House, Mr. Bush thanked Mr. Clinton "for his strong support" and said: "There is no division on this at all."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, TUESDAY, JANUARY 19, 1993

'Proportionate Escalation' Will Not Work in the Gulf

WASHINGTON — The United States shapes its policy toward the Gulf one crisis, and one country, at a time, as the latest military action demonstrates. The result has been a series of crises with Iraq that have lacked strategic focus and a policy toward Iran that amounts to little more than encouraging trade while trying to limit its arms buildup.

If the United States is to succeed in maintaining stability in the region and access to more than 60 percent of the world's proven oil reserves, it has to stop playing checkers and start playing chess. It needs to recognize that the end

Iraq's air defense, remaining defense production centers or key facilities for the Republican Guards and special security forces put real pressure on Iraq's leadership. Destroying a few missile sites and headquarters buildings produces "martyrs," not losses.

Proportionate escalation simply does not work in this region. Force is only effective when it is large enough to show that each new provocation or crisis will do Saddam far more harm than the provocation is worth.

At the same time, however, we cannot hope to solve our problems by trying to kill Saddam Hussein or launching huge attacks. The United States is not at war with the Iraqi people, it is not prepared to occupy Iraq or indulge in nation-building by creating a new political society. Excessive force cannot solve the problem any better than inadequate force. Saddam is only likely to be removed from power by another radical leader, and at an unpredictable time. The United States can best limit the process of confrontation that has produced at least one "mini-crisis" a month — over the Kurds, over the Shiites and Kuwait, and over the destruction of Iraq's weapons of mass destruction — since the end of Desert Storm.

The need for containment then has to be translated into much more decisive goals. We Americans need either to get UN support for formal Kurdish autonomy in northern Iraq or set clear, long-term rules for Iraq that will have the same effect. We need to set a clear schedule for the effort to destroy Saddam's weapons of mass destruction, enforce it and get out. We need to accept the fact we can do little in terms of war crimes, human rights or even to protect the Shiites in the marshes — they are already being destroyed by some eight Iraqi divisions — regardless of the no-flight zone.

We need to find some end to the economic embargo — trading its end for whatever we can get for the Kurds and Shiites. We need to accept the fact that we must be ruthless in enforcing the embargo on arms shipments and proliferation for years to come. At the same time, we must firmly accept the fact that the situation in Iran will be no better.

We must keep powerful air and naval forces in the Gulf. We must either provide maritime prepositioning for U.S. armored forces in the Gulf or push Kuwait and Saudi Arabia to allow us to preposition the equipment for at least one full division on their soil. We must take every possible action to limit arms transfers and the transfer of threatening technologies to Iran. Finally, we need to understand that the United Nations can serve many purposes in a long-term effort to move toward peace, but that success here will be dependent on working with the southern Gulf states, Britain and France, Turkey and Russia.

Containment cannot be sustained by the United States alone, and today's crises in the south of Iraq and over the islands in the Gulf can be replaced by new crises over the Kurds and Asian republics tomorrow. Containment may not suit the American desire for quick decisive solutions, but we must learn to accept the fact that Saddam may outlast Bill Clinton as well as George Bush, that no practical use of force will eliminate the need for containment and that the end of the Cold War has simply led to a new evolution of longstanding problems — not the end of history.

The writer, a former senior Defense Department official, is a professor of national security studies at Georgetown University. He contributed this comment to The Washington Post.

By **Anthony H. Cordesman**

similar strategic interest. In practice, however, Russia can only deploy token forces and must focus on the former Asian republics. Britain and France will only be able to contribute limited forces, and Japan at best will provide money. The United States is locked into an enduring strategic involvement in the Gulf that cannot be avoided by any practical combination of international agreements, the United Nations, arms control or local defense capabilities.

But after accepting this need for a decade or more of containment, it becomes far easier to shape U.S. policy toward Iraq and Iran and to avoid the trap of political and military action that is inadequate to deal with a given crisis. In the case of Iraq, U.S. leaders need to understand that Saddam alone is not the issue. Once Operation Desert Storm was halted with Saddam in power and the rebellions against him failed, it ensured that those Iraqis who truly want a moderate democratic government would remain an impotent minority.

In the short run, nothing the United States does with limited or mid-intensity strikes will really affect Saddam's survival. Limited strikes communicate little more than an impression of American weakness, lead to further confrontations and crisis, undermine the confidence of America's friends in the region and give Saddam the ability to exploit them as "imperial" bullying.

The selective use of mid-intensity strikes can be more productive. Saddam Hussein, his coterie, and the Iraqi military have been shut off from military resupply for two years. They are worried about the threat from both Iran and Turkey. Strikes that threaten key military command centers, the overall cohesion of

Instead, set a clear schedule for the effort to destroy Iraqi weapons of mass destruction, enforce it and get out.

of the Cold War does not mean creating a "new world order," but containing a "new world disorder" over a period of decades.

First, U.S. leaders need to recognize that American military force will be required to contain Iran and Iraq through at least the year 2000 and possibly for decades beyond. Both nations are locked into a path of radical nationalism that is almost certain to last long after Saddam Hussein and Hashemi Rafsanjani are gone. The southern Gulf states will remain too weak to defend themselves well beyond the year 2000, and their resolve in dealing with Iran and Iraq will only be as strong as U.S. leadership, forward-deployed military capabilities and over-the-horizon reinforcement capabilities.

True, Russia, Europe and Japan all have a

"We did the right thing," the president said. "Let's just hope that the message has been delivered loud and clear."

The Pentagon spokesman, Pete Williams, said Monday's bombings had succeeded, leaving Iraq without a "coordinated warning system" in the south.

"These attacks could proceed without further warning," Mr. Williams said, adding that the behavior of the Iraqi regime toward UN demands would be the "sole factor" in determining military responses.

A few hours after the southern bombings, a much smaller number of U.S. jets, based in Turkey, attacked anti-aircraft sites in northern Iraq after Iraqi radar "locked" onto the allied aircraft, U.S. officials said.

For the second time in 12 hours, Iraqi anti-aircraft batteries in Baghdad came alive. The

night before, 45 U.S. Tomahawk cruise missiles were fired from U.S. warships in the region in an attack on a modern industrial site on the outskirts of Baghdad. The site had previously been used by the Iraqis to fashion equipment needed to process uranium for use in nuclear weapons, according to UN weapons inspectors.

Mr. Williams described that damage as extensive. Iraqi officials said some of the cruise missiles were shot down.

The tense confrontation with Baghdad has focused on two related issues: UN demands that its weapons inspectors be granted unconditional access to the country, and Iraq's refusal to recognize the two exclusion zones imposed by the UN — one north of the 36th parallel and one south of the 32d parallel.

The Saddam regime, over the weekend, declared the no-flight zones illegitimate and said Western patrols would be considered hostile. On Sunday, a UN spokesman rejected Iraq's latest condition for guaranteeing the safety of UN inspection flights. Baghdad had demanded that coalition aircraft suspect patrol in southern Iraq while the UN flight from Bahrain was traversing the area.

A leading Democrat in Congress, Representative Lee H. Hamilton of Indiana, chairman of the House Foreign Affairs Committee, suggested that international sanctions had left Mr. Saddam damaged and isolated politically and that he was provoking a crisis with the West for domestic political reasons. For that reason, he said, international pressure should be maintained on the Iraqi regime, including military strikes.

The White House statement reiterated that "further attempts" to threaten coalition flight operations needed to monitor Iraqi compliance with UN resolutions "will be dealt with forcefully and without warning."

Mr. Clinton conferred Sunday with General Colin L. Powell, chairman of the Joint Chiefs of Staff, after attending a huge prein-

augural ceremony and fireworks at the Lincoln Memorial. Mr. Powell is expected to remain in his role through the end of September.

In the NBC interview, Mr. Clinton expressed determination to see UN resolutions on Iraq enforced.

"The man has simply got to comply with the cease-fire requirements," he said, adding that it was "just not acceptable" for the Baghdad regime to "consistently" attempt to thwart the will of the international community.

Mr. Clinton, responding to a question, went on to say that it would be "a great mistake" for the Iraqis to assume that because Mr. Clinton opposed the Vietnam War as a young man he would be reluctant to use force now.

"It would be very foolish for them to think that somehow I won't do what I've said I would do here, in this time, under these circumstances," he said.

He said he would judge Mr. Saddam "on his conduct" and indicated that the 1992 election campaign had been a harsh test for his will power.

"I've been through a lot of battles in my life, and I don't shy away from fighting others if I think they're the right thing to do," Mr. Clinton said. "I hope he understands that very clearly."

Speaking to the diplomats, Mr. Clinton said: "We are all mindful of the tension in Iraq and of Saddam's continuing provocations against the international community and his own people."

He added: "I support the international community's actions designed to bring him to full compliance with all United Nations Security Council resolutions, and I ask each of you in the diplomatic corps to emphasize this point to your own governments. The policy of this country will remain American policy after Jan. 20th."

On broader foreign policy goals, Mr. Clinton said he hoped for advancements in the Middle East, in efforts to reduce nuclear arsenals, in stemming the spread of weapons of mass destruction, in alleviating suffering in Somalia, in aiding the former Soviet Union and in expanding free markets.

Mr. Clinton vowed to work with international organizations and he declared: "America cannot and should not bear the world's burden's alone."

Nevertheless, he promised a policy of "active international engagement" and said the United States needed to deliver "a clear statement" of U.S. foreign policy goals in the post-Cold War era.

"It is critical for our nation to speak clearly about our purpose so that the nations of the world, friend and foe alike, will understand our intentions in the months and years to come," he said.

Des chiffres humanitaires à terre

A ENTENDRE notre Kouchner de la guerre et à le voir sur tous les fronts, là où sont le malheur et les télévisions, nul n'oserait douter du fait que la France tient la tête au Top 50 humanitaire.

Prenez l'accueil des réfugiés de l'ex-Yougoslavie : avec les 4 200 malheureux à qui notre aimable pays a ouvert ses portes, on doit forcément flirter avec les chiffres record de solidarité... Enfin presque, car, à en croire le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), ce chiffre (« Le Monde », 25/1) représente à peu près vingt fois moins que celui de la Suisse, qui n'est pourtant pas réputée pour ses facilités d'immigration et qui a accueilli depuis le début du conflit 80 000 ex-Yougoslaves. Le Danemark, la Suède, l'Allemagne, l'Autriche, la Hollande, l'Italie et quelques autres font tous beaucoup mieux que nous.

Que se passe-t-il, docteur Kouchner ? Dites-nous au moins qu'on tient la tête au hit-parade de la générosité.

Eh bien, là encore, il s'en faut d'un grain de riz, car, selon le dernier rapport de l'Unicef, sur 18 pays industrialisés, la France, avec ses 3,3 dollars par an et par habitant (un peu plus de 15 F), arrive en 15^e position pour les dons aux organisations non gouvernementales, ces fameuses ONG qui, sur le terrain, font beaucoup de travail et peu de bruit.

Bref, il semblerait que la France soit meilleure pour parler du droit d'ingérence que pour exercer le droit d'asile, et que, si on distribue beaucoup de riz, on est plutôt légers pour verser du blé. Heureusement, pour donner des leçons, on reste vraiment imbat-



Le Monde • Samedi 9 janvier 1993

IRAK : après la mise en garde adressée par les Occidentaux

Bagdad maintient le flou sur ses intentions

Alors que « l'ultimatum » adressé à l'Irak par les alliés occidentaux – pour qu'il retire les missiles sol-air installés à proximité de la zone d'exclusion aérienne dans le sud de son territoire – devait, selon des sources américaines à l'ONU, expirer vendredi 8 janvier à 17 h 30 heure américaine (22 h 30 GMT), Bagdad continuait d'entretenir le flou sur ses véritables intentions.

Ainsi, lors d'entretiens avec les représentants à Bagdad de quatre pays membres du Conseil de sécurité – la Chine, le Pakistan, le Maroc et la Russie, – le ministre irakien des affaires étrangères, M. Mohammed Saïd Sahaf Muhammad, a-t-il prévenu que son pays « se défendra s'il est attaqué », mais il n'a pas indiqué si son pays déplacerait ses missiles.

Auparavant, le représentant de Bagdad auprès de l'ONU à New-York, M. Nizar Hamdoun, avait plaidé « le droit » de son pays « de bouger ce qu'il veut au moment qu'il juge opportun » et de faire « ce qu'il veut de ses installations militaires ».

tout en précisant qu'il ne faisait pas directement allusion à la question des missiles. M. Hamdoun, qui venait de transmettre la réponse de son pays aux représentants des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de la Russie, a déclaré que son gouvernement souhaitait qu'une délégation du Congrès américain se rende à Bagdad pour discuter de cette affaire et de « tous les problèmes en suspens » entre les deux pays. La réponse irakienne fera l'objet d'un « examen très minutieux », s'est borné à dire le chargé d'affaires britannique à l'ONU, tout en faisant remarquer que « tout dépendra de ce qui se passera sur le terrain ».

Sur le terrain précisément, l'Irak, selon des responsables du Pentagone, aurait déplacé au moins une partie des missiles, mais le porte-parole officiel du Pentagone a refusé de confirmer ces informations. Son homologue du département d'Etat s'est abstenu, de son côté, de confirmer qu'un délai de quarante-huit heures avait été inclus dans la mise

en garde adressée à Bagdad, comme l'avait affirmé l'ambassadeur américain à l'ONU, M. Edward Perkins. Certains diplomates à New-York parlent de « la fin de la semaine », cependant que l'ambassadeur russe Iouli Vorontsov refuse le terme d'« ultimatum » et insiste plutôt sur la notion d'« avertissement ». – (AFP, AP, Reuter.)

□ **Un volontaire australien tué dans le Kurdistan.** – Alors qu'il était en route pour Souleimaniyeh, dans le Kurdistan irakien, un volontaire australien, travaillant pour l'organisation caritative CARE, a été tué après que son véhicule eut été touché par des tirs, a annoncé vendredi 8 janvier le ministère australien des affaires étrangères. Un deuxième australien, qui voyageait avec lui, a été blessé. Dans un communiqué, CARE a indiqué qu'il s'agissait d'une mort « accidentelle », lors d'un « incident local », sans fournir d'autres précisions. – (AFP.)

Le Canard enchaîné — 20 janvier 1993

Les pétroliers français victimes des bombardements alliés

L'espoir de Total et Elf : un changement de politique après les élections.

« **N**OUS négocions une très grosse opération avec l'Irak. La levée de l'embargo de l'ONU devrait être favorisée par l'arrivée d'un nouveau Président à la Maison-Blanche. » Le 11 janvier, dans une interview à « La Tribune », Christophe de Margerie, nouveau directeur de Total Moyen-Orient, se montrait bien optimiste. C'était avant de se faire rappeler à l'ordre par sa direction et, surtout, deux jours avant le raid des avions alliés sur le sud de l'Irak, et six jours avant le bombardement de Bagdad.

Les négociations de Total, et parallèlement celles d'Elf, pour l'exploitation de deux riches bassins pétroliers irakiens (Nar Umar et îles Majnoun) ont commencé en 1991, quelques semaines seulement après la fin de la guerre du Golfe. Une trentaine de missions et de conversations, suivies d'études, se sont succédées.

Plusieurs fois sur le point d'être signés, toujours reportés à cause de la timidité du gouvernement français et du maintien de l'embargo, les discussions et les protocoles d'accord sont gelés depuis la mi-septembre 1992. Façon, pour les Irakiens, de se venger, car, malgré leurs demandes réitérées, l'armée de l'air française continuait de participer à l'opération « No Fly Zone » : à savoir l'interdiction aux avions

de Saddam de survoler le sud et le nord du pays.

Les raids des alliés et l'attaque de Bagdad par les missiles américains risquent d'avoir mis à mal les ambitions de nos pétroliers. Pourtant, la contribution française aux raids aériens était chaque fois réduite à six Mirage 2000 chargés d'assurer la seule protection des bombardiers anglo-américains. Preuve du rôle modérateur de Paris, dit-on à l'Elysée et à la Défense.

Raid à 50 %

Le 3 janvier dernier, George Bush n'était donc pas venu voir Mitterrand pour lui faire de simples adieux. Il voulait obtenir un soutien français à son obsession de vouloir « punir » Saddam. Mais Mitterrand avait calmé ses ardeurs, en proposant une opération limitée dans ses objectifs et dans le temps.

Mis dans la confiance, Pierre Joux s'est alors secrètement envolé le 5 janvier pour Dhahran, base saoudienne où stationnent les Mirage français. Et, la semaine dernière, quelques batteries de missiles, installées dans le Sud, suivies d'incursions irakiennes sur un territoire qui, selon le nouveau tracé des frontières, ne devait devenir koweïtien que le 15 janvier, suffisaient à justifier un premier raid.

Au ministère de la Défense, on a jugé médiocres les résultats de cette opération : encore moins que 50 % d'objectifs détruits, pourcentage de « réussite » admis par les Américains. La presse d'outre-Atlantique parle d'ailleurs de « demi-fiasco ». Ce n'est pas tout à fait exact : une journaliste de l'AFP a constaté que les bombes et les missiles « intelligents » avaient tué et blessé des civils, et une chaîne de télévision britannique a fourni à France 2 des images sur ces bavures aériennes.

Rendez-vous en mars ?

Acharnés à normaliser les relations Paris-Bagdad et à battre en brèche l'hégémonie américaine sur le pétrole de la région, les directions de Total et d'Elf se montrent malgré tout optimistes. Et pour cause : les contrats sont prêts à la signature et tout redeviendra possible, selon les pronostics de nos pétroliers, avec l'arrivée, en mars prochain, d'un gouvernement plus « compréhensif ». A propos de l'Irak et de Saddam, Pasqua n'a-t-il pas parlé sur France 3 d'une « solution politique » préférable aux raids aériens ?

S. Maxime

Le Démocrate Vernonnais — 20 janvier 1993

Samedi soir à l'Espace Philippe Auguste,

L'Irlande chante pour les Kurdes

Très jeune, Michaël Mc. Donnell est sensible au chant et à la musique. Originaire de Ballyragget, un petit village d'Irlande, il est élevé dans une famille où musiques et chansons occupent une place importante. Voyant son père jouer de l'accordéon et du piano, Michaël ne tarde guère à s'intéresser lui-même à la pratique instrumentale. Il débute par la guitare, le banjo et la mandoline.

Comme beaucoup de jeunes de l'époque, ses idoles ne sont autres que les Beatles et les Rolling Stones. Mais déjà, la musique traditionnelle irlandaise suscite son intérêt. En 1970, Michaël a 17 ans, il commence à prendre conscience des «sons» qui ont bercé son enfance. «Bien sûr, je n'ai pas toujours joué de la musique populaire irlandaise, j'ai également joué du rock, du blues et même du punk. Mais en vieillissant, la musique et les chants populaires de mon pays m'ont permis de transmettre un message, de raconter en quelque sorte l'histoire de l'Irlande».

Dans les années 1975, on le retrouve à Londres, il est en relation avec le banjoïste Mick O'Connor et l'accordéoniste Tom O'Connell. Pendant ces années, Michaël développe un certain intérêt pour le banjo ainsi que pour le répertoire de ballades traditionnelles dont beaucoup furent composées par ses compatriotes

en exil.

Puis il quitte l'Angleterre pour le sud-ouest de la France, où il est guitariste, dans une formation de bal musette. Il commence à faire connaître la musique irlandaise aux Périgourdiens.

Trois groupes et beaucoup de concerts

En 1983, il forme le groupe «Dirty Linen» («linge sale...»), avec Philip Giraud, Jane et Gareth Wood comme parternaire. En 1987, il reconstitue la formation avec Patrice Pelissier et Denis Lafont. Ils sortent une cassette en 1990 : «Winter Fling». Parallèlement, il est aussi musicien et chanteur du groupe «Taxi Mauve», constitué de Patrick Desauvay (guitare), Jean-Claude Philippe (violin fiddler), Michel Sikiotakis (flûte traversière en bois), et Denis Lafont (bouzouki et claviers). Musicien cosmopolite par excellence, Michaël joue dans un troisième groupe, «Pound Note», dans lequel figure un musicien hollandais, un américain et un français. Cette formation a un répertoire très varié dans lequel se mêlent jazz, blues, musiques traditionnelles. Autant dire que Michaël fait des concerts dans toute la France.

Voilà quelques mois, «Taxi Mauve» a enregistré

un CD intitulé «Far off fields» (les champs lointains) tout un programme... Le disque est composé de danses et de chansons populaires irlandaises, transmises oralement au fil des siècles. Nous abordons les thèmes de l'émigration, l'amour et l'indépendance de l'Irlande. Signalons que l'album est en vente à la librairie «La Plume d'Or» rue d'Albiféra à Vernon.

Michaël Mc Donnell se produira le samedi 23 janvier prochain à 20 h, à l'espace socio-culturel Philippe Auguste de Vernon. Le musicien irlandais sera entouré de ses amis des groupes «Taxi Mauve» et «Dirty Linen». Ce concert est organisé par l'AVSPK (l'association vernonnaise de solidarité avec le peuple kurde).

A l'heure actuelle où la musique a besoin d'un regain d'énergie et d'un renouveau, les chants et les danses irlandaises apportent cet enthousiasme à travers une qualité d'interprétation et d'arrangement associé à un talent indéniable de chacun des musiciens. A voir ou à revoir samedi soir à l'Espace Philippe Auguste.

«Michaël Mac Donnell et ses amis», et le groupe de danseurs Kurdes, samedi à 20 h, à l'espace Philippe Auguste. Réservations des places à «La Plume d'Or», au restaurant «Le Boton», rue du Dr. Burnet, à la Biocoop rue du Grévarin ou le soir même à l'espace Philippe Auguste.

R. Vézin.



Michael Mc Donnell (photo Eddie Kuligowski)

La dictature de Saddam survit

Malgré une économie dévastée et une pression constante des Occidentaux, le chef de l'Irak a facilité par les divisions de l'opposition que l'Occident rechigne à soutenir, les alliés

EDITORIAL

MARC KRAVETZ

OBJECTIF NUL?

Cette guerre qui n'est pas la guerre ressemble assez à la guerre pour que l'on doive répondre sans ambiguïté à la

question des objectifs poursuivis. La réponse des diplomates occidentaux est connue: contraindre Saddam Hussein à se conformer aux résolutions de l'Onu. La première prévoit d'interdire à l'Irak l'usage, la possession et la fabrication d'armes de destruction massive; la seconde engage la communauté internationale à protéger «par tous les moyens nécessaires» les populations civiles irakiennes victimes du régime de Bagdad, Kurdes au nord et musulmans chiïtes au sud.

Il reste que cette réponse semble de moins en moins convaincre nombre des pays qui pourtant s'étaient engagés dans la coalition anti-Saddam en 1990. L'argument des «deux poids, deux mesures» est au cœur des réactions les plus significatives venues de pays arabes réputés «pro-américains» ou de la Turquie qui, serait-ce sur le ton modéré du «regret», notent que la fermeté administrée à l'égard de l'Irak n'a pas d'équivalent à l'égard d'autres pays. On pense évidemment à la résolution qui demande à Israël le rapatriement des 415 Palestiniens déportés vers le Liban ou à celles concernant la situation dans l'ex-Yougoslavie.

L'argument devrait être d'autant mieux entendu dans les chancelleries occidentales, à défaut d'être écouté, qu'il vise sans forcément le signifier directement l'attitude supposée de l'Occident chrétien à l'égard de pays ou de peuples musulmans: au mieux l'indifférence, au pire le mépris. Le malheur bosniaque serait-il de frapper en priorité une population musulmane?

On entend déjà les réponses indignées de nos chancelleries. Soit, mais il y a fort à parier qu'elles ne suffiront pas à étouffer la question. Dirait-on que Saddam Hussein mérite en soi un traitement particulier, relatif à sa capacité de nuisance et à la violence de son régime? Mais quel rapport avec les résolutions de l'Onu

et comment expliquer que tant au moment de la guerre du Golfe que maintenant, nul, sinon peut-être George Bush en personne, n'ait clairement annoncé que l'objectif final de la guerre serait la chute du régime et de son chef? Rien dans les faits ne viendrait du reste soutenir que cet objectif fut sérieusement poursuivi, même si l'on sait que les Américains ont en vain cherché une solution de remplacement.

Un exemple de plus s'il en fallait? En mai 1992, les Américains ont, avec le concours des organisations de la résistance kurde irakienne, exporté vers Washington plusieurs dizaines de tonnes de documents saisis dans les casernes de l'armée irakienne et les bâtiments des services de sécurité du parti Baas. Ces archives exposent en détail l'opération «Enfal», tentative de génocide organisée par Bagdad contre les Kurdes d'Irak, comprenant notamment le gazage de populations civiles à Halabja.

Il y a là de quoi instruire un procès en crime de guerre et en crime contre l'humanité. Apparemment, personne encore ne semble y avoir songé.

Faut-il y voir davantage un souci de ménager Saddam Hussein ou de ne pas donner aux Kurdes un argument décisif pour réclamer leur pleine souveraineté? On voit bien que dans les deux cas il s'agit d'une *real politik* tiraillée entre la protection de populations menacées et le souci, fortement partagé à Ankara et à Riyad, de maintenir l'intégrité territoriale

de l'Irak. Une *real politik* qui n'en fait pas moins bon marché d'une politique tout court. On chercherait en vain, deux ans après la guerre du Golfe, sinon une stratégie diplomatique visant à résoudre les problèmes de cette région du monde, au moins le commencement d'une action concertée, avec les acteurs régionaux, pour dessiner ce que pourrait être, là, le «nouvel ordre mondial» dont la guerre avec l'Irak devait annoncer l'avènement.

Résumer cette politique à une stricte application des résolutions onusiennes par Saddam Hussein est en tout cas notablement insuffisant. On imagine mal Saddam Hussein accepter de bon gré une décision qui réduit l'Irak à la portion comprise entre le 32^e et le 36^e parallèle.

Heureusement, convient-il d'ajouter. Supposons, un seul instant, qu'il dise oui sans condition aux deux résolutions. Rien alors ne permettrait de lui refuser le retour à la pleine souveraineté qu'il revendique sur l'ensemble de son pays, au prix que l'on imagine.

Mais comme, en même temps, on ne veut ni encourager les Kurdes à la sécession, ni offrir à l'Iran les moyens de menacer les monarchies pétrolières via le danger supposé que représenteraient les chiïtes irakiens livrés à eux-mêmes, on lui laisse finalement cette option en pointillé.

Et du coup cette guerre qui n'est pas la guerre mais y ressemble quand même, finalement, le sert. Etait-ce bien le but?

Pour l'Onu, l'arsenal irakien est pratiquement détruit

En 18 mois, la commission onusienne a éliminé la plupart des quelque 200 sites militaires irakiens. L'usine bombardée ne faisait pas partie de ses priorités.

New York, de notre correspondant

Le site industriel détruit dimanche par une quarantaine de missiles de croisière n'était pas considéré comme ayant une importance stratégique majeure par la Commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak. Ces usines, situées dans la banlieue de Bagdad, avaient été visitées à plusieurs reprises, la dernière fois au mois de novembre, par les inspecteurs des Nations unies. Ceux-ci avaient trouvé un grand nombre de machines-outils sophistiquées (originaires d'Europe) capables de travailler sur des pièces de grande dimension. La Commission a acquis très vite la preuve que, outre des activités purement civiles, comme la fabrication de moules pour l'industrie, ces machines avaient été impliquées dans deux aspects de l'effort de guerre irakien: le programme Emis (Séparation électromagnétique d'isotopes) et le développement de systèmes de guidage des

missiles al-Husseïn, une version améliorée des Scud. La Commission spéciale n'avait pourtant pas jugé bon de détruire cette usine pour deux raisons.

Les installations qu'elle contenait ne lui avait semblé que très partiellement destinées à un usage militaire, au contraire d'autres usines: «Il nous est arrivé de détruire parfois totalement un site, y compris les bâtiments, lorsque nous étions sûrs que les installations étaient militaires à 100%», notait hier une source proche de la Commission.

De plus, les machines-outils du site de Zaafaraniya n'étaient impliquées que dans le stade préliminaire des programmes nucléaire et balistique irakiens, ce qui rendait leur destruction secondaire dans la mesure où la Commission spéciale a démantelé tout ce qui avait été produit en aval: les fameux calutrons utilisés pour l'enrichissement d'uranium et un grand nombre de composants de missiles. La Commission spéciale s'était donc

dans un pays exsangue

L'Etat irakien a réussi à maintenir son pouvoir. Une mainmise craignant un morcellement du pays après la chute du Président.

LIBÉRATION
19 janvier 1993

contentée de mettre les scellés sur cette usine, de toute façon inopérante pour cause d'embargo.

Dix-huit mois après sa Constitution, la Commission spéciale se voit souvent poser la question: quelle est la proportion d'armes de destruction massive qui ont été effectivement éliminées par les 47 inspections qui se sont succédées à Bagdad? «Il est impossible d'avancer un quelconque pourcentage, admet un inspecteur, car au fur et à mesure que l'on progressait, on découvrait des choses nouvelles qu'avaient cherché à dissimuler les Irakiens...».

Même les plus modérés des fonctionnaires de la commission à New York estiment que Saddam Hussein est entièrement responsable de ce qui lui arrive, car il a toujours cherché à dissimuler des installations ou des programmes que la Commission n'a pu découvrir que grâce aux énormes moyens mis en œuvre et l'assistance des services de renseignements américains (qui ont aussi «prêté» un certain nombre d'agents civils et militaires à l'ONU). Lorsque la Commission piétinait, il lui arrivait de recevoir des informations de Washington; de la même façon, il lui était possible de demander officiellement au Pentagone des vols de reconnaissance d'avions espions U-2 sur un site donné. Quelques jours plus tard, les photos étaient à New York, à la disposition des experts.

Grâce à ce travail, la Commission a identifié 150 à 200 sites directement liés aux programmes militaires irakiens. L'essentiel des recherches en matières nucléaires, balistiques (missiles et supercanon) et chimiques a été physiquement détruit ou rendu inopérant. Une incertitude demeure sur l'état des recherches dans le domaine bactériologique pour lesquelles la Commission a trouvé quelques indices, mais pas d'armes à proprement parler, les Irakiens n'ayant sans doute pas eu le temps de les mettre au point. Malgré ces résultats indiscutables, Washington a maintenu le doute sur l'efficacité de la Commission. De nombreuses fuites distillées par le département d'Etat ou le Pentagone tendaient à indiquer qu'un énorme travail restait à faire, sous entendu qu'un jour ou l'autre, il faudrait un coup de pouce de l'US Air Force pour «traiter» ce que la Commission de l'ONU avait dû laisser de côté.

Frédéric FILLOUX

Leith Kubba, l'un des chefs de l'opposition irakienne, ne décolère pas. Depuis la fin de la guerre du Golfe, cet ingénieur, de confession chiite, s'efforce de rassembler en une structure unique tous les adversaires de Saddam Hussein. La constellation de partis, groupements, communautés religieuses ou ethniques, dispersée à travers tout le Moyen-Orient, a donné naissance, en octobre, à une assemblée et à un embryon de gouvernement, lors d'une conférence en plein Kurdistan irakien.

Mais, en dépit de ces tentatives, les chancelleries occidentales n'ont pas changé leur politique vis-à-vis de l'homme fort de Bagdad: «Les alliés ont soigneusement évité depuis deux ans de s'attaquer aux bases du régime irakien. Ils ne veulent pas le déstabiliser, mais seulement dissuader Saddam de violer les résolutions de l'ONU et d'aller trop loin.» Les raids de ces derniers jours ne vont pas affaiblir le régime. Bien au contraire, selon Leith Kubba: «Saddam est plus fort qu'avant. Sa popularité remonte dans l'opinion publique arabe. L'attention de la population irakienne est détournée des problèmes intérieurs. Les bombardements et les rigueurs de l'embargo suscitent la haine de l'Occident.»

L'impossible révolution

Le scénario rêvé par l'opposition irakienne ne s'est toujours pas produit: une frappe contre la Garde républicaine –la force d'élite de Saddam– ainsi que sur les centres nerveux de l'appareil de sécurité irakien, le chaos s'installant à Bagdad, le signal du soulèvement donné à certaines unités de l'armée... «La CIA a identifié les cibles depuis des mois et a mobilisé de nombreux anciens officiers irakiens, mais les Etats-Unis refusent d'agir.»

Il faudra davantage que quelques missiles de croisière pour secouer Saddam Hussein. Il règne sans partage sur un pays certes diminué. Les Kurdes, retranchés dans leurs montagnes, appuyés par l'aviation alliée, disposent d'une indépendance *de facto*. En revanche, la zone d'exclusion aérienne, créée en août au sud du 32^e parallèle, n'a pas donné naissance à un pays chiite. L'opération devait assurer la protection des populations civiles. Mais, depuis, affirme Pierre Martin

spécialiste de l'Irak, «cette région est le théâtre de combats bien plus sanglants que précédemment. Il y a eu une recrudescence des opérations militaires ainsi que des campagnes d'arrestation massives».

Le dinar en chute libre

L'Irak est privé de tout revenu extérieur depuis deux ans et demi, du fait de l'embargo. La manne pétrolière s'est interrompue. Selon un analyste, «la production atteindrait aujourd'hui 450 000 barils par jour. L'Irak en consomme 350 par jour et 50 000 sont exportés par camion vers la raffinerie de Zarka, en Jordanie (avec l'accord des Nations unies, NdIrl). Certains affirment qu'une dizaine d'autres barils sont en outre vendus en contrebande en Turquie». Les «fonds secrets» du régime –les devises qui ont échappé au gel des avoirs irakiens à l'étranger– seraient aujourd'hui épuisés.

Autrement dit, le pays n'a guère les moyens d'importer des produits de base. D'où une inflation galopante. Le prix du pain a été multiplié par 1 000 en deux ans et le dinar continue sa chute vertigineuse. La monnaie irakienne cotait trois dollars avant la guerre. Aujourd'hui, le billet vert atteint 30 dinars au marché noir.

La population, dont les salaires n'ont pas suivi, est ainsi durement frappée par l'embargo. «Mais l'Irakien moyen ne vit pas forcément plus mal qu'un Egyptien ou un Syrien. Il y a du choléra partout dans le monde arabe», observe Basma Kodmani-Darwich, chercheuse à l'Institut française des relations internationales (Ifri). «La population souffre, mais elle peut le supporter. N'oublions pas que l'Irak n'a connu un haut niveau de vie qu'à partir des années 70.»

Le régime est parvenu en un temps record à rebâtir les principaux édifices détruits pendant la guerre: les ponts (plus de 100), les routes, les canalisations et les raffineries ont été réparés, sous le contrôle du gendre de Saddam Hussein, le général Hussein Kamel, qui dirige l'Organisation de l'industrialisation militaire. Les usines les plus touchées ont fourni les pièces détachées nécessaires. Pendant des mois, des hommes d'affaires irakiens ont effectué d'incessants allers et retours entre Amman et Bagdad, sous le regard souvent complaisant de la douane jordanienne. Le succès est d'ailleurs relatif. La reconstruction de

Bagdad se serait faite au détriment d'autres régions du pays, et même dans la capitale, les quartiers pauvres ont été les derniers à recevoir l'eau et l'électricité. Les coupures restent très fréquentes. Mais la raison essentielle de la résistance de Saddam Hussein se trouve ailleurs. La géographie lui assure un véritable sanctuaire. Les grandes communautés ethniques et religieuses divisent le pays en trois: les Kurdes dominant au Nord, les sunnites au centre et les chiites au Sud.

Le spectre d'un éclatement

Bagdad reste la clef du pouvoir et l'identification entre le régime et les sunnites est plus forte que jamais. «En créant une zone d'exclusion au Sud qui laissait présager un démembrement de l'Irak, les alliés ont accentué ce phénomène», estime Basma Kodmani-Darwich. «Les sunnites, par crainte d'une République chiite, ont fait bloc autour de Saddam Hussein.» Le spectre d'un éclatement de l'Irak constitue la meilleure assurance-vie du «raïs» de Bagdad. Ce danger paralyse les chancelleries occidentales depuis deux ans.

«L'opposition irakienne est incapable de s'organiser dans le cadre de l'entité nationale actuelle. Ses leaders n'ont pas d'écho hors de leurs communautés respectives.» Conclusion de la politologue: la chute de Saddam Hussein entraînera un découpage du pays. Une perspective qui fait frémir les Etats de la région. «C'est pour cela que les Etats-Unis ont reculé à la fin de la guerre du Golfe. Ils ne savaient pas du tout quelle pouvait être l'alternative.»

En février 1991, en laissant Saddam Hussein mater le soulèvement kurde et chiite, les alliés ont opté clairement pour le maintien de l'«Etat-nation irakien» dans sa forme actuelle. Le choix ne s'est plus démenti depuis. «Je pense que les derniers développements illustrent le fait que pour les Etats-Unis Saddam Hussein demeure un interlocuteur tout à fait valable», estime Pierre Martin. «L'enjeu de l'épreuve de force n'est pas de faire tomber Saddam Hussein, puisque finalement ces attaques au nom de la coalition sont une nouvelle bénédiction pour le régime, mais simplement de lui imposer certaines limites en vue d'un *modus vivendi* qui s'annonce.»

Christophe BOLTANSKI
et Pascal RICHE

Le Monde Les rancœurs de Bagdad

20 janvier 1993

La population irakienne manifeste son ressentiment à l'égard des Occidentaux

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Hantés par le spectre d'une nouvelle guerre, les Irakiens vivent dans l'espoir que « le dernier quart d'heure » de la présidence de George Bush marquera la fin de leurs malheurs ou au moins une accalmie dans l'escalade présente. Dans les rares conversations de rue, l'interrogation revient comme un leitmotiv : « Quand part Bush ? Quand arrive Clinton ? Avec lui, inch Allah, peut-être cela ira mieux. »

En frappant, dimanche, au cœur de Bagdad, les Américains ont réveillé toutes les craintes et les rancœurs d'une population qui ne comprend pas « pourquoi l'Occident s'acharne sur elle ». Pour la première fois, lundi 18 janvier, et contrairement à ce qui s'était passé il y a deux ans lorsque les bombardements alliés laissaient espérer à beaucoup la chute du régime, la colère et l'agressivité à l'égard des Occidentaux étaient perceptibles dans les regards ou les comportements.

C'est dans un silence plus éloquent que les slogans rituels que Bagdad a enterré, lundi, ses quatre morts civils des bombardements de dimanche.

De source officielle, on annonçait que les nouveaux raids effectués, lundi-matin, par la coalition américano-franco-britannique avaient fait vingt et un « martyrs » et un blessé. Les communiqués ne

précisent pas s'il s'agit de militaires ou de civils, mais indiquent que les bombardements alliés ont visé des « positions militaires ».

Ces nouveaux raids n'ont, en tout cas, pas ébranlé la détermination du gouvernement irakien, qui multiplie les appels à la résistance. La radio et la télévision ont continué, lundi, à diffuser des marches militaires et des chants patriotiques alors qu'un présentateur lançait, à intervalles réguliers, à l'adresse des soldats : « La gloire vous attend avec chaque tir dirigé contre les avions et les missiles des traîtres. Frappez-les avec force. C'est le jour de la confrontation avec les ennemis de Dieu et de l'humanité. »

La gloire, mais aussi la richesse puisque, à en croire Radio-Bagdad, le président Saddam Hussein a ordonné qu'une prime de 500 000 dinars par missile (1,6 million de dollars au taux officiel, 16 millions au marché noir) soit versée aux responsables des unités de la défense aérienne qui ont intercepté, dimanche, des missiles Tomahawk. Cinq officiers ont reçu 500 000 dinars et un sixième, dont l'unité a intercepté deux missiles, 1 million de dinars.

Assurance tranquille

En affirmant avoir intercepté sept missiles, les Irakiens lèvent sans doute le voile sur les raisons pour lesquelles l'hôtel Rachid, d'une part, et deux quartiers résidentiels de la capitale irakienne, d'autre part, ont été atteints. Le Pentagone a d'ailleurs reconnu que c'était un Tomahawk dévié de sa trajectoire qui avait frappé l'hôtel Rachid.

L'appel à la résistance va de pair avec l'image de tranquille assurance que le régime entend donner de lui-même dans ces circonstances. Fait sans précédent, une photo du chef de l'Etat irakien en chemise et pull-over sans manche présidant une réunion des plus hautes instances du pouvoir s'étalait, lundi, à la « une » d'al Qaddissya, le journal de l'armée.

De même, ce n'est pas un hasard si M. Saddam Hussein a annoncé une hausse non négligeable des quantités de farine, de riz, de sucre et d'huile - rationnées depuis un an et demi en raison de l'embargo international - qui peuvent être obtenues à très bas prix.

Tout en cherchant à rassurer la population, le gouvernement continue à insister sur le fait que les bombardements alliés ne rentrent pas dans le cadre des résolutions de l'ONU.

Dans une nouvelle déclaration à l'agence irakienne INA, le vice-premier ministre, M. Tarek Aziz, a répété que « les trois gouvernements occidentaux avaient voulu tromper l'opinion publique en lui faisant croire que la création des zones d'exclusion aérienne au nord et au sud de l'Irak découlait d'une résolution de l'ONU ». « Mais cette tentative, a-t-il dit, a été démasquée, car il est clair que l'existence de ces zones relève d'une décision unilatérale prise par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France pour des motifs de politique coloniale visant à diviser l'Irak et à le déstabiliser. »

M. Aziz a donc « appelé tous les membres de l'ONU qui n'ont pas de mauvaise intention à l'égard de l'Irak à revoir un certain nombre de mesures prises récemment ». Un souhait déjà exaucé par Moscou, qui ne demande pas autre chose, alors que l'Irak reçoit le soutien implicite de la Ligue arabe qui appelle à résoudre ce conflit « par le biais du Conseil de sécurité », ce qui sous-entend que celui-ci n'est pas à l'origine des bombardements alliés.

« Rester avec Saddam... »

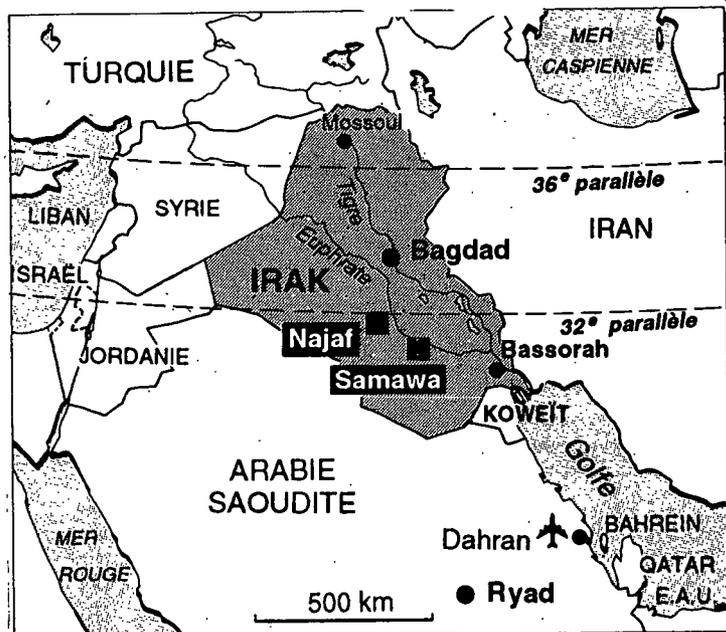
Contrairement au but recherché, il ne fait pas de doute que l'escalade de ces derniers jours a plutôt servi M. Hussein. Si ces bombardements ont encore affaibli les capacités militaires et industrielles du pays, ils ont, assure-t-on de source diplomatique, conforté le moral de l'armée et renforcé chez les civils le sentiment déjà fort, en raison de l'embargo, qu'ils n'avaient décidément rien à attendre de l'Occident.

« Beaucoup d'Irakiens, affirment des observateurs, en sont aujourd'hui arrivés à la conclusion qu'il valait encore mieux rester avec Saddam Hussein dans la mesure où il est le seul à défendre la fierté nationale. De l'Occident, ils n'ont subi que des humiliations et les espérances nées de la guerre quant à la fin du régime se sont évaporées quand les alliés ont laissé tomber les chiites en révolte et refusé de venir à Bagdad. Maintenant, c'est trop tard. »

Quant aux alliés arabes de la coalition de 1990 - l'Egypte et la Syrie, - ils ne suivent plus. Et si le président irakien ne déclenche plus l'enthousiasme populaire, son discours sur « l'honneur et la dignité », sa dénonciation « de la soumission des régimes arabes à l'Occident et du double langage de l'ONU » trouvent des échos qui pourraient se révéler plus durables.

En attendant la passation de pouvoir à Washington, qui pourrait entraîner une pause dans la crise en cours, M. Hussein a montré « sa bonne volonté » à l'égard de l'ONU en faisant évacuer, dès dimanche soir, les six postes de police irakiens qui se trouvaient au Koweït, après la délimitation de la nouvelle frontière entre les deux pays.

FRANÇOISE CHIPAUX



Le Monde - 19 janvier 1993

□ TURQUIE : cent cinquante militaires du PKK tués dans le Sud-Est anatolien. - Quelque cent cinquante rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) ont été tués lors des opérations aéro-terrestres de l'armée turque qui se poursuivent depuis une vingtaine de jours dans le Sud-Est anatolien (Le Monde du 16 janvier), ont indiqué, samedi 16 janvier, des sources militaires à Diyarbakir, la capitale régionale du Sud-Est anatolien, à majorité kurde. Ce bilan non officiel porterait à environ cent soixante-cinq le nombre de tués dans cette région depuis le début de la semaine. - (AFP)

Les réactions internationales après les nouvelles attaques contre l'Irak

« La politique de notre pays [envers Bagdad] restera la même après le 20 janvier », a déclaré, lundi 18 janvier, le président Bill Clinton. Pour sa part, la commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak a affirmé « agir en toute indépendance », rejetant les accusations d'espionnage au profit des Occidentaux lancées contre elle par l'Irak.

« Le fait que la France n'ait pas participé » au raid déclenché, dimanche, par les Américains, près de Bagdad, « ne signifie pas qu'elle ait des réserves à exprimer », a dit M. Jean Musitelli, porte-parole de l'Elysée. L'opération a été « une réponse appropriée » à l'Irak, a-t-il ajouté. « Les Américains nous avaient prévenus de leurs intentions. Cette action a reposé sur de bonnes consultations et des analyses communes. A partir de cette base globale, nous apprécions au cas par cas comment nous pouvons participer. » « Il existe un accord politique global entre François Mitterrand et George Bush sur l'attitude à avoir à l'égard de l'Irak pour qu'il applique pleinement les résolutions des Nations unies », a assuré M. Daniel Bernard, porte-parole du Quai d'Orsay.

Au Koweït, où la presse avait regretté, après le raid de mercredi dernier, que les Occidentaux

n'aient pas agi plus énergiquement, les dernières opérations ont été accueillies avec retenue. De nombreux responsables dans le monde arabe ont exprimé, en même temps que leur sympathie pour « le peuple frère irakien », leur inquiétude ou leur réprobation. Ainsi le ministre des affaires étrangères syrien, M. Farouk Al-Charaa, a fait état de sa « profonde préoccupation » et souhaité que M. Bill Clinton « voie les choses d'une façon différente ». Le ministre algérien des affaires étrangères a lancé un appel « pour que le dialogue se substitue à la confrontation », souhaitant que « la légalité internationale soit observée par les uns et les autres en toutes circonstances ». Le ministre des affaires étrangères tunisien, plus explicite, a réclamé « un traitement égalitaire » à l'égard d'Israël et des Serbes.

Le chef de la diplomatie égyptienne, M. Amr Moussa, a insisté sur la nécessité de sauvegarder « l'intégrité territoriale et la souveraineté » de l'Irak en appelant en même temps le régime de Bagdad à mettre un terme « à toute politique aventuriste ». Le roi de Jordanie a exprimé, quant à lui, sa « colère », tandis que deux quotidiens jordaniens ont traité le président Bush de « nazi ». — (AFP, AP, Reuter.)

Londres : inquiétude dans la majorité comme dans l'opposition

LONDRES

de notre correspondant

Même si le ministre de la défense, M. Malcolm Rifkind, a reçu, lundi 18 janvier, comme à l'occasion des raids aériens précédents, un large soutien de la Chambre des communes, le gouvernement britannique ne peut plus ignorer que la multiplication des interventions militaires contre l'Irak provoque un sentiment d'inquiétude parmi les parlementaires. La plupart d'entre eux approuvent la position de M. Rifkind, selon laquelle les actions offensives menées par l'aviation alliée « démontrent clairement aux Irakiens le sérieux de notre demande d'une soumission de l'Irak aux résolutions des Nations unies, et notre détermination à faire respecter les zones d'exclusion aériennes dans le nord et le sud de l'Irak ». Mais, tant au sein des formations de l'opposition que dans les rangs du Parti conservateur, on s'interroge de plus en plus sur une stratégie qui apparaît comme un engrenage militaire.

Le gouvernement de M. John Major n'a, jusqu'à présent, fourni aucune explication qui permette de lever les doutes émis ici et là : s'agit-il de « déstabiliser » personnellement le président irakien ou de réduire en cendres sa machine de

guerre, un « travail » laissé inachevé à la fin de la guerre du Golfe ? Et s'il n'est question que de faire respecter les décisions de l'ONU et de répondre aux provocations de M. Saddam Hussein, jusqu'où les alliés sont-ils prêts à aller, sachant que les termes de cet engrenage sont aujourd'hui dictés par Bagdad ? Enfin, la Grande-Bretagne n'est-elle pas impliquée dans une querelle de plus en plus liée aux échéances de la transition en cours à Washington ?

Le porte-parole du Labour pour les questions de défense, M. David Clark, a souhaité qu'une « stratégie politique cohérente et à long terme » soit définie et s'est inquiété d'une escalade menant à une « confrontation majeure ». Soulignant, de son côté, que le gouvernement n'avait pas reçu de « chèque en blanc », M. Menzies Campbell, le porte-parole des démocrates-libéraux, a précisé qu'un nouveau mandat du Conseil de sécurité accorderait non seulement une « justification légale » à l'action des alliés, mais aussi une « autorité morale ».

Ces préoccupations émanent aussi du Parti tory. M. David Howell, président de la commission des affaires étrangères des Communes, a ainsi jugé que « quelque chose de plus est nécessaire dans le cadre d'une stratégie à long terme ».

Le refus d'accorder à l'opposition le débat qu'elle demande à ce sujet paraît refléter les propres interrogations du gouvernement. Les services du premier ministre ont démenti qu'il y ait des divergences de fond avec Washington, tout en précisant que M. Major s'est entretenu, à six reprises, au cours du dernier week-end, avec M. Bush, avant de s'entendre sur de nouveaux raids aériens. On s'inquiète, d'autre part, à Londres, des réactions des pays arabes, c'est-à-dire du risque de ruiner les efforts diplomatiques de la Grande-Bretagne au Proche-Orient... sans parler de ses positions commerciales.

M. Major mesure ainsi combien est devenu fragile le consensus politique qui prévalait en Grande-Bretagne pendant la guerre du Golfe. La classe politique, qui s'inquiète du renforcement des troupes britanniques en Bosnie, n'est pas prête à soutenir une offensive militaire de grande ampleur contre l'Irak, surtout si les finalités n'en sont pas claires.

Les services du premier ministre précisent ne pas encore avoir été saisis d'une demande officielle du Koweït pour l'envoi de troupes britanniques afin de protéger sa frontière nord. Le ministre de la défense, Cheikh Ali Al Sabah, aurait formulé ce vœu dans les colonnes du journal koweïtien *Al Anbaa*. On souligne, à Londres, que les accords d'« assistance » passés avec l'émirat n'obligent pas forcément à satisfaire cette demande.

LAURENT ZECCHINI

Ankara : bon gré mal gré...

ISTANBUL

de notre correspondante

Bon gré mal gré, la Turquie où sont basés les avions qui opèrent au Kurdistan irakien, dans le cadre de l'opération humanitaire « Provide Comfort », est entraînée dans les affrontements qui opposent le régime de Bagdad aux forces occidentales. Lundi, des appareils alliés ont tiré des missiles contre des radars de défense aérienne, situés au sud-est de Mossoul. Puis, deux F-16 américains ont lâché des bombes sur les batteries de DCA de l'aérodrome de Bashiqaq, au nord-est de Mossoul. Ces interventions ont eu lieu un jour après qu'un Mig irakien eut été abattu au nord du 36^e parallèle.

« Les avions de « Provide Comfort » ont utilisé un droit légitime d'auto-défense », a déclaré le premier ministre, M. Suleyman Demirel. Les autorités militaires de la coalition et le gouvernement turc insistent sur le fait que ces incidents ont eu lieu au cours de vols de « routine » des avions alliés qui patrouillent quotidiennement dans le ciel de l'Irak du Nord pour protéger les Kurdes. Mais, pour une opération de plus grande envergure, a expliqué le ministre des affaires étrangères, M. Hikmet Cetin, « les Alliés doivent absolument demander notre permission ».

Lundi après-midi, les ambassadeurs de France, des Etats-Unis et de Grande-Bretagne ont rencontré M. Demirel. Une réunion de « consultation » au cours de laquelle la possibilité d'utiliser les bases aériennes turques pour des opérations contre l'Irak aura certainement été évoquée. Il est probable que, sollicité par les Alliés, Ankara leur accordera l'autorisation de lancer des opérations à partir de son sol. « Bagdad a causé beaucoup de souci avec les missiles au nord de l'Irak », a déclaré M. Demirel qui a adressé un sévère avertissement à Bagdad.

NICOLE POPE

Iraqis Unliberated : Clinton Should Make Up for Bush's Failure

By Jim Hoagland

WASHINGTON — In the first moments of his presidency on Wednesday Bill Clinton voiced gracious but distinctly measured praise for George Bush. By applauding Mr. Bush's half-century of public service and omitting reference to his accomplishments as president, Mr. Clinton captured the ambience that has surrounded the transfer of power between the two men: correct, but far from cordial.

The pre-inaugural raids against Iraq added to hidden concern in the Clinton camp over Mr. Bush's handling of the transition. For some Clinton confidants, the raids were proof that Mr. Bush's outwardly courteous leave-taking masked a willingness behind the scenes to rain on the new president's parade.

That may overstate the case. There are alternative explanations for a string of Bush decisions during the transition that have either complicated the opening phase of the Clinton presidency or let pass opportunities to ease the path for the man Mr. Bush styled as a "bozo" on the campaign trail.

Committing U.S. troops to Somalia in November without consulting Mr. Clinton signaled the correct but uncordial pattern. That pattern prevailed to the end as the White House last week rebuffed quiet overtures from the Clinton team for a joint statement on Haiti. Such a statement might have eased Mr. Clinton's task in stepping back from his campaign pledges on Haitian refugees. "They stiffed the Clinton people, and it was noticed," says a political source with high-level contacts in both camps.

This atmosphere gave rise to understandable last-minute suspicions that Mr. Bush may not have put Mr. Clinton's interests at the top of his list in waiting so late to launch last weekend's cruise missile strike against Iraq.

The extended final strikes against Iraq were

too much too late. In ways that dovish critics never could, the strikes underlined the failure of Mr. Bush's post-Gulf War strategy toward Iraq and the absence of a meaningful approach toward regional conflicts after the Cold War.

Saddam Hussein has never ceased to be in violation of significant portions of the United Nations resolutions that brought an end to Operation Desert Storm two years ago. He could have been hit any time, with justice and probably with more effect.

Mr. Clinton's behavior is more likely to be affected by these late strikes than is Saddam's. It will be difficult to be any less assertive than Mr. Bush was in defending the no-flight zones in southern and northern Iraq and the right of UN inspectors to enter Iraq. By design or otherwise, Mr. Bush's final days lock Mr. Clinton onto a confrontational course with Iraq.

There is no great sin in that, nor in the destruction of a dormant factory that could have contributed to a new effort by Saddam to develop nuclear weapons. Better late than never. But Mr. Clinton inherits a policy that let Saddam remain strong enough to pick the time of confrontations with the United States and the United Nations, to survive those confrontations and then exploit them politically. The uneasiness that Russia and some of America's Arab partners voiced about the pre-inaugural strikes amounts to important gains for Saddam.

Mr. Clinton should move quickly to stem those gains and make clear that he will not tolerate other countries dealing with Saddam.

The evidence that the Pentagon has amassed on the war crimes committed by Saddam and his chief aides in Kuwait and Iraq gives the new

president a ready-made vehicle to keep Saddam beyond the international pale. Mr. Bush would never give the green light for a serious effort to have the United Nations brand Saddam a war criminal. Mr. Clinton should. He should also authorize Vice President Al Gore to meet publicly with representatives from the strongest opposition group, the Iraqi National Congress.

President Clinton should also launch a new, effective covert destabilization program against Saddam to replace the halfhearted, clumsy one undertaken by the CIA under Mr. Bush, and examine the ideas aired last year by Defense Secretary-designate Les Aspin to use force if necessary to set up a United Nations base inside Iraq that would get relief supplies to the Kurds and Shiites.

This would put people first. Mr. Bush used periodic threats and a belated burst of military raids at the end of his presidency to defend principles rather than people.

The principles of the United Nations resolutions that ended the Gulf War are worth protecting. They should have provided the cornerstone of a new approach to world order. But Mr. Bush and his generals, fearful of detracting in any way from the reputation and glory of their 100-hour triumph in the desert, turned blind eye after blind eye to Saddam's infringements and his new crimes at home, and then let ethnic cleansing proceed in ex-Yugoslavia.

One last brief season of bombing does not erase George Bush's failures in Iraq. Only Bill Clinton, the man Mr. Bush treated contemptuously during the campaign and correctly but not cordially in the transition, can bury Mr. Bush's mistakes. He can do that by adopting the long-term political strategy that will bury Saddam Hussein.

The Washington Post.

Filière moscovite

Dès Kurdes arrivent par centaines en Suède.

C'est un véritable trafic de réfugiés qui est en train de se développer entre les deux rives de la mer Baltique. Hier matin, plus de 400 réfugiés irakiens débarquaient sur les côtes de l'île suédoise de Götaland. En majorité kurdes, ces 428 réfugiés, dont 120 enfants, avaient été acheminés par un ferry letton auquel il aura fallu plus d'une semaine pour effectuer la traversée Riga-Götaland. Plusieurs d'entre eux ont dû être conduits à l'hôpital.

C'est la quatrième fois en trois mois que la Suède se retrouve contrainte d'héberger des réfugiés irakiens ayant utilisé les services de passeurs russes ou baltes. Le Danemark en est à sa deuxième expérience. Les Kur-

des cherchant à fuir leur pays semblent faire l'objet d'un trafic très organisé. Une fois arrivés à Moscou, ils prennent contact avec des réseaux de passeurs. Ils sont ensuite transportés sur les côtes baltes où ils peuvent embarquer. Pour ce périple long et risqué, ils doivent déboursier quelque 2500 dollars par personne.

Les responsables suédois craignent que le trafic ne s'intensifie, d'autant que ni la Russie ni les pays baltes ne sont considérés comme «premier pays d'asile», ce qui autoriserait la Suède à renvoyer ces réfugiés clandestins de l'autre côté de la Baltique.

CATHERINE BERNARD
STOCKHOLM

Bush Had a Plan To Depose Saddam

Failed Effort Was Designed To Honor Assassination Ban

By Don Oberdorfer

Washington Post Service

WASHINGTON — The Bush administration adopted a covert action plan to oust President Saddam Hussein from power but was careful not to violate the longstanding ban on attempting to assassinate a foreign leader, according to Brent Scowcroft, national security adviser under George Bush.

Mr. Scowcroft, in a valedictory meeting this week with Washington Post editors and reporters, said the removal of Mr. Saddam was never "a major objective" of U.S. policy in Iraq, though he added that "we'd love to see him gone, because he's a particularly vicious character." As Mr. Scowcroft portrayed it, administration policy both before and since Iraq's 1990 invasion of Kuwait was centered more on balancing the respective threats posed by Iran and Iraq than on the animosity between Mr. Bush and Mr. Saddam.

The security adviser said an effort to oust Mr. Saddam came "pretty close" last summer, and was foiled only because the Iraqi leader "has one of the most efficient security systems in the world." He said emphatically, however, that this was not a U.S. effort.

An official who asked not to be quoted by name said the administration provided assurance to Iraqi plotters that they would receive U.S. support if they succeeded. But he said Washington had not provided military, logistical or financial support to the plot.

Iraqi emigrés said last summer that a coup attempt against Mr. Saddam was mounted late in June but foundered in a clash with loyalist forces. This was followed by reports of an extensive purge within top ranks of the Iraqi military.

Mr. Scowcroft gave no details of the plot against Mr. Saddam but did suggest that it involved the Iraqi military.

A U.S. executive order, issued in 1976 by President Gerald R. Ford and still in force, forbids any person employed by or acting for the U.S. government to "engage in, or conspire to engage in, assassination" of a foreign leader. Mr. Scowcroft said the administration has adhered closely to a Justice Department opinion on the order issued in 1989 in connection with the U.S. drive to arrest the former Panamanian leader Manuel Noriega.

Doing something that could change a foreign government does not breach the anti-assassination order "if you do it the right way," Mr. Scowcroft said.

According to Mr. Scowcroft, U.S. strategy in the Gulf since early in the Reagan administration has been "to maintain a balance" between Iran and Iraq, neighboring powers that fought one another during most of the 1980s.

When it appeared early in the 1980s that Iran might win, there was "a sharp tilt" by the United States toward Iraq, Mr. Scowcroft said. After Iraq invaded Kuwait and thus threatened to become the dominant power, U.S. and allied military action sought to restore the balance by opposing Iraq, he added.

Mr. Scowcroft was notably cool in his comments about Iran as well as Iraq, saying that the government in Tehran was "potentially the bigger problem" and that its recent actions had been "more negative" than expected.

Regarding another foreign policy hot spot, Mr. Scowcroft said the U.S. military had begun its withdrawal from Somalia and that, according to present plans, most U.S. forces should be out in "about another month."

Mr. Scowcroft defended the administration's refusal to send U.S. troops into Bosnia-Herzegovina, comparing the difficulties of launching a military operation there to those faced by U.S. forces in Vietnam. He cited a NATO estimate that it would take 100,000 ground troops merely to open and maintain the roads from the Adriatic port of Split to the besieged Bosnian capital of Sarajevo.

Bosnia is contained in a geopolitical sense, Mr. Scowcroft said, but if the fighting spreads to the Serbian province of Kosovo or independent Macedonia, the conflict would become "a big international crisis" requiring the involvement of major powers. Even in this event, he said, it is unlikely that the United States would send ground troops.

Baghdad Appears to Honor Its Cease-Fire Pledge

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAGHDAD — Iraq offered no challenges Wednesday to U.S. warplanes flying patrols in the no-flight zones and appeared to keep a cease-fire pledge in honor of Bill Clinton's inauguration.

President Saddam Hussein's ruling Revolution Command Council had announced that to mark Mr. Clinton's inauguration on Wednesday Iraq would stop attacking U.S. and allied aircraft enforcing no flight zones in its northern and southern skies.

There were no reports of military action after the cease-fire took effect at 8 A.M. on Wednesday.

A spokesman for Mr. Clinton took a firm line on an Iraqi offer to open talks on the no-flight zones, which were imposed by Washington and its Gulf War allies to protect rebel Kurds and dissident Shiites.

George Stephanopoulos said that Washington expected full compliance with United Nations' cease-fire resolutions.

"What we need to do now is see Iraq change its behavior," he said.

Iraq insists it is complying fully with UN demands.

In Bahrain, a UN official said Wednesday that UN weapons experts would go to Baghdad on Thursday to resume inspections of Iraq's arsenal after the Iraqi government lifted a ban on UN flights into the country.

Douglas Englund, the UN field coordinator based in Manama, Bahrain, said the new mission would comprise about 50 experts, notably in chemical weapons.

The UN personnel have been blocked in Bahrain since Baghdad announced the flight ban at the beginning of January.

Iraq first insisted that the inspectors fly to Baghdad on Iraqi air-

craft, but announced last Wednesday that it was lifting the ban after a first allied air raid.

However, the situation remained deadlocked as Iraq refused to guarantee the safety of the missions.

It finally gave the necessary guarantees late Tuesday along with the declaration of a unilateral cease-fire in its conflict with the allies.

In Washington, hours before the inauguration ceremony, Mr. Clinton got an early morning briefing from Brent Scowcroft, President George Bush's national security adviser.

In Iraq, U.S. planes flew "routine patrols" over the northern and southern zones where U.S. fighters had skirmished for the past week with Iraqi jets and ground-based anti-aircraft installations, a senior Pentagon official said.

"There were no Iraqi provocations," said the official, who spoke on condition of anonymity.

"It would appear Saddam Hussein is keeping his word," the official said, "but the big test will be whether the UN flights go in on terms acceptable to the United Nations."

The last time a new president took office during hostilities was in 1969 when Richard Nixon became president. The new commander in chief can rely on an unchanged Joint Chiefs of Staff, headed by General Colin L. Powell, and an incoming defense secretary, Les Aspin, who as chairman of the House Armed Services Committee has maintained close relations with the military establishment.

Mr. Bush on Tuesday tried to ensure the smooth turnover of power by issuing an order that Defense Secretary Dick Cheney remain in office until Mr. Aspin is formally sworn in.

(AP, Reuters, AFP)

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JANUARY 21, 1993

Allies Hope Bush's Exit Will Sway Iraq

By Joseph Fitchett
International Herald Tribune

PARIS — Britain and France voiced hopes Wednesday that President George Bush's departure from the White House would provide an opportunity for Iraq to shift to a more cooperative stance, perhaps allowing both sides to reevaluate their policies.

France used the occasion of the change in administrations to publicly criticize the U.S. cruise missile strike on Sunday night against a factory in the Baghdad suburbs.

Foreign Minister Roland Dumas said Wednesday that the raid "exceeded the Security Council resolutions," and that France disapproved of the U.S. action as disproportionately punitive.

But France, whose warplanes took part in U.S. air raids against Iraq last week, remains committed to the Western policy of military enforcement against any violations of the no-flight zones in southern and northern Iraq, officials in Paris said.

U.S. and European officials minimized the French criticism, which they interpreted as a gesture intended to appease radical Arabs — and timed to pass largely unnoticed amid Western preoccupation with Inauguration Day in the United States.

The Clinton administration "is not going to start off giving Paris a hard time for criticizing something that George Bush did," a U.S. official said.

Swiftly dismissing Mr. Dumas's comments,

Prime Minister John Major of Britain said that the U.S. raid was "wholly justified."

The important point, U.S. and European officials said, was that both Paris and London remained aligned in denying any concessions to Saddam Hussein and still insisted — in unison with Washington — that Iraq must comply fully with United Nations resolutions.

At the same time, European leaders publicly acknowledged the possibility that the change in U.S. administrations could help ease tensions with Iraq.

A new phase in relations with Iraq was possible, Mr. Dumas was quoted as telling the French cabinet, but on two conditions: that "Saddam Hussein agrees to carry out the Security Council resolutions without hedging and does not take advantage of this lull to resume provocations of the kind that drew an allied response."

Mr. Dumas's remarks, officials said privately, were designed to keep up the diplomatic pressure on Baghdad and deny any propaganda advantage to Mr. Saddam over his offer of a truce to the administration of President Bill Clinton.

The only change in the crisis, several officials said, was the arrival of a new team in Washington, and so European leaders' priority was early top-level consultations to give them a sense of American policy in the Gulf after Mr. Bush's departure.

Many European officials have detected signs that the Clinton administration will subordi-

nate Iraqi policy to an overriding concern about Iran's rising power and Islamic fundamentalism's spread and to fear that Western tactics toward Mr. Saddam could fuel this double threat of radicalism and fanaticism in the Middle East.

Despite his pledges of continuity in U.S. policy, the possibility of an altered strategy on Iraq gained credence in Europe from Mr. Clinton's comment in an interview with *The New York Times* that he was "not obsessed with Saddam."

Although his spokesmen sought to focus attention on another part of the interview, in which Mr. Clinton said that he had misspoken in discussing the possibility of normal relations with Baghdad, the Clinton quote seemed to echo a view voiced by European critics of U.S. policy, who contended that Mr. Bush's actions reflected personal animosity toward Saddam.

That view surfaced Wednesday in a press account of contacts between Washington and Paris ahead of the cruise-missile attack. The report, in *Le Canard Enchaîné*, said that President François Mitterrand had blocked a U.S. plan for a massive air raid against a dozen Iraqi targets, including oil refineries and other civilian industrial sites.

According to the weekly, which in the past has often accurately reported secret French policy toward Iraq, the French government's objections forced the Bush administration to scale down the attack to a single industrial site and to use cruise missiles instead of bombers.



Kevin Lamarque/Reuters

Airmen signaling as a U.S. fighter bomber prepared to take off from the flight deck of the aircraft carrier *Kitty Hawk* in the Gulf.

Washington : indifférence apparente face aux initiatives irakiennes

WASHINGTON
et NEW-YORK (Nations unies)

de nos correspondants

Désireuse de manifester autant de fermeté que l'équipe républicaine sortante, l'administration démocrate, qui entrerait en fonction, mercredi 20 janvier, a traité, avec une apparente indifférence, le cessez-le-feu unilatéral décrété par l'Irak après une semaine d'affrontements avec les Etats-Unis.

C'est une offre sans objet, ont expliqué en substance les porte-parole de l'administration Clinton, puisque cessez-le-feu, il y a déjà. Conclu, en 1991, à l'issue de la guerre du Golfe, il a pris la forme d'une série de résolutions de l'ONU qui imposent à l'Irak un régime de souveraineté limitée. Tant que Bagdad ne respectera pas l'ensemble de ces résolutions, les Etats-Unis ne changeront pas d'attitude à son égard, a déclaré M. George Stephanopoulos, porte-parole du nouveau président américain. Le fait que les Irakiens annoncent leur intention de ne plus tirer sur les avions alliés qui patrouillent dans les deux zones d'exclusion aérienne ne répond qu'à une partie des obligations de Bagdad.

Un haut responsable militaire américain expliquait que l'Irak

devait non seulement faire taire sa DCA et ses batteries de missiles sol-air mais les déplacer des abords des deux zones d'exclusion aérienne, cesser d'activer ses radars qui «accrochent» les avions alliés, arrêter d'envoyer ses propres appareils dans les deux secteurs concernés et ne plus poser une seule condition aux mouvements des inspecteurs de l'ONU, chargés de surveiller le désarmement du pays. A s'en tenir à l'offre irakienne, on est assez loin de tout cela, a relevé M. Stephanopoulos.

Apparemment, l'intention de l'administration n'est pas de répondre formellement à l'«offre» irakienne de cessez-le-feu unilatéral. «Nous n'allons pas commencer à négocier les résolutions de l'ONU, ils n'ont qu'à les accepter», a répliqué un responsable. L'Irak juge illégales les deux zones d'exclusion aérienne : la première, au sud du 32° parallèle, est destinée à protéger les Chiites et la seconde, au nord du 36° parallèle, les Kurdes. Les Etats-Unis et leurs alliés estiment que ces zones sont le fruit «légal» de la résolution 688 du Conseil de sécurité, votée au mois d'avril 1991. Sans mentionner la création de ces zones, ce texte appelle les membres du Conseil à prendre tous les «moyens nécessaires» pour défendre les populations civiles irakiennes victimes des

attaques incessantes du régime de Bagdad.

Intransigeance d'abord

A en juger par la position de fermeté manifestée jusqu'alors par l'équipe Clinton, tout indique que la nouvelle administration américaine n'entend pas remettre en question ces deux zones. On peut même penser qu'elle aura à cœur de faire preuve d'intransigeance. Les démocrates paraissent particulièrement soucieux de ne pas donner l'image d'une équipe par trop accommodante, portée à l'apaisement. Ils entendent fuir tout comportement qui rappellerait les faiblesses du dernier d'entre eux à avoir occupé la Maison Blanche, M. Jimmy Carter, face à l'imam Khomeiny. On peut parier que l'administration Clinton ordonnera le maintien des patrouilles dans les deux zones d'exclusion. Et, à coup sûr, les appareils alliés répliqueront, comme ils l'ont fait mardi, s'ils sont la cible de tirs de DCA ou si les radars irakiens sont activés. Sans doute faut-il noter que M. Clinton a demandé à deux hauts responsables de l'équipe Bush, chargés du Proche-Orient, de continuer à travailler avec lui.

M. Edward Djerejian restera à son poste de secrétaire d'Etat adjoint chargé du Proche-Orient, et M. Dennis Ross, qui a «patronné» les négociations israélo-arabes, continuera sa mission à titre de consultant du département d'Etat.

Derrière la fermeté affichée, l'administration Clinton ne doit, cependant, pas être mécontente de voir l'Irak changer d'attitude. Avant de démentir avec insistance l'interprétation qui en avait été donnée, M. Clinton avait fait, la semaine dernière, des déclarations au *New York Times* laissant deviner une possible normalisation avec le régime de M. Saddam Hussein. Ses conseillers sont conscients des limites de la guérilla en cours avec le chef de l'Etat irakien, qui n'en sort pas forcément affaibli alors que les alliés arabes des Etats-Unis dénoncent la politique de Washington. Même avec la France et la Grande-Bretagne, l'accord est loin d'être complet sur la conduite à tenir face à Bagdad.

Dans un entretien accordé au *Monde*, le président de la Commission de l'ONU, chargé du désarmement de l'Irak, a jugé encourageant que le gouvernement de Bagdad ait annoncé, mardi, qu'il autoriserait les vols des inspecteurs de l'ONU contre lesquels, depuis une semaine, il avait multiplié les restrictions. M. Rolf Ekeus est, cependant, resté prudent ; il attend encore, de Bagdad, des garanties sur la sécurité de ces vols.

ALAIN FRACHON
et AFSANÉ BASSIR POUR

LIBÉRATION — 21 janvier 1993

Les réfugiés kurdes affluent sur les côtes suédoises

Un chalutier letton a déposé hier matin sur les côtes suédoises 425 boat people originaires du Kurdistan. Les réfugiés, le groupe le plus important jamais arrivé en Suède depuis la dernière guerre, selon les autorités, pourront demander l'asile politique. L'équipage du vaisseau devrait, en revanche, être poursuivi pour trafic de réfugiés, estimait hier le porte-parole de l'Office suédois de l'immigration, Berit Olsson. Une vingtaine de réfugiés ont été hospitalisés, rendus malades par la forte tempête qui secoua leur traversée de la capitale lettone, Riga, jusqu'à l'île de Gotland.

Les autorités suédoises pensent avoir affaire à une véritable «connection baltique», au service de Kurdes cherchant refuge en Scandinavie : un bateau chargé de plus de 70 personnes avait déjà accosté le mois dernier l'île de Faro. La Suède, qui a accordé l'asile l'an dernier à 83 500 personnes, la plupart ex-yougoslaves, s'estime aujourd'hui débordée et a exhorté la Russie et les Etats baltes à prendre des mesures contre ces trafics humains. Les équipages, russophones, de trois précédents bateaux qui transportèrent des pays Baltes jusqu'en Suède une centaine de réfugiés d'Irak, Turquie et Somalie, ont été condamnés par les tribunaux suédois à des peines maximales de six mois de prison. D'après AFP, Reuter

PARIS-NORMANDIE — 21 janvier 1993

Musique, danse et chant pour le peuple kurde

L'association vernonnaise de solidarité avec le peuple kurde propose une soirée, le samedi 23 janvier (20 h 30), à l'auditorium de l'Espace Philippe-Auguste. «Musique, danse et chants traditionnels se feront les meilleurs interprètes de l'Amitié», écrit-elle.

Au programme :

- Les "Sohm Dancers" : ballet de l'école classique de M^{me} Sohmi-Pérongo, dont le répertoire va de Mozart au jazz, en passant par le tango.

- Les "Enfants kurdes de Turquie", accompagnés de leurs musiciens, dans des danses traditionnelles de village.

- Le chanteur irlandais Michael Mac Donnell et ses amis musiciens et chanteurs, déjà appréciés sur disque et en concert à Vernon.

Tous ces artistes offriront généreusement leur prestation au profit de l'association, afin de lui permettre de continuer dans son objectif essentiel : défendre les droits et la culture des Kurdes, tant en France qu'au Kurdistan.

Retrait des places : au Centre Philippe-Auguste, auprès des membres de l'association, à la coopérative biologique (6, rue du Grévarin) ou au restaurant kurde «Botan» (rue B. Pied). Prix des places de 50 F (adultes), 25 F (enfants), 125 F (familles).

LE MONDE — 22 janvier 1993

Les Irakiens espèrent un changement de politique à Washington

Si la presse gouvernementale a salué, à coup d'injures, le départ de la Maison Blanche de M. George Bush, elle a aussi émis l'espoir que l'arrivée aux affaires de M. Bill Clinton marque un nouveau départ dans les relations entre Bagdad et Washington. L'agence officielle INA a annoncé que les travaux de reconstruction

de l'usine de machine-outils, détruite, dimanche, dans la banlieue de Bagdad, par des missiles américains Tomahawk, avaient démarré sur ordre du président Saddam Hussein. M. Hussein a failli être renversé, au mois de juin dernier, lors d'une tentative de coup d'Etat, qui n'a pas été fomentée par les Etats-Unis mais qui

avait leur bénédiction, a déclaré, dans un entretien publié, mercredi 20 janvier, par le *Washington Post*, M. Brent Scowcroft, conseiller de M. Bush pour les affaires de sécurité. Quant au guide de la République islamique d'Iran, l'ayatollah Ali Khamenei, il a accusé, mercredi, les alliés d'avoir « commis un crime contre l'Irak ».

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

De George Bush à Bill Clinton : l'espoir tenu des Irakiens d'une modification de la politique américaine à leur égard traduit la soif de paix d'un peuple qui, en douze ans, n'a connu qu'à peine deux ans de trêve. Derrière les mots d'ordre d'une propagande qui avait fait de M. Bush « le plus grand boucher de l'histoire de l'humanité », comme l'écrivait, mercredi 20 janvier, le journal gouvernemental *Al Joumhouriya*, les Irakiens expriment tout autant leur souhait d'un changement à Washington que celui d'un apaisement à Bagdad.

« Peut-être que le ton va changer, mais je n'y crois pas vraiment, car le président des Etats-Unis ne représente que les intérêts des Américains. Mais peut-être le gouvernement américain sera-t-il plus réaliste, plus pragmatique car la guerre, c'est très dur pour le peuple », commente Hisham, étudiant en quatrième année de français à l'université de Bagdad. « L'Amérique, c'est l'Amérique, renchérit Mohsen. Que Bush soit là ou pas, cela ne changera pas, mais nous, Irakiens, comme peuple, nous voulons la paix. Nous passons notre vie en guerre.

D'abord avec l'Iran, après avec les Etats-Unis. On n'en peut plus ! »

Ainsi, dans un des souks de Bagdad, Fathya, soixante ans, affirme : « Je souhaite la paix, la sécurité et la baisse des prix et je crois que c'est le souhait de tous les Irakiens. Depuis la décision du cessez-le-feu, on est plus rassuré, dit-elle, mais quant à Clinton, il faut attendre. Peut-être Dieu le guidera sur le bon chemin pour qu'il lève l'embargo et qu'on puisse vivre en paix. »

Pas de reddition

La levée de l'embargo, qui frappe de plus en plus durement la population — les plus vulnérables d'abord, — figure en tête de ses attentes. Plus que la pénurie, la hausse des prix est, en effet, insupportable. Vendeur ambulant de légumes, Jamal, quarante-neuf ans, qui, aujourd'hui encore, a trois fils sous les drapeaux, refuse de se prononcer sur le nouveau président américain, mais, dit-il, « Inch Allah ! Qu'on résolve tous les problèmes et qu'on ouvre une nouvelle page avec Clinton ! »

Côté officiel, le ton est à la prudence. M. Al Hachemi, responsable

des relations extérieures du parti Baas au pouvoir, et ancien ambassadeur à Paris, nous a déclaré : « Bush nous a acculés sans autre alternative que la reddition ou la guerre, comme Khomeiny. Il avait fait de cette affaire une crise américano-irakienne. Nous espérons que l'Occident et Bagdad accepteront de s'asseoir et de discuter normalement. Nous espérons pouvoir atteindre une solution raisonnable. Nous ne signons jamais une reddition. »

« Nous voulons ouvrir une nouvelle porte pour mettre fin à ce non-sens, a-t-il ajouté. Nous sommes un pays souverain et tout le monde doit en tenir compte quand on nous parle. » Pour le ministre de l'information, M. Hamed Youssef Hammadi, l'établissement par M. Clinton de « relations d'égalité avec l'Irak pour assurer l'intérêt des deux parties lui permettrait d'avoir les mains libres pour s'occuper des problèmes intérieurs américains », négligés, selon lui, par M. Bush. Conseil amical...

En attendant, cette journée de fête aux Etats-Unis a été le premier jour de calme en Irak depuis plus de deux semaines, et si les avions alliés ont continué de patrouiller dans les deux zones d'exclusion aérienne, dans le

nord et le sud du pays, aucun incident n'a été signalé, et le cessez-le-feu décrété par l'Irak en signe de « bonne volonté » vis-à-vis de M. Clinton, a été parfaitement respecté. Première conséquence tangible de cet apaisement, les cinquante experts de l'ONU, chargés d'une mission d'inspection des armes chimiques, qui étaient bloqués depuis trois semaines à Bahreïn, ont débarqué, jeudi, à Bagdad.

FRANÇOISE CHIPAUX

□ Le PS souhaite que l'Irak puisse retrouver sa place dans la communauté internationale. — Le bureau exécutif du Parti socialiste a jugé, mercredi 20 janvier, que « les bombardements de ces derniers jours ne représentent pas, à eux seuls, une politique » vis-à-vis de l'Irak, qui doit pouvoir « retrouver sa place dans la communauté internationale » sous deux conditions : l'engagement de « respecter ses minorités » et la reconnaissance « sans arrière-pensée » du Koweït, a indiqué M. Gérard Fuchs, membre du secrétariat national, chargé des relations internationales.

LE PAYS D'AUGE — 22 janvier 1993

A la découverte du Kurdistan à Saint-Martin-de-la-Lieue

■ CE VENDREDI, à 20 heures 30, à la salle Delphine de Saint-Martin-de-la-Lieue, se déroule une conférence sur le thème « A la découverte du Kurdistan ». De retour de mission humanitaire, le Leucamartinois Christophe Bertaud évoque sa participation à la renaissance de ce pays, ainsi que les difficultés rencontrées « Face à la folie meurtrière de Saddam Hussein ».

A l'aide de photos et de diapositives, il fait un historique de la Guerre du Golfe. L'entrée est libre.

Boat people kurdes

Un bateau de pêche transportant 425 réfugiés kurdes a accosté mercredi matin sur l'île suédoise de Visby, dans la Baltique, a rapporté la radio suédoise. Ces réfugiés, parmi lesquels figurent des femmes et des enfants, ont dit avoir embarqué à Riga, capitale de la Lettonie, il y a plusieurs jours. C'est le quatrième bateau de réfugiés en provenance des pays baltes à accoster en Suède depuis quelques semaines. Les bateaux précédents transportaient des réfugiés iraniens, irakiens, turcs et somaliens.

L'INDEPENDANT — 21 janvier 1993

Soirée d'amitié avec le peuple kurde

Soirée d'amitié au centre culturel Philippe Auguste organisée par l'association vernonnaise de solidarité avec le peuple kurde, le samedi 23 janvier, à 20 h 30.

Avec grand plaisir nous vous attendons nombreux pour partager une soirée de solidarité et de... qualité à l'auditorium du centre culturel de Vernon. Musique, danse, chants traditionnels se feront ce jour-là les meilleurs interprètes de l'amitié.

Au programme : Les « Sohm Dancers » : Ballet de l'école de danse classique de Mme Sohm Perengo, dont le répertoire va de Mozart au jazz, en passant par le tango.

Les enfants kurdes de Turquie, accompagnés de leurs musiciens dans leurs danses traditionnelles de village.

Le chanteur irlandais, Michael Mac Donnell et ses amis musiciens et chanteurs que vous avez pu déjà apprécier soit en concert à Vernon, soit par leur dernier disque.

Tous ces artistes offrent généreusement leurs prestations au profit de l'association afin de lui permettre ainsi de continuer dans son objectif essentiel : défendre les droits et la culture des Kurdes tant en France qu'au Kurdistan.

Vous pouvez louer vos places : - au Centre Philippe Auguste, - auprès des Membres de l'association, - à la Coop Biologique (6, rue du Grévarin), - au Restaurant kurde « Botan » rue Benjamin Pied, 50 F par personne, 25 F pour les enfants, 125 F par famille (seul 1 enfant payé, la place est gratuite pour les suivants).

LE DEMOCRATE VERNONNAIS — 20 janvier 1993

January 22, 1993

Iraqi Kurdistan Front

Press Release

Many Killed and Wounded in Iraqi Car Bomb in Kurdish City

Eleven persons were killed and a hundred and twenty four wounded, many of them seriously, in the explosion of a car bomb set off this morning in a crowded market area in the city of Erbil in Iraqi Kurdistan. The victims were shoppers, nearby residents and business people, among them women and children. It is widely believed that agents of the Iraqi government have been responsible for this vile act of terrorism.

Medical personnel in Erbil fear that many of those wounded in today's attack will die owing to shortage of medicines and medical equipment. These shortages are the direct result of Baghdad's efforts to impede international relief assistance to the Kurds, and to the illegal internal economic embargo that Baghdad has imposed on Kurdish controlled areas.

The attack is one of the most serious perpetrated against Iraq's Kurds by the Baghdad government since the Kurds were obliged to flee Saddam Hussein's army in the spring of 1991. It comes on the heels of a series of bombings, murders and acts of sabotage perpetrated by Iraqi agents inside the Kurdish region. It also follows recent Iraqi military maneuvers threatening the Kurdish region, the moving of surface-to-air missiles into the no fly zone north of the 36th parallel, and sabotage by Iraqi agents of trucks delivering US humanitarian assistance to Iraqi Kurdistan.

Iraqi campaign against the Kurds is primarily aimed at undermining the democratically elected regional Kurdish administration. The fledgling democracy in Kurdistan sets an example to the rest of Iraq, one that Saddam sees as a dangerous threat to his regime and is desperately trying to suffocate.

The Iraqi Kurdish leadership calls on the Security Council to oblige the Iraqi regime to abandon its campaign of terrorism and repression against the Kurds. These acts terrorism are a flagrant violation of Iraq's international obligations under Security Council Resolutions 687 and 688. The world must not forget the genocidal killings of tens of thousands of Kurdish civilians when Iraqi Kurdistan lay under absolute control of Baghdad regime. Such atrocities must never be allowed again.

AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE PRESSE — AGENCE FRANCE

FRA0437 4 T 0198 FRA /AFP-CH89

Irak-Kurdas

Bombardements de l'artillerie irakienne sur des villes kurdes, selon un représentant kurde à Paris

PARIS, 25 (AFP) — L'artillerie irakienne a bombardé dimanche et lundi plusieurs villes au Kurdistan d'Irak, faisant "de nombreuses victimes" parmi la population, a déclaré lundi à l'AFP à Paris le représentant des autorités kurdes, Mohamad Sadegh (UPK-Union patriotique du Kurdistan).

Dimanche, la ville de Chamchemil (70.000 habitants), à 20 km à l'est de Kirkouk, a été touchée, ainsi que les localités de Jahoy et de Nowjout, a indiqué ce représentant des nationalités kurdes irakiennes.

Ces villes sont proches de la "ligne de front" qui sépare l'armée irakienne des combattants kurdes.

Lundi, la ville de Makhour, à 50 km au sud-ouest d'Erbil, a été touchée par l'artillerie irakienne, toujours selon ce représentant kurde en France. "Nous craignons que ces bombardements ne précèdent une offensive de l'armée irakienne", a affirmé M. Sadegh en rappelant l'offensive à la veille prégénocidaire jeudi au marché d'Erbil, qui a fait au moins cinq tués et 80 blessés. Les Kurdes ont attribué la responsabilité de cet attentat aux services irakiennes.

M. Saddam Hussein renforcé

En dépit de l'embargo et des raids occidentaux le président irakien a conforté son pouvoir absolu

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

« Cette guerre n'a pas eu d'issue décisive. Les alliés ne sont pas venus à Bagdad ». Pour ce diplomate, depuis de longues années en Irak, deux ans après la fin de l'opération « Tempête du désert », le président Saddam Hussein a franchi le cap le plus difficile et on voit mal, aujourd'hui, ce qui pourrait remettre en cause son pouvoir absolu.

« Saddam Hussein a surmonté les trois défis qui lui ont été imposés : la guerre, les troubles intérieurs qui lui ont succédé et l'emploi », affirme un intellectuel irakien qu'on ne peut soupçonner de sympathies pour le régime. Responsable des relations extérieures du parti Baas au pouvoir, M. Abdel Al Hachemi ne dit pas autre chose : « Ce qui nous est arrivé, c'est un tremblement de terre, plus des inondations. Mais, aujourd'hui, tout cela est derrière nous. » Les observateurs à Bagdad en sont convaincus : le président irakien est, aujourd'hui, plus « fort » qu'il y a deux ans, même si son pays, lui, a beaucoup perdu et si les plaies laissées par la guerre mettront sans doute de très longues années à se cicatriser.

On ne remarque plus guère les traces des bombardements de 1991 mais la reconstruction des infrastructures, est, selon les experts, fragile. Déjà, les ingénieurs irakiens inscrivent, dans leurs plans, tous les endroits où il sera nécessaire d'intervenir quand l'embargo sera levé.

En attendant, l'essentiel – téléphone, électricité, eau, transports – fonctionnent, et si les Irakiens sont peu sensibles aux réalisations grandioses, celles du « troisième fleuve » par exemple (1), ils apprécient que le gouvernement ait donné la priorité à des projets qui concernent leur vie quotidienne. Sans que soient, pour autant, négligés les impératifs de la sécurité et les besoins de l'armée ou du parti.

Réorganisée et forte d'environ quatre cent mille hommes pour défendre un pays de quinze millions d'habitants, l'armée, choyée et récompensée pour toute action réussie – comme l'ont été les officiers qui ont détruit des missiles américains Tomahawk, dimanche dernier, à Bagdad – a retrouvé son moral. Au cours des deux derniers mois, elle a, pour la première fois, refait des manœuvres à tirs réels. Manière de montrer qu'elle est de nouveau, comme l'a solennellement

affirmé le puissant ministre de la défense, M. Afi Hassan Majid, prête à libérer n'importe quelle partie du territoire irakien.

« Du point de vue militaire, Saddam peut, aujourd'hui, balayer les Kurdes comme il veut, assure un diplomate, et il a concentré des troupes au nord pour les impressionner et démontrer sa force. » « Le sud, ajoute-t-il, est sous son contrôle. L'armée encercle les marais. Personne ne peut en sortir. » Le fer de lance de cette armée idéologiquement contrôlée par le Parti reste la garde républicaine – cent mille hommes bien entraînés – que le président, assure-t-on, n'engagera pas dans de futiles combats.

Le parti Baas a, lui aussi, été repris en main. Délesté, après les émeutes du mois de mars 1991, de ses membres qui n'avaient pas, aux yeux de la direction, combattu avec assez de fermeté les rébellions chiites et kurdes, il s'est renforcé en ne gardant en son sein que les militants « purs », dont le sort est, aujourd'hui, complètement lié à celui du régime et à la personne du président.

« L'attitude de chaque membre du parti – alors plus d'un million de personnes – pendant les troubles, a été passée au crible, confie un témoin, et le Baas est désormais beaucoup plus actif dans toutes les sphères de la vie. Les membres du parti sont de plus en plus nombreux à contrôler les rues la nuit et rien ne saurait échapper à leur surveillance. » « Quant aux services de sécurité, affirme un diplomate, expert en la matière, ils ne cessent d'étendre leurs tentacules. Toutes les précautions sont prises et jusqu'à l'excès ; personne, même les plus proches, ne côtoie, armé, le président. »

La peur du démembrement

Plus grave, et malgré le but avoué par M. George Bush, la politique occidentale après la guerre du Golfe a plutôt conforté le chef d'Etat irakien. Touchant très durement la population, l'embargo, qui dure depuis trente mois, n'a pas provoqué, comme attendu, le soulèvement de la population contre le régime. Si, au départ, la majorité des habitants rendait le gouvernement responsable de cette situation, aujourd'hui c'est l'Occident que les Irakiens accusent d'abord de vouloir les affamer et surtout les humilier.

Vendus à très bas prix par le gouvernement, les produits rationnés de première nécessité – farine, sucre, volailles, etc. – permettent à chacun de survivre, et l'on ne meurt pas de faim en Irak, même

si la sous-alimentation est devenue chronique dans les milieux les plus défavorisés. La question demeure de savoir jusqu'à quand le pouvoir aura les moyens d'assurer le strict minimum.

« Certains petits signes prouvent qu'il y a moins de liquidités et plus beaucoup d'argent, affirme un résident étranger. Dans la mesure où la planche à billets fonctionne à plein régime, ils peuvent encore, sur certaines places, comme Amman, se procurer des devises, le taux de change n'ayant pas d'importance. » Pour l'instant, en tout cas, personne, ici, ne pense que l'embargo représente une menace à court terme.

La création de deux zones d'exclusion aérienne par les alliés occidentaux, et spécialement la mise en place, au mois d'août dernier, de la zone sud où la situation, contrairement à ce qui se passait au Kurdistan au mois d'avril 1991, n'était pas si alarmante, a réveillé, chez nombre d'Irakiens, la peur du démembrement de leur pays. « Le sentiment quasi général est que l'Occident – c'est-à-dire les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France – veut diviser l'Irak en petites entités religieuses ou ethniques faciles à dominer, affirme un observateur. Et cela, les Irakiens, qui voient dans l'appartenance à la nation arabe leur seule garantie de sécurité face aux ambitions perses ou ottomanes, n'en veulent pas. »

En outre, fatigués et las, jusqu'à la nausée, de la guerre ou des troubles, les Irakiens redoutent tout ce qui leur apparaît comme facteur de désordre ou de nouvelles tueries. « Dans cette mesure, beaucoup pensent, affirme un professeur, que Saddam Hussein est une garantie, pour chaque foyer, de paix et d'ordre. Ils ont peur, vraiment peur, du désordre total. » Et de conclure : « Il n'y a, aujourd'hui, aucune alternative à son pouvoir, et nous ne sommes pas prêts pour une guerre civile dont la violence, dans un pays où tout le monde est armé et où les rançonnements sont immenses, serait sans commune mesure avec ce qu'on a vu au Liban ou ce qu'on voit en Bosnie. »

L'exemple de Sarajevo, habilement exploité par une propagande qui reste, pour la majorité, la seule source d'« information », revient souvent dans beaucoup de conversations.

Le « coup de pouce » de l'Amérique

Enfin, humiliés par un Occident qui ne leur a pas apporté la seule chose qu'ils espéraient – la chute du régime, – les Irakiens se sentent trahis. Et, comme l'avoue l'un d'eux, « si beaucoup ne soutiennent pas Saddam, une chose est sûre,

Le Monde
25 janvier 1993

tous haïssent Bush ou ses alliés et ont perdu tout espoir en eux ». « A chaque fois que l'Amérique menace, ajoute-t-il, elle donne un coup de pouce au pouvoir, et cela personne ne le supporte ; chez les Bédouins, qui constituent une grande partie du peuple, on est fier d'avoir un président qui tient tête. » Nul doute que le maintien au pouvoir de M. Saddam Hussein impressionne aussi hors de son propre pays. Même si sa popularité n'est plus au zénith comme elle l'était pendant la guerre du Golfe dans beaucoup de pays arabes.

Nombre d'Arabes voient encore en lui le seul chef qui ose dire « non », et les régimes sont bien obligés, dans une certaine mesure, de tenir compte d'un phénomène qui n'est pas près de disparaître. Encore prudentes, des voix s'élèvent, aujourd'hui, y compris dans les monarchies pétrolières, effrayées par le retour de l'Iran sur le devant de la scène, pour admettre l'idée d'une sorte de dialogue avec l'Irak.

Les dirigeants irakiens regardent avec quelque ironie ces évolutions, affirmant qu'ils n'ont pas, eux, de complexes à parler avec tout le monde. « Le monde doit commencer à comprendre que Saddam Hussein est toujours là, affirme M. Al Hachemi. Ses ennemis ont peur que lui parle soit une nouvelle victoire pour lui, mais c'est un fait et ils doivent bien en passer par là. »

Deux ans après la guerre du Golfe, force est de constater que le président irakien tient solidement les rênes du pouvoir. Si son pays est quasiment exsangue, rien à l'intérieur ne semble le menacer. Toutes les tentatives faites contre lui de l'extérieur ont, jusqu'à maintenant, échoué et, au contraire, ont valu à M. Hussein, dans un sursaut de nationalisme, les faveurs d'une population désespérée.

FRANÇOISE CHIPAUX

(1) Un canal parallèle au Tigre et à l'Euphrate, surtout destiné à assécher les marais où se sont réfugiés les rebelles chiites dans le Sud.

□ Cinq morts dans l'explosion d'une voiture piégée au Kurdistan. – Au moins 5 personnes ont été tuées et 82 autres blessées dans l'explosion d'une voiture piégée, jeudi 21 janvier, sur un marché, au centre de la ville d'Erbil, la « capitale » du nord de l'Irak. Les victimes sont, en majorité, des enfants vendeurs de cigarettes et des marchands de légumes ambulants. Un responsable de la sécurité du « gouvernement kurde » a rendu le régime de Bagdad responsable de ce nouvel attentat. – (AFP.)

AU BON MARCHÉ RIVE GAUCHE, SOMPTUEUSE EXPOSITION DE 5.000 TAPIS D'ORIENT JUSQU'AU 27 MARS.

Avec les nomades Kurdes, les plus fins tisserands du monde...

Envie Monsieur Hazard. Un matin de février de 1876, le premier acheteur de tapis du Bon Marché partait au Moyen-Orient pour six mois. Ses collègues lui faisaient de grands adieux à la gare du PLM. C'était une fantastique expédition. Il embarquait sur un légendaire paquebot à Marseille pour Istanbul. Puis reliait en... caravane le Caucase, la Perse, les Indes. Le retour de son premier voyage digne d'un explorateur connu un succès extraordinaire. Internationale, la première exposition de tapis d'Orient du Bon Marché eut un tel retentissement que M^{me} Boucicaut, épouse du fondateur du Bon Marché, décida de réitérer. Ainsi, pendant des années, les tapis d'Orient du Bon Marché furent présentés au Salon des Artistes français puis, par la suite, des pièces prestigieuses partirent définitivement vers le Musée des Arts décoratifs.

Cent quatorze ans après, le pionnier des grands magasins a toujours son acheteur-grand voyageur et expert : François Ollivier. *"Mes prédécesseurs acquièrent ainsi des pièces exceptionnelles"*.

François Ollivier, trente années d'expédition, continue à partir en campagne. Et à chaque campagne, il acquiert mille tapis.

Cette année, il s'est rendu quatre fois au Kurdistan. D'abord en Anatolie orientale (Turquie) puis dans le Kurdistan iranien. *"Les Kurdes, précise François Ollivier, sont de remarquables tisserands."*

Leur savoir-faire, dans les villages, sous la tente, le fascine.

"J'ai vu travailler les Kurdes dans le Khorassan, les Zafaranlous, des semi-nomades dans les montagnes des mille mosquées. Près de la frontière irano-turkémène, au Nord-Est, leurs tapis se nomment Kurdi-Qouchan. Ils les tissent traditionnellement et les teintures qu'ils utilisent sont végétales. Ils réalisent aussi de splendides Kilims et des Djadjims à bandes horizontales..."

François Ollivier est passionné par l'Orient. Alors, il "baroude" avec

C'est une tradition centenaire au Bon Marché. L'achat des plus beaux tapis d'Orient tissés dans les villes nomades. François Ollivier, acheteur-expert du Bon Marché depuis trente ans, sillonne Caucase, Perse, Kurdistan, Anatolie Orientale, Irak, Indes et Afghanistan. Dans ses "malles" de grand voyageur, il rapporte de chaque expédition, plus de mille pièces d'art. Qui, réunies, forment la plus prestigieuse des expositions de tapis.



Choix d'un Kolyai par François Ollivier : un tapis à points noués dans un bazar du Kurdistan persan.

son 4 x 4, partage l'existence des villageois, se fait expliquer les techniques de tissage ou de teinture, examine chaque tapis comme une œuvre ; un tapis d'Orient du Bon Marché est en effet considéré comme un tableau ou une sculpture : il est exposé. Sa qualité et son authenticité sont irréprochables. L'exposition du Bon Marché est donc du grand art. Unique en France : 5.000 tapis rares et anciens sur 1.200 m². Une fabuleuse galerie d'Orient !

"Nos visiteurs, explique François Ollivier, découvriront notamment



des Senneh, tissés ou noués, les plus beaux et les plus fins d'Orient. Ils sont tissés au cœur du Kurdistan. Ce sont de magnifiques Kilims à décors géométriques. Mais ils pourront aussi admirer des Ghérous réalisés dans la région de Bidjar. Les Ghérous sont des tapis avec de grandes arabesques et des fleurs stylisées."

Au Kurdistan persan, au nord-ouest de l'Iran, François Ollivier s'arrête parfois plusieurs jours dans l'un des nombreux villages de tentes des nomades Sandjabi ou Djaffi.

"Ils font des pochis, des tapis de petits formats d'une grande beauté." L'acheteur-expert du Bon Marché a parcouru aussi la Turquie de Van, Hakkari, à Kars. Les tribus

Au Eazar de Sanandadj (Senneh), Kurdistan iranien : les cartons à tapis.

Plus de 5.000 Kilims et tapis d'Orient

L'exposition 1993 ? Plus de 5.000 tapis d'Orient sur 1.200 m² (3^e étage).

Quelques exemples de prix :

- Kilim Senneh 1 x 1,50 m : 3.000 F.
- Senneh 1,20 x 1,60 m à points noués : à partir de 3.500 F.
- Kurde Kolyai 2,40 x 1,60 m : 7.000 F.
- Kilim Kurde d'Anatolie Orientale de 3 à 3,5 m2, à partir de 7.000 F.

Egalement des tapis Bakhtiar (2 x 3 m : à partir de 13.000 F), des Veramine dozar (1,5 x 2 m : 12.000 F). Et des pièces anciennes de Perse et du Caucase, une grande variété de Kilims.

La Galerie d'Orient du Bon Marché Rive Gauche c'est aussi :

- certificat d'origine
- présentation à domicile
- nettoyage, restauration.

- 20% jusqu'au 27 mars

Crédit 3 mois sans frais à partir de 6.000 F d'achat.

M^o : Sèvres-Babylone, tél. : 44.39.80.90.

Herki et Hartoushi n'ont plus de secret (de fabrication) pour lui. Il est accueilli en frère ; nullement en touriste. Il n'est pas voyageur ordinaire, le Français. Appareil-photo certes en alerte - pour illustrer son exposition et grossir ses souvenirs -, barbe hirsute, coffre du 4 x 4 chargé de tapis.

"Les Kurdes sont 25 millions. Leur drame ? Ne pas avoir de nation : ils sont répartis sur Turquie, Iran, Irak, Syrie et Sud Caucase. Ces montagnards sont rudes mais très accueillants. Ils vivent surtout de l'agriculture, de l'élevage et d'un art millénaire : celui du tapis. Beaucoup ne sont-ils pas les fleurons des collections des plus grands musées du monde ?" Tapis Senneh, Kilims, Ghérous, Bidjar... L'art du tapis d'Orient entre majestueusement au 3^e étage du Bon Marché Rive Gauche.

Guy de Veilhac

Gentleman Saddam ?

Pourquoi n'approuve-t-on pas plus chaleureusement les Américains lorsqu'ils ripostent aux provocations de Saddam Hussein ?

Je reconnais volontiers que les ripostes alliées — et surtout américaines — aux provocations de Bagdad ne réglent pas définitivement le « cas Saddam ». Il s'en faut même de beaucoup. Mais est-ce une raison suffisante pour faire la fine bouche ? Naïvement, j'espérais que les classes politiques

moment où j'écris ces lignes, sur les rives du détroit d'Ormuz ! Hypothèse d'autant plus déplaisante que, sans l'intervention alliée, il y a deux ans, les Irakiens posséderaient aujourd'hui l'arme atomique. D'ailleurs, à tout prendre, mieux vaut encore un martyr

contre l'agresseur irakien ni contre l'agresseur serbe ; ni contre Saddam Hussein ni contre son frère jumeau des Balkans (Milosevic).

Si l'on vous dit que le vrai péril régional, en 1993, est l'Irak et que seul un Irak « réhabilité » et réintégré dans la communauté internationale pourrait endiguer cette nouvelle menace, répondez :

— que vous ne sous-estimez aucunement l'effort gigantesque de réarmement qu'accomplissent les mollahs iraniens dans le domaine conventionnel et nucléaire (1) ;

— mais que, pour constituer un contrepoids valable à l'Irak, il faudrait que l'Irak redevienne une superpuissance militaire. Or, si un tel retour en force se produisait, il y a fort à parier que Saddam n'attendrait pas longtemps avant de prendre sa revanche sur les monarchies pétrolières du Golfe. On se retrouverait au point de départ.

Si l'on vous dit, enfin, qu'aucun de ces contre-arguments n'est convaincant, demandez benoîtement à votre interlocuteur s'il croit qu'un monde sans Saddam Hussein serait un monde moins sûr...

Pour en terminer avec ce régime détestable, deux scénarios sont souvent envisagés, à l'Ouest, par ceux qui ne considèrent pas le courage comme une maladie honteuse.

Le premier consisterait à aider les chiites, les Kurdes et tous les autres adversaires irakiens de Saddam Hussein à se soulever — ce qui suppose que l'on soit prêt à financer et à armer massivement ces opposants. Une fois la révolte enclenchée, les avions américains et alliés bombarderaient les forces que Saddam aurait été contraint de déployer pour mater la rébellion. Le coup porté au tyran serait si rude que — estime-t-on — les chefs de l'armée irakienne n'au-

raient plus, alors, qu'à éliminer le dictateur et à mettre en place un gouvernement intérimaire chargé de promouvoir la réconciliation nationale.

L'autre scénario fait l'économie du soulèvement anti-Saddam. L'acte se joue simplement : encouragés en sous-main par Washington et ses alliés, des officiers irakiens pénètrent dans le bunker de Saddam et l'envoient rejoindre Nabuchodonosor.

Je n'ignore pas les obstacles que susciterait l'application de ces deux scénarios. Ou de n'importe quel autre. Mais le pire serait de croire que l'on peut apprivoiser Saddam Hussein ; de traiter ce triste sire comme un gentleman que les serments engagent ; et de se contenter d'une moue sceptique si, d'aventure, Bill Clinton avait la bonne idée de finir le travail que George Bush a laissé inachevé.

P. W.

(1) La presse américaine a rapporté que, selon la CIA, l'Irak dépenserait plus de deux milliards de dollars par an pour son programme militaire nucléaire...

PAR PATRICK WAJSMAN

occidentales féliciteraient avec chaleur George Bush d'avoir infligé une dernière raclée à l'un des tyrans les plus sanguinaires de la planète. J'espérais que Bill Clinton serait, lui aussi, complimenté pour son soutien spontané au Président sortant. Bref, j'attendais un cri unanime : « Bravo les Américains ! Il faudra faire encore mieux la prochaine fois ! »

Hélas, au lieu de cet élan de sympathie, on entend, ces jours-ci, dans les coulisses des chancelleries, des déclarations plutôt pincées, restrictives, légèrement gênées, voire critiques.

En voici quelques-unes, glanées au hasard. Voici aussi quelques contrepoisons, à utiliser sans ordonnance...

Si l'on vous dit que le Président américain, en frappant l'Irak, a souhaité « finir son mandat en beauté », répondez que sa réaction est venue sanctionner plusieurs mois d'incessantes violations des résolutions de l'ONU par Saddam et sa camarilla. Le seul reproche que l'on puisse adresser à George Bush est donc d'avoir été trop patient !

Si l'on vous dit qu'il était absurde d'offrir à Saddam l'occasion de jouer les « martyrs », répondez que ce refrain est bien connu. A la veille de la guerre du Golfe, on nous le fredonnait déjà : si on l'avait écouté, à l'époque, la soldatesque irakienne camperait, au

hors d'état de nuire qu'un gangster en activité.

Si l'on vous dit que toute humiliation a ses limites et que le temps est venu d'aider Saddam à « sauver la face », répondez que ce comportement constituerait une prime à l'agression, un encouragement à tous les dictateurs bellicistes. En l'espace de quelques années — et avec des résultats variables, il est vrai —, Saddam Hussein a attaqué l'Irak ; annexé le Koweït ; déclaré la guerre sainte à l'Arabie Saoudite ; pris des milliers d'Occidentaux innocents en otages ; massacré les Kurdes à l'arme chimique ; expédié des Scud sur un petit pays qui ne l'affrontait même pas (Israël) ; mis en place, en Irak, un système policier digne de la Russie stalinienne ; et entretenu généreusement les stars du terrorisme international : pour quel étrange motif faudrait-il aider un tel homme à « sauver la face » ?

Si l'on vous dit qu'il est injuste de pratiquer une politique du « deux poids, deux mesures » (riposter contre l'Irak, s'abstenir en Bosnie), répondez que la remarque est parfaitement fondée. Mais précisez, aussitôt, que cette disparité de traitement devrait être corrigée en aidant les Bosniaques... et non en épargnant Saddam ! L'ennui, c'est que ceux qui s'étonnent de cette dissymétrie proposent, généralement, de n'intervenir ni

LE MONDE — 22 janvier 1993

□ **SUÈDE** : quatre cent vingt-cinq réfugiés kurdes à bord d'un chalutier. — Quatre cent vingt-cinq réfugiés kurdes — probablement originaires du Kurdistan irakien — partis de Riga, en Lettonie, il y a une semaine, sont arrivés mercredi 20 janvier sur l'île suédoise de Gotland, au sud-est de Stockholm, à bord d'un chalutier, a annoncé la police. Il s'agit du quatrième bateau de réfugiés en provenance des pays baltes à accoster en Suède en quelques semaines. — (AFP, Reuter.)

□ **TURQUIE** : visite de M. Suleyman Demirel en Syrie. — Le premier ministre turc, M. Suleyman Demirel, a terminé mercredi 20 janvier une visite de deux jours en Syrie, la première d'un chef de gouvernement turc depuis plus de cinq ans. M. Demirel a eu sept heures d'entretiens avec le président syrien Hafez El Assad, sur le terrorisme, le partage des eaux de l'Euphrate et la situation dans le nord de l'Irak.

● Samedi 23 janvier 1993 ●

Malgré une nouvelle attaque menée par des avions américains dans le nord de l'Irak

Bagdad maintient son « cessez-le-feu »

Interrogé au sujet de l'attaque menée, jeudi 21 janvier, par deux avions américains contre une batterie de missiles dans le nord de l'Irak, le président Bill Clinton a déclaré : « Je n'ai rien à ajouter, si ce n'est que nous allons continuer notre politique. C'est notre politique et nous allons la conserver. »

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Maintenant sa politique d'apaisement, Bagdad a réagi, jeudi, à l'attaque de deux avions de chasse américains, près de Mossoul, en réaffirmant « que l'Irak était toujours engagé par le cessez-le-feu » décrété, mardi, « en signe de bonne volonté » à l'égard du nouveau président américain. Un porte-parole du ministère des affaires étrangères a qualifié cette attaque de « provo-

cation hostile », indiquant, contrairement à la version américaine (voir l'article de Dominique Dhombres page 4), qu'« aucune batterie de radar n'avait été mise en action depuis le cessez-le-feu ».

Le porte-parole a déclaré que ce n'était pas une batterie de défense antiaérienne qui a été bombardée, précisant que c'est un conteneur de bombes à fragmentation à retardement qui a été lancé « sur une zone civile ». « Il n'y a pas eu de victimes, a-t-il ajouté, mais l'explosion a mis le feu à de grandes quantités d'engrais et provoqué des dégâts dans les cultures. »

Ce premier incident depuis le « cessez-le-feu » décidé par l'Irak ne devrait pas donner lieu à une réplique, Bagdad voulant donner un peu de temps au nouveau président américain pour réétudier le dossier irakien. Cette attitude a été confirmée par le « bon accueil » fait, jeudi, à leur arrivée de Bahreïn, aux cinquante-deux membres de

l'ONU chargés de la destruction des armes chimiques. Cette première équipe qui comprend du personnel administratif, vingt-cinq membres d'équipages d'hélicoptères et douze inspecteurs, devait être suivie, ce vendredi, d'une deuxième.

Selon le chef de cette mission, M. Paul Brough, de nationalité américaine, celle-ci n'est pas chargée de rechercher de nouvelles armes chimiques mais de superviser la destruction de celles déjà identifiées. « Nous allons reprendre la destruction des agents et munitions chimiques entreposés sur le site d'Al-Muthana, à 130 kilomètres au nord-ouest de Bagdad », a-t-il indiqué, avant d'ajouter : « Il y a encore beaucoup à faire mais, jusqu'à présent, nous avons été à même de remplir notre mission. » Les experts de l'ONU estiment qu'il leur faudra encore six mois pour achever cette tâche.

FRANÇOISE CHIPAUX

Le Monde ● Dimanche 24 - Lundi 25 janvier 1993 ●

IRAK : après le « cessez-le-feu » décrété par Bagdad

Nouvel incident au nord du 36^e parallèle

Un avion américain a ouvert le feu, jeudi 21 janvier, sur une batterie antiaérienne, située au nord du 36^e parallèle, qui l'avait « accroché » avec son radar mais il aurait manqué sa cible, a indiqué le Pentagone. Le gouvernement de Bagdad, qui maintient toujours son « cessez-le-feu », a affirmé que cet incident avait été « monté de toutes pièces », car, à l'en croire, il n'existe aucun dispositif antiaérien dans cette région.

BAKHIRA

de notre envoyée spéciale

Des champs de blé à perte de vue et, sur un alignement de collines, ce qui apparaît être une base

militaire équipée de radars, d'antennes de télécommunication et d'un bâtiment qui a tout l'air d'une tour de contrôle. Nous sommes à vingt kilomètres à l'intérieur de la zone d'exclusion aérienne, décrétée par les alliés, et à quinze kilomètres au sud-ouest de Mossoul. C'est là que, jeudi, un avion américain a lancé « deux ou trois bombes à fragmentation » contre une batterie de défense antiaérienne qui aurait « accroché » l'appareil.

« J'étais sur ma terrasse quand j'ai entendu les avions, mais ici, nous sommes habitués », raconte M. Taha Ali Younes, maire du petit village de Bakhira, fait d'une cinquantaine de maisons en torchis. « Tout d'un coup, le bruit a changé, comme si l'avion piquait. J'ai entendu un bruit sourd, suivi

de petites explosions, précise-t-il. Il était 13 heures, et il n'y avait personne dans les champs, tout le monde déjeunait. »

Pour le commandant Abdallah Zannoun, responsable du secteur, ces installations « à usage civil servent au contrôle aérien. Les premières batteries de défense antiaériennes, équipées de radars, sont à dix kilomètres au sud du 36^e parallèle ». La tour de contrôle ? « C'est une cible pour les exercices de tir, indique-t-il, car il y a un champ de manœuvres à proximité. » Force est, cependant de constater que le personnel porte l'uniforme militaire...

Dans un champ, deux enveloppes de bombes à fragmentation et ses deux têtes à ailettes, un tas de cendres, recouvert d'une bache orange. Le terrain est parsemé de

trous. Des drapeaux rouges signalent cinq mini-bombes non explosées. Dans le ciel, bourdonnent des avions. Selon le commandant Zannoun, « c'est la trentième fois de la journée » que les appareils alliés survolent la zone.

Des batteries de missiles mobiles étaient-elles là, jeudi, comme le suggèrent de nombreuses traces de véhicules dans les champs ? Le commandant Zannoun nie : « Il ne s'agit que des mouvements de tracteurs et de véhicules des paysans de la région. » Alors, que s'est-il passé ? « Peut-être, dit-il, les Américains essayaient-ils de profiter du cessez-le-feu pour détruire ces radars civils et faire brûler nos récoltes ? »

F. C.

25 JAN. 1993 **7** JOURS **tele**

**SAMEDI
30 JANVIER**

TRENTE MILLIONS
D'AMIS
17.25 ■ TF1

Tout, tout, tout, vous saurez tout sur les « secrets » de l'auteur du « Zizi », qui revient sur scène à Paris, jusqu'au 14 février, au Casino de Paris. Quant à « La Petite Kurde », l'une de ses œuvres les plus bouleversantes, elle lui a demandé deux ans et demi de travail et un séjour à Beyrouth pour le Noël des enfants avant d'être enfin terminée.



Pierre Perret "Le bonheur de mes 350 chansons"

Les répétitions avec son orchestre, c'est un rite. ont lieu chez lui, sous l'immense véranda. « L'été, c'est chouette, reconnaît Gilou, accordéoniste de Pierre Perret depuis vingt-huit ans. On peut alterner les répétitions et les plongeurs dans la piscine ou les parties de tennis sur le court. » Mais maintenant, l'hiver est là et la piscine est bâchée. Pour traquer le moindre couac, Pierrot

a carrément loué un théâtre à Villeneuve-Saint-Georges, en banlieue parisienne, et tous les jours, pendant une semaine, on a répété, comme si on était au Casino de Paris. « Avant, reconnaît Pierre Perret, je faisais une rentrée parisienne tous les deux ou trois ans. Maintenant, je ralentis la cadence. J'espace aussi bien mes albums que mes spectacles ou mes livres. Je ne veux pas commencer à me

mordre la queue ! Au bout de 350 chansons, on ne peut plus écrire n'importe quoi. »

Ce chiffre impressionnant le met juste derrière Charles Trénet (450) et devant Brassens et Brel (environ 230) et lui vaudra une bonne place dans la collection des auteurs-compositeurs que va éditer Hachette. « Avec le temps, je deviens de plus en plus exigeant. Je m'impose une rigueur d'écriture draconien-



ne, car vraiment tout mettre dans un texte de trois minutes, c'est l'enfer. Il m'est arrivé une fois, dans le passé, de composer un album en quelques semaines. C'était une exception. Je trouve de plus en plus vraie la réflexion que m'a faite un jour Georges Brassens : « Une chanson, c'est quand elle est finie que le travail commence. » Il y a, bien sûr, le jaillissement indispensable, mais après, il faut mettre les bijoux à la mariée. Ceux qui prétendent avoir 400 chansons dans leur tiroir, et certaines écrites en une nuit, me font doucement rire, comme ceux qui me disent, parce que mes textes ne sentent pas l'effort. « Oh vos chansons, c'est facile à faire ! » »

« La Petite Kurde », chanson pourtant d'une poignante simplicité, est le plus bel

Groucho, le boxer de Pierre Perret, invité de « Trente millions d'amis » aujourd'hui, porte bien son nom. « Il n'arrête pas de faire le pitre comme le Groucho des célèbres Marx Brothers. Son parrain a vraiment eu du flair en lui trouvant ce nom. » Le parrain est célèbre, c'est Bernard Pivot, l'animateur de « Bouillon de culture ». « Il dinait à la maison le jour où ce jeune chiot a décidé

PIVOT A EU DU FLAIR



de m'adopter. Il ne me quittait plus. Dès que Bernard Pivot l'a vu, il a déclaré : « Il a une tête à s'appeler Groucho ! » C'est à croire qu'il a compris. Il ne tient pas en place et on a l'impression qu'il a décidé que son

métier était de jouer. Il n'arrête pas de me piquer mes pantoufles ou mes lunettes et, l'été, impossible de jouer au tennis en sa présence. Toutes les balles sont pour lui. »



Graziella, Joël, Claude, Gilou, Henri et Diego (absent sur la photo) jouent, pour la plupart, depuis plus de vingt ans avec Pierre. Ils ont le privilège de se régaler, après les répétitions, de sa fameuse « Tortore ».

insoutenable. Les reporters ont voulu m'interviewer, en direct, au milieu des champs de ruines. Aucun son n'a pu sortir de ma gorge. Je n'ai pu que lever la main pour leur signifier mon impuissance. Quand je suis rentré en France, toujours en état de choc, j'ai compris que ma chanson n'était pas finie. J'y ai encore travaillé pendant six mois. » « La Petite Kurde » a déjà son histoire. « Quand on l'a enregistrée en studio pour mon album, on a d'abord grave l'accompagnement du guitariste. Moi, pour aider mon musicien, je la chantais au micro dans la cabine du son. Je la chantais, assis, tête baissée et les yeux fermés. »

Trente personnes la larme à l'œil

« Quand j'ai ouvert les yeux, j'ai vu trente personnes dans le studio qui avaient la larme à l'œil et qui se sont mises à applaudir. Après, je l'ai chantée pour l'enregistrement de ma voix. Je l'ai fait deux fois, trois fois. Jamais, on n'a retrouvé la densité d'émotion de ma première interprétation et c'est celle-là, malgré ses imperfections techniques, qu'on a gardé pour le disque. »

« La Petite Kurde » sera un des temps forts de son récital au Casino de Paris. « Mais j'ai beaucoup de mal à la plaquer. Moi-même, je dois faire le vide total en moi avant de la chanter, je ne peux donc pas la mettre derrière n'importe quelle chanson. Rebecca et Gilou suggéraient de la mettre après le « Zizi ». Mais c'est changer trop brutalement de planète, un saut trop périlleux. On n'est pas encore décidé. Ce sera la surprise. »

Patrick LEFORT
Photos Alain CANU



Rebecca, l'inséparable épouse ange gardien, chantée avec une infinie tendresse dans l'album le plus récent de Pierre, a eu la surprise de recevoir en cadeau son portrait (au centre) peint par Claire Bretecher.

exemple de ce patient ciselage d'orfèvre. « J'y ai travaillé deux ans et demi, me levant la nuit pour noter une nouvelle idée, un mot qui me semblait plus juste. Révolté par les massacres des Kurdes ordonnés par cet enfoiré de Saddam Hussein, j'ai commencé à écrire. Elle est restée en chantier pendant plus d'un an. Je la croyais finie, quand je suis allé, pour France 3, à Beyrouth, chanter pour le Noël des enfants. Là, ça a été le choc. Entendre parler de massacres, c'est déjà troublant, mais voir de ses propres yeux l'apocalypse, c'est

Le Point — 23 janvier 1993

CHANSONS

Pierre Perret

Résister à chantonner les œuvres de Perret en sortant de son spectacle relève de l'absolue maîtrise de soi. Lui, il ne demande qu'à faire chanter, et il y



Pierre Perret

arrive. Un thème grave un vrai refrain populaire, on marche à tous les coups. Les nouvelles mélodies fusent : « Il l'aimait, elle l'aimait », poème quotidien et cynique, « La petite Kurde », qui laisse le public muet d'émotion, « Le métro », où il jongle avec les mots, et et et... mais il faut laisser la surprise. Elle est bonne. Et, en prime, il continue à charmer avec ses anciennes chansons. Lorsque son public demande une chanson précise, il sourit, désarmant, et dit « Je fais ce que je veux », mais s'exécute néanmoins. On a écrit des millions de fois que c'était un vrai poète, doublé d'un vrai chanteur populaire, on a évidemment raison!

C. A.

Casino de Paris. A partir du 26 janvier, jusqu'au 14 février, 49.95.99.99.

White House Front Seat For the New First Lady

By Robert Pear
New York Times Service

WASHINGTON — Breaking decades of tradition, Hillary Rodham Clinton will set up shop in the West Wing of the White House, alongside the president's senior staff members, where she will help formulate policy on health care and other domestic issues, according to White House officials.

First ladies have customarily operated from the East Wing of the White House, with their official contributions limited to social duties or charitable causes.

Presidents' wives have always exercised influence and power, but they have often been reluctant, in their public comments, to acknowledge its full scope, for fear of offending voters.

Almost since Mr. Clinton's entry into the presidential race in October 1991, questions have been raised about whether Mrs. Clinton, a lawyer well known as a social advocate in her own right, would shatter that mold.

Dee Dee Myers, Mr. Clinton's press secretary, said the first lady would have an office in the West Wing. Asked why, Ms. Myers said: "Because the president wanted her to be there to work. She'll be working on a variety of domestic policy issues. She'll be there with other domestic policy advisers."

Mrs. Clinton was right behind her husband when he made his first appearance in the Oval Office on Thursday, between sessions of greeting the public together on their first full day in the White House.

And in the first sign of Mrs. Clinton's role as a policymaker in the new administration, White House officials said she would supervise the drafting of a proposal to revamp the nation's health-care system.

Mr. Clinton has repeatedly said that he will submit his proposal to Congress within 100 days, or by April 30. But experts on health policy, including several advising the new president and his staff, say the administration has had great difficulty working out details of Mr. Clinton's campaign promise to guarantee health care for all Americans while controlling health costs. Mrs. Clinton's involvement is seen by some experts as an effort to rescue an enterprise that was floundering in confusion.

Asked about Mrs. Clinton's role, George Stephanopoulos, the White House communications director, said: "I think she'll be closely involved in developing health-care policy with the president, and she'll be part of those discussions. We don't have any final decisions on structures right now, but I'm certain that she'll be involved."

Early in 1992, Mr. and Mrs. Clinton boasted in jest about her talents, saying, "Vote for one, get one free." But interviews with potential voters showed that Mrs. Clinton was unpopular in the role of chief policy adviser to her husband and, in April, the Clinton campaign set out to remake her image.

LE PETIT BLEU DU LOT ET GARONNE - 23 JANVIER 1993

Attentat meurtrier

Cinq personnes ont été tuées et quatre-vingt-deux autres blessées dans l'explosion d'une voiture piégée, jeudi, au centre d'Erbil, la « capitale » de l'Irak du nord.

Selon des informations de source digne de foi parvenues à Ankara depuis Erbil, la voiture a explosé dans le marché d'Erbil, à 12 h 55 locales (10 h 55 à Paris).

La déflagration a fait au minimum cinq morts et quatre-vingt-deux blessés. Les victimes étaient en majorité des enfants vendeurs de cigarettes et des marchands de légumes ambulants. La voiture contenait au moins 50 kg de TNT. Un grand

nombre de blessés était dans un état grave. Une trentaine de magasins ont été détruits par l'explosion.

Plus d'une vingtaine de personnes ont été tuées, dans au moins douze attentats à la voiture piégée dans le nord de l'Irak sous contrôle kurde depuis le retrait de l'armée irakienne au sud d'une ligne de démarcation coupant le 36^e parallèle de la frontière turque au nord-ouest à la frontière iranienne au sud-est.

Aspin Says Saddam Must 'Go' If Iraq Is to Comply With UN

Compiled by Our Staff From Dispatches

WASHINGTON — The departure of President Saddam Hussein is the only way to achieve Iraqi compliance with UN resolutions, Defense Secretary Les Aspin said Sunday.

"I personally believe Saddam Hussein has to go," he said in a television interview.

Mr. Aspin said that in practical terms, there is "no difference" between the goal of forcing Iraq to conform to UN resolutions and ousting Mr. Saddam.

"If you got rid of Saddam Hussein and if that person continued the policies of Saddam Hussein — in other words his successor continued the policies of Saddam Hussein — that's not a successful outcome.

"I think that there is no difference. In order to get those UN resolutions, Saddam Hussein has to go, so I think there's no difference," he said.

Mr. Aspin also said there was

some indication that Iraqi SAM anti-aircraft missiles had been moved back into the no-flight zone.

President Bill Clinton had indicated in an interview with The New York Times on the eve of his inauguration that a new kind of relationship with Mr. Saddam might be possible.

But he then said he had been misinterpreted and has repeatedly stressed that he is continuing U.S. policy of demanding full Iraqi compliance with UN resolutions.

In Baghdad, Iraq denied that its anti-aircraft batteries fired at U.S. warplanes again and insisted on Sunday that the cease-fire it declared last week remained in effect.

The denials came a day after U.S. planes attacked Iraqi missile sites for the third time in a week.

Government-controlled newspapers invited President Clinton to settle issues with the government of Mr. Saddam through dialogue.

The official Iraqi press agency.

INA, said that if U.S. attacks continued, the Clinton administration "will lose its way and its will for peace."

A commentary in Babel, the newspaper owned and published by President Saddam's oldest son, Uday, hinted at growing Iraqi impatience.

Nouri Marsoumi, a senior under-secretary at the Ministry of Culture and Information, hinted that Iraq could not wait forever.

"If we want to turn this opportunity to our advantage we have to view the cease-fire as one chapter in our whole struggle," he wrote.

"In the end, we have to choose the appropriate time to wage the war in the light of the international situation and the practical and tangible attitudes of the new administration."

UN experts, meanwhile, said they expected to resume the destruction of chemical weapons at the Muthanna complex north of

Baghdad on Monday. The team, which had been kept out of Iraq for several weeks, is acting under a Gulf War cease-fire provision requiring Iraq to dismantle weapons of mass destruction.

The United States has said its planes attacked air defense sites in the no-flight zones in northern and southern Iraq on Thursday, Friday and Saturday after hostile acts by Iraqi troops.

Iraq has denied that its forces fired at or turned targeting radar on any allied planes in the zones since it announced a cease-fire beginning Wednesday as a gesture to the new Clinton administration.

Pentagon officials said the latest incident occurred Saturday night, when three U.S. Navy aircraft — one A-6 Intruder bomber and two FA-18 fighter-bombers — were patrolling over the southern exclusion zone.

The officials said the Iraqis fired flares and anti-aircraft guns and directed search radar at the planes. A Defense Department spokesman, Army Major Michael Doble, said the A-6 dropped a 1,000-pound laser-guided bomb in response. (AFP, AP, Reuters)

Postwar Iraq Is On Its Feet Despite Strict UN Embargo

By Paul Lewis

New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — Two years after a strict embargo was imposed, Iraq has repaired almost all of the 134 bridges cut by allied bombing, substantially rebuilt damaged roads and railroad tracks, and restored ravaged electrical grids, communications networks and broadcast equipment.

Just how Iraq has succeeded in repairing all this damage while bound by an import embargo and under intermittent threat of attack is a secret. But experts say they assume that a combination of sanctions busting, improvisation and domestic manufacture of needed parts has allowed President Saddam Hussein to stabilize the economy at a low but sustainable level of activity, making outright collapse unlikely.

The failure of the Security Council's 1990 embargo to topple Mr. Saddam after the invasion of Kuwait is not really surprising.

Richard W. Murphy, a former assistant secretary of state for near-Eastern affairs, said: "With 98 percent of Iraq's foreign exchange coming from oil, the embargo didn't seem like wishful thinking at the time. But we underestimated Iraq's ingenuity."

The most powerful symbol of Iraq's determination to rebuild after the Gulf War, and to keep the country from collapsing into starvation, economic chaos and rebellion, is a canal, called the Third River, which runs between the Tigris and the Euphrates and flows 565 kilometers (350 miles) from near Baghdad to the Gulf at Basra.

For nearly a year, engineers have dug the waterway with more than \$2 billion worth of construction equipment and material left behind by foreign companies after sanctions forced them out of Iraq.

The canal will drain saline water out of about 3.5 million acres (1.4 million hectares) of land, allowing it to be farmed this summer to increase Iraq's domestic food output and beat the international sanctions.

Many say they suspect the canal is also intended to help the army by draining marshlands that are home to Shiite Muslim rebels. Max van der Stoep, the United Nations human-rights monitor for Iraq, recently called the possibility of disrupting the marshlands "the environmental crime of the century."

The Security Council embargo prohibits all trade and financial dealings with Iraq except for food, medicine and humanitarian assistance and bars Baghdad from selling oil, its major export.

In addition, the council ordered the elimination of Iraq's chemical and biological weapons and its nuclear program and said Baghdad must compensate victims of the Kuwait invasion.

During the embargo, the government has tried to protect citizens against some of the pain of soaring food prices by providing a basic ration that insures a reduced but adequate level of nutrition.

UN studies suggest that the monthly ration — 7 kilograms (16 pounds) of flour, 1.5 kilograms of rice and sugar and smaller quantities of other goods — provides adults with a daily intake of 1,417 calories, but that the average Iraqi's diet, augmented by private purchases, contains a more acceptable 2,189 calories.

Baghdad announced ration increases of up to 20 percent this month and promised an increase in the allowance for families with small children as well as pay raises for government employees and members of the armed forces.

Patrick Clawson, who wrote a recent study for the Defense Department study on the impact of the UN sanctions, said, "Saddam can reasonably argue to his people that his postwar policies have stabilized the economic situation while preserving Iraqi pride in resisting foreign pressures."

That has helped give him the confidence to continue to defy his enemies — as in the recent quarrel over UN weapons inspectors and the U.S.-led air strikes that followed.

Such confrontations may help consolidate Iraq's Sunni Muslim core around its leader at a time when the West is encouraging dissident Kurds in the north and Shiites in the south to mark their distance from Baghdad.

But some UN diplomats say that continuing quarrels with the West also keep Arab neighbors uneasy about Baghdad's real intentions and draw their attention from the

greater threat posed by Iran's growing power and ambition in the region.

Although food, medicine and other essential supplies were never subject to sanctions, Iraq still had to find the money to pay for them when its overseas assets were frozen.

The Security Council was prepared to let Iraq sell oil for this purpose, provided a third of the proceeds went to pay compensation claims of some \$100 billion arising from its invasion of Kuwait. But Mr. Saddam appeared determined to avoid falling into what he saw as a trap that would siphon off a substantial part of his oil revenues for decades to come.

"If Saddam had ever felt the economic situation threatened his grip on power, he could have accepted the oil-sales offer," said Laurie Mylroie of the Washington Institute for Near East Studies. "But the fact he didn't shows he never felt threatened by sanctions."

That Mr. Saddam has succeeded both in getting much of Iraq's economy working again and in feeding his country without taking up the oil-sale offer appears to result from a steady flow of foreign earnings that Mr. Clawson esti-

mates at about \$2 billion a year as well as from a substantial draw-down of stocks of machinery, raw materials and spare parts.

"Without postulating any secret foreign cash reserves, Iraq has enough foreign earnings to import \$110 worth of goods annually for every citizen, which keeps the country functioning at a reduced level," Mr. Clawson said.

The latest report by the Security Council committee that approves Iraq's purchases shows that in the first half of 1992 Baghdad received permission to import some 3.1 million tons of food as well as items ranging from 2,000 pregnant cattle to 100,000 pairs of women's jeans and a million pencils.

The biggest single source of foreign exchange to pay for such purchases, according to the Clawson study, is the \$350 million to \$500 million a year he estimates Iraq receives from legitimate oil sales to Jordan and smuggled exports, mostly to Turkey.

The Security Council has allowed Jordan to continue importing 50,000 barrels of Iraqi oil a day in repayment of debts. But Jordan now appears to be extending new loans to Iraq to enable it to buy more foreign goods and taking repayment in oil. Meanwhile, a price differential of \$2.20 a gallon between Iraqi and Turkish gasoline prices encourages smuggling into Turkey.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, JANUARY 25, 1993

Valuable Work in Iraq

Iraq's interference with the United Nations' weapons inspectors has been a persistent theme in its sparring with the United States and its allies. Earlier this month the Iraqis threatened UN inspectors' flights into the country. But last Tuesday they announced a change of heart, and on Thursday 52 technicians and staff from the United Nations' Special Commission on Iraq flew in — the same day American planes bombed an Iraqi radar station in the northern no-flight zone.

The special commission's assignment is to strip Iraq of the weapons forbidden it under the UN resolution that ended the Gulf War nearly two years ago and to set up a monitoring system to ensure that none of those weapons comes creeping back covertly. It has made substantial progress.

Iraq's large and well-equipped nuclear program was dismayingly close to building weapons. Now, after much hide-and-seek with the Iraqis, the commission has dismantled much of it. While no one rules out the possibility that there may be further nuclear materials hidden, the United Nations is fairly confident that Iraq no longer has the capacity to produce them. Nearly all the prohibited material discovered so far has been successfully removed.

To deal with chemical weapons, the special commission has built two facilities, each a substantial industrial plant. At one,

it has destroyed more than 5,000 rockets loaded with nerve gas and has neutralized about two-thirds of the stock of nerve agents. The second plant, the one to incinerate the mustard gas, is now ready to go into full operation, but there is a stock of several hundred tons of the gas to deal with.

Missiles with ranges of more than 150 kilometers are prohibited to Iraq, and the commission has destroyed everything it has found — not only the missiles but also the launch vehicles, the guidance systems and the factories to produce them. It is clear that Iraq was also working on biological weapons, and while it had apparently not produced much, the need for a careful watch is obvious.

The commission is now beginning to set up its long-term process of surveillance and verification. To do that it needs, among other things, the full list of companies in other countries that supplied Iraq with the means to make its illicit weapons.

Iraq says it wants normal relations with the United States and an end to the embargo on its oil. Before that can even be considered, Iraq is going to have to meet a series of conditions. First among them is full acceptance of the UN resolutions and full cooperation with the UN special commission that is working with stubborn courage to carry them out.

— THE WASHINGTON POST.

La Turquie en état de choc craint un retour du terrorisme

L'assassinat d'Ugur Mumcu a bouleversé la classe politique. La Fédération internationale des journalistes annonce l'envoi d'une mission d'enquête et dénonce la passivité du gouvernement Suleyman Demirel.

JUGURTHA AÏT-AHMED

Après l'assassinat dimanche d'Ugur Mumcu, journaliste d'investigation, la Turquie était hier en état de choc. Tout se passe comme si la liquidation de ce chroniqueur de renom — le treizième journaliste en une année ! — était un meurtre de trop. Celui qui a fait prendre conscience de la précarité de la situation politique du pays. Hommes politiques, journalistes, intellectuels ont dénoncé l'assassinat du «partisan de la démocratie et de la laïcité» qu'était Mumcu. Ils ont également tenté de décrypter la signification politique de cet attentat et de mesurer ses conséquences pour l'avenir du pays. Ils partagent tous la même peur, celle d'un retour aux pages sombres de l'histoire de la Turquie. «Nous craignons que l'assassinat de Mumcu ne soit que le début d'une série d'autres liquidations. Le pays risque de renouer avec le terrorisme comme dans les années 70, juste avant le coup d'Etat militaire de 1980», affirme Ragip Duran, ré-

dacteur à l'hebdomadaire *Economie et Politique*, dont le siège est à Istanbul.

Mumcu, 51 ans, travaillait au quotidien *Cumhuriyet* (centre-gauche). Sa voiture a explosé dimanche après-midi au moment où il mettait le contact, dans un quartier résidentiel d'Ankara. L'engin était d'une telle puissance que le corps du journaliste a été projeté sur un terrain vague, par-dessus une grille. Le toit de la voiture, une Renault R-12, a été retrouvé à dix mètres de l'endroit où le véhicule stationnait.

Plusieurs organisations ont revendiqué, dans la soirée, l'attentat. Le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, indépendantiste), ainsi que quatre mouvements islamistes: Libération islamiste, le Mouvement islamiste, Djihad islamique et le Front islamiste des guerriers du Grand Orient (IBDA-C). La tâche des autorités ne sera pas facile. Enquêteur tenace, Mumcu s'est fait des ennemis dans de nombreux milieux. Ses articles fondaient aussi bien l'intégrisme islamiste, la mafia, la corruption,

l'extrême droite que le séparatisme kurde. Il eut même affaire aux militaires. Ils l'avaient condamné, en mars 1971, à sept ans de prison pour ses idéaux gauchistes.

Mumcu enquêtait sur les liens entre le PKK et les services secrets turcs

Mais pour Ragip Duran, ni la piste du PKK ni celle du IBDA-C ne tiennent la route. «Ce sont de trop petites organisations. La technique utilisée est trop sophistiquée pour eux.» L'attentat a été perpétré par des professionnels. Certains journalistes évoquent la «piste libanaise», celle, inextricable, des assassins commandités par des «forces ténébreuses» qui complotent pour déstabiliser le pays. D'autres rédacteurs montrent du doigt Téheran.

Une chose est sûre: Ugur Mumcu dérangeait. Il recevait régulièrement des menaces de mort. «Mumcu était en train de mettre un point final à une enquête sur les relations occultes entretenues entre le PKK et la contre-guérilla, le Gladio turc», précise İrdal Juwen, journaliste au quotidien *Cumhuriyet*. Duran, qui eut l'occasion de parler à Mumcu quelques jours avant sa mort, confirme que son collègue voulait publier un livre sur un sujet délicat, «largement dévoloppé par les médias turcs»: les liens entre une frange des services secrets turcs et le chef du PKK, Abdullah Ocalan.

Hier, la Fédération internationale des journalistes (FIJ) a annoncé l'envoi dans les prochaines semaines d'une mission d'enquête. «L'assassinat de journalistes est la preuve choquante de l'incapacité du gouvernement démocratique de Turquie à protéger la liberté d'expression et d'opinion dans ce pays. Nous ne pouvons accepter que cette guerre contre les médias puisse continuer», a indiqué à l'AFP Ai-

dan White, secrétaire général de l'organisation. La FIJ, dont le siège est à Bruxelles, a précisé que le gouvernement turc s'était engagé l'an dernier à enquêter sur les assassinats. «Nous n'avons pas eu de réponse depuis. Ceci est inacceptable», a ajouté White.

L'assassinat de Mumcu vient une fois de plus mettre en évidence l'impuissance de l'Etat face à la montée de la violence. «Aucun des assassins des douze journalistes tués depuis janvier 1992 n'a été arrêté», souligne, un peu désabusé, Duran. Le terrorisme, devenu quotidien, se banalise. Tout la question est de savoir comment le président Turgut Ozal et son premier ministre Suleyman Demirel comptent relever ce nouveau défi. Occupés sur plusieurs fronts — les islamistes, encore marginaux, multiplient les assassinats de démocrates et l'extrême gauche revendique des exécutions de militaires —, ils tentent de réprimer, sans grand succès, le séparatisme kurde incarné par le PKK. □

Le Monde - 26 janvier 1993

TURQUIE

Des groupes islamiques revendiquent l'assassinat d'un journaliste célèbre

La Turquie est en état de choc après la mort du célèbre journaliste Ugur Mumcu, éditorialiste du quotidien de gauche *Cumhuriyet*, tué dimanche après-midi 24 janvier par l'explosion d'une bombe placée sous le siège de sa voiture, dans un paisible quartier résidentiel d'Ankara. La puissante charge d'explosifs a déshabillé le corps de M. Mumcu.

ISTANBUL

de notre correspondante

Dans un appel à *Cumhuriyet*, peu après l'explosion qui a coûté la vie à M. Mumcu, l'Organisation de libération islamique a revendiqué l'attentat. Trois autres organisations islamiques, dont le Djihad islamique, ont fait de même. Auteur de nombreux ouvrages, Ugur Mumcu, âgé de cinquante ans, avocat de formation, était une personnalité connue de tous.

En vingt-cinq ans de carrière, il avait couvert l'extrémisme kurde, la mafia, la corruption, les services de renseignements étrangers, le trafic de drogue et d'armes, et enquêté sur le rôle des Bulgares dans la tentative d'assassinat du pape par le Turc Mehmet Ali Agca. Kémaliste convaincu, il défendait avec passion le sécularisme de l'Etat et avait beaucoup écrit sur la montée de l'intégrisme islamique dans sa chronique quotidienne à la « Une » de *Cumhuriyet*. Son assassinat a semé la consternation dans un pays pour-

tant accoutumé à la violence terroriste. Les dirigeants politiques, y compris M. Necmettin Erbakan, du Parti de la prospérité (islamique traditionnel), ont unanimement condamné le meurtre de M. Mumcu.

Le premier ministre, M. Suleyman Demirel, qui s'est rendu sur les lieux peu après l'explosion, a promis que les coupables seraient trouvés.

« Les forces des ténèbres »

Au moment de sa mort, M. Mumcu effectuait une enquête sur les liens entre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et la mafia. Mais, à première vue, l'attentat ne semble pas être lié au conflit qui oppose l'Etat turc et les séparatistes kurdes, contrairement aux attaques qui ont coûté la vie à douze autres journalistes ces derniers mois.

Le procureur de la Cour de sûreté à Ankara, M. Nüsret Demiral, a déclaré que la bombe utilisée était similaire à celles qui avaient causé la mort d'un ressortissant américain, Victor Marvick, en 1991, et d'un diplomate israélien, en 1992. Dans les deux cas, les attentats avaient été revendiqués par l'Organisation de libération islamique. « *Cet assassinat est clairement le travail de l'étranger* », a déclaré M. Demiral.

En 1990, des groupes islamiques avaient revendiqué les meurtres de quatre personnalités kémalistes, dont l'éditorialiste Cetin Emeç et le journaliste Turan Durun. La chaîne nationale TRT a

consacré quarante minutes du journal télévisé à M. Mumcu, accusant à plusieurs reprises des « *forces des ténèbres commandées de l'étranger*. » Parmi les films d'archives diffusés au cours de cet hommage, figurait en bonne place un entretien au cours duquel il accusait l'Iran de soutenir les groupes islamiques radicaux en Turquie.

Récemment, des hauts fonctionnaires avaient exprimé leur inquiétude face à la montée de l'extrémisme islamique. Samedi, le quotidien *Milliyet* avait mentionné l'existence d'un rapport destiné au Conseil national de sécurité, faisant état de la menace que présente pour l'Etat le mouvement « *hezbollah* » kurde, « *soutenu par un pays voisin* », et considéré comme responsable de la mort de plusieurs dizaines de nationalistes kurdes dans le sud-est anatolien.

Au cours des derniers dix-huit mois, les « *hezbollah* » – souvent accusés de collaborer avec les forces de sécurité dans la lutte contre leur ennemi commun, le PKK – sont devenus la tierce partie du conflit séparatiste. Samedi à Diyarbakir, des hommes armés ont ouvert le feu sur un café apparemment fréquenté par des islamistes, tuant quatre personnes et en blessant quatorze autres. Une bombe abandonnée sur les lieux par les assaillants a explosé dans la maison où un enfant l'avait apportée, tuant quatre membres de sa famille.

NICOLE POPE

Dernières Nouvelles d'Alsace - 26 JANVIER 1993

Kurdes : offensive de l'Irak

L'artillerie irakienne a bombardé dimanche et hier plusieurs villes au Kurdistan d'Irak, faisant « *de nombreuses victimes* » parmi la population, a déclaré hier à l'APF à Paris le représentant des autorités kurdes, Mohamad Sadegh (UPK-Union patriotique du Kurdistan).

Dimanche, la ville de Cham-

chamal (70000 habitants), à 20 km à l'est de Kirkouk, a été touchée, ainsi que les localités de Jabary et de Nowjoul, a indiqué ce représentant des nationalistes kurdes irakiens.

Ces villes sont proches de la « *ligne de front* » qui sépare l'armée irakienne des combattants kurdes.

Hier, la ville de Makhmur, à 50 km au sud-ouest d'Erbil, a

été touchée par l'artillerie irakienne, toujours selon ce représentant kurde en France. « *Nous craignons que ces bombardements ne précèdent une offensive de l'armée irakienne* », a affirmé M. Sadegh en rappelant l'attentat à la voiture piégée commis jeudi au marché d'Ebril, qui a fait au moins cinq tués et 82 blessés. Les Kurdes ont attribué la responsabilité de cet attentat aux autorités irakiennes.

INTERNATIONAL HERALD TRINUNE, JANUARY 26, 1993

Aid to Kurds : Enough for Subsistence, Not Enough for Economic Independence

By Jonathan C. Randal

Washington Post Service

ARBIL, Iraq — Hundreds of trucks loaded with international relief supplies are rolling into Iraqi Kurdistan from Turkey to try to save the Kurds from another winter of starvation and freezing.

But even while relief agencies are paving Kurdistan's back roads with good intentions, their food convoys are masking, and in fact accelerating, a longer-term problem: the eventual collapse of Kurdistan's crumbling infrastructure.

The deterioration of Kurdistan's roads — plus the lack of spare parts for shut-down factories, crippled power plants, transformers, bulldozers, tractors, trucks and cars — underlines the limited scope of aid from the United Nations, the United States and the European Community.

Beyond providing emergency aid to sustain the Kurds through the winter, these donors are reluctant to offer help that could further the Iraqi Kurds' "independence by stealth," as some Western diplomats call their present autonomous status, for fear of upsetting neighboring Turkey, Iran and Syria, all with restive Kurdish minorities.

Initially wary of any contact with Kurds, the Bush administration gradually came to see them as the most organized element in a united opposition that had pledged to keep Iraq

together as a democratic, pluralistic state.

But although the other members of the Iraqi opposition seem to have acquiesced in the possibility that the Kurds' present autonomous status could be a prelude to a break from Iraq, the neighboring states and the Western allies suspicious of Kurdish independence.

Thus, nearly two years after Iraqi Kurds answered President George Bush's call to overthrow President Saddam Hussein — and then had to be rescued when their rebellion collapsed and 2 million fled to the mountainous borders — the Kurds are not receiving aid that would permit them economic independence.

As the Kurds see it, the United States and its major allies are facilitating Mr. Saddam's slow strangulation of the 3.4 million Iraqi Kurds living outside his reach in northern Iraq.

The Kurds argue that Baghdad's 15-month blockade against Kurdistan aimed at depriving the Kurds of food and fuel is more biting because of the coalition allies' indecision about whether to provide the Iraqi opposition, including the Kurds, with money, weapons and military backing to get rid of Mr. Saddam.

Their economic problems were partly obscured last year by political events. Iraqi Kurdistan held its first free elections and established a parliament and government for the autonomous region. The Iraqi Kurds fought a month-long war against Turkish Kurdish guerrillas to stop them from using Iraqi territory to stage

raids into Turkey. And the Kurds were host to an Iraqi opposition summit conference.

But now their autonomous government's revenue, raised mainly by taxing trucks crossing the Turkish border, has dropped by two-thirds to \$40,000 a day.

The Kurdish government may, in fact, have trouble paying its 200,000 employees their monthly salary of \$10.

One minister confided that "no actual work is going on in my ministry or many others because we have no money."

The seven-month government of the Kurdish autonomous zone has been asking that UN sanctions against Iraq, which apply to Kurdistan, as well, be lifted in cases that would be of benefit to the Kurds.

Its requests vary from a \$10 million project to produce and refine enough oil to satisfy the autonomous zone's needs to \$20,000 to import a sunflower press to produce edible oil and reduce reliance on foreign relief.

Shortages of fertilizer, pesticides and diesel fuel frustrate Kurdish efforts to restore their food self-sufficiency, which Mr. Saddam ended in 1988 as punishment for their rebelliousness during his eight-year war with Iran.

For most Kurds, especially those in towns and cities, conditions are so bad that one leading politician said he could "not remember such poverty since World War II."

Ouest-France - 26 janvier 1993

Saint-Martin-de-la-Lieue

A la découverte du Kurdistan irakien

Série de questions pour Christophe

La Thaïlande, le Soudan, la Roumanie, le Kurdistan, et tout récemment la Bolivie : le jeune Leucmartinois Christophe Bertauld s'engage régulièrement dans des actions humanitaires. En décembre 1991, il s'est envolé pour le Kurdistan irakien. Il est revenu avec l'envie de faire partager ce qu'il avait vécu là-bas.

Vendredi soir, soixante-dix personnes étaient présentes pour écouter Christophe « raconter » le pays, son peuple, sa culture ; évoquer la mission de six mois passés à orchestrer un programme de distribution de nourriture ; parler des gestions militaires de Saddam Hussein... Avec un film et de nombreuses photos.

Puis il s'est livré au jeu des questions-réponses. D'emblée, les interrogations ont porté sur la guerre du Golfe, l'armement, les agissements de Saddam Hussein, le regain d'agressivité à Bagdad ; mais aussi les propos de Bernard Kouchner lors de sa venue à Lisieux, et l'action humanitaire proprement dite.

« Elle soulage, mais n'est pas suffisante, a souligné Christophe. On donne de l'espoir, mais on ne va jamais jusqu'au bout. » Et de regretter : « L'action humanitaire est complètement impliquée dans la po-

litique. Tant qu'on n'aura pas résolu le problème du financement, rien ne s'arrangera. Quand le gouvernement ne donne plus d'argent, c'est simple, tout le monde se retire. »



« On fait ce qu'on peut. » Pour Christophe, « l'idéal serait une enveloppe pour chaque ONG, qui déciderait de son intervention. »

Iraqgate: Ignore the Pleas to Just Move On

By William Safire

WASHINGTON — The scandal called Iraqgate began, I am told, with a personal request in early 1989 from a foreign head of state to President George Bush on a matter requiring the assistance of Iraqi President Saddam Hussein.

The State Department's Middle East bureau was asked to come up with some way of buying the dictator's favor. Foreign aid was impossible, given congressional resistance to helping the man who had just poison-gassed the Kurds.

A backdoor method was found, circumventing the law and the intent of Congress. Despite Federal Reserve objections about guaranteeing funds to a non-creditworthy borrower, the Agriculture Department's subsidy program was used to finance Iraqi grain purchases.

An Italian state-owned bank was the conduit for these U.S.-guaranteed billions. When the FBI raided the bank's Atlanta office and found that corruption was rank in this deal, the Italians worried that they might be left holding the bag. That is why the Italian ambassador in Washington was told to raise this criminal case "to a political level." To avert creating embarrassing logs and records, it was arranged that he see the U.S. attorney general at a White House reception.

Just three days before that meeting, the chief of the Criminal Division prepared a report updating his boss on case of the Banca Nazionale del Lavoro. (Who asked him to, and why that week? My suspicion:

Justice was aware of the planned approach.)

The contact was made, reported the ambassador, now working for a U.S. law firm, who has never been interrogated by the FBI about it. Attorney General Dick Thornburgh, now in a United Nations sinecure, reportedly claims to remember nothing about the meeting.

But consider the stakes at that moment. If the Justice Department believed that the bank headquarters in Rome was aware of the corrupt Iraqi financing, the United States might not have to make good on its guarantee. On the other hand, if bank headquarters in Rome were the "victim," and its Atlanta office manager could take the fall for the whole bank, then the United States by law would have to pay up.

I cannot prove that a fix was discussed; journalists do not have power of subpoena backed up by the threat of perjury. But plain logic suggests that an Italian motive existed for a \$2 billion fix. The U.S. government also had a motive for acceding to the biggest monetary fix in history: Washington and the British may have pulled the Italians into this deal to bribe Saddam in the first place.

Now that the Justice Department is changing political hands, what can be done to get to the bottom of Iraqgate?

First, the Judiciary Committee chairmen — Joe Biden in the Senate and Jack Brooks in the House — should propose a new law creating independent counsel to replace the one President Bush let expire.

Second, Majority Leader George Mitchell and Speaker Tom

Foley should get together on a joint congressional investigation — one that will not burden the future independent counsel with immunity grants to witnesses.

Finally, President Bill Clinton should, as he promised, direct his new attorney general — as experienced, we can hope, as Robert Morgenthau — to seek the nonpartisan outside counsel.

A frisson of doubt about Mr. Clinton's commitment to cleanup can be spotted in a small New York Times story the other day: James "Jock" Covey is expected to be appointed an assistant secretary of defense.

Mr. Covey served in the Middle East bureau at the very heart of the Saddam buildup. He was a drafter of the infamous National Security Directive 26 to support Iraq. And despite CIA reports of the dictator's purchase of nuclear materials and missiles, he prepared memos for James Baker urging President Bush to direct more financing to Saddam.

People determine policy. Mr. Clinton has reappointed Edward Djerejian and two of his key aides to the Middle East bureau, and Mr. Baker's closest policy guide, Dennis ("Strongly Condemn Israel") Ross, to a supposedly temporary consultancy on Mideast talks.

But sometimes continuity asks too much. Mr. Covey was up to his hips in at least a sleazy blunder, and reward with a promotion by his Arabist cohort in the new administration sends exactly the wrong signal.

"Let's move on" is the plea of Iraqgate's perpetrators. Better to move in — on how the public was misled and justice was obstructed.

The New York Times.

Pentagon Chief Is 'Belligerent,' Iraq Charges

Compiled by Our Staff From Dispatches

BAGHDAD — Iraq's deputy prime minister, Tariq Aziz, said Monday that his country sought no confrontation with the United States but was not happy so far with the stance of the new U.S. administration.

"We do not want to be in continuous confrontation with the United States of America," Mr. Aziz said in an interview with CNN.

"If the new administration shows any willingness to have a new relationship," he said, that would be "very much welcome."

"There should be a new style in which people could talk in a civilized manner to discuss the issues," he added.

In Washington, the White House spokesman, George Stephanopoulos, was asked to respond to Mr. Aziz's remarks. Mr. Stephanopoulos held to the hard-line stance against Iraq begun by George Bush, saying that Baghdad must comply with UN cease-fire terms.

"We need full compliance with all UN resolutions," he said. "That is America's policy."

Mr. Aziz said the main problem between Iraq and the Bush administration was that Mr. Bush had personalized the confrontation and wanted to see the Iraqi government toppled.

"This should not be the objective of the new administration," he said. "It is illegal, it is futile and it simply didn't work in the past."

Mr. Aziz said that President Bill Clinton's defense secretary, Les Aspin, had made "an arrogant and belligerent response" to the Iraqi initiative of offering a unilateral cease-fire to end a wave of allied air raids and missile strikes.

Mr. Aspin said on Sunday, "I personally believe Saddam Hussein has to go." The Iraqi

leader's departure, Mr. Aspin said, was the only way to achieve Baghdad's compliance with UN resolutions.

"I hope this will not be the position of the new administration," Mr. Aziz said.

Baghdad, Mr. Aziz said, wanted to open a new chapter with Mr. Clinton.

But he said, "I am very unhappy with the statement made by Secretary Aspin. Secretary Aspin's statement was wrong."

Asked about Iraq's claim to Kuwait and its territorial ambitions there, Mr. Aziz replied: "The chapter on Kuwait is closed." When pressed, he declined to elaborate.

Mr. Aziz said the Iraqi offer not to shoot at Western planes flying over the south and north had no fixed time limit, and that Baghdad was giving Washington at least several months to reconsider its policy toward his country.

As UN weapons inspectors started a new operation Monday, Iraq said that it had provided the United Nations with 90 percent of the names of its foreign suppliers, according to the head of the UN nuclear-weapons team.

The destruction of weapons stockpiles resumed north of Baghdad and a team of ballistics experts also arrived.

Maurizio Zifferero, the head of

an eight-member team of nuclear specialists, said his mission would focus on confirming that the Iraqis had disclosed the names of all suppliers for its nuclear program.

"The Iraqis said that we have already been supplied with 90 percent," said Mr. Zifferero, an Italian with the International Atomic Energy Agency.

Referring to a previous inspection mission in December, Mr. Zifferero said:

"Last time they volunteered to answer questions. We shall see if they will. We will question them again and again."

(Reuters, AFP, AP)

Le Monde • Mardi 26 janvier 1993 •

IRAK : malgré des attaques répétées de l'aviation américaine

Bagdad continue de jouer la carte de l'apaisement

L'Irak semble continuer de vouloir calmer le jeu avec la nouvelle équipe au pouvoir à Washington, même celle-ci n'est pas disposée à s'engager sur la voie du dialogue à n'importe quel prix. Ainsi s'explique le démenti opposé, dimanche 24 janvier, à une attaque de l'aviation américaine contre une batterie de missiles qui aurait été déployée dans la zone d'exclusion aérienne, dans le sud du pays. Dans un communiqué, le ministère des affaires étrangères a affirmé, non sans ironie, que « les autorités irakiennes recherchent l'endroit où les Américains affirment avoir largué une bombe guidée au laser » ...

BAGDAD

de notre envoyée spéciale

Attaqué à trois reprises par des avions américains, malgré le cessez-le-feu décrété, mardi 19 janvier, en signe de « bonne volonté », l'Irak a choisi de ne pas riposter. La réaction de Bagdad est venue du ministère des affaires étrangères et non de celui de la défense, comme c'était le cas auparavant. Le chef de la diplomatie, M. Mohammad Saeed Al Sahaf, a ainsi répété aux diplomates étrangers l'engagement de son pays à respecter « le texte et l'esprit du communiqué du Conseil de commandement de la révolution » (CCR), annonçant le cessez-le-feu, tout en « surveillant attentivement les pratiques des parties adverses ».

Plusieurs signes donnent à penser que Bagdad veut ménager M. Bill Clinton - dans un communiqué, le CCR a donné « plusieurs mois » à la nouvelle administration américaine pour réexaminer ses positions. La presse officielle évite maintenant d'attaquer le nouveau président. De source diplomatique, on indique qu'ordre lui a été donné de ne rien écrire contre sa personne, y compris s'il tenait des propos anti-irakiens.

L'agence INA attribue, au

contraire, la responsabilité des derniers incidents à « des résidus de l'ancienne administration Bush », les accusant « de vouloir entraîner Bill Clinton dans une politique agressive ». Et d'ajouter : « Nous avons réagi aux provocations et aux agressions avec sang-froid, mais nous ne savons pas jusqu'à quand le jeu (de l'ancienne administration) aura prise sur la nouvelle. » Dans le journal *Babel*, dirigé par le fils aîné du président irakien, l'auteur d'une lettre ouverte dissuade M. Clinton de « jouer avec le feu ».

La télévision a diffusé une table ronde entre intellectuels au cours de laquelle le docteur Khalil Al Djezari, professeur de sciences politiques à l'université de Bagdad, a souhaité « sur le plan intérieur, des gestes en faveur de la réconciliation, la reprise du dialogue avec les Kurdes et une plus grande participation du peuple à la vie politique ». Il a prôné, sur le plan extérieur, « la reprise des relations avec l'Iran et la Turquie d'une part, et avec les Arabes, spécialement les membres de la coalition anti-irakienne pendant l'agression, d'autre part ».

De leur côté, les dirigeants du parti Baas au pouvoir multiplient les appels à la nouvelle administration américaine pour qu'elle crée une « atmosphère positive sur la base de relations d'égalité et de souveraineté et évite toute tension inutile ». Dans un pays où il n'y a pas de liberté d'expression, ces discours prouvent que l'Irak cherche, au moins pour le moment, à tourner la page de la guerre.

Le parti et l'armée qui étaient en alerte maximale depuis deux semaines environ, ont quelque peu relâché leur surveillance, et le nombre des points de contrôle mis en place, la nuit, à Bagdad, a diminué. La prudence commande d'attendre pour juger de la sincérité des intentions irakiennes. Les conditions dans lesquelles les équipes de l'ONU, chargées de superviser la destruction des armes chimiques, vont pouvoir travailler, à partir de lundi, seront un indicateur du changement politique.

FRANÇOISE CHIPAUX

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, WEDNESDAY, JANUARY 27, 1993

Turkey and Human Rights

Regarding "Their Cries Still Haunt Turkey" (Opinion, Jan. 6) by Jack Healey and Maryam Elahi:

Turkey is a fully functioning democracy with a parliament accountable to the people and with a free press. Had there been a grain of truth in what is claimed in this article, no government could have survived in Turkey.

The authors talk about the three cases of torture as if they were eyewitness accounts. According to relevant United Nations procedure, however, they should provide "clear evidence" even for allegations. But they don't. And contrary to their claims, inquiries have been initiated in these cases.

Moreover, Turkey is party to all international control mechanisms of the Council of Europe and the United Nations. Instead of making reckless allegations, Amnesty International can help the "victims" of these cases and others to defend their rights internationally.

There is no denying that terrorist suspects should fully enjoy human rights. That is what we are trying to do while fighting a savage form of terrorism. Nevertheless, Amnesty International is expected to pay heed at least equally to the victims of terrorism. It is not accidental that the examples given in the article are related to terrorist suspects.

TANSUG BLEDA,
Ambassador of Turkey,
Paris.

L'Humanité - 27 janvier 1993

Tuerie au Kurdistan

Huit personnes au moins ont été tuées hier par les forces de sécurité turques dans la région de Sirnak, au Kurdistan de Turquie, non loin de la frontière irako-syrienne. Cinq autres personnes ont été assassinées à Batman. Plusieurs centaines de Kurdes vivant dans divers pays d'Europe ont entamé une grève de la faim pour protester contre la répression féroce dont est victime leur peuple de la part des autorités d'Ankara.

Saddam edges closer to a lonely bridge that brings life to the Kurds

Iraq is threatening the one route which keeps Kurdistan from starvation. **David Hirst** writes from the 'liberated' border town of Eski Kalak

AT THE bridge over the Greater Zab, United Nations guards await the daily convoy of Turkish trucks. It is sunny, almost warm, here in the undulating Kurdish lowlands, and it is quiet. But it has not been during the past two nights when, from the other shore, Iraqis lobbed mortars into nearby villages.

Abdullah Hassan, a peshmerga commander, says Iraq recently brought up reinforcements: about 70 tanks and armoured cars, 30 heavy guns, and Frog missiles.

There is little traffic and that from the Iraqi side is empty of all but people; President Saddam Hussein's economic blockade is as rigorous as ever. In the opposite direction, the peshmerga wave through a truck laden with firewood, another with tyres. These have come, via Iran, from the former Soviet Union. Many fetch up with the Iraqi army. The almost bankrupt Kurdish authorities apparently permit this dubious traffic in order to tax it.

Only the Turkish lorries, with UN relief, bring anything in return. They cross into "liberated Kurdistan", some going to Dohuk, capital of its western province. But most go south into Saddam-controlled Iraq and then, after a 60-mile detour, re-enter Kurdistan at Eski Kalak. They do so, partly out of the UN's deference to Iraqi sovereignty, but also because there is, in winter, no other way for enough aid to reach the central and eastern provinces, Irbil and Sulaymaniyah.

The two "internal" routes from Dohuk are too small and

Even the official 'vulnerables' might get only a third or a quarter of their survival needs



precipitous for heavy loads, and liable to sudden and prolonged closure by ice and snow.

Finally they arrive, a little later than usual, 50 rather dilapidated vehicles and their four, spanking white UN escorts. Today is special, because, for the first time, they bear fuel as well as food. Ten tankers come to the head of the queue; if Iraqi agents had planted time-bombs on them they would be particularly dangerous and UN guards and peshmerga search them first. They take special care with a lorry whose driver said he was separated from it for a time.

Eski Kalak is another, perverse fruit of the tussle between Saddam and the UN. Unable to reconquer the Kurdish north, he seeks to starve it into submission. The UN is obliged to try to thwart him. But the Kurds, non-governmental aid agencies and Western liaison officers in Zakho say that, by and large, it does so without much vigour.

Originally, the UN declared it "essential" for the success of its "winter survival programme" for the north that Saddam lift his blockade. But that resolve did not last long; the compromise at Eski Kalak is the de-meaning consequence.

In its dealings with Baghdad, the UN finally demanded that, unless Iraq was more co-operative, it would pull its operation

out of Saddam-controlled Iraq and supply the Kurds exclusively from Turkey. That is now more or less what is happening.

The UN did negotiate a consignment of some 20 million litres of kerosene with a government-approved private Iraqi company. But now, thanks to the reluctance of UN donors to have anything to do with Baghdad, the fuel will have to come from Turkey, where it costs about 80 times what it would on the open market in Iraq — were Saddam to lift his blockade.

The kerosene and food will all get here — unless Saddam finds some new way of sabotaging in practice what he has accepted in principle. He has certainly tried his best: it is "trick and retreat" in this arena, just as it is in the more conspicuous ones of UN weapons inspectors or no-fly zones.

Hardly had the Turkish convoys begun in November, than Iraqi agents planted time-bombs on the lorries, under their bumpers, in their cargo and in their petrol tanks. They succeeded because the UN had acquiesced in Iraqi obstructionism: UN guards did not have the right papers to enter Saddam-controlled territory.

It was six weeks after the first time-bombs before the guards — hitherto confined to more or less symbolic duties in Kurdistan — could accompany the convoys through "enemy" territory. "At last," said a private aid worker, "they are doing something truly useful."

The "winter survival plan" is several weeks behind schedule. But perhaps the mildest winter in a decade has made this far less serious than it could have been. Vehicles can reach remote and high villages which last year were inaccessible to pack animals or even humans.

There is far too little aid, though. As the Kurds always said, its beneficiaries could not be confined to "vulnerable groups" estimated at a mere 750,000 people. The "basic survival needs" — 330 grams of flour, 30 grams of oil, 30 grams of protein, and 10 grams of sugar per person per day — would have been paltry enough had they only gone to them; but they are actually being spread much wider and thinner.

THE GUARDIAN
Thursday January 28 1993

In Irbil province, for example, the UN estimated there were 270,000 "vulnerables" but it has now agreed aid should go to twice that number, mainly refugees from Kirkuk and the internally displaced. It is coming under heavy local pressure to include the poor of Irbil city, perhaps another 400,000 people.

This means that even the official "vulnerables" will end up with a third or even a quarter of their "basic survival needs".

Or at least they would have, had not the US and the European Community, working largely through non-governmental aid agencies (NGOs), stepped in with emergency donations, adding a potential 20,000 tons of food to the UN's 135,000. The NGOs can only use inferior roads, so the clement weather has been helpful.

As for fuel, the Kurds may end up with more than the UN's projected 43 million litres — perhaps 60 million or more — but with nothing like the 147 million litres which Western fact-finders deemed to be their minimum need.

Here, too, the weather has been a great boon. But the pathetic spectacle of hundreds of women bent double under their burden of faggots is only the most familiar reminder of the havoc being wrought on scarce Kurdish woodlands; another is the sharp increase in the number of people foraging for timber who step on Iraqi mines.

Although the Kurds will probably get through winter with cruel hardship, but without calamity, their ability to do so again, without external aid, continues to decline. The international blockade on Iraq, Saddam's internal one, worsening finances and shortages of fuel and spare parts rule out self sufficiency.

"I'm now less worried by what happens this winter than what happens after," said an aid worker. The UN agreement with Baghdad runs out on March 31, but not until June does the first, meagre, barley crop come in. What happens to the "vulnerables" in between?

The enduring answers are political. "Time and time again," said another aid worker, "it has been shown that the only way to deal with Saddam is force, or the threat of it."

Naturally, the Kurds agree and, at Eski Kalak, they have no doubt how it should be used: the allies should push the northern "security zone" a further nine miles south, so that the Turkish convoys no longer have to pass through Saddam-controlled territory.

But they don't expect it to happen. "I think," said Abdullah Hassan, "that Saddam will one day seize the bridge for himself. What else are all those reinforcements for?"

Iraq Consolidates Missile Research, Worrying the UN

By R. Jeffrey Smith

Washington Post Service

WASHINGTON — Iraq has put virtually all of its top rocket scientists and engineers to work at a large research facility on the outskirts of Baghdad, possibly to prepare for an eventual renewal of prohibited work on long-range ballistic missiles, according to United Nations officials.

A UN team now visiting Baghdad informed the Iraqi government that inspectors would immediately begin daily inspections of the Ibn al Haytham research facility and continue them indefinitely because of concerns about missile-related activities, the officials said.

They said the continuous monitoring plan for the site may eventually be expanded to other Iraqi missile and nuclear weapons-related sites, as UN inspectors move away from periodic inspections aimed at ferreting out illegal Iraqi activities and begin long-term monitoring aimed at permanently constraining Iraqi military capabilities.

Iraq has refused to accept the legitimacy of the UN Security Council resolution authorizing long-term monitoring and has termed such inspections an unacceptable infringement of its sovereignty.

But Iraqi officials did not interfere on Tuesday when two Russian and two U.S. officials assigned to the UN monitoring program spent a day examining the missile complex.

[United Nations experts inspected nuclear and missile sites, destroyed chemicals and took aerial photographs on Wednesday, saying their mission was proceeding without hindrance, Reuters reported from Baghdad.]

After making three visits last year to the missile complex, 10 kilometers (six miles) north of central Baghdad, UN monitors concluded that Iraq was developing about a half-dozen new types of short-range ballistic missiles, and experimenting with the Silkworm cruise missile.

Development of such weapons is permitted by cease-fire resolutions, approved by the UN Security Council at the close of the 1991 Gulf War, which allowed Iraq to keep ballistic missiles capable of flying less than 150 kilometers.

But UN and Western experts say that much of the equipment used in making these weapons might also be employed to produce longer-range missiles that Iraqi scientists could attempt to develop illegally.

"Iraq is employing its best engineers, scientists and managers in the missile area," said Rolf Ekeus, chairman of the UN Special Commission charged with eliminating Iraqi weapons of mass destruction. "It makes us very nervous to have all of the guys of any significance at one place."

An official familiar with UN reports about the missile research site said that the scientists working there included "the brains" behind Iraqi efforts before the Gulf War to develop or improve long-range missiles: a variant of the Soviet-made Scud missile capable of flying up to 910 kilometers; the so-called Baadr-2000 two-stage missile with a range of more than 1,000 kilometers, and a three-stage rocket capable of orbiting payloads in space.

A U.S. official who has visited the site said it consisted of about 20 modern, single-story buildings, and Iraqi scientists there appeared to be working on propellants, guidance systems and other missile components. He said the research equipment collected there from various sites after the Gulf War was "almost Western-quality."

"We don't think there's anything illegal going on there right now," the U.S. official said. "But it would be a very good place to cheat," the official said, by secretly reviving work on long-range missiles. The site thus warrants close attention, he said.

A spokesman for the UN Special Commission, Tim Trevan, said concern about the facility's potential use for long-range missile work stemmed partly from Iraq's refusal to provide details about its past suppliers of missile-related equipment.

"One can impute motivation to that refusal," he said, explaining that Baghdad may want to use those suppliers again. "All they need are knowledge, money and supplies. They clearly have lots of knowledge, and they will eventually have money from the sale of oil."

LE COURRIER - 28 janvier 1993

IRAK

La légalité des zones d'exclusion mise en doute

La Ligue arabe conteste la légalité des zones d'exclusion décidées par les alliés de la guerre du Golfe.

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Esmat Abdel Meguid, a mis en doute, pour la première fois, la «légalité» des zones d'exclusion aérienne imposées par les alliés dans le nord et le sud de l'Irak, dans une déclaration publiée hier par le quotidien arabe londonien «al-Hayat».

M. Abdel Meguid a souligné que la Ligue arabe «refuse le recours à la force contre tout pays arabe». «Nous espérons que tout sera résolu par le dialogue. De surcroît, la légalité de certaines mesures des alliés est mise en doute. Si leur attitude concernant la mise en place des zones d'exclusion aérienne était légale à 100 %, il n'y aurait pas de doute à ce sujet, mais elle est illégale», a-t-il affirmé.

Les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France ont créé en avril 1991 une zone d'exclusion aérienne au nord du 36° parallèle pour, selon eux, protéger la population kurde. Ces pays ont en outre imposé en août dernier une zone similaire au sud du 32° parallèle pour arrêter les bombardements de l'aviation irakienne contre la population chiite.

ATS

Témoignages sur un kurdicide



Des milliers de villageois kurdes, fuyant la répression, sont réduits à l'errance et à la mendicité.

Le gouvernement turc, dirigé par Soleiman Demirel, annonçait à l'automne dernier sa volonté d'aller « jusqu'au bout » dans la répression des manifestations kurdes dans le sud-est du pays et d'en finir, une fois pour toutes, avec ceux qu'il appelle « les terroristes du PKK ».

En fait, le travail était déjà largement entamé. Depuis le mois de mars et la répression des manifestations pacifiques du Newroz (le nouvel an kurde), faisant officiellement 91 morts à Cizre, il ne se passe pas un jour sans effusion de sang, sans arrestations, tortures, enlèvements, assassinats de Kurdes.

Le 18 août, la ville de Sirnak (30.000 habitants) est encerclée par l'armée, bombardée et en partie détruite. La population est obligée de fuir. Certains n'oseront jamais revenir.

Le même scénario se répète le 28 août à Cukuka (7.000 h), le 4 octobre à Kulp (6.000 h), le 3 novembre à Hani (7.000 h). 350 villages kurdes ont ainsi été détruits dans toute la région frontalière avec la Syrie, l'Irak et l'Iran. Ankara n'a rien trouvé de mieux que la technique de la terre brûlée pour couper le PKK de la population, que les militaires cherchent par ailleurs à terroriser par leurs exactions.

Marcel Boixière, correspondant de « l'Humanité », nous a rapporté de Diyarbakir ce témoignage de trois rescapés du village de Tepecik :

« Notre village comptait 650 habitants et 75 maisons, racontent-ils. Aujourd'hui, seules 10 maisons sont intactes. Le 19 décembre, à 15 heures, les militaires sont arrivés à proximité pour contrôler les identi-

tés. Trois combattants du PKK étaient dans les parages. Des coups de feu éclatent, un gardien de village (collaborateur armé et payé par le gouvernement) est tué ainsi qu'un homme du PKK. Le soir, à 18 heures, militaires et gardiens de villages reviennent, lancent quatre grenades dans deux maisons, faisant 5 tués, 2 blessés. Le 20 décembre à 8 heures du matin, l'armée revient, attaque le village à la grenade et brûle toutes les maisons avec de l'essence. Plus de 400 animaux sont abattus. Trois vieillards qui n'avaient pas voulu partir sont blessés par balles. Vingt personnes sont emmenées. Depuis, nul ne sait où elles se trouvent. L'armée a refusé que nous enterriions nos morts au village. Il a fallu les emmener à Diyarbakir. »

Les témoignages d'habitants d'autres villages détruits confirment ces dires : « Pour obliger les gens à partir, on détruit les maisons, on tue le bétail. Les soldats arrosent les réserves de nourriture de gas-oil, mélangent la nourriture des villageois avec celles des animaux. Les soldats emmènent les femmes dans des endroits particuliers. Ils prennent la population en otage. Des hommes disparaissent et on retrouve leurs corps dans un fossé ou une fosse commune. Certains villages sont détruits au lance-flammes... »

« Rappelons que de mai à novembre 1992 la Turquie a présidé le Conseil de l'Europe. François Mitterrand s'y est rendu à deux reprises, en avril et en décembre. FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

Le film du crime

CES photos ont été prises le 8 septembre 1992 dans le village kurde de Solak par un photographe du journal turc à grand tirage « Sabah ». Razan İmrac. Elles montrent la mise à mort d'un paysan de Cizre. Wesüt Dündür, arrêté par la police parce que soupçonné

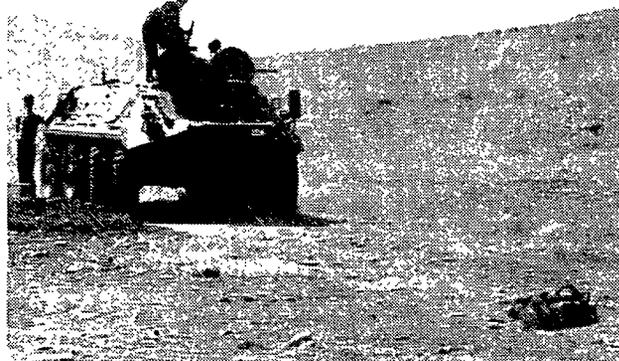
d'être membre du PKK. L'auteur de ces photos est depuis lors recherché par la police et par les escadrons de la mort turcs. Il n'a pu retourner à son journal et se cache. Il a confié les documents à notre correspondant et demandé qu'elles soient publiées.



Après avoir été torturé, Wesüt Dündür a été déposé par les militaires sur une piste près du village de Solak.



Les militaires fixent un câble autour de la taille du malheureux.



Le câble est relié à un engin blindé dans lequel les militaires remontent. Wesüt Dündür est traîné sur la piste jusqu'à ce que mort s'ensuive. Le blindé est de fabrication allemande, du type de ceux qui ont été utilisés dans la destruction de Sirnak, Cizre ou Gulp.



Les soldats, rejoints par les policiers, après avoir déshabillé le torse du supplicié, le retournent : il est mort.

PRESSE DE LA MANCHE - 15 JANVIER 1993

● Turquie : seize morts en deux jours dans le sud-est anatolien

ANKARA. — Seize personnes ont été tuées et neuf autres blessées depuis mardi soir dans le sud-est anatolien à majorité kurde, théâtre depuis août 1984 de la rébellion armée du Parti séparatiste des Travailleurs du Kurdistan (PKK). Cinq membres d'une même famille ont été tués mardi soir près du village de Guclu, province de Sirnak à la frontière avec la Syrie et l'Irak, lorsque leur maison a été attaquée à l'arme automatique par des rebelles kurdes du PKK. Sept personnes ont été assassinées et sept autres blessées dans deux minibus mitraillés mercredi par un groupe de maquisards du PKK assurant la liaison entre des villages de la province de Mardin, frontalière avec la Syrie. Deux femmes âgées de 50 et de 85 ans ont été tuées et deux autres civils blessés mercredi soir à Hani, province de Diyarbakir. Deux instituteurs ont été assassinés par balles en pleine rue mercredi matin à Diyarbakir devant leur école par des personnes armées « non identifiées ».

LE QUOTIDIEN
DE PARIS

Turquie : répression anti-Kurdes

Cinq civils et 8 rebelles kurdes de Turquie ont été tués en deux jours dans le sud-est anatolien dans des accrochages entre maquisards kurdes et forces de sécurité turques ou dans des attentats armés.

5 personnes ont trouvé la mort dans des attentats armés perpétrés par des « inconnus », lundi à Batman (sud-est anatolien à majorité kurde).

Par ailleurs, 8 rebelles séparatistes kurdes ont été tués par les forces de l'ordre dans des accrochages hier dans la région de Sirnak à la frontière avec la Syrie et l'Irak.

LE MONDE - 31 janvier 1993

TURQUIE : après l'assassinat du journaliste Ugur Mumcu

Les adversaires de l'intégrisme manifestent leur colère

ISTANBUL

de notre correspondante

Le célèbre industriel Jak Kamhi a échappé, jeudi 28 janvier, à une tentative d'assassinat à Istanbul. Quatre assaillants ont tiré sur la voiture de M. Kamhi, dont les gardes du corps ont riposté, mettant en fuite les terroristes, qui ont laissé sur les lieux un lance-roquettes dont ils n'ont pu se servir. La voiture des terroristes a été retrouvée plus tard par la police. Le premier ministre, M. Demirel, a déclaré que l'Etat connaissait les coupables, dont l'arrestation serait imminente. M. Kamhi est l'un des artisans du rapprochement économique entre la France et la Turquie. Membre de la communauté juive, il est également président du Comité pour la célébration du cinquantième centenaire de l'émigration juive dans l'Empire ottoman et connu pour ses idées kémalistes.

La police aurait aussi déjoué une autre tentative d'attentat visant un journaliste très connu d'Istanbul. Par ailleurs, une trentaine de militants du Hezbollah ont été arrêtés dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat d'Ugur Mumcu, l'éditorialiste du quotidien de centre gauche *Cumhuriyet* tué dimanche dernier dans un attentat à la bombe à Ankara (*le Monde* du 26 janvier). Des ressortissants étrangers figurent parmi les suspects arrêtés.

Ils seraient à l'origine de l'assassinat de deux autres journalistes kémalistes tués il y a quelques années, ainsi que du meurtre d'un officier du chah d'Iran enlevé à Istanbul le 27 décembre dernier.

L'Iran au banc des accusés

La presse accuse l'Iran d'être responsable d'une tentative de déstabilisation. Ces événements pourraient aboutir à une crise diplomatique entre les deux pays, et le ministre de l'intérieur iranien a dû écourter son voyage officiel en Turquie à la suite d'une manifestation hostile devant le consulat d'Iran à Istanbul.

D'autre part, des centaines de milliers de personnes ont défilé sous une pluie battante, mercredi à Ankara, à l'occasion des funérailles d'Ugur Mumcu. Il s'agit de la plus importante manifestation de l'histoire de la République turque. Plus de cent mille personnes, au total, ont également manifesté dans le reste du pays. « *Il ne s'agit pas de funérailles, mais d'un sursaut* », a titré à la une le quotidien *Milliyet*. Les locaux du *Cumhuriyet* ont été submergés par des citoyens en pleurs et en colère. Des œillets et des cierges jonchent les lieux du crime, où sont organisées des veillées. Toutes les couches sociales de la société, toutes les organisations de la société civile continuent à

exprimer leur indignation, notamment par le biais de faire-part de décès dans les journaux.

Plusieurs facteurs expliquent ce vaste mouvement spontané de la population, qui marque un tournant important de la vie politique en Turquie. Avant tout, la personnalité de la victime. Journaliste réputé pour son intégrité, Ugur Mumcu symbolisait les valeurs républicaines de la laïcité, la démocratie et les principes kémalistes. Deuxièmement, la frange laïque kémaliste social-démocrate de la Turquie profonde était inquiète des progrès de l'influence des islamistes durant ces dernières années. La mort de Mumcu lui a donné l'occasion de faire entendre sa voix. « *A bas les mollahs!* », « *Vive la laïcité!* », « *La Turquie ne deviendra jamais comme l'Iran!* » étaient les slogans le plus souvent repris par les manifestants, avec ceux dénonçant l'absence du premier ministre, M. Suleyman Demirel, et du président de la République, M. Turgut Ozal. - (*Intérim.*)

□ **Rencontre entre les présidents Ozal et Clinton le 8 février à Washington.** - Le président turc Turgut Ozal doit être reçu le lundi 8 février à la Maison Blanche par le président Bill Clinton, a-t-on appris vendredi 29 janvier auprès de l'ambassade de Turquie à Washington. - (*AFP.*)

ENTRETIEN

Ümit Elci signe le premier film kurde de l'histoire du cinéma

Depuis la guerre du Golfe, le problème kurde se pose avec une nouvelle acuité. Le réalisateur turc de «Mem et Zin» explique sa manière d'aborder cette question complexe.



«Mem et Zin», les Roméo et Juliette kurdes. LDD

Ümit Elci raconte une légende ancestrale du peuple kurde. Mais à travers le martyre de deux amants, il évoque en réalité la tragique histoire de cette population persécutée. La nuit du Nouvel-An kurde (le 21 mars), le Novro, un vieil homme conte l'histoire de Mem et Zin à un auditoire attentif, aux yeux brillants, car cette légende, il la connaît déjà par cœur. Elle s'est en effet transmise oralement de génération en génération depuis la

nuît des temps. En c'est en 1695 que le grand poète Ehmedê Xani la rédige pour la première fois en langue kurde.

Deux frères, doux comme l'agneau et braves comme le lion, rencontrent, un soir de Novro, deux sœurs belles et fragiles comme des perles de rosée. Dès que leurs regards se croisent, leurs cœurs s'unissent à jamais. Tandis que les aînés pourront se marier, les cadets, Mem et Zin, voient leur union sans cesse repoussée. Mais plus fort

que les machinations des intriguants, leur amour blessé les portera jusqu'à la tombe.

UNE ŒUVRE SYMBOLE

Derrière la tragédie de ces deux amants, comparable à celle de «Roméo et Juliette», ou de «Tristan et Iseult», se cache l'histoire du peuple kurde. Représenté par Mem, celui-ci est coupé de la patrie qu'il chérit, incarnée par Zin, depuis l'aube des siècles. Dans ce film, les personnages ne

se limitent pas à de simples rôles. Ils prennent des valeurs symboles qui se traduisent par leurs attitudes, leurs gestes. De fil en aiguille, la narration présente ainsi les traditions kurdes et explique le comment et le pourquoi du pourrissement de la situation. L'obéissance absurde et obstinée à des règles ancestrales contraint les personnages à subir des événements dictés par une implacable logique.

Par son traitement, «Mem et Zîn» fait penser aux grands mélodrames du cinéma indien, eux-mêmes calqués sur le modèle de la tragédie classique. Gros plans sur des regards chargés d'émotions contenues, jeu des comédiens qui touche à la pantomime et usage systématique du symbolisme. Mais qu'importe si les ficelles sont plus grosses qu'une corde à sauter, elles sont en tous les cas solides. Et on se prend au jeu, avant d'être foudroyé par l'ampleur de la tragédie. Tout est beau dans ce film, à commencer par les magnifiques paysages et la musique.

- «Mem et Zîn», le film présenté dans le cadre de ce festival, est le premier long métrage qui évoque l'histoire du peuple kurde dans la langue kurde...

- C'est vrai. Je l'ai d'abord tourné en turc et ensuite postsynchronisé en kurde. Et croyez-moi, ça n'a pas été facile de trouver des personnes qui pouvaient faire ce doublage. J'ai dû travailler avec des non-professionnels. J'ai demandé à des amis, à des gens de ma famille, s'il ne connaissaient pas quelqu'un qui parlait kurde.

- Pourquoi ce film ?

- J'ai beaucoup aimé faire «Mem et Zîn», pas seulement parce que l'histoire me permettait d'évoquer le problème kurde. Car c'est aussi une très belle histoire d'amour et j'avais envie de tourner un mélodrame. En plus, cette vieille légende qu'on se raconte de père en fils m'a permis de présenter la beauté de la culture kurde. Bien peu de Kurdes savent qu'ils ont un passé aussi doré. Je voulais leur montrer qu'ils pouvaient être fiers de leur identité.

- Etes-vous vous-même Kurde ?

- Je n'aime pas tellement cette question, car je suis Turc avant tout et je m'identifie totalement à ce pays. Par le passé, le problème des Kurdes ne se posait pas avec la même acuité. Nous étions tous embarqués sur le même navire. Nous sommes si mélangés qu'on ne faisait pas de différence. Mes grands-parents sont originaires d'Anatolie orientale, et j'ai sûrement du sang kurde qui coule dans mes veines. Je vis à Istanbul, mais je connais très

bien le Kurdistan. Donc, je ne veux pas qu'on fasse de séparation entre les Turcs et les Kurdes. Bon, aujourd'hui, ce problème existe et il est politiquement insupportable. Toutefois, il se confine à une seule région de la Turquie. Dans les grandes villes par exemple, Istanbul, Ankara, Izmir, les gens se foutent bien de savoir si vous êtes Kurde ou je ne sais quoi d'autre. Mais depuis quelques années, le PKK (Parti communiste kurde, ndlr) est très actif dans l'est de la Turquie. Il recrute des gens, parce que cette partie du pays n'est pas très développée et subit une très forte pression de l'armée. Le Gouvernement n'offre pas encore de solution viable face à la répression militaire. La population adhère logiquement à l'argumentaire du PKK. Je comprends ces gens, tout comme je n'arrive pas à comprendre l'attitude du Gouvernement.

- Le sujet de «Mem et Zîn» est donc pour vous un moyen d'évoquer le problème kurde...

- Oui, tout à fait. Je voulais montrer qu'il y a des gens qui vivent au Kurdistan, qu'ils ont une culture traditionnelle, comme nous tous. En plus, c'est la première fois que cette histoire est portée à l'écran. Et je suis très content que ça soit moi qui l'aie fait.

- Dès lors, est-ce qu'on peut considérer «Mem et Zîn» comme la première étape d'un nouveau travail ? Dans le sens où vous dites : voilà, il y a un peuple et il a une culture. Ce peuple a une histoire et aussi des problèmes... Partant de là, allez-vous prolonger cette réflexion, pour développer plus encore la question kurde, l'aborder dans son actualité, par exemple ?

- Oui, c'est sûr. Mais vous savez, ce n'est pas très simple. Car il faut affronter non seulement la censure gouvernementale, mais aussi celle, encore plus dangereuse peut-être, des extrémistes. J'ai déjà reçu des menaces voilées. Certains trouvent en effet que je ne suis pas allé assez loin avec «Mem

et Zîn». Moi, je ne suis pas un anarchiste, je ne suis pas agressif. Toutefois, je considère effectivement que ce film n'est qu'une première étape pour présenter le Kurdistan. Je ne pouvais et ne voulais pas lui donner une teneur politique plus prononcée.

- Avez-vous rencontré des difficultés dans votre travail de réalisateur ?

- Quand nous avons tourné, les choses étaient moins compliquées qu'aujourd'hui. Car depuis la guerre du Golfe, beaucoup de Kurdes ont fui l'Irak et sont entrés en Turquie. La tension au Kurdistan s'est donc considérablement aggravée. Aujourd'hui, les gens ont peur. Mais lorsque nous avons travaillé dans la région, ils venaient vers nous. Et quand je leur racontais l'histoire du film, je n'avais aucun problème à trouver des figurants. Tout le monde nous a aidés. Hélas ! les choses ont beaucoup changé. Il y a le couvre-feu, l'armée est partout, etc.

- Sur un plan plus général : quels sont les problèmes que rencontrent les cinéastes turcs ?

- Le problème numéro un, c'est de trouver de l'argent. C'est vraiment difficile, parce que le cinéma américain colonise totalement les salles de ce pays. Les films que nous faisons ne sont vus que par très peu de personnes, car ils ne peuvent accéder au circuit commercial. Et pas la peine non plus de penser à l'exportation... En Turquie, l'argent que vous injectez dans un film ne vous procure rien en retour. En le réalisant, nous faisons de la résistance.

- Pensez-vous que le cinéma puisse changer le monde ?

- Et comment ! Il n'y a qu'à voir ce qu'en a fait le cinéma américain !

Propos recueillis par
ALFIO DI GUARDO

Salle M.-Simon, le 1^{er} février, à 18h.15

KAMUOYUNA

HALKLARIN MUTLULUĞU, ZULÜM VE SOYGUN DÜZENİNİN ortadan kaldırılması ve düzene alternatif olma amacıyla kurulan partimiz diğer siyasi partilerden çok farklı bir programa sahiptir. Partimiz Türkiye'de birçok sorunun yanında öncelikli olarak demokrasi ve özgürlük mücadelesini kendisine ilke edinmiş bir siyasi partidir.

**BU MÜCADELEDE KATLEDİLEN
PARTİ YÖNETİCİ VE ÜYELERİMİZİ
SAYGI VE RAHMETLE ANIYORUZ.**

HEP'in bugüne kadar öldürülen yönetici ve üyelerinin listesi:

- | | |
|----------------------------|-------------------------|
| 1 - Vedat AYDIN | 22 - Adil YAZICI |
| 2 - Remzi İL | 23 - Nezh DOĞAN |
| 3 - Harbi ARMAN | 24 - Halit TEMLİ |
| 4 - Abdurrahman SÖĞÜT | 25 - İsa BULUT |
| 5 - Ahmet TURAN | 26 - Ekrem GÜRNÜ |
| 6 - İsmail IRMAK | 27 - A. Sıddık TURHALLI |
| 7 - Sıddık TAN | 28 - Sait MENTEŞ |
| 8 - Ekrem GÜRAN | 29 - Mehmet Emin NARİN |
| 9 - Musa ANTER | 30 - Rodi DEMİRKAPI |
| 10 - Hüseyin DENİZ | 31 - İdris ÇELİK |
| 11 - Abdülsamet SAKIK | 32 - Yusuf SOLMAZ |
| 12 - Nedim BALYACI | 33 - Mizbah DOĞRU |
| 13 - İsmail Hakkı KOCAKAYA | 34 - Abdülsamet ÇETİN |
| 14 - Tahir SEYHAN | 35 - Nihat MAZHAR |
| 15 - Mehmet DEMİR | 36 - Felemez GÜNEŞ |
| 16 - Mehmet Sait ERTEN | 37 - Bahattin TURAN |
| 17 - Abdülkadir KİŞİ | 38 - Behzat ÖZKAN |
| 18 - Selim BİNGÖL | 39 - Zülfikar YAGAN |
| 19 - Mehdi DEMİR | 40 - Nevzat KELEKÇİ |
| 20 - Mevlit ARGİN | 41 - Havzi EKİNCİ |
| 21 - Şahin ALPAN | 42 - Mustafa ATAN |

HEP GENEL BAŞKANLIĞI

في العراق

حسن الجلبي *

■ على رغم ضيق المقام في هذا المقال لتصحيح الأخطاء التي شابته تصدق الفيدرالية ومعلومها لدى العديد من الذين تصورا لها بالبحث والتفكير في هذه المناسبة، الأمر الذي أدى إلى طمس معالمها وضبابتها وطمسها ومضمونها على الأرقام، لا سيما إعلان الأرقام التي قلصت تدريجيًا من أين يأتي الخوف من أن تكون الفيدرالية بدأتها دعاءة التأسيس العراقي، لأن تاريخها كله يدل على أنها كانت أطلالًا جاسعة للشعوب وللقوميات والجماعات وليست أداة تفريق وتمزيق. فقد كان هذا شأنها في البلاد عام، انجبتها للعالم منذ ما يزيد على المئتي عام، إذ وجدت فيها الولايات الأميركية يومئذ بعد تفريق وتفكك الولايات الملحق بالتحقق والتصالح والتفاهم بين دعاءة الانفصال ودعاءة الوحدة لأنها استطاعت أن تقدم أسسًا مبنية واسعة لإقامة سلطة مركزية قوية منبثقة مع الإبقاء على حرية مضمونة لكل ولاية في تقرير شؤونها الخاصة. الأمر الذي أتاح المجال لسياسة الاستقلال والتقدم والازدهار الهائل واخراج امه في اليوم أكبر قوة في العالم.

كذلك كان شأنها في سويسرا التي اختارت بها في منتصف القرن الماضي بعد الولايات المتحدة الأميركية إذ نراها قد جعلت والعت بين سكانها الفرنسيين والإنجليز والإيطاليين وغيرهم الذين عاشوا في خصومات والحزب وعدماء وتفرق واضطراب مدة قرون، إلى أن أعلنوا على الفيدرالية كحل للفتنة التي كانت في دستور عام ١٨٤٨، ومن يومئذ صار لكل بضرب سويسرا كنموذج على الاتحاد والاستقلال والتمتع بالديمقراطية. وكذلك كان أمرها أيضًا مع ألمانيا التي وجدت فيها في التسعينيات من القرن الماضي سبيلًا للإتحاد والقوة والازدهار بعد قرون من الانقسام واللجوء والاضطراب بين دولها. وينبغي ألا نقول البساطة في الشئ الإنساني لأنه عزى إليه الرأفة والحلمحة إذ كان يعرف بالإنسانية الشرقية إلى ألمانيا الغربية، بعد كل ما حدث من التحول وتفرق في أعقاب الحرب العالمية الثانية التي إن قامت الوحدة الجديدة في سنة ١٩٤٥.

ولا يزيد أن تذكر شمولهم أجنبي،

فبخرنا الاستقلال عن مقتضى الإجماع. ولكن لا بد من أن نلاحظ في التقسيم الإحصاء الموقراني السابق إلى هذا العدد الكثير من الدول في الشرق والغرب، والتقسيم يوسع دولها في جمهوريات خمس حتى الآن، والتي ما حدثت من الانفصال لم تتغير دولها، كيف أن الانفصال لم تكن مسؤولة عن هذه الانفصالات، وإنما كانت نتيجة القمع والسياسة الركنية كانت تمارسها الحكومات المركزية على الشعوب التي قرر لها أن تعيش تحت سلطانها، إلى الحد الذي أوشكت معه أن تفضي على النظام الفيدرالي الزعوم فيها.

هذا يتبين من الحقيقة والتاريخ كيف أن الفيدرالية تجمع ولا تفرق، وتوحد ولا تشرم، وإن القمع والسياسة والطمس الذي يمارسه المركز على الأطراف هو الذي يعمل كل هذا وأكبر، وإن الفيدرالية، إذا ما أرادها الأخيرة كره العراق ممارسة الحكم كل شيء منجز لهم من استخدامها المركز وبقيته وظلمه الذي عم كل أطراف العراق من أركان صدام في بغداد. أما خوف الجوار من الدعوة إلى الفيدرالية في العراق فمبعدة في أكبر الظن ليس الأهل على وحدته وسلامه أراضيهم بقدر ما هو الأهل من سريان هذه الفيدرالية إلى أراضي هذا الجوار.

أما مسألة التوقيت فتخضع من غير شك إلى اعتبار أن الفيدرالية عقد واستقر يجب أن يرتفعه الأطراف المختصون بشئانه. ومن هنا قلنا لكي تصبغ الفيدرالية نظامًا نافذًا في العراق من أن توافق على هذا العقد أو الاستقلال الأطراف الأخرى من غير الإجماع الكرم، على أن تصبغ الفيدرالية بمعنى العقد وميثاقه يرتب تفصيلين أساسيين: أو الامتياز التي العقد توافق بين طرفين أو أكثر محتالين مستساوين، كبر عدد كل منهم أو صفته، ومعنى ذلك أن رفض الفيدرالية أو قبولها لا يكون بالاجتراء العام، وإنما يكون بالديموقراطية التوافقية التي عرفها الولايات المتحدة بين عامي ١٧٨٧ و ١٧٩١، إذ لم ترض هذه الولايات بميثاق الولايات الكبيرة على الولايات الصغيرة، بل قامت وصغرها، وتابعتها، في حالة رفض الفيدرالية من الأطراف العراقية غير الأكراد، لا بد من أن يبحث عن صيغة أخرى يقبل بها هؤلاء الأخرى، لا يمكن أن

تفرض عليهم أي صيغة للعيش المشترك في عراق الفد. فعراق كهذا لا يمكن أن يقوم وجوده بعد اليوم إلا على عقد سياسي جديد تغلب به كل أطرافه قبلًا خائب من قهر الأملية للاختيارية. هذا هو معنى العقد وهذا هو ميثاقه ووقفها.

على أن العراق في هذه الساعة ليس ناقل حاجة إلى الفيدرالية في عراق الفد. ذلك أن كردستان العراق بكاملها الرهن العام بسواء وسواء ابتداء والتعرض بالحماية الدولية بحاج إلى التعرّف، بمعنى أن يكون إقليمًا مضمون الاستقلال الذاتي في حكومة عراقية مركزية مؤقتة يبدل عن حكومة صدام في بغداد. تحدثنا باسم بقية أجزاء العراق الأخرى في تحقيق ذلك ستعرض هذا الكيان إلى واحد من الإجراءات الخطيرة الأتية المفروضة من الأخرى الكرد أنفسهم. الأول الدعوة إلى حكم صدام، والثاني قيام دولة كردية مستقلة، الثالث الانفصال عن العراق والانضمام إلى إحدى دول الجوار، إذ لا يمكن أن تستمر حاله بول الرأفة إلى ما لا نهاية.

من هنا عاني المهتممة التمسد القديم كردستان العراق مع المؤتمر الوطني العراقي الجديد، وتحول هذا الاتحاد إلى حكومة فيدرالية ذات طابع فعلي مؤقت. أي بهذا التحول يمكن تدارك أخطار هذه الإجراءات ومعادها المرة مستقبل العراق.

هكذا يتبين كيف أن الفيدرالية هي أمر ضروري للربط بين المؤتمر وكردستان العراق في عمل شرعي، كما وكيف أنها توازن بين سلطات المركز وسلطات الأطراف، بما يمنع طغيان أحدهما، وكيف أنها ضرورية لعراق الفد لإنهاء ديكتاتورية المركز واستعادته وطغيانه على أطراف البلاد، وكيف أنه لا يمكن منعها على كردستان العراق في عهد اسمحتها فيه حرية تقرير المصير عمومًا أصيلاً للمؤتمرون، الأمر الذي أدى إلى قيام عشرين دولة مستقلة جديدة في أقل من عام.

ان وصول المؤتمر إلى جزء من أرض العراق وقدرته فيه، الإطعاف فيه، والتفكير في هذه الأرض قوة مضارفة لحكم صدام ومخمينية له، كما حصل في صلاح الدين وأخر تشرين الأول (أكتوبر) ١٩٦٧، يطبقه من غير شك الحق في أن يكون ليس حركة مقاومة وطنية وحسب، ولكن ذا تنظيم حكومي في الجوانب الداخلي والسوي، إذا اضحى في مقدوره أن يقم في أرض بلاده بعدما أصبحت جبهة كردستان العراق

خاصاً بالعراق وشعبه وبين المعارضة العراقية، ودخول المؤتمر إلى أرض العراق ونجاحه في العمل من فوقها، متحداً مع باقي كردستان العراق ضد حكم صدام بهدف تغييره، أدى إلى قيام حالة تسمى في اللغة السياسية، كما من تكرر، بغالبية الحكم ومزاولها وجود حكمين يتنازعان السيطرة على السلطة، أحدهما الحكم المراهق أي حكم صدام، والثاني الحكم العراقي من اتحاد المؤتمر الوطني العراقي، ائوحد مع جبهة كردستان العراق، الأمر الذي يبلغ بالأطراف الدولية التي أن تختار بين الإبقاء على تعاملها مع الحكم القديم والرهن، وبين تخليها عن هذا التعامل والتوجه إلى التمسك مع الحكم الجديد الثالث في وجهه.

ان الظاهر يقول التعامل مع المؤتمر في الحالات الإقليمية والدولية، بوقفه الحكم الساعي، الاتذاع السلطة من نظام صدام هو الآخر القضايا الحيوية التي يواجهها، ولا يقطن في شيء من شرعية قيام المؤتمر واستحقاقه الأخرى، وجوهه في أرضه على الجبهة محمية بقوات دولية (أممية) انتقافية) فضلاً عن القوات الكردستانية العراقية (البشرية)، ذلك أن هذه الحماية قد اتت من اللزاز الدولي الناتج الصمت الذي الرقم ٦٨٨ الصادر عن مجلس الأمن، والأول من نوعه في تكريس الفصل بين الشعب العراقي ونظام صدام، عندما اضفي لقب العراق وجوباً مستحيزاً عن نظام صدام، معقولاً له بتخصيصه بولاية قائمة بذاتها، حماية وجبروته، وادعياً لتغيير هذا النظام بالأساليب الديموقراطية وبما يجعل حقوق الإنسان المرابي.

والمعتادين على سيادة العراق بغايه الغرار المكور تقوّل: مهلاً أيها المناهكون! فإلترسان وحقوقه قد أصبح في الوقت الحاضر أهم من أي سيادة، وأليس من أي سلطان، وإلا لا كان لمة سيبل إرغاف انسان العراق من محفنة والبيلاء الذي جره عليه طائفة بغداد. إن السيادة تبدو بغير معنى وبون هدف مشروخ ولا طيبة معلولة إذا لم تكن مصححة لخدمة البشر والناس المراد، وجماعات، كما نخل على نامة مجانبه واهداف الأمم المتحدة والقوانين الواردها على سلطان الحكم، لا سيما القيد الواردها في المادة ٢٠٢، فقرة ٧.

وكوميتها جزءاً أساسياً منه، الأمر الذي تكسبه قاعدة جغرافية وبشرية للتبعية الحكومية المشهود. أما التبعية السياسية لهذا التنظيم فتتمثل في الصلاحيات القانونية التي توصل إلى إقامتها، المؤتمر في ليبيا، لم صلاح الدين، المؤتمرون من الجمعية الوطنية العراقية والجلسة والجلسة الرئيسي والمجلس التنفيذي.

وكان التزاماً من نظام اساميه لملل المؤتمر ليكون بمثابة دستور مؤقت يرسم طرق العامة هيئته مبنية على مصالحها، وينظمها تركيبتها وعلاقتها، لا سيما ما كان منها متعلقاً بحكومة كردستان العراق الإقليمية، ما دعا إلى الاضطرار بالحل الفيدرالي للتوفيق والتألف بين مصالحات هذه الحكومة وبين مصالحات المؤتمر. إذ بالفيدرالية وحدها يمكن تحقيق الإحصاء بين المؤتمر وبين حكومة كردستان العراق كما سبق القول، حيث يتحقق احترام اختصاصات وصلاحيات حكومة كردستان العراقية الإقليمية، كما يحتاج المؤتمر ممارسة صلاحياته بشكل فعال ومشروع في دائرة اختصاصه المحددة بشؤون العراق المركزية من غير التنازل أو تجاوز على صلاحيات الحكومة الإقليمية.

وما تقدم يتبين كيف أن وجود هيئات المؤتمر وقادته في كردستان العراق، أو أي أرض عن الرقبة تتحدد، هو شرط ضروري وأساسي لتحقيق شرعيته وواقعية عمله وكيف أنه لا يجوز عمله من خارج العراق إلا في ظروف الاستثنائية فاهية وفي شؤونها كالتشؤون الخارجية.

إن التخالف والإجحاد الذي تحقق بين المؤتمر وجبهة كردستان العراق، أوجد كما سبق القول قاعدة جغرافية بشرية وسياسية للمؤتمر، الأمر الذي يمكن من ترجمة ذلك على الجانب الدولي من عمل المحارضة ممثلة بالمؤتمر، وتوظيفه في المحافل الدولية، بحيث تحول إلى موافق وتدبير فعالية لحماية العراقيين من بطش صدام، ليس أقلها إقامة المحفز الجوي في وجه طير ان صدام في آب (أغسطس) الماضي، في جنوب العراق الذي تم بمشاركته وفد المؤتمر الذي زار واشنطن رسمياً، وقابل المسؤولين فيها قبل اسابيع من اقامة المحفز المذكور.

ولعل في الجهود الدائرة حالياً لدى الأمم المتحدة الرامية إلى اشراف المؤتمر في تنفيذ الإجماع الشعبي العراقي، برهاناً آخر على نجاح المؤتمر في عقد الوحدة والقبضية يجري في الجالات الدولية والقبضية

هناك اراض زراعية خصبة جداً، لكن الآلات الزراعية مفقودة وكذلك الفلاحون الذين فقدوا بيوتهم ظلوا في المدن، خاصة انهم لا يستطيعون زرع الاراضي من جديد.

الناجون من احوال السجن والمعتقلات وحملات القتل والقصف الكيميائي يتحملون فقدان المواد الغذائية والفقر والبرد والامراض. «اي شيء ما عدا صدام» كما يقولون. «اما ان ينقذونا منه والا فالمرتبة افضل لنا». الجميع مرتاحون لوجود حكومة كردستانية. لكن هذه الحكومة لا وجود لها فعلياً على الارض، خارج اطار بعض الدوائر في المدن. فهي حتى الآن لا تساعد الفلاحين والمهجرين، كما يقولون، وليس لديها الامكانيات المادية للقيام بذلك.

الاحزاب الكردستانية لا تزال حتى الآن هي المسيطرة على الارض وهناك تملل بين الناس بسبب بعض التصرفات الحزبية، او تصرفات بعض الافراد. لكن برغم ذلك كله يردد الناس: «لا بأس». فوجود هذه الحكومة في حد ذاته يدعو الى الامل بالمستقبل.

الحكومة الكردستانية الحالية من جهتها تواجه مصاعب عدة تنعكس على حياة الناس. المصاعب الاولى مالية. فالاجور تتأخر بضعة اشهر قبل ان تدفع الى الموظفين. اما المدرسون فلم تصلهم رواتبهم منذ اشهر، وهم يعملون كعمال عابدين من اجل البقاء والرواتب احياناً تدفع نقداً بدنانير طبعت حديثاً في بغداد، ويعتقدون ان هذه الدنانير لا تغطية لها. فورقة الخمسة وعشرين ديناراً الجديدة التي يحصل عليها الموظف غير مقبولة في اقليم كردستان وهي تستبدل في السوق السوداء بقيمة 14 ديناراً من الدنانير القديمة المطبوعة قبل حرب الخليج. وفي اربيل، وتحديداً في سوق شيخ الله، زاوية خاصة بصرف العملات، وهي مكتظة بالبشر، وعملية الصرف معقدة اذ تبدل العملة العراقية المطبوعة حديثاً والتي تعتبر مزورة بعملة قديمة، كما تستبدل دنانير اتيه من ايران بأخرى محلية او تركية.

الناس خائفة في كردستان فاشباح الماضي لا تزال تسكن النفوس، والطائرات الحربية «مال بوش» التي تحلق يومياً فوق الاقليم لا تزال هذا الخوف. ويذكر الاكراذ انهم راحوا، مراراً، ضحية صفقات واتفاقيات سياسية بين الدول. ويتم تقديم الدعم للاكراذ او تشجيعهم على التحرك ضد بغداد، او يتم قمعهم والتخلي عنهم حسب ما تتطلبه المرحلة ووفقاً للتوازنات الاقليمية. وهم يخافون اليوم من ان يتخلى عنهم الغرب.

«شه وري» اسم طفل يبلغ 2 سنوات من العمر، قتل الجنود العراقيون والده وكان لا يزال جنيناً في بطن امه لذلك سمته «شه وري» اي الانتظار. هذا لا يزال ينتظر والده. لكن اي مستقبل ينتظره ■

حيث كان لكل واحدة رغيف من الخبز كزاد يومي.

ويروي الاطفال احلامهم ويرون فيها آباءهم عاندين اليهم، في الاحلام فقط. ومنهم من لا يرى آباءه حتى في الحلم، ويتطلع الى ان يلتحق ذات يوم بالبشميركة كي ينتقم لابييه.

لقد طرأ تغيير كبير في نمط الحياة في كردستان. ففي الماضي كان الرعاة ينتقلون مع قطعانهم الى الجبال في الصيف ويعودون في الشتاء، وقد صنعوا السجاد والبسط من صوف الغنم. كانوا يعيشون مما ينتجون من الياقوت ولحوم. لكن الحكومة العراقية منعت حياة الترحال والانتجاع هذه، اذ اقامت منطقة محظورة على طول الحدود مع ايران وتركيا وسورية بمساحة تقارب الثلاثين الف كيلومتر مربع. وجاءت عمليات القصف والتدمير فانتهت وجود قطعان الماشية. واللحم اليوم يأتي من ايران وتركيا. هذا اذا استطاع السكان شراءه

اعادة بناء القرية. وفي هذه القلعة التي يجتاحها الخراب يلعب الاولاد في الصحن الداخلي، في الباحة نفسها التي رأى فيها بعضهم اقارب او اصدقاء يعدمون او تحطم رؤوسهم بالحجارة.

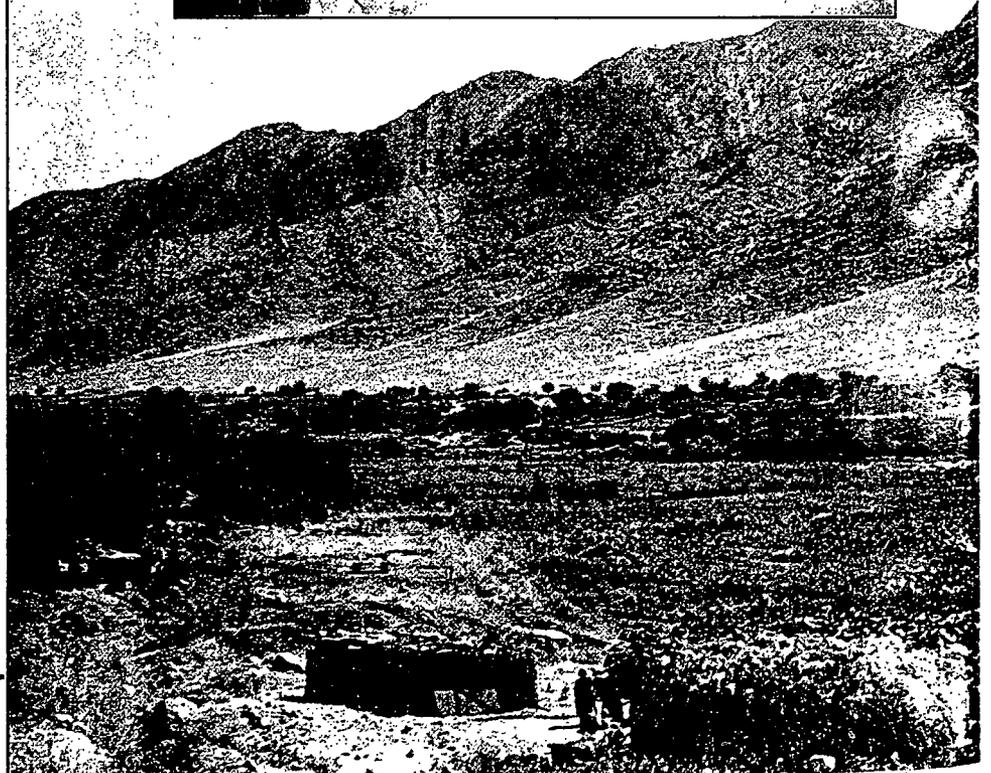
أشباح الماضي

كل مكان تزوره في اقليم كردستان يؤلك، لا سيما مجمعات «جم جمال» قرب السليمانية وعلى الحدود تقريباً مع المواقع الحكومية العراقية. في هذه المجمعات حيث يعيش فلاحون تم تهجيرهم من قراهم، حي باكملة تمكث فيه نساء مع اطفالهن. ليس فيه اي رجل. فالرجال جميعهم في عداد المفقودين. هنا، تروي النساء كيف تم اعتقال العائلات، وفصل النساء عن الرجال. تروي كيف ادخلن الى زنزانات وجدن فيها هياكل عظمية. يحكى عن ايام العذاب هذه

البضائع والمواد الغذائية تأتي الى كردستان من تركيا وايران لكن من القادر على دفع ثمنها؛ (ارواد اسيرا)



كردستان أرض غنية لكن سنوات الحرب والواجهات أفقرتها. (ارواد اسيرا)



الكيميائي. وقيل لي في مقر لجنة حقوق الانسان في اربيل ان الذين بقوا احياء بعد القصف اعتقلتهم القوات العراقية بعدما منعت الاطباء من معالجتهم. وهم اليوم في عداد المفقودين الجهولي المصير. كما ان اللجنة تملك وثائق عن معتقلين ماتوا خلال التحقيق، ودفنوا في مقابر جماعية.

ويصر الاكراد على ان يزور كل واحد من الخارج مدينة «قلعة دزا» القريبة من الحدود الايرانية. مدينة باكملها اخلاها الجنود العراقيون بين ليلة وضحاها من السكان وفجروا جميع الابنية فيها بالديناميت. الآن عاد البعض الى مدينة قلعة دزا. فمن استطاع تنظيف موقع بيته القديم من الانقاض، بنى مكانه، ومن لم يستطع لجأ الى استخدام الحديد وحجارة الانقاض لاقامة بيته في مكان ابعد. فحتى مواد البناء غير متوفرة، وان توفرت، فهي باهظة الثمن. وهناك معمل اسمنت واحد يعمل للمنطقة كلها قرب السليمانية.

وهناك حالات غريبة في كردستان. ففي قلعة الامن او قلعة «نيزاركة» في مدينة دهوك مثلاً، حيث سجنّت السلطات العراقية في كل زنزانة عائلات باكملها، ترى اليوم المعتقلين السابقين انفسهم يعيشون فيها. فبعد الانتفاضة التي حررت المعتقلين، عادوا الى قراهم ليروها مهدمة، وهم غير قادرين على بنائها من جديد. وهكذا عادوا ثانية الى السجن وهم اليوم يعيشون فيه في انتظار الفرج، او ان تقوم منظمة خيرية عالية بمساعدتهم على

العسكري الجديد، وصارت السيارات تعبر من جديد على الجسر القديم المتين الذي بناه المستعمرون البريطانيون.

عادوا للعيش في المعتقل

الى جانب ازمة الوقود، هناك ازمة مياه. المياه تنقطع باستمرار في المدن، كما ان المياه المنزلية لا وجود لها في معظم القرى غالباً بسبب الدمار وتفجير البيوت. وليس غريباً ان ترى النساء يغسلن الصحون والشباب في السواقي او الاقنية في محاذاة الطريق، وليس غريباً ايضاً ان ترى الاطفال يستحمون في هذه الاقنية. في كردستان مياه كثيرة لكن هناك ضرورة لبناء السدود كي يستفيد منها السكان. ووفقاً لما قاله لي احد المطلعين، فقد قبلت سويسرا والامم المتحدة الافراج عن ٢٠ مليون دولار من الاموال العراقية المجمدة لتنفيذ مشروع مائي كبير في المنطقة الكردية. لكن الحكومة العراقية رفضت ذلك.

الكارثة الحقيقية في اقليم كردستان هي على الصعيد الانساني فهؤلاء الناس مستعدون لتحمل اي شيء، ما عدا التجربة الرهيبة التي عاشوها مع نظام صدام حسين.

حيثما ذهبت في هذا الاقليم تصطم بمخيمات للمهجرين، مهجرين من كركوك او مهجرين من مناطق اخرى. هناك المجمعات الحكومية العراقية التي نقلت اليها الحكومة العراقية الناس قسراً. اقتلعتهم من بيوتهم في قراهم، ودمرت القرى باكملها وسجنّت من سجنّت وأخفت الكثيرين ونقلت من تبقى الى مجمعات بنيت خصيصاً لهذا الغرض وطوقت بالاسلاك الشائكة. ووفقاً لاحصاءات لجنة حقوق الانسان في اقليم كردستان، هناك أكثر من اربعة آلاف قرية أخلتها السلطات العراقية من سكانها وقامت بتدميرها.

كما ان هناك أكثر من ١٨٢ الف شخص راحوا ضحية عمليات اخلاء القرى والاجلاء القسري للسكان اذ كان الجنود العراقيون يدخلون قرية، فيحشرون سكانها في باصات ويدمرون البيوت ويأخذون الناس الى السجن، يفصلون النساء والاطفال عن الرجال. وكل ولد بلغ الثانية عشرة يلحق بالرجال. ثم يقوم الجنود بالافراج عن النساء وقد يلحق بهن الرجال والاولاد، او لا. احياناً، كانت عائلات باكملها تختفي. وهناك لوائح بالمفقودين، معظمهم من الاطفال والرضع والشيوخ. وفي احسن الاحوال كان الجنود يأخذونهم الى مجمعات قسرية مسيجة بالاسلاك الشائكة.

هناك ايضاً القرى التي تعرضت للقصف الكيميائي، و«حلبجة» ليست الحالة الوحيدة، وان كانت استقطبت انظار الاعلام العالمي. الكثيرون في قرى اخرى ماتوا من القصف

جالسات على جانب الطريق قرب رزمات كبيرة من الحطب، في انتظار مرور سيارة تقبل بنقلهن الى نقطة قريبة من القرية. وبرغم الازهاق والتعب، لا تفارق الابتسامة وجوههن التي أحرقتها الشمس.

وترتسم الابتسامة العريضة بين خصلتي الشعر القصيرتين. ومن التقاليد الكردية ان تقص المرأة بعد سن معينة خصلتين قصيرتين من الشعر او سالفين.

«كل هذا من سردام» قالت عجوز، و«سردام» هو صدام حسين. فالنقمة موجهة ضد رجل واحد هو الرئيس العراقي. وامتدحت العجوز الشبان البارزانيين، فهم وحدهم ينقلونها ورزمتها بسياراتهم المكشوفة. واعتدت على سماع مرافقتي تردد: «هنا كانت الاشجار تغطي هذه التلال، لكن لم يبق منها الكثير بسبب التحطيط. وهناك مخاوف من كارثة بيئية بسبب تقلص المساحات المشجرة».

اما بالنسبة الى وقود السيارات، فيتم نقله سراً من الموصل او من كركوك الى سائر مدن كردستان. محطات الوقود توقفت نهائياً عن العمل في اقليم كردستان. ويبدو ان الاحزاب الكردية تحصل على كمية معينة من الوقود، فتحتفظ بقسم كبير منه لحاجاتها وتوزع القليل منه على جماعاتها، فيقوم هؤلاء ببيعه. وعندما تخرج في الصباح الباكر الى شوارع اربيل ترى على الارصفة شباناً واولاداً يقفون بجانب غالون وقود يبيعونه بأسعار تفوق اسعار بغداد بعشر مرات ان لم يكن أكثر.

وازمة الوقود سبب رئيسي في صعوبة الانتقال بين مدينة واخرى في كردستان العراق. فالمسافات بين المدن تضاعفت عدة مرات بسبب عدم امكان استخدام الطرق الرئيسية التي تمر بالموصل او بكروك. فالمسافة بين دهوك واربيلا لا تستغرق اكثر من ساعتين عبر طريق الموصل. لكن هذه الطريق هي تحت سيطرة حكومة بغداد. لذلك، تحول السير الى طريق جبلية غير معبدة في معظمها، وهي في الاساس طريق عسكري. وباتت المسافة بين دهوك واربيلا تستغرق سبع ساعات، وعلى طول الطريق ترى القلاع العسكرية المحصنة على رؤوس الجبال، والتي وقعت في ايدي البيشمركة اثر الانتفاضة ربيع عام ١٩٩١. اما الجسور، فقد فجر معظمها نهر الزاب الكبير الذي يفصل بين منطقتي بهدنيان وسوران، ويفصل ايضاً بين اللهجتين الكرديتين، اللهجة السورانية او الكرمانجية الشمالية المحكية في شقلاوة واربيلا والسليمانية، واللهجة البهدينانية، او كرمانجية جنوبية، وهي محكية في دهوك وزاخو وتركيا. ويجب قطع نهر الزاب على عبارات تتسع لسيارتين فقط. وتصل الحبال العبارات بقاطرات تجرها من ضفاف النهر. اما على الطريق بين شقلاوة واربيلا، فقد انهار الجسر



بشتى الوسائل ان يكسبوا بضعة فلوس، يحمل احدهم خفاً ويعرض على الرجال ان يمسح اذنيتهم. اما الفتيات، فيأتين بأطباق كبيرة عليها الخيار المرشوش بالسماق ويبعنه ببضعة فلوس.

«كل هذا من سردام»

قيام حكومة كردستانية لم يؤد الى القضاء على نفوذ الاحزاب والتنظيمات والقوى المختلفة. فهناك نزاعات بين الاحزاب الكردية، وهناك تيارات متناقضة ومختلفة عن بعضها البعض. من اقصى اليسار الماركسي الى اقصى الاصولية الدينية. وقد ساهم نشاط حزب العمال الكردستاني في رفع اسعار السلع الغذائية خلال الاشهر الماضية بوضعه عقبات امام دخول الشاحنات التركية اذ كان يقطع الطريق على هذه الشاحنات الآتية من تركيا، ويمنعها من المرور. وهذه الشاحنات التركية هي، حتى اليوم، المصدر المالي الوحيد الذي تعتمد عليه حكومة كردستان العراق، اذ تدفع الرواتب من الضريبة الجمركية التي تفرضها على الشاحنات. وفي بعض الايام تمر اكثر من الف شاحنة في اليوم في الاتجاهين.

وطبعاً، كل المصارف والبنوك مغلقة، والاموال مجمدة. اما صرف العملة فيقوم عن طريق السوق السوداء فقط، ولم تعد هذه التسمية مناسبة، لان عملية صرف العملة لا تتم سرراً بل علناً، والعملة العراقية انخفضت كثيراً.

لكن المشكلة الكبرى التي يواجهها السكان الآن هي ازمة الوقود. فليس هناك غاز ولا وقود آخر للاستعمال المنزلي، ولا بنزين للسيارات. والشتاء في هذه المناطق بارد قارس. بين نقطة العبور الى سورية ومدينة دهوك، ترى على الطريق خطأ متواصلاً من الشاحنات التركية يمتد كيلومترات. هذه الشاحنات تكسر الحصار المفروض على العراق، فتاتي من تركيا محملة بالمواد الغذائية (وقد فانت مدة بعض المواد)، وتعبر من المنطقة الكردية الى كركوك وتعود محملة بالبنزين. ومن اجل ذلك، قام سائقو هذه الشاحنات برفع مستوى صندوق الشحن ووضعوا تحته خزانات من صفائح معدنية تصل الى مستوى الارض تقريباً، كي تعبا بأكثر كمية ممكنة من البنزين يعودون بها الى تركيا.

السلطات المحلية الكردية التي تفرض ضريبة جمركية على هذه الشاحنات تطالب احياناً بنسبة معينة من البنزين، لا سيما ان المنطقة الكردية تشكو من انعدام الوقود. وخلال زيارتي شاهدت النساء مع اطفالهن يتسلقن الجبال ويقطعن الحطب استعداداً للشتاء. ويحمل الصغار رزمات الحطب على ظهورهم في طريق العودة. رايت مراراً نساء مسنات

توزعه عليها منظمات الاغاثة، لكن بشكل غير منظم. في اربيل كنت اتحدث مساءً، مع سيدة، وبعيداً عن اجواء الاوضاع الاجتماعية والسياسية العامة، دار الحديث حول بعض الطرق لتحضير اطباق الطعام. وفيما كنت اشرح لها طريقة طبخ معينة راحت تنظر الي وهي تضحك. فادركت انه حتى هذا الكلام اليومي «السطحي» يعيدنا الى الواقع المؤلم؛ فمن اين تأتي بالجين ومن اين تأتي بالكعك ومن اين تاتي بالسبانخ؟

الحركة الاقتصادية مشلولة تماماً، وهناك الكثيرون من العاطلين عن العمل، لا سيما بين الشباب المتخرجين من الجامعات، والذين ينتظرون الفرص بضعج كبير. وعندما سألتهم لماذا لا يلتحقون بالاحزاب؟ اجابوا: «نحن جميعاً بيشمركة. لكن عندما تهدأ الحرب نعود الى بيوتنا لنخفف قليلاً عن الاحزاب التي لا تستطيع ان تؤمن العيش للجميع». اما الاطفال فيحاولون

عليه. هذا يترجم عملياً بفقدان السلع والمواد الغذائية: الحليب ومشتقاته غائب، لا لحم، لا قمح ولا خبز. وانا وجدت هذه السلع فإن اسعارها جنونية. وعلى سبيل المثال يساوي كيلو الشاي مئة دينار. وراتب المعلم ١٨٠ ديناراً تقريباً، فيما هناك اعداد كبيرة من الفلاحين وغيرهم لا يكسبون مئة دينار في الشهر.

وقد يبدو الشاي بالنسبة اليينا سلعة غير ضرورية، لكنه بالنسبة الى اهل العراق جميعاً اكثر من ضروري، وهو من صميم عاداتهم الغذائية وتقاليدهم الضيافة. فالاكراد شعب كريم مضيايف، اذا دخلت بيت احدهم يقاسمك زاده، وان كان قليلاً. اما الرز، وهو اهم من الخبز، فقد ارتفعت اسعاره بشكل خيالي، وثمان الكيلوغرام الواحد يتعدى العشرة دنانير (فيما كان الكيلو يساوي اقل من نصف دينار). كذلك هناك نقص في الطحين والزيت والسمن. والعائلات المهجرة تحصل على اقل من كيس طحين في الشهر

نساء
وأطفال من
كردستان.
الرواد اسيرا



محنة العملة العراقية في كردستان، سرقة حبوب النظام العراقي لكن أهلها يعودون إليها اليوم (الرواد اسيرا)



شقاوة ترسل الى مستشفى اربيل الذي يبعد مسافة ساعتين بالسيارة. الوضع الصحي العام رديء نتيجة الاخطاء المرتكبة سابقاً. ففي شقلاوة ايضاً، وهي مدينة اصطياف جبلية معتدلة المناخ، فيها كروم وبساتين فاخرة، ازداد منذ سنوات عدد المطاعم والمنتجعات. وكلها تصرف نفاياتها ومياهها المستعملة صرفاً غير مدروس وتلقي بها في الطبيعة، حتى ان المياه الجوفية في هذه المنطقة صارت ملوثة. فقد كانت المجاري من ابرز اسباب ظهور موجة شلل الاطفال عام ١٩٨٨، هذا عدا الوبئة التي باتت مستوطنة منذ فترة في المنطقة كالحصى الماطلية والتهاب الكبد الفيروسي والكوليرا وغيرها من الامراض. غادرت مستشفى شقلاوة هرباً من صراخ طفل رضيع فيما المرضة حاولت مراراً، وبلا جدوى، ان تبحث عن شريان نافر في جبهته كي تضع له مصلاً. وكلما وخزته بالابرة، تصاعد صراخه وذرفت عيانه دموعاً تذوب الصخر.

وشكا الكثيرون من الذين التقيت بهم من ان اقل من نصف الادوية والعونات التي ترسلها المنظمات الخيرية والصحية العالمية يصل الى المستوصفات والباقي يباع في السوق السوداء او يهرب الى الخارج.

اما على الصعيد الاقتصادي، فالوضع رديء جداً وضغط. والناس على حافة المجاعة، علماً ان الاراضي خصبة وقد تعطي ما يفوق حاجة المنطقة. واقليم كردستان العراقي خاضع لحصارين: فهو يتحمل نتائج الحصار الدولي على العراق، كما انه خاضع لحصار عراقي

المواطنين، لكن لا تزال هناك اجهزة اخرى ضرورية لممارسة وزارة الداخلية مسؤولياتها الطبيعية، لم تتكون بعد، والامر الملح الاخر هو تكوين وزارة العدل لان السلطة القانونية غائبة عن الكثير من المناطق والاقضية والنواحي. وقد تم تعيين المحافظين في المحافظات، وعماً قريب سيعين قائمقامون ومدراء نواح للمناطق. على الصعيد الامني الوضع الداخلي غير مستقر تماماً. حوادث القتل والسرقة مستمرة خاصة بسبب الوضع الاقتصادي الضاغط. وقد بدأت الحكومة الكردستانية اتخاذ الاجراءات الضرورية للحد من هذه الظواهر السلبية.

الحاكم لا تزال تعمل في كردستان في مقر لجنة حقوق الانسان الكردستانية في اربيل، سالت المسؤولين عن وجود سجناء من افراد تابعين لحكومة بغداد، فأتى الجواب ان هذا من اختصاص وزارة العدل، وان اللجنة لا تعلم بوجود مثل هؤلاء السجناء. ويقول المسؤولون عن اللجنة انه ليس هناك اي معتقل سياسي اليوم في كردستان. وتزور اللجنة السجنون للتحقق من اوضاع المعتقلين المتهمين بالقتل او السرقة والتأكد من ظروفهم الصحية.

ومن جهتها بذلت وزارة الصحة جهوداً كبيرة للسيطرة على بيع الادوية العشوائي. قيل لي ان الادوية التي ترسلها الجمعيات والمنظمات الخيرية والطبية يحول معظمها الى السوق السوداء او يباع لايران، لا سيما منها معدات المستشفيات. في سوق شيخ الله في اربيل كان هناك قسم خاص بعربات الادوية التي يبيعها من لا علاقة له بالتطبيب ويعطي النصائح بأخذ جرعات من هذا الدواء او ذاك. هذه الظاهرة اختفت من سوق شيخ الله على الاقل، لكن بعض المنظمات لا تزال تشكو من ان معظم المساعدات لا تصل الى اصحابها.

ضغوط ومأس

لكن هناك الوجه الآخر، المفجع، لشمال العراق. على الصعيد الطبي والصحي، هناك نقص شديد في الادوية والمعدات الطبية. وفي بعض المناطق عدد قليل جداً وغير كاف من الاطباء: فهناك طبيب اسنان واحد بين اربيل والحدود الايرانية في اتجاه شقلاوة. في مستشفى مدينة شقلاوة يأتي المرضى بشراشفهم وطعامهم. طبعاً هذا ليس هو الجانب المأساوي. الا ان المستشفى غير قادر على اجراء عملية، وقالت لي الطبيبة المناوبة انه منذ فترة انتهت القفازات المعقمة، اما الابر، فكانت على وشك ان تنتهي، وليست هناك وسيلة للحصول على كميات جديدة منها. في المستشفى، كانت امرأة حامل تنزف وتصرخ من الالم. لكن ليس في المستشفى ما يخفف آلامها. وحالات الاسعاف التي لا يمكن معالجتها في

دخول عناصر "مدسوسة"، قد تكون كردية، وتعمل لصالح نظام صدام حسين. خاصة ان هناك عدداً لا بأس به من الجنود العراقيين الذين يهربون من الجيش الى اقليم كردستان، على امل اللجوء السياسي الى بعض البلدان الغربية. وفي مركز الامن في اربيل رأيت بعيني - الاصح بطرف عيني - سجناء فيه موقوفون اخلوا بالامن. رأيت شاباً "ياكل بهدلة" لانه كان يحمل سلاحاً من دون ترخيص، لان "السلطة" منعت حمل الاسلحة في المدن، خاصة في العاصمة اربيل، من دون ترخيص. طبعاً، التقيت المواطنين الاكراد، وكذلك العراقيين العرب المعارضين لبغداد.

في شوارع مدن كردستان رأيت صحفاً تعبر عن وجهات نظر مختلفة ومعظمها بالكردية والبعض منها بالعربية. استمعت الى محطات اذاعية محلية عدة وشاهدت برامج تلفزيونية لثلاث محطات كردية. وغالباً، عندما تكون الامور هادئة يعبر سكان بغداد وكركوك والموصل الى اقليم كردستان، يأخذون - او يقرأون - ما يشاؤون من صحف ويعودون بعدها الى ديارهم. والبعض (كما سمعت) يهرب الصحف والنشرات الحزبية الصادرة في كردستان الى بغداد وغيرها، ويبيعها، بعد نسخها مع فارق هائل في الاسعار.

الحياة اليومية شبه طبيعية. فقد امنت الجبهة الكردستانية نوعاً من الادارة المحلية، اذ تمر الشاحنات وتجمع النفايات في شوارع المدن، والشبان يخرجون ليلاً الى المطاعم والمقاهي، يستمعون الى الموسيقى واغنيات ام كلثوم وفيروز التي تبت عبر مكبرات الصوت. واذا كنت ابدت دهشتي لانتشار الاغاني العربية فقد بدا الامر طبيعياً جداً بالنسبة للشبان الاكراد الذين رافقوني. بدأت الوزارات الاقليمية الكردستانية تنظم الحياة العامة. وتشكلت معظم الوزارات بعد ان تم انتخاب البرلمان في شهر ايار (مايو) ١٩٩٢. وقد تم تشكيل ١٥ وزارة من الوزارات الضرورية. بعض هذه الوزارات كان لديها مؤسسات سابقاً (امانة عامة او مديرية تابعة للحكومة) تم تغيير اسمها الى وزارة وتطورت اداراتها والقسم الآخر من الوزارات بدأ من الصفر. فهناك وزارات لها ابنية ووزارات اخرى في مرحلة تشكيل الهيئة الادارية للوزارة. وكانت وزارة التربية خلال زيارتي للاقليم تفحص طلبات المرشحين للتعليم. شاهدت امام مبنى الوزارة حشداً كبيراً من الشبان ذوي الشهادات الجامعية، يأملون بتعيينهم كعلمين، والبعض منهم ينتظر هذا التعيين منذ اكثر من ست سنوات.

ويعتبر عدد من الاكراد الذين تحدثت اليهم ان الامر الاكثر الحاحاً الآن هو تقوية وزارة الداخلية، فكثير من الامور يعتمد عليها. جهاز الشرطة قائم، وكذلك دائرة الامن للحفاظ على امن





مقاتلان كرديان
في شمال
العراق (سبيا)

في حالة «حرب وخوف من أشباح الماضي»

النظام واحترام القانون في الشارع، ينظمون السير ويوقفون الباعة المتجولين في الاماكن المحظورة عليهم. وطبعاً لا تزال المناطق والطرق بين المدن تحت سيطرة مسلحي الاحزاب، او البيشمركة وهي كلمة كردية تعني «الذي يواجه الموت». رأيت «الأسايش» او مركز الامن، بل زرتة، مثل اي اجنبي لاعرف عن نفسي واحصل على اذن بالتجول بين المدن. عند نقطة العبور، على ضفاف النهر من جهة اقليم كردستان العراقي، كشك صغير يكاد يتسع لشخص ويرفرف عليه العلم الاصفر وهو علم الحزب الديموقراطي الكردستاني (الذي يرئسه مسعود بارزاني). داخل الكشك جلس احد البيشمركة، بدون اسم كل شخص يدخل الى كردستان او يخرج منها، واسم الحزب الذي يكفله الدخول او الخروج غير ممكن، للاكراد وغيرهم، من دون موافقة احد الاحزاب. فالوضع غير مستقر تماماً، وهناك خوف مستمر من

كردستان مدناً واسواقها القديمة. رأيت «بلداً» له عاصمة وبرلمان وحكومة ووزارات بدأت تمسك شيئاً فشيئاً بزمام الامور. رأيت أسواقاً وفنادق ومطاعم يرتادها سكان الاقليم، وكذلك الاكراد الذين هاجروا الى اوروبا وغيرها. يرتادها ايضاً عراقيون عرب غادروا وطنهم منذ سنوات لاسباب سياسية، يأتون الى كردستان عبر سورية او تركيا كي يقتربوا من اهلهم وكي يتنسموا رائحة ارضهم. ذهبت الى اعراس عم فيها الفرح وتصاعدت فيها انغام الموسيقى مانعة الكلام، دافعة الجميع الى حلقة الدبكة. سرت في اسواق ودخلت دكاكين تشتري منها النساء والصبايا الاقمشة البراقة البهية الالوان التي يتميز بها الزي الكردي. هذه الاقمشة هي من صنع باكستان وجنوب شرقي آسيا، وقد يصل ثمن المتر الواحد منها الى ٥٠٠ دينار! رأيت في شوارع اربيل - عاصمة كردستان - ودهوك والسليمانية رجال شرطة يفرضون

ويديكون حتى الفجر. زيارة كردستان في شمال العراق ملاى بالمفاجآت. وللأقليم وجهان، وجه شبه طبيعي وأقل مأساوية مما تسمع عنه، ووجه مفرج. فقبل عبوري نهر دجلة من سورية الى الضفة «الآخري»، على متن قارب صغير لا يحمل اكثر من ثلاثة ركاب، كنت اخشى الا يكون اقليم كردستان سوى سلسلة لا نهاية لها من مخيمات اللاجئين الذين تتوقف حياتهم على المساعدات الاجنبية. مخيمات منتشرة في مناطق جبلية وعرة، لا طرق معبدة فيها ولا مياه ولا حياة ولا كهرباء، مناطق لا بني تحتية فيها والامراض والابوثة تغطي المخيمات بأجنحتها السوداء. لكن الصورة اخذت تتبدل بعدما رأيت عند نقطة العبور عائلات كردية عائدة الى ديارها، ومعها بعض الاثاث المنزلي او الادوات الكهربائية المنزلية. تبدلت هذه الصورة ايضاً بعدما رأيت في



طفل كردي لاجئ في كهف (اسيبا)



عند مدخل كردستان (اغاما)

«الوسط»
في
كردستان:
منطقة
الخطر
والتحدي

«بلد الأكراد» يواجه صدام حسين ويعيش

الوضع الاقتصادي والسياسي هو الذي يطغى على المشهد العام في اقليم كردستان شمال العراق بل انه يغيب الكثير من المظاهر الثقافية المحلية، ويفرض نفسه على الزائرين. فشغل الناس الشاغل هو كيفية البقاء والاستمرار. يعيشون كل يوم بيومه. وطبعاً لا بد ان يتكلم أهل كردستان عن الاسباب التي ادت بهم الى هذه الحال، ولا مفر من الحديث عن الماضي القريب. اي شيء يعيدك اليه حتى السيارة الصغيرة التي تنقلت بها في كردستان العراق كانت نقلت دفعة واحدة ١٤ شخصاً من الهاربين الى ايران عام ١٩٨٨. كردستان في حالة حرب، واذا هدأت الحرب، ينتقل الاقليم الى حالة استنفار. الحياة الاقتصادية مشلولة. وكذلك الحياة الثقافية. تبقى الاعراس، وهي الدليل على ان الحياة مستمرة، برغم كل شيء. تلك الاعراس الكردية التي لا تزال تتبع التقاليد الشعبية، تتشابه فيها ايدي الصبايا والشباب

شمال العراق، او اقليم كردستان العراقي، هو، «أشبه ببلد مستقل» تحميه، عسكرياً وسياسياً، قوات التحالف الدولي وكذلك قرارات مجلس الامن الدولي، وتقوم فيه «حكومة كردية» و«برلمان كردي» و«سلطة كردية»، لكنه، في الوقت نفسه، «مرتبط» بنظام صدام حسين بعلاقات تقوم على الخوف والرهبة والتهديدات وذكريات القتل والتدمير والتهجير. وقبل ايام، فقط، هدد وزير الدفاع العراقي الفريق علي حسن المجيد بشن هجوم عسكري على منطقة الاكراد حين أعلن في مقابلة صحافية لمناسبة عيد الجيش: «ان الجيش العراقي على اهبة الاستعداد حالياً لاستعادة سيطرة الدولة على مناطق الشمال والجنوب».

«اي شيء الا صدام حسين» هذا ما سمعته مندوبة «الوسط» ارواد اسبر، مراراً، خلال جولتها الواسعة التي قامت بها في مدن اقليم كردستان وقراه الذي يشكل «منطقة الخطر والتحدي» الرئيسية لنظام صدام داخل العراق. وعادت ارواد اسبر من الجولة بتحقيق يكشف جوانب عدة غير معروفة عن هذا الجزء من العراق، الذي يتحدى صدام حسين ونظامه. وفي ما يأتي هذا التحقيق:

اريل (اقليم كردستان العراقي) ارواد اسبر

اليمن: قصة طارق الفطلي المتهم بعمليات الاغتيال والتفجير

الوسط

ALWASAT

«الوسط» تدخل منطقة «الخطر والتحدى» في العراق

دي كويلارا - «الوسط»
صدام حسين اخطأ واعتقد انه سيربح الحرب

العدد ٨١ - كانون الثاني (يناير) ١٩٩٣ - اشعبان ١٤١٢
NO. 51 (P. 35) JANUARY 1993